

2019
001

*Ecole Internationale des
Forces de Sécurité
(EIFORCES)*



Les problématiques sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad

Actes du séminaire de Maroua les 14 et 15 septembre 2018

AXE 1 :

*Approches
phénoménologiques et
cartographie d'une
insécurité multivariée
dans le Bassin du Lac
Tchad*

AXE 2 :

*Le continuum
humanitaire-sécurité-
développement dans le
Bassin du Lac Tchad:
relever les défis de la
soutenabilité, de la
sécurité et du
développement*



Revue Africaine de Sécurité Internationale

Sommaire

Sommaire.....	1
Le Bassin du Lac Tchad : un espace-temps interlope et insécuritaire qui appelle une action coordonnée et globale pour une sécurisation durable	5
AXE 1 : Approches phénoménologiques et cartographie d'une insécurité multivariée dans le Bassin du Lac Tchad	13
Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad: une insurrection transnationale	15
Factionnalisation ou émiettement de Boko Haram ? Evolutions récentes et risques à venir pour le Bassin du Lac Tchad	43
Contre-discours et pratiques langagières de résilience chez les jeunes face à Boko Haram à l'Extrême-nord Cameroun	69
Vulnérabilités et Identités: Endosémie d'une Culture de survivance au Lac Tchad	91
Criminalité transfrontalière, terrorisme djihadiste et trafics dans le Bassin du Lac Tchad : phénoménologie des menaces et esquisse de solutions	113
AXE 2 : Le continuum humanitaire-sécurité-développement dans le Bassin du Lac Tchad: relever les défis de la soutenabilité, de la sécurité et du développement	137
Humanitarisme, réfugiés, récits de personnes déplacées : étude comparative du Cameroun, du Tchad et du Nigeria	139
De la résolution de la crise humanitaire à la fin des cycles de réfugiés, de déplacés et de déclassés : Cas des crises humanitaires au Darfour (Ouest du Soudan), au Nord RCA et au Sud-Est du Niger	159
Perspective pour la résilience des populations victimes de l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad	191
Adapter les cadres de sécurité collective de l'Afrique aux menaces prévisibles du Bassin du Lac Tchad : un cas pour une stratégie prospective	215
Leçons et perspectives pour une stabilisation durable du Bassin du Lac Tchad ...	233
Note conclusive.....	251

RASI est une publication du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES

A. Comités

• Scientifique

- Professeur MINKOA SHE Adolphe
- Professeur OLINGA Alain Didier
- Professeur SAIBOU ISSA
- Professeur MAHAMANE Ali
- Professeur KODI Mahamat
- Professeur MVOMO ELA Wullson
- Professeur GUIMDO DONGMO Bernard Raymond
- Professeur NTUDA EBODE Joseph Vincent
- Professeur MAÏKOREMA Zakari

• Technique

- Général de Brigade BITOTE André Patrice
Directeur Général de l'EIFORCES ;
- Général de Brigade LOUBA ZAL Pierre,
Commandant de la 4eme région de Gendarmerie (Extrême-Nord) ;
- Général de Brigade EKONGWESSE Divine NNOKO,
Commandant de la 3eme région de Gendarmerie (Nord) ;

- Commissaire Divisionnaire OYONO THOM Cécile,
Directeur Général Adjoint de l'EIFORCES,

- Commissaire Divisionnaire MVOGO Jean-Marie,
Inspecteur Général à la Sûreté Nationale

- Commissaire Divisionnaire ASSIGA Thomas, Chef de la
Division de l'Enseignement/ EIFORCES, Directeur de la formation à la Sûreté Nationale

B. Comité de Publication et de Rédaction

Directeur de la Publication :
Général de Brigade BITOTE André Patrice
Directeur Général de l'EIFORCES

Directeur Adjoint de la Publication :
Commissaire Divisionnaire OYONO née THOM Cécile
Directeur Général Adjoint de l'EIFORCES

Directeur de la Rédaction, Coordonnateur Scientifique :
Professeur MVOMO ELA Wullson
Chef du Centre de Recherche et de Documentation de l'EIFORCES

Conseillers à la Rédaction :

Lieutenant-Colonel CLOUP Pierre et
le Chef d'Escadron SPRINGER,
Conseillers Techniques du DG/ EIFORCES ;

Commissaire de Police Principal
NYANANG Aristide Marie,
Directeur Administratif et Financier/EIFORCES;

Colonel ENGOLO ELLA Thomas,
Directeur des Etudes /EIFORCES ;

Lieutenant-Colonel SAME Auguste
Piccard,
Directeur Technique et Logistique/EIFORCES ;

Ont collaboré à ce numéro :

- Général de Brigade BITOTE André Patrice
- Professeur SAIBOU ISSA
- Professeur Ali MAHAMANE
- Professeur Wullson MVOMO ELA
- Professeur MAÏKOREMA Zakari
- Dr MBARKOUTOU Mahamat
- Dr Jean Eudes BIEM
- Dr OUSMANOU ADAMA
- Dr KOULTCHOUMI Babette
- Dr Amina GORON
- Dr Zephirin Emini
- Monsieur Youssoufa ISSIAKA
- Monsieur Boukari Bintoumi BIRI KASSOUM
- Monsieur Oyono Pierre Clavert

Secrétariat de Rédaction

Commissaire Divisionnaire PASSO
SONGBANG Elie,

*Chef des Laboratoires de Recherches du Centre
de Recherche et de Documentation de
l'EIFORCES ;*

Lieutenant-Colonel ONGOLO
Auguste,

*Chef de la Cellule de la Documentation du
Centre de Recherche et de Documentation de
l'EIFORCES ;*

Madame NGOBO ATEMENGUE
Annick épouse TAYOU KAYO,

*Diplomate au Ministère des Relations
Extérieures, Chercheuse et Assistante du Chef
du CRD/EIFORCES*

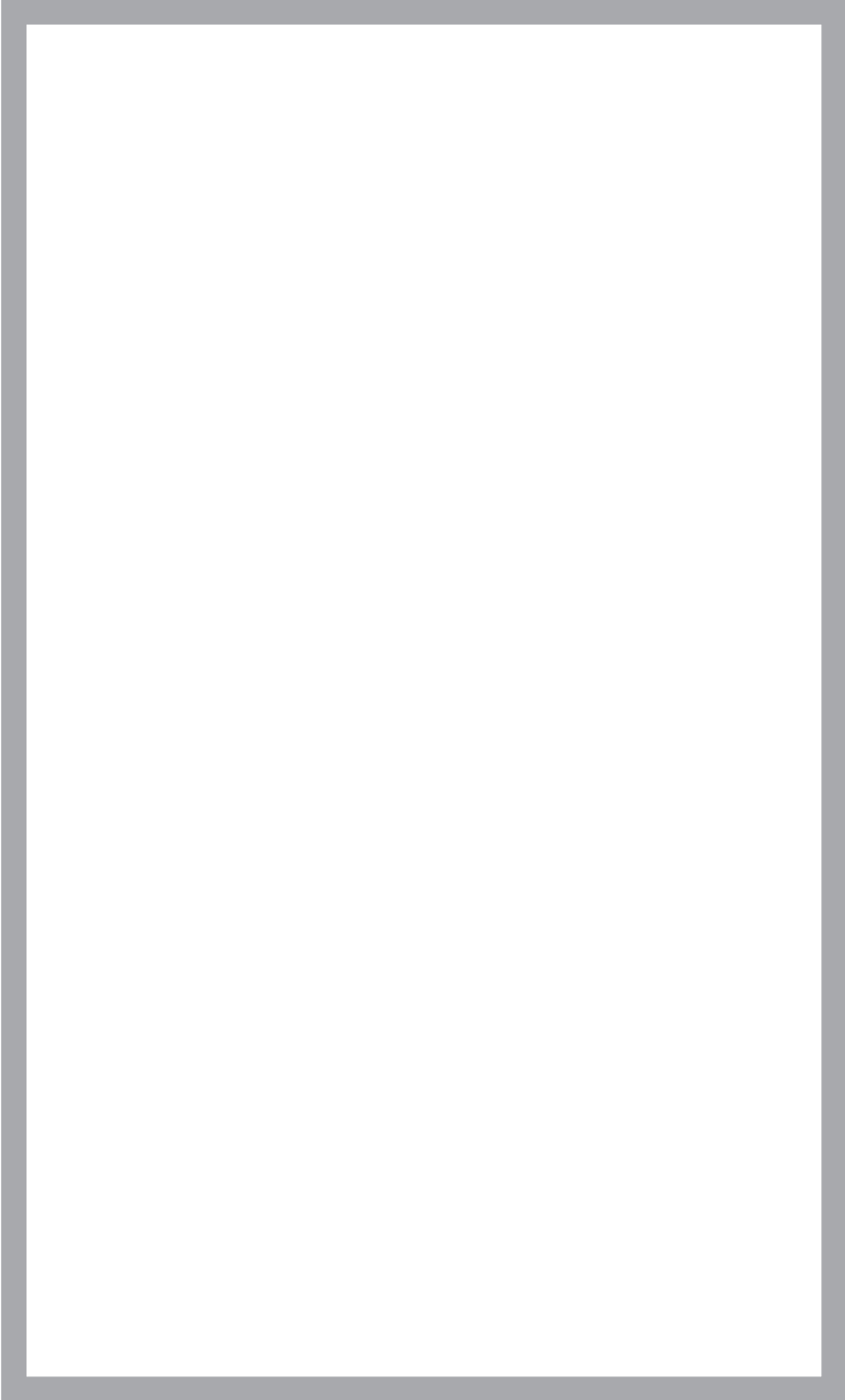
Monsieur ABANDA DANG Marcel
Boris,

*Assistant du Chef du CRD/EIFORCES et Chef du
Secrétariat Scientifique du CRD/EIFORCES*

Design et impression :

e2c Sarl: Tél : 699 82 41 90

Email : e2csarl@yahoo.fr



Editorial

Le Bassin du Lac Tchad : un espace-temps interlope et insécuritaire qui appelle une action coordonnée et globale pour une sécurisation durable

Par le Général de Brigade BITOTE André Patrice

DG/EIFORCES

Le Bassin du Lac Tchad, dans son acception large, se situe dans un vaste espace qui couvre la partie orientale de la région sahélienne du continent africain et s'étend sur une superficie d'environ 2 381 636 km², en bordure Sud du désert du Sahara (bassin géographique). Il est constitué d'un réseau d'eaux souterraines et de surface, reliant le Hoggar (Algérie) au Ténéré (Niger/Tchad), le Tibesti et l'Ennedi (Tchad), le Nord-Est du Nigeria et le Nord du Cameroun¹. Plus spécifiquement, le bassin dit « actif » du lac Tchad ou « bassin conventionnel » couvre quant à lui une superficie de 967000 km². Il renferme l'essentiel des eaux de surface, se situe dans la cuvette Sud. Cet espace correspond à la zone frontalière des quatre pays traversés par le lac, à savoir : le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. Lesdits pays sont organisés autour de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), créée le 22 mai 1964 dans l'optique d'assurer la gestion concertée de l'eau et des autres ressources du Bassin du Lac Tchad².

¹ Michel Luntumbue, « La CBLT et les défis sécuritaires du bassin du lac Tchad », Note d'analyse du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, n° 14, 2 décembre 2014, in OBS2011-54_GRIP_NOTE-14_CBLT.pdf

² Ibid.

L'une des spécificités du Bassin du Lac Tchad réside dans le caractère hétéroclite de sa démographie, lequel rend compte de la cohabitation de plusieurs communautés (Haoussa, Djoukoum, Margui, Mousgoum, Massa, Ibo, Arabes-Choa, Kotoko, etc.). La population qui occupe cet espace aujourd'hui est estimée à près de 30 millions de personnes vivant essentiellement de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et du commerce. Bien plus, la zone s'est érigée depuis des siècles en grand carrefour d'échanges commerciaux et culturels³. Cependant, depuis le début des années 1980, la superficie du lac ne cesse de diminuer du fait de plusieurs facteurs (fluctuations climatiques, pluviométrie décadente, surexploitation des eaux du lac pour des besoins d'irrigation). Avec environ 2000 km² aujourd'hui, elle était pourtant estimée à 25 000 km² avant 1973, soit une régression de l'ordre de 90% de la surface que le lac occupait dans les années 1960⁴. A l'évidence, cet assèchement progressif du lac est une source de conflits et d'insécurité au niveau de son pourtour.

Le Bassin du Lac Tchad est par ailleurs une vaste zone économique où se côtoient le formel et l'informel, en même temps qu'il constitue un lieu de reproductions permanentes de dynamiques criminelles. En effet, l'on y assiste à la recrudescence d'une insécurité protéiforme, caractérisée notamment par la prolifération de divers trafics (armes de tout calibre, êtres et organes humains), le vol de bétail et de véhicules, les prises d'otages avec demande de rançon, l'émergence des groupes armés enrôlant d'anciens combattants, les activités des « coupeurs de routes », etc. Parallèlement, le Bassin du Lac Tchad s'affirme comme le théâtre d'une conflictualité identitaire permanente. Ces différents phénomènes d'insécurité, combinés à l'irruption de Boko Haram dans cette zone, ont des conséquences préjudiciables pour les Etats riverains. Outre la psychose grandissante et les mouvements croissants de populations, le climat insécuritaire y occasionne également la désorganisation de l'économie locale, basée pour l'essentiel sur l'agriculture et l'élevage.

Les violences perpétrées par le groupe terroriste Boko Haram dans le Nord-Est du Nigeria se sont en effet progressivement étendues sur cer-

3 Ibid.

4 Emmanuel Salliot, cité par Michel Luntumbue, *ibidem*.

taines régions des pays voisins dont le Cameroun, le Niger et le Tchad, avec des répercussions dévastatrices sur les activités agricoles et donc sur la sécurité alimentaire. Or, l'agriculture constitue la principale source de revenus pour 80 à 90% des ménages ruraux dans le Bassin du Lac Tchad. Aussi, le sentiment d'insécurité et la menace d'enlèvements suscités par les terroristes, ont-ils déconstruit les modes de vie de ces communautés d'agriculteurs. Conséquemment, la production agricole a fortement diminué, augmentant ainsi le péril alimentaire dans les zones touchées par les attaques. Le déplacement forcé des populations, du fait des violences, a décuplé la pression sur les communautés d'accueil, ce qui, corrélativement, tend à aggraver une situation humanitaire déjà préoccupante et à amplifier le risque de tensions sociales.

Dans le même temps, les activités pastorales ont connu, elles-aussi, une profonde perturbation. Le bétail est pris pour cible par les terroristes ou abandonné par les éleveurs, qui craignent pour leur sécurité. En raison des contraintes de sécurité, certaines frontières ont été fermées et certaines zones interdites d'accès aux pâturages, toute chose qui tend à accentuer les tensions entre agriculteurs et éleveurs au sein de cet espace.

En 2016, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estimait à 11 millions le nombre de personnes nécessitant de l'aide humanitaire dans le Bassin du Lac Tchad. Selon la FAO, cette zone abriterait l'une des plus grandes crises humanitaires dans le monde. Pour le seul Etat du Cameroun, la FAO estime que sur les 4 millions de personnes vivant dans la zone touchée par les violences (notamment dans l'Extrême-Nord), 1 600 000 personnes auraient besoin d'aide humanitaire, 1 445 100 personnes seraient en situation d'insécurité alimentaire, dont 31 000 enfants souffrant de malnutrition sévère, et 251 000 personnes seraient en situation de migration forcée⁵. A cela il faut ajouter le péréclitement de l'industrie touristique du fait de la désertion des sites touristiques situés en zones dangereuses.

Face à cette insécurité endémique et généralisée, les pays touchés ont pris un certain nombre de mesures en vue de juguler le phénomène. Ont ainsi émergé au niveau de la population civile des structures d'autodéfense et de « justice » populaires, baptisées comités de vigilance inter-

⁵ Voir www.fao.org/emergencies ou www.fao.org/resilience

venant essentiellement en zone rurale. Au niveau étatique, le durcissement des législations d'exception contre le vol aggravé et la création d'unités spécialisées de lutte contre la grande criminalité transfrontalière ont été initiés avec, à titre d'exemple, la mise en place de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) en RCA, ou encore la création au Cameroun du Groupement Polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GPIGN), des Commandements Opérationnels et du Bataillon Léger d'Intervention (BLI) devenu plus tard Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) en vue de circonscrire l'insécurité et de mettre fin aux activités des « coupeurs de routes » et autres bandes criminelles.

Au chapitre de la coopération bilatérale, la mutualisation du renseignement, tout comme le déploiement d'actions conjointes, ont permis au Cameroun et à la RCA de remporter un certain nombre de victoires militaires. De même, entre octobre et décembre 2005, la tenue des commissions mixtes Cameroun-Tchad et Cameroun-RCA a débouché sur une initiative tripartite Cameroun-RCA-Tchad pour une gestion collaborative des problèmes de sécurité au niveau de leurs frontières communes. C'est bien l'idée de la mise en place d'une Force commune de sécurité de la Commission du Bassin du Lac Tchad, initiée en 1994 entre les pays du ressort, en vue d'endiguer les phénomènes insécuritaires dans la région, qui a finalement abouti à la création de la Force Multinationale Mixte (*Multinational Joint Task Force*) du Bassin du Lac Tchad (FMM-CBLT) en 1998. Restée longtemps latente, ladite Force sera réactivée en 2012 suite à la résurgence de la secte Boko Haram. En novembre 2014, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (UA) approuve officiellement son établissement⁶. Sous sa forme actuelle⁷, la FMM-CBLT est déployée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans la région.

En dépit de ces mesures, l'insécurité y demeure à un niveau encore incompatible avec les objectifs de stabilité durable et de développement des Etats riverains. Nombre de chercheurs ont jusqu'ici tenter d'expliquer cette résilience en faisant valoir les facteurs structurels allant des incuries de la gouvernance politique aux dysfonctionnements écono-

6 Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Force_multinationale_mixte

7 En dehors du Cameroun du Niger, du Nigeria et du Tchad, qui sont membres de plein droit de la CBLT, s'est adjoint un pays non membre, le Bénin.

miques et sociaux, en passant par les périls écologiques. A l'analyse, ces facteurs n'expliquent qu'en partie l'exacerbation de la violence⁸. Ils ne fournissent, par conséquent, qu'une lecture explicative partielle de l'insécurité entretenue par Boko Haram et les autres groupes criminels dans le Bassin du Lac Tchad.

D'où la question située au cœur des présents travaux, et dont l'examen a animé les débats et orienté les contributions des chercheurs mobilisés pour l'occasion, à savoir : **comment comprendre la sédimentation d'une insécurité endémique et multivariée au sein du Bassin du Lac Tchad et quelle serait le schéma de défense et de sécurité le plus approprié pour une neutralisation durable des diverses formes de menaces à l'œuvre au sein de cet espace ?**

A l'analyse l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad est un phénomène à la fois protéiforme et complexe, qui oblige à prendre en compte toute l'épaisseur de sa temporalité et de sa spatialité. De fait, une lecture strictement conjoncturelle des problématiques de sécurité dans le Bassin du Lac Tchad serait par conséquent réductrice.

En 1958 en effet, Fernand Braudel écrivait : « *Pour moi, l'histoire est la somme de toutes les histoires possibles, - une collection de métiers et de points de vue, d'hier, d'aujourd'hui, de demain (...)* La seule erreur, à mon avis, serait de choisir l'une de ces histoires à l'exclusion des autres. Ce fut, ce serait l'erreur historisante⁹. » Pour cet auteur, « *le temps court est la plus capricieuse, la plus trompeuse des durées*¹⁰ » ; d'où son aversion pour « l'événement » et sa « méfiance vive » à l'égard d'une histoire traditionnelle¹¹, dite événementielle.

Toutefois, si la perspective braudelienne trouve toute sa pertinence dans la saisine phénomène d'insécurité endémique dans le Bassin du Lac Tchad, elle ne saurait éluder celle plus conjoncturelle du temps court et de la moyenne durée, qui rend compte des ruptures qui, dans la tempo-

8 Lire Harouna Barka, « Les batailles de mémoire dans le Logone et Chari et leurs enjeux identitaires et politiques »,

9 Fernand Braudel, « Histoire et sciences sociales : la longue durée », in *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 13^e année, n° 4, 1958, p. 734.

10 Ibid., p. 728.

11 L'histoire traditionnelle pour Braudel est celle qui a dominé longtemps la réflexion des historiens, celle qui focalise l'attention sur le temps bref, l'individu, l'événement.

ralité, influencent de manière plus ou moins décisive l'évolution de la situation sécuritaire, à partir d'un infléchissement de la rationalité et des stratégies des acteurs en présence. C'est dire que la longue durée et la conjoncture se côtoieront, dans le cadre qui est le nôtre, dans une perspective tout à fait complémentaire et holistique, celle de la géopolitique appliquée.

De ce point de vue, on peut donc convenir de ce que l'insécurité qui sévit dans le Bassin du Lac Tchad a, certainement, une histoire inscrite dans la longue durée ; les Etats riverains ayant hérité d'un passé précolonial et post colonial générateur d'insécurité. Au demeurant, l'insécurité dans cet espace a la capacité de se reproduire, de muter et de se réinventer au gré des changements de politique répressive des Etats et de l'apparition de nouvelles conjonctures criminogènes. Ces conjonctures génèrent à leur tour de nouveaux vecteurs de violence et font émerger de nouveaux entrepreneurs d'insécurité aux modes d'action parfois inédits, qui échappent à l'appréhension conventionnelle de la spatialité et de la théâtralité des menaces.

Des initiatives sous-régionales au niveau de la CEEAC et de la CBLT privilégiant des solutions essentiellement militaro-répressives ont été essayées mais avec une efficacité limitée au regard de la résilience des groupes criminels. Aussi, l'approche méthode traditionnelle, fortement institutionnalisée et au dispositif lourd pour endiguer l'insécurité dans cet espace nécessite-t-elle d'être repensée, voire reproblématisée dans son essence même. Toute chose qui invite désormais à jeter un regard critique sur les formules classiques de répression de la criminalité et, de ce fait, à convoquer de nouveaux paradigmes sur lesquels pourraient être construites les opérations de sécurité dans le Bassin du Lac Tchad.

C'est dire la pertinence d'une action à la fois globale, coordonnée, multisectorielle et multiscalaire impliquant les acteurs tant publics que privés du secteur de la défense et de la sécurité, dans une approche qui fasse le lien entre l'armée et la nation, entre la composante civile et celle militaro-sécuritaire, en mettant l'humain (être à la fois matériel et perceptuel) au cœur des schémas et des dispositifs sécuritaires !

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALAWADI ZELAO, « Conflictualité interethnique et régression scolaire dans la ville de Kousseri au Nord-Cameroun », Colloque international Education, Violences, Conflits et Perspective de Paix en Afrique, Yaoundé, 6 au 10 mars 2006.

BRAUDEL, Fernand, « Histoire et sciences sociales : la longue durée », in *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 13^e année, n° 4, 1958.

LUNTUMBUE, Michel, « La CBLT et les défis sécuritaires du Bassin du Lac Tchad », Note d'analyse du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, n° 14, 2 décembre 2014, in OBS2011-54_GRIP_NOTE-14_CBLT.pdf

MUSILA, Cyril, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du Lac Tchad », note de l'Ifri, juillet 2012.

SAÏBOU, Issa et ADAMA, Hamadou, « Vol et relations entre Peuls et Guiziga dans la plaine du Diamaré au Nord-Cameroun sous administration française », *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol. 166, XLII-2, 2002.

SAÏBOU, Issa, « Arithmétique ethnique et compétition politique entre Kotoko et Arabes Choa dans le contexte de l'ouverture démocratique au Cameroun ». *Afrika Spectrum*, 40(2), 197-220. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-105453>

SAÏBOU, Issa, « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad », *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004.

SAÏBOU, Issa, « Le mécanisme multilatéral de la CBLT pour la résolution des conflits et la sécurité dans le Bassin du Lac Tchad », *Enjeux*, n° ..., 2004.

SAÏBOU, Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité de banditisme transfrontalier », *Polis/RCSP/CPSR*, vol. 13, n°s 1-2, 2006.

SAÏBOU, Issa, « La politique de lutte contre l'insécurité transfrontalière en Afrique », *Les fondements d'une paix globale en Afrique*, Colloque du Cours Supérieur Interarmées de Défense, Yaoundé, 18-19 février 2010.

TOUOYEM, Pascal, *Conjoncture sécuritaire en zone frontalière Cameroun-Tchad-République Centrafricaine. Eléments d'analyse anthropo-politiste du phénomène des coupeurs de routes*, Yaoundé, CIPAD-SIPRI, octobre 2011.

Foreign Policy, « Pourquoi il faut avoir peur de Boko Haram », in *SlateAfrique*, 05/01/2012.vilisation

AXE 1 : Approches phénoménologiques et cartographie d'une insécurité multivariée dans le Bassin du Lac Tchad

Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad: une insurrection transnationale

Dr Oyono Afane Pierre Claver

PhD en Sciences Politiques, Relations Internationales de l'IRIC

Introduction

Le 19 février 2013, la famille du français Tanguy Moulin-Fournier, alors en plein voyage de tourisme, est enlevée dans la localité de Dabanga, située dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Le 4 avril 2014, trois prélats italiens et canadiens sont également enlevés à Tchéré, pendant que 10 travailleurs chinois subissent le même sort à Waza, le 17 mai 2014¹. Non loin de là, c'est-à-dire à Ndjamena, un kamikaze se fait exploser près d'une école de police le 15 juin 2015. Près d'un mois plus tard, c'est-à-dire le 11 juillet, un autre terroriste déclenche sa charge explosive à l'entrée du marché de la capitale politique tchadienne, faisant 16 morts et 80 blessés². Par ailleurs, le 6 février 2015, les villes méridionales du Niger, notamment Diffa et Bosso, sont attaquées par des islamistes en provenance du Nigéria. Tous ces faits rendent compte d'une internationalisation des attaques de Boko Haram

1 Freedom C. Onuoha, "A Danger not to Nigeria alone – Boko Haram's transnational Reach and regional Responses," Peace and Security Series, Friedrich Ebert Stiftung, Abuja, November 2014, disponible sur (<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/nigeria/11066.pdf>), consulté le 22 février 2017, p. 7.

2 Kana, 2015, cité par Henshaw Orock Arrey, "Terrorism in Sub-Saharan Africa : the case of the Boko haram (Islamic State province in West Africa)," dans Daniel Evans (dir.), *Journal of the International Relations and Affairs Group*, Volume V, Issue II, 2015, p. 265.

qui, entamée en 2012, constitue un tournant majeur dans les pratiques de cette organisation. Depuis cette année, et davantage depuis 2014 et 2015, l'extension régionale de la menace terroriste est devenue un fait avéré et une préoccupation majeure, que ce soit pour les dirigeants de la région ou pour la communauté scientifique.

Dans les cercles savants précisément, le phénomène Boko Haram est diversement apprécié et fait l'objet d'une littérature abondante. Pour une première grande tendance, cette secte est présentée comme un mouvement insurrectionnel et terroriste interne. Il est non seulement l'expression des rationalités politiques dans le nord du pays, mais également la conséquence d'une économie politique nationale défaillante³. Contrairement à cette approche nationale dont la pertinence est indéniable, on observe la multiplication des analyses régionalistes et transnationalistes du phénomène Boko Haram. Une telle dynamique, d'après les chercheurs, s'explique par des rapports sociohistoriques étroits, les défaillances étatiques à l'échelle du Bassin du Lac Tchad, ainsi que l'ambition historique de reconstituer l'empire Sokoto⁴. Sans se limiter à la dimension transnationale de la menace, bien des auteurs s'intéressent à ses conséquences matérielles et immatérielles au Nigéria et dans les Etats voisins⁵. D'autres travaux en revanche sont menés sur les efforts nationaux et régionaux destinés

3 Marc-Antoine Perouse de Montclos, *"Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis,"* Research Paper, Africa Programme, Chatham House, The Royal Institute of International Affairs, September 2014, disponible sur (https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20140901BokoHaramPerousededeMontclos_0.pdf), consulté le 15 mars 2017; Lucky E. Asuelime, David J. Ojochenemi, *Boko Haram: The Socio-Economic Drivers*, New York, Springer, 2015.

4 Leon Koungou, *Boko Haram. Parti pout tuer*, Paris, L'Harmattan, 2016 ; Ouba Abdoul-Bagui, « De la contagion islamiste dans l'extrême-Nord du Cameroun : risques et limites », *Vigie/Bulletin d'Analyse Stratégique et Prospective*, N° 003 et 004, EIFORCES, décembre 2014, pp. 39-46 ; Pauline Guibbaud, *Boko Haram: Histoire d'un islamisme sahélien*, Paris, L'Harmattan, 2014.

5 Henri Mbarkoutou Mahamat, « Réfugiés et personnes déplacées au Cameroun », in Issa Saibou (dir.), *Les effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, Kaliao, Volume spécial, Université de Maroua, novembre 2014, pp. 13-33 ; Mark Bolak Funch, "Boder Shutting and Shrived of Human and Merchandise on the Nigeria-Cameroon Passage of Banki and Limani," in Issa Saibou (dir.), *ibid.*, pp. 35-62 ; Assiatou & Mina Kaci, *Enlevée Bar Boko Haram*, Neuilly-sur-Seine, Editions Michel Lafon, 2016.

à faire face à Boko Haram. Ils rendent compte des actions entreprises, de leurs limites et des pistes d'amélioration possibles⁶.

Malgré toute leur pertinence, ces études ne permettent pas, dans leurs différentes approches, d'expliquer plus profondément la transnationalisation de Boko Haram. L'évocation du mot "régionalisation", pour rendre compte de la portée transnationale de la menace⁷, semble confiner l'analyse à la simple diffusion d'une mécanique contestataire depuis le Nigéria. Ce serait négliger le poids, pourtant important, de dynamiques et d'acteurs insurrectionnels à l'intérieur des Etats voisins, lesquels jouent un rôle important dans la percée transnationale de ce mouvement. Par ailleurs, si des chercheurs tels que Guibbaud rendent compte de l'ambition nourrie par Boko Haram à l'effet d'instaurer un Califat dans la région, ils restent toutefois assez muets sur les mécanismes et les logiques sous-jacents à la tentative de réalisation de ce Califat.

C'est à ce niveau qu'intervient la question de fond de cette étude, à savoir : comment peut-on appréhender la régionalisation de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad, au regard du système transfrontalier de contestation islamiste et de diffusion de la terreur ? Comme hypothèse de départ, il apparaît que la régionalisation de Boko Haram matérialise une insurrection transnationale dont la finalité est de remodeler l'ordre politico-territorial dans la région et d'instaurer un Califat à l'échelle multinationale.

D'un point de vue conceptuel, l'insurrection, du latin *insurgere* (c'est-à-dire "se dresser"), renvoie à l'utilisation planifiée, méthodique et durable de la violence, afin de renverser un ordre existant⁸. Toutefois dans le cadre de cette étude, ce concept va être détaché de son

6 Olivier Hanne, Guillaume Larabi, *Jihâd au Sahel. Menaces, opération Barkhane, coopération régionale*, Paris, Bernard Giovanangeli Editeur, 2015 ; Augustin Charles A. Mbia, « La "Mobilisation nationale contre Boko Haram" au Cameroun : une objectivation du triptyque peuple-armée-nation », *Vigie, op. cit.*, pp. 81-85 ; Zachée Betché, *Le phénomène Boko Haram : au-delà du radicalisme*, Paris, L'Harmattan, 2016 ; Jean Eudes Biem, « Evolution du statut polémologique de Boko Haram face à stratégie globale des Nations Unies en Afrique centrale : esquisse de prospective intégrée », *Vigie, op. cit.*, pp. 73-80.

7 Freedom C. Onuoha, "A Danger not to Nigeria alone..." *op. cit.*

8 David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica (trad.), 2008, p. 12.

confinement stato-national pour se situer à une échelle multinationale, d'où le concept d'insurrection transnationale. C'est-à-dire une production de la violence qui part d'un épicode territorial interne et qui, grâce à des manœuvres militaires multiformes, à des affinités transfrontalières et à une situation sociétale favorable, se projette par-delà les frontières, en vue de la constitution d'un nouvel ordre géopolitique et territorial. A la différence de la simple transnationalisation d'un mouvement insurrectionnel à partir d'un pays, l'insurrection transnationale suppose l'existence, à l'étranger, d'une dynamique insurrectionnelle préexistante à l'exportation de la violence.

Dans cette perspective, cet article a pour objectif d'analyser la régionalisation de Boko Haram sous le prisme de l'insurrection transnationale telle que définie ci-dessus. Il vise à comprendre les contextes micro-insurrectionnels locaux spécifiques à chaque Etat qui facilitent et amplifient le projet de Boko Haram dans la sous-région. Autrement, il est question d'analyser le parallélisme des niveaux d'articulations entre une méga-insurrection Boko Haram qui va du Nigeria vers des situations localisées et hétérogènes dans les pays voisins qui captent Boko Haram comme une opportunité. Toutes choses qui pourraient permettre d'envisager d'autres formes de solutions pour mieux y faire face.

Pour l'interprétation des données, le transnationalisme apparaît comme la théorie la plus adaptée, car il permet de mettre en lumière la capacité d'acteurs centrifuges à remettre en cause le monopole de la violence et la territorialité, consacrés par l'ordre souverainiste westphalien⁹. Pour mieux étudier des Etats perturbés par des "turbulences" aux relents transnationaux¹⁰, l'approche méthodologique privilégiée ici est celle géopolitique¹¹. Par ailleurs, cet article sera rédigé grâce à des travaux scientifiques, des documents officiels, ainsi que des données collectées à l'Extrême-Nord du

9 Carl Schmitt, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris Flammarion, 1992, pp. 42-43.

10 Jean Jacques Roche, *Théorie des relations internationales*, 8e édition, Paris, Montchrestien, 2010, pp. 114-118.

11 Voir Aymeric Chauprade, *Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2003, pp. 9-12 ; voir aussi Pascal Lorot, François Thual, *La géopolitique*, 2e édition, Paris Montchrestien, 2002.

Cameroun, sous le modèle d'une observation directe et indirecte.

Pour développer l'idée principale, cette étude commencera par examiner la dynamique transnationale de Boko Haram sur la base de la contestation politique, avant d'analyser son ambition relative à l'instauration d'un ordre politico-territorial révolutionnaire.

Une dynamique insurrectionnelle transnationale

L'élucidation de la spécificité de l'insurrection transnationale, surtout dans le contexte du Bassin du Lac Tchad, passe par l'élaboration d'une typologie de la projection transnationale des groupes armés.

Typologie de la projection transnationale des groupes armés

L'objectif de cet exercice est de faire ressortir la spécificité de la projection opérée par Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad. Sur la base de critères de classification tels que : les référentiels privilégiés, la finalité, ainsi que les moyens et techniques utilisés, l'on peut distinguer quatre types de projection. Pour des raisons opérationnelles, ils seront classés en deux groupes, à savoir les types apolitiques et ceux politiques sur le plan international. Il importe aussi de préciser qu'aucun de ces types n'est exclusif. Un groupe armé peut bien s'engager dans deux formes de projection de manière parallèle.

Des types de projection apolitiques

D'emblée, il convient de lever une équivoque qui transparaît déjà dans notre approche. En effet, les deux types de projection transnationale étudiés ici sont qualifiés d'apolitiques en raison de la nature non-politique de leur finalité dans les pays étrangers. Les groupes engagés dans cette logique peuvent bien avoir des revendications politiques à l'intérieur de leurs frontières d'origine, mais une fois à l'extérieur, ils adoptent des postures apolitiques. Cela s'observe dans le cadre de la projection prédatrice et de celle (ré) habilitatrice.

La projection prédatrice

Il existe bien des situations où des groupes armés en provenance d'un Etat se lancent à l'assaut d'un autre, non pour lui revendiquer ou contester quoi que ce soit, mais davantage pour mener des opérations de prédation sur les peuples étrangers. Cette forme de projection transnationale vise l'accumulation illégale des richesses. La finalité en est l'enrichissement, que ce soit à titre personnel ou collectif. En effet, des criminels ou des rebelles basés dans un Etat nourrissent très souvent des ambitions de convoitise sur des communautés frontalières situées de l'autre côté. L'intention devient davantage forte lorsque la zone ciblée n'est pas suffisamment surveillée par les forces de défense et de sécurité, mais aussi lorsqu'il existe des réseaux clandestins de trafic transfrontalier.

C'est le cas des razzias plus ou moins violentes régulièrement observées dans le Bassin du Lac Tchad où des pillages sont une pratique séculaire des bandes armées¹². Dans ce cas de figure, les criminels traversent la frontière, non en raison de quelque motivation politique que ce soit, mais pour accumuler des richesses. L'absence de revendication politique s'observe également dans le cas d'une organisation à la recherche d'un cadre de (ré) réhabilitation.

La projection (ré) habilitatrice

Dans certains cas, un groupe armé peut se projeter à l'extérieur pour se dérober à la menace qui pèse sur lui dans son Etat d'origine. Il recherche une "terre d'accueil" non hostile, où il peut construire ou reconstruire ses forces pour mener à bien les opérations dans son propre pays. C'est dans cette logique que s'inscrit le mécanisme des bases-arrières et des bases de repli tactique. On connaît bien des situations en Afrique où des groupes armés ont bénéficié de la passivité ou du soutien des Etats étrangers favorables à l'installation de camps rebelles sur leurs territoires. On pense notamment à l'utilisation du territoire soudanais comme base-arrière par les rebelles de l'Armée démocratique du peuple ougandais (UPDA). Et cela, avec le soutien du président Omar El Bechir, en échange de leur appui

¹² Voir Issa Saïbou, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », *Polis*, Vol. 13, Numéro 1, février 2006, pp. 119-146.

opérationnel dans le cadre de la lutte contre l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA)¹³. La finalité de cette installation à l'extérieur a été de se prémunir de la pression militaire exercée par le gouvernement ougandais et de reconstituer leur force, en vue de mener à bien la lutte contre les Forces de défense du peuple ougandais (UPDF).

Cette situation d'hospitalité peut toutefois changer en cas de désolidarisation des autorités étrangères. Dans ce cas, le groupe armé adopte la dissimulation comme technique de conservation et de préservation. En effet, le caractère tendu de ses relations avec les forces armées étrangères peut entraîner des opérations hostiles envers lui, d'où le choix de milieux enclavés pour l'installation des camps. Fuyant l'opération "*Iron Fist*" menée en 2004 par l'armée ougandaise au Soudan du Sud, l'armée de résistance du seigneur (LRA) est entrée au Congo et s'est dissimulée dans le Parc national de Garamba, dans la province orientale en 2005. Toutefois, elle devra affronter l'armée congolaise et celles de la région dans le cadre de l'opération *Lightning Thunder*, lancée le 14 décembre 2008¹⁴. Cette opération est venue bouleverser fondamentalement le "repos" d'une organisation venue en RDC pour reconstituer ses forces et repartir au combat en Ouganda. Inscrite dans la logique d'une réhabilitation, son intention au Congo ou au Soudan du Sud n'est pas similaire à celle des groupes engagés dans une projection de nature politique.

Des types de projection à référentiel politique

Dans cette forme de projection transnationale, le groupe armé ne cherche ni à piller ni à se prémunir de quelque pression militaire que ce soit. Mais il vise davantage à promouvoir ses intérêts politiques et géopolitiques sur un territoire étranger. Il peut notamment exiger, de la part d'un autre gouvernement, l'adoption d'une politique précise, tout comme il peut essayer de soumettre la population étrangère à une domination. Dans ce cadre, on distingue la projection terroriste et celle insurrectionnelle.

13 Voir Tim Allen and Koen Vlassenroot, *The Lord's Resistance Army: Myth and Reality*, London, Zed Books, 2010.

14 Peter Eichstaedt, *First kill your family: child soldiers of Uganda and the Lord's Resistance Army*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2009.

La projection terroriste

Elle correspond à une situation d'exportation de la violence à fort impact psychologique dans des Etats étrangers. Les opérations menées visent généralement les populations et, parfois, les forces armées. La terreur se diffuse grâce à la multiplication de massacres contre les civils. Cela constituant, pour les assaillants, une stratégie alternative et indirecte¹⁵ destinée à contourner la puissance de feu des forces étatiques. D'une manière fondamentale, ils cherchent à susciter l'émoi et l'indignation au sein de la population, pour subséquemment contraindre le gouvernement à mener ou à s'abstenir de mener telle ou telle politique jugée nocive par le groupe armé. Cette forme de violence permet de s'affirmer et de se faire entendre auprès des populations et des pouvoirs publics¹⁶.

L'Etat Kenyan a été victime de cette forme de projection le 21 septembre 2013. En ce jour tristement mémorable, le Centre commercial de Westgate a été attaqué par des islamistes d'Al-Shebab, un groupe basé en Somalie. Le caractère idéologique de cette attaque est clair, au regard de la séparation faite entre musulmans et chrétiens lors des exécutions orchestrées¹⁷. La dimension politique de l'attentat réside dans la volonté des islamistes de punir le gouvernement kényan pour son intervention militaire sur le sol somalien en 2008 contre les Shebab. C'est également sous cet angle que l'on peut analyser les attentats de Kampala du 11 juillet 2010. Car l'Ouganda est, lui aussi, engagé sur le territoire somalien, dans le cadre de la Mission des Nations Unies en Somalie (AMISOM). De ces exemples, il ressort que la terreur est utilisée à des fins d'influence des politiques étatiques et de promotion idéologique. La perspective insurrectionnelle, elle, se veut plus profonde, ambitieuse et élaborée.

La projection insurrectionnelle

A la différence de la projection terroriste, la projection insurrectionnelle ne se limite pas à une simple diffusion de la terreur

15 Lucien Poirier, *Stratégie théorique II*, Paris, Economica, 1987, p. 128.

16 Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004, p. 41.

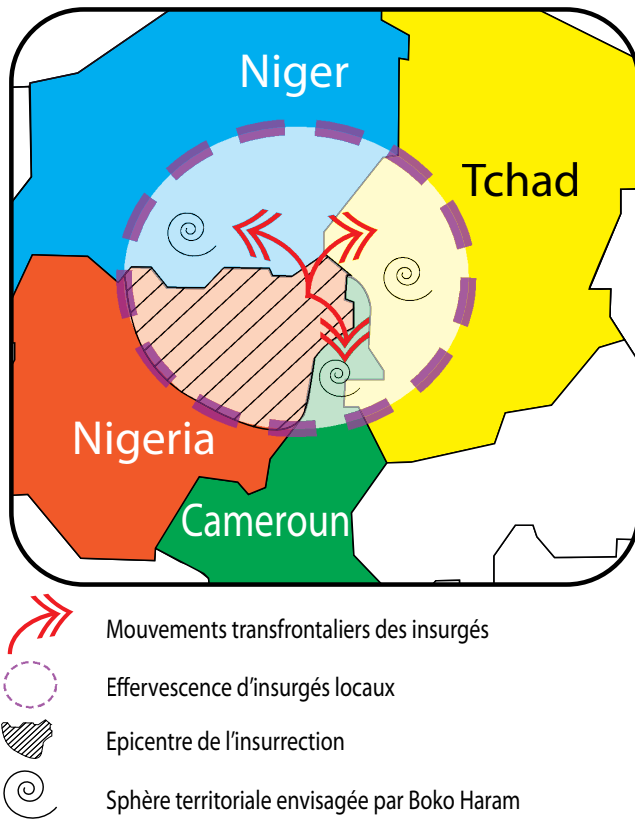
17 Newton Kahumbi Maina, "A history of Christian-Muslim relations in Kenya," dans Gordon L. Heath, David K. Tarus, *Christian Responses to Terrorism: The Kenyan Experience*, Ontario, Pickwick Publications, 2017, p. 22.

parmi les populations et à l'exercice d'une simple pression sur le gouvernement, elle vise davantage à renverser l'ordre gouvernant d'un pays étranger et à prendre le contrôle durable au moins d'une partie de son territoire. Il apparaît bien que dans ce cas, l'ambition est plus élevée. Tout part en fait d'un épïcentre d'où provient l'essentiel des acteurs de l'insurrection. Ils s'allient aux acteurs insurrectionnels étrangers (**carte 1**) en vue de renverser l'ordre régnant, ne serait-ce que sur une parcelle de territoire qu'ils vont contrôler et gouverner.

Toutefois, au regard de la nature et de l'importance de l'ambition, il est nécessaire que le groupe dispose de suffisamment de moyens pour vaincre les forces armées de l'Etat visé. Au fond, la projection insurrectionnelle implique d'importants affrontements avec les troupes étrangères, puisqu'elle entend conquérir et contrôler le territoire et dominer tous ceux qui y vivent. L'exemple de l'Etat islamique (EI), avec sa projection en Syrie, est assez illustratif à cet égard. Mais dans cette étude, nous nous focaliserons sur la projection de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad.

Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad : Mécanique et logiques d'une insurrection transnationale

L'observation attentive de la régionalisation de Boko Haram rend bien compte de la pertinence conceptuelle et théorique de ce que nous appelons "insurrection transnationale". Elle s'opère selon une mécanique bien spécifique et des logiques propres qu'il convient d'analyser, afin de viabiliser davantage le concept structurant de cet article. On peut retenir globalement que la transnationalisation se fait à partir d'un épïcentre pour ensuite embrasser les Etats voisins.

Carte 1 : Modèle d'une insurrection transnationale (Boko Haram).

Source : Carte réalisée par l'auteur.

L'épicentre nigérian

On entend par épicentre, un lieu de forte contestation interne, à partir duquel part la dynamique insurrectionnelle qui, plus tard, se répand à d'autres Etats (**carte 1**). Il s'agit d'une entité politico-territoriale, aux prises avec une contestation menée par des insurgés, qui contrôlent au moins un espace interne, à partir duquel ils vont se projeter à l'extérieur.

Le Nigéria connaît une insurrection islamiste depuis 2003, avec les premières émeutes entre Boko Haram et la police. Elle s'est densifiée en 2009 après l'exécution de Muhammad Yusuf. Depuis lors, le pays connaît un véritable chaos porté par une mouvance islamiste dont la tradition se veut multiséculaire. Elle s'inspire notamment de figures

telles qu'Usman Dan Fodio¹⁸ et Muhammad Marwa¹⁹. La naissance de Boko Haram en 2002 avec Muhammad Yusuf n'est qu'un héritage de ce prosélytisme ancien. D'orientation wahhabite²⁰ et salafiste²¹, malgré des tendances synchrétiques dans la pratique, cette secte envisage la purification de la société et du système politique.

Au-delà de la dimension idéologique, l'insurrection tire aussi ses sources de la précarité généralisée dans le nord du pays et provoquée par la mal gouvernance, ainsi que la corruption. A cela, on peut ajouter la contestation sociopolitique portée par des leaders du nord du pays à l'égard du pouvoir sudiste alors incarné par Goodluck Jonathan²². C'est dire que Boko Haram tire également ses racines des dysfonctionnements de la structure sociopolitique et socioéconomique nationale.

D'un point de vue opérationnel, après des années d'actions pacifiques sous Mohammed Yusuf, les actions de la secte sont devenues très violentes après l'exécution de ce leader en 2009. Sous l'impulsion d'Abubakar Shekau, les jihadistes ont attaqué à la bombe, un commissariat à Kankara, dans l'Etat de Katsina, le 20 juin 2011. Le 25 août 2011, ils rééditeront le même acte contre deux commissariats de Gombi, dans l'Etat de l'Adamawa. On peut également citer les attaques d'écoles telles que celles de Mamudo (juillet 2013), Gujba (septembre 2013) ou encore Buni Yadi (février 2014), où les insurgés ont massacré des élèves et enseignants, pendant que d'autres ont été violés ou enlevés²³.

Pour y faire face, le gouvernement a notamment instauré l'état d'urgence en décembre 2011. Il a subséquemment créé, une *Joint Task Force (JTF)* dotée de 3 200 hommes²⁴ et chargée de mener

18 Seyni Moumouni, *Vie et oeuvre du Cheikh Uthmân Dan Fodio (1754-1817) : De l'islam au soufisme*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; David Robinson, *Muslim Societies in African History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

19 Marc-Antoine Perouse de Montclos, *Villes et violence en Afrique noire*, Paris Karthala, 2002, p. 237.

20 Jean-Philippe Conrad, « Origines et réalités de l'islamisme activiste », in Gérard Chaliand (dir.), *Les stratégies du terrorisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999, p. 22.

21 Anne-Clémentine Larroque, *Géopolitique des islamismes*, Paris, PUF, 2014, pp. 23-29.

22 Sur la dimension sociopolitique de Boko Haram, voir Pauline Guibbaud, *op. cit.*, p. 53.

23 Assiatou & Mina Kaci, *op. cit.*, p. 18.

24 Don Michael Adeniji, *Nigeria: Boko Haram and National Security*, Abuja,

l'“*Operation Restore Order*” dans l'Etat de Borno. Il s'est cependant agi d'une forme de militarisation des missions policières, avec de nombreuses bavures. Même la *7th Infantry Division* qui succède à la *JTF* en 2013 n'a pas connu de la réussite, malgré ses 8000 troupes de départ²⁵. Dans l'ensemble, la faible discrimination entre insurgés et populations civiles dans la conduite des opérations répressives²⁶ a contribué à réduire le soutien populaire pourtant essentiel dans une guerre révolutionnaire.

La conséquence en est le passage des effectifs des membres de la secte de 4 000 en 2009 à entre 6 000 et 8 000 en 2014²⁷. Un atout qui est venu s'ajouter à ses multiples réseaux de financement internes et internationaux. Elle a aussi pu se doter d'un important armement constitué, en 2014, de véhicules blindés légers utilisés pour des patrouilles, de véhicules tactiques d'infanterie tels que des BTR-4E, MBT, T-72 et T-55, tous arrachés aux forces nigérianes²⁸. Fort de ces capacités, il a pu s'emparer, dès février 2015, de la majeure partie de l'État de Borno, de l'Adamawa et de Yobe. Autrement dit, Boko Haram est devenu une organisation politico-militaire quasi-conventionnelle installée sur un territoire bien identifié et disposant de tous les atouts nécessaires à sa transnationalisation.

Boko Haram à l'assaut du Bassin du Lac Tchad

Il est évident que la projection transnationale est au cœur de la mécanique de toute insurrection transnationale. Toutefois, cette dernière implique l'existence, dans les pays étrangers, d'une dynamique insurrectionnelle endogène, quelle qu'en soit la teneur. Pour renforcer les rangs des “insurgés” locaux, Boko Haram procède par une grande propagande dans les Etats voisins à l'effet de rallier à

Garamond Projects Limited, 2015, p. 209.

²⁵ *ibid.*, p. 208.

²⁶ le village de Baga, dans l'Etat du Borno, avait déjà été le théâtre, en avril 2009, de nombreuses exécutions extrajudiciaires, des arrestations sans jugements, sans oublier que plus de 200 personnes ont été tuées ou blessées du fait des forces nigérianes. Voir M.-A. Perouse de Montclos, “*Nigeria's Interminable Insurgency?...*” *op. cit.*, p. 15.

²⁷ Interview under Chatham House Rule, Abuja, July 2014, cité par *ibid.*, pp. 15-16.

²⁸ Joseph Dempsey, “*Boko Haram's armoured fighting vehicles*”. Military Balance Blog, 2015, February 18, disponible sur (<https://www.iiss.org/en/militarybalanceblog/blogsections/2015-090c/february-8272/boko-haram-armoured-fighting-vehicles-3dff>), consulté le 16 février 2018.

sa cause, de nombreuses populations, à travers une captation et une domination des esprits²⁹. Le cyberspace et l'infosphère³⁰ constituent des canaux d'expression importants et où les djihadistes peuvent opérer dans l'anonymat, avec une plus grande coordination de leurs actions³¹ et faire passer leur message. Par ce biais, la secte détruit psychologiquement l'allégeance des populations à l'égard de l'ordre étatique³². La conséquence en est la densification de la dynamique contestataire locale dans les Etats voisins et la naissance de nouveaux foyers de contestation.

Vraisemblablement sous l'impulsion de sa branche internationaliste appelée *Ansaru* apparue en 2012 et dirigée par Mamman Nur, Boko Haram entame quelques actions timides en 2012 et 2013, avant de s'engager dans des opérations militaires quasi-conventionnelles au Cameroun et dans une moindre mesure au Niger en 2014. Le Cameroun précisément a connu, dans sa partie septentrionale, 460 attaques frontales entre mars 2014 et juin 2015, avec un bilan de 1500 morts³³. On peut entre autres citer les attaques de Kolofata (13 janvier 2015), d'Achigachia (28 décembre 2014) et d'Amchidé à l'Extrême-Nord du Cameroun (15 octobre 2014)³⁴. Les villes nigériennes de Bosso et de Diffa ont subi le même sort en février 2015.

A cela s'ajoute une guérilla marquée par de nombreuses embuscades et un harcèlement des forces de défense et des Etats voisins. Une embuscade a notamment été menée contre une patrouille du Bataillon d'intervention rapide (BIR), dans la soirée du 17 octobre 2015, dans

29 François Gere, *La guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997, pp. 28-30.

30 Gérard Chaliand, « Terrorisme et médias », in Gérard Chaliand (dir.), *Les stratégies du terrorisme*, op. cit., pp. 229-230.

31 Benson (2014, 303), cité par Yinka Olomajobi, *Frontiers of Jihad: Radical Islam in Africa*, Ibadan, Safari Books, 2015, p. 331.

32 Gérard Chaliand (dir.), *Stratégie de la guérilla*, Paris, Edition Payot & Rivages, 1994, p. 33.

33 Richard Moncrieff, Hans de Marie Heungoup, "Boko Haram: Cameroon must shift from a military tactic to long-term development," November 22, 2016, disponible sur (<http://mgafrica.com/article/2016-11-22-00-boko-haram-cameroon-must-shift-from-a-military-tactic-to-long-term-development>), consulté le 17 février 2018.

34 Opérant dans le cadre de la défense dont les avantages sont plus importants que l'offensive, les forces camerounaises ont pu repousser toutes les attaques de Boko Haram. Pour les concepts d'offensive et de défense, voir Carl Von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Perrin (trad.), 2006, pp. 261-266.

la localité camerounaise de Limani, située dans l'Extrême-Nord. Des attentats se multiplient aussi. On peut notamment citer ceux de Ndjamena du 15 juin 2015 et du 11 juillet suivant. On ne saurait passer sans évoquer ceux perpétrés dans la ville camerounaise de Maroua les 22 et 25 juillet 2015. Deux attaques qui ont respectivement fait 13 morts et 32 blessés d'une part, et 20 morts et 79 blessés d'autre part³⁵. Clairement, les insurgés se servent de la guérilla et du terrorisme comme des stratégies alternatives pour entraîner et perpétuer un dysfonctionnement au sein des Etats étrangers, afin d'y réaliser leurs ambitions politico-territoriales révolutionnaires.

Des ambitions politico-territoriales révolutionnaires

La spécificité de ce que nous appelons "insurrection transnationale" réside dans son ambition révolutionnaire à savoir, renverser un ordre gouvernant, prendre possession au moins d'une parcelle de territoire et instaurer un nouvel ordre politico-territorial dans un pays étranger.

La déterritorialisation du Bassin du Lac Tchad

Dans sa tendance internationale, Boko Haram est une organisation hostile à la territorialité instaurée par la colonisation et consacrée par l'accès des Etats à l'indépendance. Il y oppose une transnationalisation favorisée par un certain nombre de facteurs qu'il serait intéressant de faire ressortir.

Des facteurs pertinents de transnationalisation

L'irruption de l'effervescence djihadiste de Boko Haram dans le reste du Bassin du Lac Tchad s'opère grâce à des facteurs multiformes, touchant à la géographie physique et humaine, à la situation politico-sécuritaire, ainsi qu'à l'environnement socioéconomique frontalier. Toutes ces variables contribuent à la projection des islamistes et à leur circulation insidieuse de part et d'autre des frontières, sans tenir compte de l'ordre territorial existant.

³⁵ Tanya Narozhna, W. Andy Knight, *Female Suicide Bombings: A Critical Gender Approach*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, p. 105.

Sur le plan de la géographie humaine, il existe un continuum sociologique régional, que ce soit sur le plan ethnolinguistique ou religieux. La langue Kanouri, par exemple, est parlée par les Bornouans, les Béribéri, les Yerwa, les Manga, les Sirata et les Koolé qui vivent au Cameroun, au Nigéria, au Niger et au Tchad³⁶. Egalement, Boko Haram est souvent présenté comme une insurrection kanouri qui se propage facilement grâce à la proximité sociologique qui existe à travers la région.

L'insurrection se transnationalise aussi grâce à un continuum de l'identité religieuse à l'échelle transfrontalière. L'existence de tendances islamistes dans les Etats voisins du Nigéria en constitue un vecteur essentiel. A titre illustratif, les jeunes appartenant à l'Association culturelle et islamique du Cameroun marquée par l'influence des Etats arabes, n'hésitent pas à rejeter le syncrétisme promu par des *lamibé* et des *modibbé*, au profit d'un islam fondamentaliste³⁷. Au Tchad, l'islamisme est certes marginal, mais bien présent. En 2006, les partisans du wahhabisme représentaient entre 5 et 10% de la population³⁸. Ces islamistes constituent des agents insurrectionnels internes et les relais d'une insurrection transnationale.

Ils travaillent en intelligence avec les insurgés de l'épicentre et facilitent, par ce biais, la projection extérieure de ces derniers. Concrètement, au Cameroun, au Niger et au Tchad, l'ethnie Buduma installée aux abords du lac Tchad s'est engagée auprès de la secte pour récupérer ce qu'elle considère comme "son lac", et cela, face à la domination Hausa³⁹. Ce groupe sociologique a permis l'exportation de Boko Haram à travers les berges du lac, dans chacun des Etats voisins du Nigéria. Au Tchad, l'existence d'une cellule locale de Boko

36 Issa Saïbou, « Résurgence de la question musulmane dans le bassin Tchadien », in Issa Saïbou (dir.), *Les musulmans, l'école et l'Etat dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 11.

37 Gilbert Taguem Fah, « Processus politique, mutation sociale et renouveau islamique au Cameroun », in Patrice Yengo (dir.), *Résistances et Dissidences, l'Afrique (centrale) des droits de l'homme*, Tome 2, Nouvelle série, n° 4, Paris, Khatala/Rupture-solidarité, 2003, p. 234.

38 US Department of State, "International Religious Freedom Report 2006," Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, disponible sur (<https://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2006/71293.htm>), consulté le 20 février 2018.

39 C. Seignobos interrogé par Christophe Boisbouvier sur RFI, le vendredi 29 septembre 2017.

Haram a été révélée au lendemain des attentats du 15 juin 2015 à Ndjamena⁴⁰. Au Cameroun, on peut évoquer l'interpellation en janvier 2015, d'une treizaine de chefs traditionnels ("lawan") dans le département du Mayo-Tsanaga. Ils étaient soupçonnés d'être en collusion avec les islamistes. Bien avant eux, le maire de Fotokol, Mahamat Moussa et 8 autres personnes, pour les mêmes raisons, ont été interpellés le 26 septembre 2014⁴¹. De l'autre côté de la frontière, c'est-à-dire au Niger, il existe une mouvance islamiste qui, en provenance du Nigéria, s'est installée dans les régions de Maradi et Zinder dans les années 1980 et 2000. En 2007, elle a même essayé de créer un mouvement similaire à Boko Haram, mais sans succès. Loin d'être de simples cellules terroristes, ces acteurs sont considérés comme des agents d'une dynamique insurrectionnelle locale contre le gouvernement et d'importants soutiens à la transnationalisation de l'islamisme violent.

La multiplication de ces relais s'opère grâce à l'existence de nombreux dysfonctionnements conjoncturels et structurels favorables au recrutement des populations vulnérables à des fins insurrectionnelles. Nous pensons à la précarité socioéconomique, aux phénomènes criminels⁴² et à la crise humanitaire en vigueur dans les trois Etats voisins du Nigéria jouxtant le lac Tchad. Or face à ces problèmes, l'Etat n'est que très peu présent. Non seulement, il y mène des politiques de prise en charge humaine inconsistantes, mais aussi les dispositifs de sécurité dans les zones frontalières avec le Nigéria s'avèrent insuffisants, de même que certains acteurs étatiques sont corrompus⁴³.

La transnationalisation de Boko Haram est donc un processus

40 Disponible sur le lien (<https://français.rt.com/international/3762-tchad-operation-contre-boko-haram>), consulté le 20 février 2018.

41 « Cameroun : 13 chefs traditionnels aux arrêts pour complicité présumée avec Boko Haram », 07/01/2015, disponible sur (<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-17251.html>), consulté le 20 février 2018.

42 Voir entre autres Issa Saïbou, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010 ; John Igue, *L'Afrique de l'Ouest : entre espace, pouvoir et société. Une géographie de l'incertitude*, Paris, Karthala, 2006, p. 244.

43 Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad: le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris Karthala, 2013, p. 203.

complexe qui mêle plusieurs facteurs allant des capacités de projection des djihadistes à la collusion avec des insurgés locaux, en passant par la précarité et la criminalité structurellement ancrées dans le Bassin du Lac Tchad. Grâce à ces différentes opportunités, les islamistes parviennent à promouvoir une transnationalité face à la stato-territorialité existante.

La transnationalité face à la stato-territorialité

Traduite en Français par “l’éducation occidentale est un péché”, le nom “Boko Haram” indique à suffisance, son orientation idéologique et donc opérationnelle. Le rejet de la civilisation occidentale implique aussi la remise en cause des principes d’organisation étatique en vigueur en Occident et appliqués en Afrique, à la faveur de la colonisation. Parmi ces principes, figure la stato-territorialité, c’est-à-dire l’existence d’un territoire bien délimité et sur lequel chaque Etat exerce son autorité. D’emblée, ce principe constitue une entorse aux traditions itinérantes de nombreux peuples du bassin tchadien. De plus, la reconfiguration territoriale imposée par les colons est venue remettre en cause les grandes entités impériales telles que Sokoto. La promotion d’une transnationalité constitue donc pour les djihadistes, l’étape préliminaire de la restauration de l’ancien ordre territorial.

Pour y parvenir, ils portent atteinte à l’autorité de l’Etat en s’attaquant aux forces armées. Ce faisant, ils bouleversent toute la grammaire classique même de la souveraineté, car non seulement les Etats sont subvertis de l’intérieur, mais aussi ils sont concurrencés et contestés par des acteurs transnationaux⁴⁴ qui rendent virtuelle toute limite territoriale⁴⁵. Dans cette optique, Boko Haram se sert de la circulation des personnes et des biens à travers les frontières étatiques pour instaurer un système d’action sans frontière afin de contester⁴⁶ la stato-

44 Bertrand Badie, « De la souveraineté à la capacité de l’Etat », in Marie-Claude Smouts (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratique et théories*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998, pp. 47-50.

45 Philippe Moreau Defarges, *La guerre ou la paix demain ?*, Paris, Armand Colin, 2009, pp. 23-25.

46 Karoline Postel-Vinay parle d’une extra-territorialité matérialisée par la structuration d’espaces a-territoriaux et la capacité pour des acteurs centrifuges de réinventer le territoire. Tous ces mécanismes étant au cœur du post-modernisme. Voir Karoline Postel-Vinay, « La transformation spatiale des relations internationales », in Marie-Claude Smouts (dir.), *op. cit.*, pp. 164-168.

territorialité en vigueur. D'ordinaire, la sécurisation et la surveillance des frontières supposent, notamment, la soumission de toutes les personnes et les biens qui les traversent à une réglementation précise. Mais face aux djihadistes, ces principes sont fondamentalement violés. Les représentations territoriales et donc frontalières des insurgés sont structurées par une histoire marquée par la destruction, au début du XXe siècle, de l'empire islamiste de Sokoto, qui s'étendait sur les quatre Etats du pourtour du lac Tchad (**carte 2**). La structuration des frontières coloniales selon le principe de l'*Hinterland* constitue donc pour eux une subversion de l'histoire et une violation de la mémoire de leurs ancêtres.

La secte nigériane rejette l'ordre territorial issu de la colonisation et privilégie une libre circulation et une libre action de part et d'autre des limites territoriales. Cela correspond à son ambition de restauration de la mémoire historique des empires anciens construits sur les cendres de plusieurs petits Etats. La construction d'un nouvel ordre territorial en constitue une étape décisive.

La construction d'un nouvel ordre stato-territorial

La transnationalité promue par Boko Haram ne se limite pas simplement à instaurer un système réticulaire trans-étatique à des fins terroristes, criminelles ou alors prosélytistes à travers la région. Cette organisation cherche à faire émerger un nouvel ordre caractérisé par la reterritorialisation opérée à une échelle transnationale, et ce, afin d'ériger un califat dans la région (le retour de l'histoire) .

La reterritorialisation sur des bases transnationales

Pour mieux comprendre le mécanisme à l'œuvre ici, il convient d'analyser la trajectoire insurrectionnelle transnationale d'Usman Dan Fodio dont, s'inspire vraisemblablement, Boko Haram. Depuis le royaume du Gobir, cet islamiste a déclenché une insurrection qui lui a permis d'investir d'autres royaumes Haoussa tels que Zamfara, Katsena et Kebbi entre autres⁴⁷, et ce, avec l'aide des relais Haoussa

47 Il comprend aussi le Liptako dans la boucle du Niger, le Nupé, ou encore une partie de ce qui deviendra l'Adamawa. Voir Houis Maurice, « Mouvements historiques et communautés linguistiques dans l'Ouest africain », *L'Homme*, tome 1, n°3, 1961, p. 81.

vivant dans ces entités. Par ce biais, il est parvenu à instaurer un système d'action transnational avec des mouvements à travers les frontières des Etats préexistants. Subséquemment, il a entamé un processus de reterritorialisation avec un dimensionnement et un redimensionnement de son empire Sokoto créé en 1808. Sur les cendres de l'ordre territorial ancien, Dan Fodio a construit un nouvel ordre, par le biais d'un processus de reterritorialisation.

Dans sa projection dans le Bassin du Lac Tchad, Boko Haram a adopté dès 2014, la même démarche. En effet, dans la perspective de créer un Califat, il a instauré un système d'action étendu sur les Etats voisins du Nigéria en bordure du lac Tchad. Toutefois, à la différence d'Usman Dan Fodio, il n'est pas parvenu à reterritorialiser ce système transnational. Car, il n'a pas réussi à contrôler durablement des parcelles de territoire à l'étranger. Dès janvier-février 2015, une réponse militaire massive lui a été opposée par le Tchad, le Niger et le Cameroun. Malgré l'échec, les islamistes ont néanmoins réalisé l'exploit de prendre pendant quelques heures, la localité d'Achigachia et d'y hisser leur drapeau, le 28 décembre 2014. Heureusement pour l'Etat camerounais, des aéronefs de l'armée de l'air ont été engagés afin de mener des frappes⁴⁸, qui entraîneront consécutivement, le repli des insurgés en pleine débâcle.

Le fait de hisser leur drapeau est assez significatif du point de vue symbolique. Cet acte suggère un redimensionnement territorial, non plus aux limites du nord-est du Nigéria alors contrôlé par les islamistes, mais avec une extension au Cameroun, dont une partie a été sous le contrôle du Califat pendant quelques heures. Il n'est donc pas discutable que la stratégie de Boko Haram a été territoriale. La prise des localités devait lui permettre de construire un nouveau territoire sous-contrôle au-delà de son fief nigérian. De surcroît, il est important de rappeler que le village pris par les insurgés au Cameroun n'est situé qu'à 290 km de Ndjamena, la capitale tchadienne. Vraisemblablement, ils envisageaient, en cas de renforcement de leur assise au Cameroun, de s'étendre au Tchad, afin de prendre le contrôle

48 « *La force aérienne camerounaise a frappé des jihadistes de Boko Haram* », Defens'Aero, 30 décembre 2014, disponible sur (<http://www.defens-aero.com/2014/12/la-force-aerienne-camerounaise-a-frappe-des-jihadistes-de-boko-haram.html>), consulté le 14 octobre 2018.

d'un territoire plus vaste. Dans le même ordre d'idées, les attaques de grande ampleur sur les villes de Diffa et de Bosso s'inscrivaient dans cette même logique d'occupation et de redimensionnement territorial de ce qui pouvait devenir le futur Califat.

Clairement donc, le déploiement de Boko Haram à l'échelle régionale consacre la virtualité des frontières et la prégnance d'un système transnational. Cette configuration n'est qu'une étape préliminaire à une reterritorialisation matérialisée par une extension et un redimensionnement du territoire contrôlé par la secte. La finalité de ces manœuvres est de créer un Califat à travers la région.

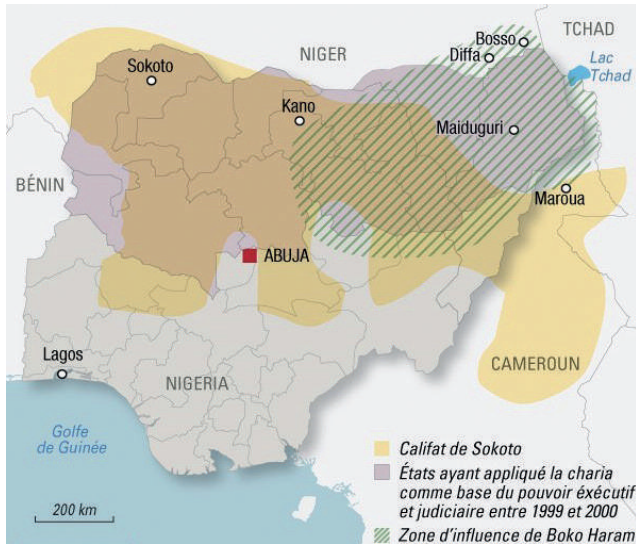
L'érection d'un Califat dans le Bassin du Lac Tchad : un fantasme séculaire

La création d'un Califat a, de tout temps, été au cœur de la géopolitique de l'islamisme. En raison de la destruction de grands empires islamiques dans l'histoire, la mise sur pied d'une telle entité représente pour de nombreux musulmans, un moyen de conjurer leur marginalité et de contester⁴⁹ un ordre mondial dominé par le sécularisme. Cette posture est le fruit d'une ancienne tradition sur la base de laquelle Askiya Muhammad I a tenté d'instaurer l'islam comme religion d'Etat dans le Songhaï entre 1493 et 1528⁵⁰. C'est dans la même logique que s'est inscrit Usman Dan Fodio fondateur de Sokoto. Un Califat qui semble inspirer Boko Haram dans son projet étatique.

49 S. Sayyid, *Recalling the Caliphate Decolonisation and World Order*, London, Hurst & Company, 2014, p. 118 ; voir aussi Aymeric Chauprade, *op. cit.*, p. 444.

50 Joseph P. Smaldone, *Warfare in the Sokoto Caliphate: Historical and Sociological Perspectives*, London, Cambridge University Press, 1977, p. 20.

Carte 2 : Boko Haram impose son Califat



Source : (<http://www.autantledire.com/cartographie-boko-haram-sur-les-traces-du-califat-de-sokoto-par-remi-carayol/>), consulté le 12 mars 2018.

Sur la carte ci-dessus, on voit clairement toute l'étendue de l'empire Sokoto qui, tout en ayant l'essentiel de sa surface au Nigéria, a une extension au Niger, au Tchad et au Cameroun. Pour les islamistes, une entité similaire devrait être établie sur le même espace, qui est un territoire sanctuarisé nécessaire à la survie de la collectivité⁵¹ des croyants de la région. Grâce à une communauté transnationale de traumatismes historiques et de projections futures, il se crée un système transfrontalier de contagion mimétique et de transmission des idées⁵². Tel est le socle de l'émergence d'une communauté politico-religieuse répartie sur les quatre Etats bordiers du lac Tchad. À l'image d'autres mouvements islamistes, Boko Haram privilégie l'*Ummah* (communauté des croyants) au détriment du *Watan* (patrie), puisque l'Etat, à ses yeux, n'est pas l'entité politique dominante⁵³. La communauté idéologique transnationale progressivement construite, avec l'aide des relais locaux, constitue la phase préliminaire d'une

51 François Thual, *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995, p. 21.

52 Javier Santiso, « Circulation des idées et relations internationales », in M.-C. Smouts (dir.), *op. cit.*, p. 230.

53 Voir S. Sayyid, *op. cit.*, p. 101.

occupation territoriale nécessaire à l'érection du Califat.

Malgré ses intentions démesurées, la secte n'est pas parvenue jusqu'ici à créer son Califat. Dans une moindre mesure, elle s'est contentée d'un mini-Califat dans la ville nigériane de Gwoza, dont ses membres se sont emparés le 14 août 2014. Ce jour-là, Shekau y a proclamé la création d'un Califat. A l'occasion de ses prêches, il a indiqué que le territoire contrôlé n'est qu'une des composantes de l'Etat islamique, une organisation à laquelle Shekau fera allégeance en mars 2015⁵⁴. À l'image de son mentor moyen-oriental engagé à créer un Califat comprenant une partie du territoire irakien et syrien, la secte nigériane a eu, à ses heures de gloire, une stratégie fondamentalement territoriale à des fins étatiques.

En définitive, l'analyse de la régionalisation de Boko Haram comme une insurrection transnationale constitue une approche intéressante dans l'étude du débordement transfrontalier des activités des groupes armés. Au-delà de l'analyse d'une simple exportation des opérations d'une organisation violente, cet article explore des mécanismes de transnationalisation, jusqu'ici, très peu mis en exergue quant à la poussée internationale de la secte nigériane. Bien plus, au-delà d'une perspective purement nationale, cette étude souscrit à une grille analytique transnationale des mouvements insurrectionnels. La problématique du terrorisme s'insère alors dans un système de contestation de l'Etat et de projection transfrontalière. Le terrorisme n'est plus uniquement un instrument de diffusion de la terreur à des fins de perturbation d'un ordre établi. Mais il est davantage appréhendé comme un moyen de renversement de cet ordre. La perspective dans ce cas est fondamentalement territoriale. Une telle analyse prend à contrepied, les approches qui refusent toute finalité territoriale au terrorisme, qui n'est qu'une stratégie alternative utilisée par des groupes armés pour parvenir à leurs fins. Et pour ce qui est de cette étude, la finalité d'une telle pratique est de renverser l'ordre étatique établi outre-frontière, de prendre le contrôle du territoire et d'instaurer un nouvel ordre stato-

54 Sur les rapports entre Boko Haram et l'EI, voir Interview de Mathieu Guidère : « *le ralliement de Boko Haram est une victoire stratégique de Daech sur Al-Qaïda* », Le Figaro.fr, Mars 2015 ; sur les relations stratégiques entre les groupes djihadistes internationaux et ceux régionaux, voir David J. Kilcullen "Countering global insurgency", *Small War Journal*, 30 Nov 04, 2005, disponible sur (<http://smallwarsjournal.com/documents/kilcullen.pdf>), consulté le 16 novembre 2017.

territorial basé sur la Charia. En termes de perspectives, il convient de relever que l'approche adoptée ici fait ressortir la transnationalité des facteurs de production de l'extrémisme violent. Consécutivement, elle pourrait servir à l'élaboration de politiques régionales fondées sur le traitement transfrontalier des dysfonctionnements sociétaux et de la désarticulation de l'Etat. Par ailleurs, il faut bien préciser que l'analyse faite ici rend compte des mécanismes sous-jacents à la régionalisation de Boko Haram. Elle ne prend pas en compte, la situation actuelle dans laquelle il serait plus indiqué de parler "des Boko Haram", en raison du fractionnement de la secte. Depuis août 2014, date de désignation d'Al Barnawi comme nouvel émir de l'EI en Afrique de l'Ouest, il s'est constitué une faction internationale opposée à celle plus nationale et traditionnelle dirigée par Shekau. Cette bipolarisation de l'insurrection régionale en elle-même, et les nouveaux enjeux sécuritaires qu'elle suscite peuvent, tous les deux, constituer des axes de recherche intéressants pour mieux saisir les évolutions de la menace terroriste dans le Bassin du Lac Tchad.

Bibliographie

“Cameroun : 13 chefs traditionnels aux arrêts pour complicité présumée avec Boko Haram”, 07/01/2015, disponible sur (<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-17251.html>), consulté le 20 février 2018.

“La force aérienne camerounaise a frappé des jihadistes de Boko Haram”, Defens’Aero, 30 décembre 2014, disponible sur (<http://www.defens-aero.com/2014/12/la-force-aerienne-camerounaise-a-frappe-des-jihadistes-de-boko-haram.html>), consulté le 14 octobre 2018.

ABDOUL-BAGUI Ouba, “ De la contagion islamiste dans l’extrême-Nord du Cameroun : risques et limites “, *Vigie/Bulletin d’Analyse Stratégique et Prospective*, N° 003 et 004, EIFORCES décembre 2014, pp. 39-46.

ADENIJI Don Michael, *Nigeria: Boko Haram and National Security*, Abuja, Garamond Projects Limited, 2015.

ALLEN Tim and VLASSENROOT Koen, *The Lord’s Resistance Army: Myth and Reality*, London, Zed Books, 2010.

ASSIATOU & KACI Mina, *Enlevée Bar Boko Haram*, Neuilly-sur-Seine, Editions Michel Lafon, 2016.

ASUELIME Lucky E., OJOCHENEMI David J., *Boko Haram: The Socio-Economic Drivers*, New York, Springer, 2015.

BADIE Bertrand, “ De la souveraineté à la capacité de l’Etat “, in SMOUTS Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratique et théories*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998, pp. 35-58

BETCHE Zachée, *Le phénomène Boko Haram : au-delà du radicalisme*, Paris, L’Harmattan, 2016.

BIEM Jean Eudes, “ Evolution du statut polémologique de Boko Haram face à stratégie globale des Nations Unies en Afrique centrale : esquisse de prospective intégrée “, *Vigie/Bulletin d’Analyse Stratégique et Prospective*, N° 003 et 004, EIFORCES décembre 2014, pp. 73-80.

BOLAK FUNCH Mark, “Border Shutting and Shrivied of Human and Merchandise on the Nigeria-Cameroon Passage of Banki and Limani,” dans Issa SAIBOU, *Les effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l’Extrême-Nord du Cameroun*, Kaliao, Volume spécial, Université de Maroua, novembre 2014, pp. 35-62.

BRAUD Philippe, *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004.

CHALIAND Gérard, “ Terrorisme et médias “, in CHALIAND Gérard (dir.), *Les stratégies du terrorisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999, pp. 229-240.

CHALIAND Gérard (dir.), *Stratégie de la guérilla*, Paris, Edition Payot & Rivages, 1994.

CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique. Constantes et changements dans l’histoire*, Paris, Ellipses, 2003.

CLAUSEWITZ Carl Von, *De la guerre*, Paris, Perrin (trad.), 2006.

CONRAD Jean-Philippe, “ Origines et réalités de l’islamisme activiste “, in CHALIAND Gérard (dir.), *Les stratégies du terrorisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999, pp. 19-72.

- DEBOS Marielle, *Le métier des armes au Tchad: le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris Karthala, 2013.
- DEMPSEY J., “*Joseph Dempsey: Boko Haram's armoured fighting vehicles*”. Military Balance Blog, 2015, February 18, disponible sur le lien (<https://www.iiss.org/en/militarybalanceblog/blogsections/2015-090c/february-8272/boko-haram-armoured-fighting-vehicles-3dff>), consulté le 16 février 2018.
- EICHSTAEDT Peter, *First kill your family: child soldiers of Uganda and the Lord's Resistance Army*, Chicago, Lawrence Hill Books, 2009.
- GALULA David, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica (trad.), 2008.
- GERE François, *La guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.
- GUIBBAUD Pauline, *Boko Haram: Histoire d'un islamisme sahélien*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- HANNE Olivier, LARABI Guillaume, *Jihâd au Sahel. Menaces, opération Barkhane, coopération régionale*, Paris, Bernard Giovanangeli Editeur, 2015.
- IGUE John, *L'Afrique de l'Ouest : entre espace, pouvoir et société. Une géographie de l'incertitude*, Paris, Karthala, 2006.
- KAHUMBI MAINA Newton, “A history of Christian-Muslim relations in Kenya,” dans HEATH Gordon L., TARUS David K., *Christian Responses to Terrorism: The Kenyan Experience*, Ontario, Pickwick Publications, 2017, pp. 12-32.
- KILCULLEN David J., “Countering global insurgency”, *Small War Journal*, 30 Nov 04, 2005, disponible sur (<http://smallwarjournal.com/documents/kilcullen.pdf>), consulté le 16 novembre 2017.
- KOUNGOU Léon, *Boko Haram. Parti pout tuer*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- LARROQUE Anne-Clémentine, *Géopolitique des islamismes*, Paris, PUF, 2014.
- LOROT Pascal, THUAL François, *La géopolitique*, 2e édition, Paris Montchrestien, 2002.
- MAURICE Houis, “Mouvements historiques et communautés linguistiques dans l'Ouest africain”, *L'Homme*, tome 1, n°3, 1961, pp. 72-91.
- MBARKOUTOU MAHAMAT Henri, “Réfugiés et personnes déplacées au Cameroun”, Issa SAIBOU, *Les effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, Kaliao, Volume spécial, Université de Maroua, novembre 2014, pp. 13-33.
- MBIA Augustin Charles A., “La “Mobilisation nationale contre Boko Haram” au Cameroun : une objectivation du triptyque peuple-armée-nation”, *Vigie/Bulletin d'Analyse Stratégique et Prospective*, N° 003 et 004, EIFORCES décembre 2014, pp. 81-85.
- MONCRIEFF Richard, HEUNGOUP Hans de Marie, “Boko Haram: Cameroon must shift from a military tactic to long-term development,” November 22, 2016, disponible sur (<http://mgafrica.com/article/2016-11-22-00-boko-haram-cameroon-must-shift-from-a-military-tactic-to-long-term-development>), consulté le 17 février 2018.
- MOREAU DEFARGES Philippe, *La guerre ou la paix demain ?*, Paris, Armand Colin, 2009.
- MOUMOUNI Seyni, *Vie et oeuvre du Cheikh Uthmân Dan Fodio (1754-1817) : De l'islam*

au soufisme, Paris, L'Harmattan, 2008.

NARAZHNA Tanya, KNIGHT W. Andy, *Female Suicide Bombings: A Critical Gender Approach*, Toronto, University of Toronto Press, 2016.

OLOMOJOBI Yinka, *Frontiers of Jihad: Radical Islam in Africa*, Ibadan, Safari Books, 2015.

ONUOHA Freedom C., "A Danger not to Nigeria alone – Boko Haram's transnational Reach and regional Responses," Peace and Security Series, Friedrich Ebert Stiftung, Abuja, November 2014, disponible sur (<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/nigeria/11066.pdf>), consulté le 22 février 2017.

OROCK ARREY Henshaw, "Terrorism in Sub-Saharan Africa : the case of the Boko Haram (Islamic State province in West Africa)," dans EVANS Daniel (dir.), *Journal of the International Relations and Affairs Group*, Volume V, Issue II, 2015, pp. 258-290.

PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, "Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis," Research Paper, Africa Programme, Chatham House, The Royal Institute of International Affairs, September 2014, disponible sur (https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20140901BokoHaramPerousedeMontclos_0.pdf), consulté le 15 mars 2017.

PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, *Villes et violence en Afrique noire*, Paris Karthala, 2002.

POIRIER Lucien, *Stratégie théorique II*, Paris, Economica, 1987.

POSTEL-VINAY Karoline, "La transformation spatiale des relations internationales", in SMOUTS Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratique et théories*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998, pp. 161-181.

ROBINSON David, *Muslim Societies in African History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

ROCHE Jean Jacques, *Théorie des relations internationales*, 8e édition, Paris, Montchrestien, 2010.

SAÏBOU Issa, "La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad une : nouvelle modalité du banditisme transfrontalier", *Polis*, Vol. 13, Numéro 1, février 2006, pp. 119-146.

SAÏBOU Issa, "Résurgence de la question musulmane dans le bassin Tchadien", in SAÏBOU Issa (dir.), *Les musulmans, l'école et l'Etat dans le Bassin du Lac Tchad*, Paris, L'Harmattan, 2016, pp. 7-19.

SAÏBOU Issa, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le Bassin du Lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.

SANTISO Javier, "Circulation des idées et relations internationales", in SMOUTS Marie-Claude (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratique et théories*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998, pp. 227-251.

SAYYID S., *Recalling the Caliphate Decolonisation and World Order*, London, Hurst & Company, 2014.

SCHMITT Carl, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris Flammarion, 1992.

SEIGNOBOS C. interrogé par Christophe Boisbouvier sur RFI, le vendredi 29 septembre 2017.

SMALDONE Joseph P., *Warfare in the Sokoto Caliphate: Historical and Sociological Perspectives*, London, Cambridge University Press, 1977.

TAGUEM FAH Guilbert, “ Processus politique, mutation sociale et renouveau islamique au Cameroun “, in YENGO Patrice (dir.), *Résistances et Dissidences, l’Afrique (centrale) des droits de l’homme*, Tome 2, Nouvelle serie, n° 4, Paris, Khatala/Rupture-solidarité, 2003, pp. 215-242.

THUAL François, *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995.

US Department of State, “*International Religious Freedom Report 2006*,” Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, disponible sur (<https://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2006/71293.htm>), consulté le 20 février 2018.

Factionnalisation ou émiettement de Boko Haram ? Evolutions récentes et risques à venir pour le Bassin du Lac Tchad

Dr Mbarkoutou Mahamat PhD

CERPSI/Université de Maroua
mbarkoutou@gmail.com

Introduction

La scission que connaît Boko Haram en août 2016 augurait d'une nouvelle dynamique d'émiettement dominée par deux principaux groupes majeurs. Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad (JAS), le mouvement initial héritier des premières heures de lutte reste dirigé par Abubakar Shekau dont l'autorité brutale, la perte des territoires conquis et l'impertinence des cibles lui sont reprochées. Islamic State in West Africa (ISWA) est sous l'autorité de Abu Musab al-Barnaoui. Si ces deux tendances distinctes et rivales sont plus connues, faisant régulièrement l'objet d'analyses médiatiques et scientifiques, il faut souligner qu'il y a une troisième tendance, plus soft et moins explorée, dont le niveau de nuisance est plus ressenti que perçu. Ce sont les groupes autonomes, rejetons d'une rupture brutale avec la suprastructure de Boko Haram, dont les itinéraires d'affirmation et d'action sont réduits à la survivance. En dizaines de groupes, dirigés par des ex-lieutenants de Boko Haram ou gourous locaux et constitués principalement de combattants originaires des localités qu'ils écument, ces métastases de Boko Haram sont dispersées le long de la frontière avec le Nigeria. Vidés de toute substance idéologique, le combat que

ces groupes mènent s'inscrit dans un champ terro-criminel, situé à l'intersection du terrorisme et du crime organisé.

Désormais factionné en plusieurs groupes disparates plus ou moins rivaux, Boko Haram offre un visage plus menaçant, à la fois pour la stabilité des Etats autour du lac Tchad, mais aussi pour les communautés affectées par l'action humanitaire. Les dissidences en cours de maturation témoignent d'un potentiel de pérennisation des factions qui reconfigurent la menace Boko Haram à plusieurs échelles. La perception de la menace que représente Boko Haram pour la sous-région est donc à re-questionner pour cerner les nouveaux défis que cette dynamique factionnelle pose pour le Bassin du Lac Tchad. La présente communication s'inscrit dans une remise en cause des postures qui définissent Boko Haram comme une menace. Elle analyse les différents contextes qui ont, dans la durée, sédimenté des pratiques récurrentes de protestation par l'islam, appréhende le processus qui a conduit à la scission du mouvement, cerne l'ancrage territorial de chaque groupe et analyse les risques induits par ces positions éclatées de Boko Haram sur les dispositifs stratégiques et sécuritaires des Etats autour du lac Tchad. En arrière-plan, il s'agit d'explorer les défis et risques futurs. L'étude s'appuie sur de nombreuses enquêtes de terrain, une documentation spécialisée et d'entretiens approfondis avec des acteurs clés. La démarche se veut descriptive et analytique avec en toile de fond une perspective interdisciplinaire.

Eclatement de Boko Haram : profondeurs historiques et évolutions récentes

La dynamique actuelle de Boko Haram interroge les ingrédients idéologiques du mouvement de sorte à aboutir à l'inéluctable processus de scissiparité, puis d'éclatement, propre aux groupes terroristes.

Une unicité idéologique difficile à cerner

Jusqu'en mars 2015, avec son allégeance à l'Etat Islamique (EI & Daesh), Boko Haram avait réussi à garder son intégrité organique et préserver son unité idéologique. Le caractère "fantasque et un peu

délirant¹” de son leader Abubakar Shekau semble rapprocher Boko Haram d’Al-Qaïda, mais l’Etat Islamique (EI) avait toujours considéré ce dernier comme son Wali (chef) en Afrique de l’Ouest. Avec un potentiel estimé entre 3000 et 6 000 combattants en 2014, une vaste zone d’influence couvrant les Etats du Borno, Adamawa et Yobe, en plus des externalités territoriales au Cameroun, Tchad et Niger, une légion étrangère multinationale, Boko Haram constituait une menace d’autant plus qu’il adopta la terreur comme instrument d’expression et de dissuasion. La violence extrême perpétrée par Boko Haram contre les populations en grande majorité musulmanes, les kidnappings de femmes et d’enfants, les attaques de mosquées ont rapidement été désapprouvés à l’intérieur du mouvement, créant des tensions². Au total, l’insurrection menée par Boko Haram et la contre-offensive des armées nationales ont fait 20 000 morts et 2,6 millions de réfugiés et déplacés dans le nord-est du Nigeria et les régions frontalières des pays voisins, autour du lac Tchad. Ce désastre humain conduit par la main ferme de Abubakar Shekau ont rendu le personnage controversé, ne faisant plus l’unanimité au sein même de la superstructure de commandement du Boko Haram.

Pourtant, avant la nomination d’Al Barnaoui comme le nouveau chef du Califat de l’Afrique de l’Ouest par l’EI, le 02 août 2016, des tensions étaient perceptibles entre les deux leaders, prédisposant à une factionnalisation du mouvement. Les discours clairs et engagés d’Al Barnaoui, adossés à une vision plus ambitieuse d’un Califat en Afrique de l’Ouest semblent contrastés avec la rhétorique guerrière d’Abubakar Shekau qui, selon plusieurs experts, ne l’avait jamais reconnu comme leader et porte-parole de Boko Haram. La lame de fond de la discorde se trouve moins dans l’idéologie que dans les modalités de conduire la lutte armée pour atteindre la finalité de constituer le Califat islamique.

On pourrait s’interroger sur les orientations idéologiques de Boko Haram qui sont considérées aujourd’hui par plusieurs observateurs comme la pomme de discorde entre les deux groupes de plus en plus

1 Romain Caillet cité par l’AFP, in Léon Baron, « Le groupe Etat islamique reprend-il le pouvoir sur Boko Haram ? », in <https://information.tv5monde.com/afrique>, page consultée le 03 avril 2019

2 « Boko Haram : la guerre des chefs fait rage », *Le Point Afrique*, novembre 2016

rivaux. Quelle est l'idéologie religieuse de Boko Haram ? Dans différentes approches d'analyse de la question, deux tendances émergent qui confèrent plus ou moins une matrice idéologique à la secte. D'abord, il est nécessaire de considérer que le sufisme est dominant avec ses composantes Qadiriyya et Tijaniyya dont les pratiques et rituels sont communément acceptés et partagés par une majorité de musulmans vivant dans les Etats autour du lac Tchad. La réalité des groupes et sectes islamiques est ancienne au Nigeria. Un aperçu des sectes et groupes islamistes serait édifiant.

Tableau 1 : Mouvements et sectes islamistes du Nigeria influençant le Bassin du Lac Tchad

Catégories	Sectes	Composantes	Ancrage territorial
Groupes dominants	Sufisme	-Qadiriyya -Tijaniyya	Majorité du Nigeria et pays voisins (Cameroun, Tchad, Niger)
	Salafistes & groupes anti sufi	-Jama'atu Izalatil Bid'a wa Iqamat al Sunna (Izala) -Ahl al-sunna wa'l-jama'a	Etats du Midle belt et nord-est du Nigeria, Niger
	Shiite	-Islamic Movement of Nigeria or Muslim Brothers -Jam'at al-Tajdeed al-Islami	Etats de Kano, Kaduna
	Yoruba Muslims	Nasrul-Lahi Fathi Society of Nigeria (NASFAT)	Etat de Lagos et des fédérations à travers le Nigeria
Groupes marginaux		Maitatsine	Kano, Maiduguri, Kaduna, Gombe, Funtua, Yola
		Darul Islam	Etats de Borno et Niger
		Mahdiyya	Kano
		Yan Hakika	Etat de Nasarawa
		Jama'atu Ahlul Sunna li Da'awati wal Jihad (Boko Haram)	Nord-Est du Nigeria, Extrême-Nord Cameroun, Région de Diffa au Niger et du Lac au Tchad

Source : Synthèse élaborées à partir de : A.R. Mustapha & M. Bunza, 2017, "Contemporary Islamic sects & groups in northern Nigeria", in A.R. Mustapha, *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books ; A. R. Mustapha, 2017, "Understanding *Boko Haram*", in A.R. Mustapha, *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books.

Le tableau intérieur montre que la vie sociale et religieuse au Nigeria est irradiée par un ensemble d'antagonismes idéologiques. Le renouvellement des divisions, le plus souvent portées par des leaders et gourous de tout acabit, a toujours façonné une abondante production des actes de violence et des discours corrélés aux différents contextes sociopolitiques et ethnico-religieux³ du Nigeria. Selon Abdul Raufu Mustapha et Mulhtar Bunza, malgré quelques différences d'interprétation dans les pratiques rituelles⁴, le soufisme a su garder son unité et sa cohérence avec les us et coutumes locales. Pourtant, malgré les efforts de l'unification de la *Umma* autour du Sardauna de Sokoto en 1962 sous l'initiative du Premier ministre du Nigeria d'alors, Ahmadou Bello, les divisions frontales se font jour en 1971 au sein de la *Jama'atu Nasril Islam*. Abubakar Gumi, ancien conseiller aux affaires religieuses de Ahmadou Bello décédé en 1966, produit un pamphlet dans lequel il remet en cause les pratiques sufies. Dans le sillage de ce réformisme qui maille progressivement les milieux islamiques nigériens, ses disciples créent en mars 1978 à Joss, la capitale de l'Etat du Plateau, une association religieuse appelée *Jama'atu Izalatil Bid'a wa Iqamat al sunna*, connue sous le nom de *Izala*⁵. D'inspiration salafiste et fondamentalement opposé au soufisme, le mouvement *Izala* va structurer une idéologie radicale qui réussit à s'imposer comme un vecteur d'une satire sociale particulièrement violente.

Dans le sillage de cette prolifération des pensées religieuses d'échelles différentes, *Jama'atu Ahlul Sunna li Da'awati wal Jihad*, communément appelé Boko Haram apparaît en 2000 à Maiduguri. Sous le leadership de Mohammed Yusuf, l'idéologie du mouvement est profondément rigoriste et contextuelle. La pensée religieuse de Boko Haram se nourrit de deux éléments essentiels : l'aversion du modèle occidental dont les méfaits sont visibles sur la communauté musulmane du nord-est du Nigeria et la montée en puissance du Salafisme Wahhabite incarné par le mouvement *Izala*. Il est nécessaire

3 Voir à ce sujet, Chris Kwaja, « Les moteurs pernecieux du conflit ethnico-religieux au Nigeria », in *Bulletin de la Sécurité Africaine*, n°14/juillet 2011

4 A l'exemple de la Qadiriyya qui accuse la Tijaniyya « d'émotions exubérantes »

5 A.R. Mustapha & M. Bunza, 2017, « Contemporary Islamic sects & groups in northern Nigeria », in A.R. Mustapha, *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 54-97

de rappeler qu'entre 1980 et 1990, les dissensions internes au sein du Mouvement Izala ont, quelque peu, essoufflé l'ambition salafiste de certains milieux islamistes nigériens. La compétition que se livrent diverses sectes islamistes sur le vaste marché de la foi nigérienne montre des signes de saturation sur le double plan des pratiques rituelles et des discours devenus, au fil du temps, redondants. Exploitant les scissions multiples du mouvement Izala dont la branche la plus salafiste s'est considérablement éclipsée et un contexte sociopolitique fragile, Mohammed Yusuf, fondateur de Boko Haram reprend l'initiative sur la tendance salafiste affaiblie en renouvelant opportunément le discours religieux qu'il structure autour de la mal gouvernance au Nigeria, coupable de nombreuses difficultés quotidiennes des fidèles. Boko Haram est donc le produit d'un contexte spécifique, "it is within this context of self-ijihad and the formation of competing organizations within the 'prayer economy' that Boko Haram emerged out of the broad Salafist tendency"⁶.

Les schèmes idéologiques de Boko Haram résultent d'un syncrétisme dogmatique associant les frères musulmans, les *chiïtes* et d'une aile salafiste de *Izala*. Si l'idéologie Boko Haram se fonde sur un ensemble d'emprunts de diverses pensées islamistes et une interprétation rigoriste et polémique du salafisme wahhabite, elle repose aussi, depuis sa transformation en mouvement violent, sur deux idées majeures : la mort et la vengeance⁷. Selon le Gouverneur de l'Etat de Borno, Kashim Shettima,

For me, there are two major factors that drive the Boko Haram sect, which are spiritual belief and economic desires. Those with spiritual beliefs are led into believing that when they kill, they obtain rewards from Allah and the rewards translate into houses in paradise. When they are killed, they automatically die as martyrs and go to paradise straight away. In other words, death is the beginning of their pleasure. Then, whoever they target to kill is an infidel and will go to hell. (...) One dangerous thing about their ideology is their belief that when

6 Mustapha & Bunza, 2017, p.70

7 A. R. Mustapha, 2017, « Understanding *Boko Haram* », in A.R. Mustapha, *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 147-198

they attack a gathering or a community, any righteous person in the sight of God, who dies as a result of their attack, will go to paradise, which means they would have assisted the person to go to paradise in good time by their actions, and any infidel killed by their attack will go to hell, which to them is what he or she deserves and no regret for his death. This is the spiritual aspect that drives the sect, to the best of my understanding⁸.

La déclinaison programmatique de l'idéologie encore embryonnaire de Boko Haram se représente dans une sorte d'aliénation des emprunts historiques dont le plus significatif est la notion de "combattant de la foi". En s'appropriant "le travail de Dieu", Boko Haram s'inscrit dans la lignée des califats qui ont, à travers de guerres djihadistes, fait triompher l'islam ou réparer des injustices. Par l'application de la *sharia* comme antidote contre la corruption et le djihad comme méthode légitime d'action, Boko Haram a ainsi construit un système politico-idéologique dans lequel le dogme salafiste se mêle aux tares socioéconomiques et injustices qui minent la société musulmane du nord-est du Nigeria. Identité difficile à cerner d'autant plus que le groupe terroriste est sectaire quand il cherche à endoctriner les jeunes ; totalitaire quand il veut constituer une vision holistique d'un Califat islamique et intégriste quand il veut contrôler les modes d'apparats des populations, en particulier des femmes⁹. Le mouvement se situe aujourd'hui à la jonction de la pensée et de la pratique de deux mouvances sunnites-le wahhabisme né en Arabie saoudite au XVIIIe siècle, et l'islam politique des Frères musulmans, impulsé en Egypte dès 1928¹⁰.

Une fracture devenue inévitable

La dissidence au sein de Boko Haram est évolutive. A la nomination, en août 2016, de Abu Musab Al Barnaoui comme nouveau gouverneur de la Province islamique en Afrique de l'Ouest en remplacement de

8 T. Abbah & H. Idris, 2014, 'What Boko Haram fighters told me about sect', Sunday Trust, 4 May, <http://dailytrust.com.ng>, interview with Governor Kashim shettima of Borno State, accessible en ligne le 3 septembre 2018

9 M-A. P. De Montclos, 2012, « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », in Questions de Recherche, N°40, Juin 2012

10 Léon Koungou, 2016, *Boko Haram : Parti pour durer*, Paris, L'Harmattan, p. 24

Abubakar Shekau, plusieurs experts ne se faisaient pas d'illusions sur l'issue fatale de la cohabitation des deux leaders. Pourtant, bien avant, des signes de désaffection entre les principaux leaders du mouvement apparaissaient. Selon plusieurs témoignages relayés par les milieux scientifiques et médiatiques nigériens, Mohamman Nur, Habib Yusuf dit Abu Musab (Al Barnaoui) et Aliyu, principaux leaders désapprouvaient les méthodes du leader Abubakar Shekau pendant les séances du Conseil de la *Shura*. D'autres témoignages recueillis, notamment à Mora auprès des ex-épouses de combattants et ex-otages ayant séjourné dans la forêt de Sambisa, attestent de tensions et affrontements parmi les adeptes rangés en factions autour de plusieurs leaders¹¹. Dans l'ensemble, les opposants à Abubakar Shekau lui reprochent son leadership erratique et désordonné. Le divorce fut définitivement consommé avec la nomination août 2016 de Abou Musab Al Barnaoui comme gouverneur de la province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest. Concurremment, Abubakar Shekau établit son fief dans la forêt de Sambisa avec un contrôle sur le sud et le centre de l'Etat de Borno, tandis que la faction Al Barnaoui installa plus au nord des états de Borno et Yobé, au contact du Niger et du lac Tchad. Une fracture qui inscrit définitivement Boko Haram dans l'ordre des menaces durables¹².

Plusieurs affrontements entre les deux camps rivaux sont signalés dès septembre 2016 qui entérinent de fait la fracture au sein du mouvement terroriste. Les affrontements directs entre JAS et ISWA se multiplient. A Mongumo, localité située dans l'Etat de Borno sous contrôle de Boko Haram, on assiste à la première bataille entre les deux groupes. Plusieurs combattants fidèles à Shekau sont tués. Les lignes de démarcation territoriale entre les deux groupes étant poreuses, les affrontements se multiplient. Entre 2016 et 2019, on enregistre une dizaine de face-à-face au cours desquels ISWA semble gagner en territoires et en adeptes.

La logique de la compétition entre les deux factions a augmenté le rythme des attaques entre elles ou contre les populations civiles. Le

11 Entretiens avec plusieurs femmes, ex-épouses de combattants de Boko Haram, revenues en communautés, Mora, 14 juin 2018

12 O. Mahmood et C. Ndubuisi Ani, « Factional Dynamics within Boko Haram », *ISS Reseach Report*, July 2018

désir de puissance et d'affirmation serait en train de provoquer une inflation des opérations violentes de part et d'autre, même si, par ailleurs, des signes de proximité entre les deux tendances sont perceptibles¹³. Cette possibilité est partagée par Roland Marchal qui soutient que "A priori, il y a une rivalité entre les deux branches de Boko Haram, mais ça n'exclut pas certaines coopérations horizontales entre elles dans des conditions bien particulières"¹⁴. En même temps, les deux leaders semblent conscients que Boko Haram unifié serait plus redoutable dans la stratégie de constitution d'un Califat islamique alternatif aux Etats fondés sur le modèle occidental.

Au-delà de la dualité des factions, un émiettement de Boko Haram ?

La tendance à limiter les évolutions récentes au sein de Boko Haram à une scissiparité semble étriquée. Elle ne rend pas compte de la réalité des bouleversements qui s'opèrent à l'intérieur de la galaxie Boko Haram. Le terrorisme étant un phénomène reproductif, tel que le soutient la théorie du gène égoïste développée par le biologiste anglais Richard Dawkins, selon laquelle les idées sont comme les gènes, elles cherchent à se répliquer. Ainsi, une idée un concept, un symbole ou une croyance religieuse comme celle que promeut Boko Haram va donc chercher à se reproduire dans le plus grand nombre d'esprits possibles et la conscience humaine représente l'écosystème parfait¹⁵.

Il est à croire qu'en réalité, Boko Haram est en train de vivre des formes durables et continues de dissidence. Vis-à-vis des Etats du Bassin du Lac Tchad, Boko Haram se présente désormais en plusieurs formes redoutables. Il est risqué de faire tout pronostic sur les intrants idéologiques et les territoires d'ancrage des différents groupes dissidents de Boko Haram. Toutefois, quatre principaux visages sont en ce moment perceptibles selon qu'ils sont considérés comme

13 Dans une vidéo datant du 10 novembre 2018, Abubakar Shekau se présente sous la bannière de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest qui est désormais placé sous l'autorité de son rival Al Barnaoui depuis août 2016. Voir à ce sujet, Renseignor, N°1051 du 11 novembre 2018

14 Kadiatou Sakha, « Boko Haram : entre recul territorial et influence régionale », <http://www.open-diplomacy.eu>, 13 janvier 2018

15 Richard Dawkins, *Le gène égoïste*, Paris, Armand Colin 1978

menaces avérées ou potentielles.

La terreur indiscriminée de Boko Haram originel

Héritier du lourd passif de Boko Haram dont les principaux traits se réfèrent à la terreur tous azimuts, Boko Haram dirigé depuis 2009 par Abubakar Shekau a systématiquement, sinon amplifié, le recours à la violence. Jusqu'à la scissiparité observée en août 2016 qui a reconfiguré le mouvement en deux factions rivales, Boko Haram s'est particulièrement illustré par l'usage immodéré de la violence. Assauts répétés, attaques d'envergure sur les cibles stratégiques, incursions sur les villages avec morts d'hommes et destruction des biens sont caractéristiques de ce que Corintin Cohen appelle "attrape-tout de violence"¹⁶. La tendance de Boko Haram dont Abubakar Shekau est la figure emblématique garde sa triste réputation même après la fracture.

Si beaucoup d'eaux ont coulé sous le pont, il reste qu'une anatomie de JAS est aujourd'hui difficile à opérer. Boko Haram s'est-il restructuré ? Quels traits sont illustratifs du mouvement qui fait encore régner la terreur au Nord-Est du Nigeria et dans les pays voisins ? Trois éléments semblent aujourd'hui constituer l'identité opérationnelle de Boko Haram. D'abord, il garde une partie importante de son ancrage territorial habituel. A partir de son fief historique de la forêt de Sambisa, la bande à Shekau continue de contrôler des portions territoriales en compétition souvent avec l'armée nigérienne et ISWA. Entre les Etats de Borno, Yobe et Adamawa, Boko Haram définit un périmètre d'action non intégré avec des frontières poreuses par rapport à la tendance rivale. Son ancrage territorial couvre principalement le corridor transfrontalier Nord-Sud qui borde l'Ouest des Monts Mandara, le Sud et le Centre de l'Etat de Borno avec des vellétés de contrôle des axes routiers Maiduguri-Bama-Banki à la frontière du Cameroun, Maiduguri-Dikwa-Gambaru-Fotokol vers le Cameroun. A l'Extrême-Nord du Cameroun, l'influence de Boko Haram correspond aux communes de Mokolo et Mayo-Moskota dans le Mayo-Tsanaga, Mora et Kolofata dans le Mayo-Sava et Fotokol, Makary, Darak et Hilé-Alifa dans le Logone et Chari. Cette cartographie des aires

¹⁶ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/29/boko-haram-est-un-attrape-tout-de-violence_4911151_3212.html, page consultée le 3 avril 2019

d'influence de Boko Haram ne s'inscrit pas dans une camisole de force. Au contraire, la menace se voulant spontanée, rustique et imprévisible, Boko Haram n'offre guère une grille de lecture des territoires qu'il contrôle. Espaces continus intégrés ou sanctuaires fermés, des zones plus ou moins sous contrôle permet au mouvement de garder son potentiel de nuisance, d'échapper aux opérations de traques des forces nationales coalisées et de pénétrer de nouveaux territoires.

En ce qui concerne ses *modus operandi*, Boko Haram se concentre principalement sur des campagnes d'enlèvements, des incursions dans différents villages, des attaques ciblées sur des objectifs militaires et structures étatiques. Ces différentes opérations, généralement expéditives, visent à recruter des combattants et autres logisticiens, à s'approvisionner et surtout à imposer la terreur aux populations. Moins régulières et particulièrement opportunistes, les assauts de Boko Haram sont également orientés vers la razzia de bétail à une grande échelle. Selon la banque mondiale, ce sont environ 17 000 têtes de bovins et des milliers d'ovins et de caprins qui ont été emportés par les assaillants de Boko Haram entre 2013 et 2018 pour une valeur globale de 3 milliards de FCFA¹⁷.

ISWA et la redouble option d'un terrorisme intelligent

A peine avait-il fait dissidence que ISWA a démontré sa capacité à constituer une menace redoutable. Du point de vue idéologique, la question demeure entière quant au substrat réel des idées que promeut la tendance Al Barnaoui. Cependant, sur la base des raisons évoquées de la séparation d'avec JAS, la personnalité funambulesque de Shekau et l'orientation essentiellement violente des actions ont justifié le divorce. De ce fait, on comprend qu'au sein de ISWA, la violence constitue un instrument qui participe de l'intelligence stratégique du mouvement. De quoi donc ISWA se distingue de ISWA en dehors des personnalités opposées des deux leaders ? Trois caractéristiques peuvent être dégagées de l'influence de ISWA dans la conflit Boko Haram.

¹⁷ Banque Mondiale, « Briser les obstacles au commerce agricole régional », *Rapport*, août 2018

D'abord, fort de son ascendant psychologique consécutif aux premières victoires obtenues face aux unités combattantes de Shekau, ISWA étend son influence vers le nord. Sentant la nécessité de s'aménager une base arrière nécessaire à la survie du mouvement, ISWA se concentre sur les abords du lac Tchad, non sans poursuivre des attaques sur les positions de JAS autour de Bama, Ghoza et Gambaru. Pour garder l'avantage d'une mobilité proactive dans ses opérations, ISWA s'arroe un territoire écarlate, parsemé, allant des fiefs historiques de Boko Haram situés dans les Etats de Yobe et Borno aux îlots du lac Tchad. Au contact du Cameroun, les zones d'influence de ISWA remontent vers le lac Tchad. Malgré leur disparité, les territoires sous contrôle du mouvement gardent une certaine homogénéité dans la mesure où ils mettent en cohérence les Etats du Borno et Yobé avec le Niger, encadrent une ceinture autour du lac Tchad intégrant plusieurs îles du Nigeria, du Tchad et du Cameroun. Historiquement très peu encadré par le Etats riverains, le lac Tchad apparaît comme le principal sanctuaire de ISWA dans une stratégie de prolongement vers la forêt de Allagarno au Nord de l'Etat de Borno. Ces différentes positions, à la fois aux confins des frontières des quatre Etats et sur les foyers habituels de l'insurrection à l'intérieur du Nigeria permettent à ISWA de projeter des opérations précises, sur des cibles prioritairement stratégiques (militaires, sociétés occidentales, structures étatiques)

Ensuite, si la matrice idéologique n'oppose pas les deux mouvements, la traduction de cette idéologie en modes opératoires a constitué une réelle pomme de discorde. Prenant à contre-pied JAS, le mouvement dirigé par Al Barnaoui a modifié le sens de l'usage de la violence pour le fixer sur des objectifs essentiellement stratégiques. Le changement de stratégie s'opère d'abord sur les types de cibles. ISWA fait la part des choses entre cibles militaires et institutionnelles et les populations dont elle a fait ses adjouvants. Subtilement, la volonté d'un ancrage durable du mouvement est clairement affichée. Pour ce faire, le mouvement évite de commettre l'erreur fatale de Shekau qui s'est mis à dos les populations qu'il a terrorisées. En tirant les leçons de l'aversion que les populations manifestent vis-à-vis de JAS, Al-Barnaoui et son mouvement amadouent les populations. Il s'agit en fait de tisser patiemment des réseaux sur les territoires que le

mouvement contrôle pour s’implanter sur le long terme, un peu comme l’a fait Daesh en Irak et en Syrie¹⁸. Si la démarche ne dévoile pas une logique systématique d’endoctrinement, le fait est que ISWA opère ainsi une reconsidération structurelle de la chaîne des acteurs en s’assurant l’allégeance des populations d’abord. Le jeu semble porter des résultats probants en comparaison avec la terreur propagée par l’organisation de Shekau. Selon un habitant Peul du village Shuwaram dans le lac Tchad, “les combattants attaquaient nos communautés, tuaient les habitants, volaient nos vaches, prenaient nos femmes et nos enfants et brûlaient nos maisons”. Plusieurs témoignages concordants rapportés par VAO Afrique attestent de ce qu’en novembre 2017, Mamman Nur, un des leaders de ISWA est allé en personne s’adresser aux villageois sur certains îlots du lac Tchad. Le chef djihadiste leur a assuré qu’ils “étaient libres de se déplacer sans entrave tant qu’ils ne coopéraient pas avec les soldats qui combattent son groupe”¹⁹. Insidieusement, dans cette logique d’adoubement des populations des zones qu’il contrôle, ISWA en a profité pour instrumentaliser les conflits traditionnels inter ethniques ou intercommunautaires d’accès aux ressources du lac. Entre affirmation identitaire, contrôle des ressources et itinéraires individuels d’accumulation, ISWA a trouvé dans le lac Tchad un terreau favorable à l’adhésion et à la révolte²⁰.

Enfin, la portée des espaces que ISWA contrôle indique sur sa volonté d’un ancrage durable. On y décèle d’abord une logique de contester à Shekau les espaces traditionnels de Boko Haram. Les premiers affrontements armés entre les deux factions ont eu lieu sur les fiefs historiques du mouvement dans les Etats de Borno et Yobé, notamment en septembre 2016 dans la zone de Monguno dans l’Etat de Borno ainsi qu’à Abadam près de la frontière du Niger²¹. Structurel

18 Yan St-Pierre, cité par *L’Express*, 30 mars 2017, [En ligne], https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-la-faction-barnaoui-etend-discretement-son-emprise_1894105.html, page consultée le 23 novembre 2018

19 VAO Afrique, « Boko Haram : la faction Barnaoui étend discrètement son emprise sur les rives du lac Tchad », 30 mars 2017

20 C. Seignobos, « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine*, vol. 255, no. 3, 2015, pp. 93-120 ; « Boko Haram : c’est l’expression d’un communautarisme », interview, *Jeune Afrique*, 4 août 2016

21 <https://www.nouvelobs.com/monde/20160907.AFP6962/nigeria-combats-entre->

et intelligent, ISWA intensifie les attaques dans la région du lac. En 2017, 362 attaques terroristes ont été enregistrées dans le lac Tchad, soit une augmentation de 29% par rapport à l'année précédente²². La focalisation sur des cibles d'importance stratégique à l'instar des bases militaires au Nigeria et au Niger et des sociétés occidentales au Niger notamment, confère au mouvement un statut particulier au sein de la franchise des organisations ayant fait allégeance à Daesh, dont-on sait par ailleurs qu'il est défait militairement au Moyen Orient. Ainsi donc, le jihad local mené par ISWA s'inscrit dans une mouvance internationale au service du jihad mondial²³.

Des groupes plus ou moins affidés à Boko Haram à l'autonomisation de la terreur à l'échelle locale

Le recrutement massif des populations des zones frontalières par Boko Haram dont on sait qu'elle a privilégié des acteurs utiles à sa stratégie d'expansion, a abouti à un processus d'autonomisation de la terreur dans les villages. En recyclant les savoir-faire guerriers locaux, Boko Haram a permis d'ouvrir des opportunités de reconversion ou sous-traitance à des fins de prédation et d'accumulation²⁴. Il s'agit d'une violence perpétrée par des acteurs locaux ou connaissant les villages qu'ils terrorisent. Ce nouveau modèle de violence, orchestrée par les enfants du terroir, se produit dès 2014 dans un double contexte de montée en puissance de la répression militaire en cours de régionalisation et de succès militaire spectaculaire de Boko Haram sur les fronts du lac Tchad et des localités frontalières avec le Niger et le Cameroun. Sans s'inscrire dans une logique de rupture par rapport aux attaques et incursions opérées par les assaillants de Boko Haram venus du Nigeria, les nouvelles formes d'exactions se produisent lorsque les recrues ayant rallié la cause de Boko Haram dans chaque village voisin au Nigeria réalisent que le projet collectif (Califat de Gwoza, application de la sharia,) et individuel (meilleures conditions de vie,

factions-rivales-de-boko-haram.html, page consultée le 13 février 2019

22 Omar Mahmood, 2018, « Despite its divisions, Boko Haram is not weaker », ISS, Addis Abeba

23 Yves Trotignon, « Al Quaoda et le jihad aujourd'hui », in *Lettre du Retrex-Recherche*, n°7, 4 décembre 2013

24 C. Cohen, « Boko Haram, une impossible sociologie politique ? », in *Afrique Contemporaine*, 2015/3, n°255, p.87

retour à une foi dogmatique) laissent percevoir une utopie. Sous la pression des armées nationales et de la Force Mixte Multinationale (FMM), la mégastucture de Boko Haram se fissure progressivement, laissant en errance une bonne partie de ses combattants qui, pour exister et survivre, opèrent une mutation par autonomisation ou dispersion et recombinaison. Les recombinaisons qui s'opèrent permettent la constitution des groupes furtifs, légers et mobiles, agissant par circonstance, dont le but ne s'inscrit plus dans un projet global islamiste, mais plus dans une survivance par itinérance ou par un entrepreneuriat du désordre.

La déconstruction des groupes d'assaillants originels de Boko Haram n'a seulement pas libéré les adeptes partis des villages frontaliers du Cameroun, du Niger et du Tchad, elle a également permis une circulation plus opportune des armes et une révision des itinéraires des combattants. Ainsi, en bande de deux, trois à dix combattants, les adeptes de Boko Haram produisent désormais la même forme de violence que Boko Haram. Deux étapes peuvent être constatées dans le processus de continuité de la barbarie de Boko Haram : d'abord, le retour progressif à proximité des villages de départ dont ils sont par ailleurs connaisseurs de la géographie et du niveau des avoirs matériels et alimentaires disponibles. Cet itinéraire de rapprochement vers les villages traduit la mutation de la violence islamiste vers une violence désormais criminelle. Ensuite, la perpétration des actes de razzias du bétail, des récoltes en céréales, de raids mortels sur les villageois s'inscrit dans une forme de résilience de ces groupes criminels face à la réduction de leurs espaces d'expression. A niveaux variables, l'itinérance de groupes criminels se manifeste donc par une double articulation, d'abord à la proximité des localités d'origine, ensuite par des stratégies de prédation et de survivance.

Selon les résultats d'une communication présentée en d'autres circonstances²⁵, plusieurs modes d'autonomisation de la terreur sont observés. La première est une tendance au regroupement des ressortissants d'un même village dans le même groupe. On constate

25 Mbarkoutou Mahamat, « Insécurité, appropriation locale de la terreur et problématique de la reconstruction post-Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun et dans le lac Tchad », Communication à *Regional Conference on Peace Building and reconstruction in the Chad Basin*, 26-28 septembre 2016, Yola, Nigeria

dans ce cas, une inclination vers un appel “fraternel” à rejoindre le groupe dans lequel opère déjà un proche du village ou de la famille. Au Cameroun, plusieurs parents des localités de Kolofata, Moskota et Fotokol ont, par exemple, rejoint leurs progénitures ou les parents dans les arrondissements. Forcés ou volontaires, ces formes de regroupement au sein de Boko Haram sont enregistrées avec le départ des villages entiers. Les données collectées aujourd’hui permettent de recouper le niveau d’insertion de ces communautés parties intégrer le système de fonctionnement de Boko Haram. On note que le départ volontaire des populations des villages Bornori ou Kerawa ou forcé des localités de Gousdat-Vreket, Moudogoa, Kamdjidji, Hourbetch, Ldaoutsaf en 2014 a conduit au retour massif de près de 400 retournés en 2016 constitués d’hommes, de femmes et d’enfants²⁶. Par opportunisme aussi (entrepreneurs du désordre), les parents ne supportant pas l’humiliation et la stigmatisation de la communauté ont préféré rallier le camp de leurs proches au sein de Boko Haram.

La deuxième tendance est la constitution des groupes autonomes d’assaillants. Ils sont hétéroclites, regroupés en entrepreneurs du crime qui écument les villages frontaliers. Ils s’inspirent des formes anciennes de rapine (vol de bétail, razzia des greniers à céréales, embuscades sur les routes) pour couvrir leurs besoins alimentaires. L’action de ces groupes de malfrats s’inscrit aussi dans une logique de nuisance à l’égard des forces de défense, de sécurité et des comités de vigilance. Les forfaits commis à partir des engins piégés portent un dommage sérieux aux unités opérationnelles de l’armée camerounaise et de la section 1 de la Force Multinationale Mixte.

La récurrence d’anciens brigands ayant fait amende honorable en intégrant les rangs des comités de vigilance apparaît comme une des modalités de reproduction de la violence. Le contexte de desserrement des frontières qui a favorisé une amorce de mobilité économique, la divagation du bétail volé aux éleveurs et abandonné par les assaillants de Boko Haram sont, entre autres, des facteurs de connivence multiple entre populations et Boko Haram et de récurrence observée dans les rangs de comités de vigilance. L’arrestation du célèbre chef des comités de vigilance du Canton de Mozogo, de Kolofata et Djakana

26 Rapport d’étude « Les ex-otages de Mozogo », février 2016, CERPSI, Université de Maroua

en 2016²⁷ à l'Extrême-Nord du Cameroun est illustrative d'un *modus operandi* propre aux usages traditionnels d'accumulation et de survie par la violence.

Si la production de la terreur par des acteurs locaux s'est opérée dans une sorte de continuum des méthodes d'exactions de Boko Haram, la formation d'une conscience autonome de rupture et de production de la terreur au niveau local s'est véritablement manifestée au sein de ces groupes organisés. Sans substance idéologique, ni projet réel, ils ont perdu le lien avec la suprastructure de Boko Haram. Depuis 2017, ils sont en activité dans les zones de faible contrôle, notamment des espaces transfrontaliers comme les îles du lac Tchad, les parcs nationaux de Waza et de Mozogo ainsi que la bande transfrontalière entre différents Etats et le Nigeria autour du lac Tchad. Ainsi, l'insurrection Boko Haram nourrit et produit de nouvelles insurrections localisées dont l'issue débouche inéluctablement sur des nouvelles formes d'expressions et d'aspirations, elles-mêmes criminogènes.

Les ex-combattants, une excroissance de Boko Haram en communautés

Les ex-combattants de Boko Haram qu'on appelle, selon les contextes, "rendus", "repentis", "désengagés", "les adeptes" qui se rendent à leurs communautés constituent une source potentielle de menace. Qu'ils se soient rendus spontanément ou à la suite d'une opération DDR, ils sont nombreux qui sont déjà enregistrés. Même si les cadres plus ou moins organisés sont mis en place pour les accueillir, beaucoup sont en divagation ou restent peu encadrés. La situation de cette catégorie d'ex-associés varie en fonction des Etats.

Au Nigeria, l'opération *Safe Corridor* qui est mis en place en 2015 pour assurer la déradicalisation et la réintégration des ex-combattants de Boko Haram connaît des fortunes diverses. Certes, le Centre basé à Mallam Sidi à 32 km de Gombe, la capitale de l'Etat de Gombe, a reçu plus de 2000 ex-combattants. Mais, ni l'efficacité de la

27 A. Salatou, « Comités de vigilance et après ? », *Le Jour*, n° 2092, 30 décembre 2015 ; Douwouré Ousmane, « Kolofata : le président du comité de vigilance jeté en prison », *L'Œil du Sahel*, n°869, 22 décembre 2016 ;

déradicalisation, ni le pourcentage de réintégration ne sont prouvés. Au Niger, à Goudoumaria, localité désertique située dans la région de Diffa au sud-est du pays, plusieurs centaines d'ex-combattants de Boko Haram subissent un redressement psychologique et socioprofessionnel dans un centre dédié. Le Programme National de prise en charge des éléments de Boko Haram vise à consolider la paix et favoriser la reconstruction socioéconomique des zones de la Région de Diffa affectées par la crise Boko Haram. Il s'agit de prendre en charge la reddition des éléments de Boko Haram à travers la formation, la rééducation, la déradicalisation et la réinsertion socioprofessionnelle. Ici aussi, nul ne peut dire avec exactitude l'efficacité des résultats auxquels le programme est parvenu depuis janvier 2017. Au Tchad, la situation est plus préoccupante. En l'absence d'un processus organisé de réintégration des transfuges de Boko Haram, plusieurs rendus ont été dirigés vers les communautés. Ce n'est qu'en 2017 que des mesures conservatoires sont prises pour cantonner les ex-combattants. Contrairement aux autres Etats riverains du lac Tchad, le Cameroun est le dernier à se doter d'un instrument de réintégration des ex-combattants de Boko Haram. Plus inclusif dans ses cibles²⁸, le Comité national de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) constitue la réponse du Cameroun à la tendance générale de retour à la paix par l'armistice, telle qu'encouragée par la Stratégie Régionale de stabilisation validée à Abuja en août 2018 sous les auspices de la CBLT et de l'Union africaine.

Outre le Tchad et le Cameroun qui apparaissent comme les parents pauvres des réponses étatiques en matière de gestion de la reddition des combattants de Boko Haram, il faut souligner que les expériences nigériane et nigérienne sont aussi porteuses d'inquiétudes. Au Nigeria, au cours de l'opération Save corridor, plusieurs ex-combattants ont récidivé en désertant le centre de Gombe. Au Niger, si 233 ex-combattants sont en cours de réintégration au centre de Goudoumaria en mars 2019²⁹, il faut admettre que plusieurs d'entre eux se sont

28 Le CNDDR prend aussi en compte les ex-combattants des groupes séparatistes sévissant dans les régions anglophones du Nord-Ouest et sud-ouest du Cameroun

29 Alamedji Abba Issa, « Programme National de prise en Charge de la reddition des éléments de Boko Haram au Niger », communication à l'Atelier Consultatif sur la révision et la validation de la procédure standard d'Opération et de la Force

évadés. La dernière évasion, opérée dans la nuit de 24 au 25 novembre 2018, concerne 7 ex-combattants dont trois courent toujours³⁰. En plus, plusieurs dizaines d'ex-membres de Boko Haram ont le malin plaisir de retourner directement en communautés sous la protection de leurs familles dans les zones touchées de la région de Diffa. Situation similaire au Cameroun où les ex-combattants en cours d'observation s'évadent régulièrement. En octobre 2018, sur 113 ex-combattants, 10 se sont évadés dans la nature et restent à ce jour introuvables. Dans les communautés, notamment dans le département du Mayo-Tsanaga, plusieurs ex-combattants, faute d'un système de profilage efficace, sont requalifiés d'ex-otages et sont dirigés dans la localité de Zamay³¹, véritable réceptacle des transfuges de tout bord venant de Boko Haram. Au Tchad, après la construction du camp de Daressalam situé à 7 km de Bagassola dans la région du lac, de milliers d'ex-associés à Boko Haram sont surveillés par les militaires. Jusqu'en février 2018, le camp abritait 3000 éléments issus des rangs de Boko Haram. Plusieurs centaines d'ex-combattants ont rejoint les communautés sans véritable processus de désarmement, démobilisation et Réintégration, particulièrement dans les arrondissements de Bagassola, Kinasserom, Ngouboua³².

Dans l'ensemble, on est en droit de considérer que le traitement approximatif des rendus de Boko Haram par les Etats constitue une véritable menace à la paix. Chaque communauté affectée par la crise Boko Haram a enregistré le retour d'ex-combattants dont les itinéraires de reconversion restent problématiques. Boko Haram n'est plus un phénomène exclusivement limité en zones de conflit, il connaît des mutations particulièrement subtiles qui le prolonge dans les communautés par l'entremise de ses combattants. Endoctrinés ou aguerris aux techniques d'utilisation des armes à feu, ces rejets de

Multinationale Mixte relatif à la Gestion des personnes associées à Boko Haram, Ndjamena, 26-28 mars 2019

30 Oumar Hama Saley, « Niger : des ex-membres de Boko Haram se sont évadés du camp de repentis de Goudoumaria », *Sahélien.Com*, 25 novembre 2018

31 Mbarkoutou Mahamat et Bana Barka, 2018, « Understanding Boko Haram Reintegration in Cameroon », Rapport d'étude PAIC/USAID, octobre 2018

32 Kodi Mahamat, « De la radicalisation au désengagement : une étape dans le désenchantement de Boko Haram au Tchad », communication présentée à l'atelier Régional sur la *Gestion des personnes désengagés de Boko Haram dans le Bassin du lac Tchad* », Maroua, février 2018

Boko Haram constitue une forme plus vernie de la menace que représente Boko Haram.

Risques stratégiques et sécuritaires pour le Bassin du Lac Tchad

La dynamique factionnelle qui fait rage au sein de Boko Haram induit des risques graves tant pour la stabilité du Bassin du Lac Tchad que pour la sécurité des hommes et des biens.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques renvoient à l'apparition de plusieurs aires distinctes de menaces à la stabilité de l'ensemble du Bassin du Lac Tchad qui correspondent à plusieurs fronts induisant de fait plusieurs types de réponses. Dès lors, on assiste à la cohabitation de trois champs d'instabilité : l'un d'une violence tous azimuts, l'autre d'une violence plus structurelle, et le troisième relevant du crime organisé ou de la terro-criminalité ; à la connexion de plusieurs zones d'instabilité terroriste, notamment entre le Sahel et le Golfe de Guinée via le lac Tchad³³.

33 J.P. Pham, « Boko Haram : la menace évolue », in *Bulletin de la Sécurité Africaine*, N°20 avril 2012

Tableau 2 : Echelle des risques stratégiques, incidences opératoires et défis pour les Etats du Bassin du Lac Tchad

Nature du risque	Incidences opératoires	Défis
Multipolarité des menaces	Existence de foyers de conflictualité animés par des acteurs différents	Coopération sous régionale et pérennité/Adaptation des dispositifs de riposte
	Appropriation du discours Al Barnaoui et sédimentation des motifs de contestation durable	Remise en cause de la souveraineté et de l'autorité des Etats
Basculement du lac Tchad dans un cycle d'instabilité durable	Renforcement des logiques d'exclusion et de marginalisation pour le contrôle des ressources	Constitution d'une conscience tribale en conflit avec la citoyenneté républicaine
	Déferlement des groupes d'appartenance salafiste dans le lac Tchad, interconnexion avec les foyers extrémistes du Sahel, Elargissement de l'arc islamiste	Renforcement ou Affaiblissement de ISWA, réincarnation du terrorisme local et marginalisation des Etats, Coopération internationale contre le terrorisme
Extrémisme violent comme modes d'expression des communautés	-Transition d'une revendication tribale et socioreligieuse vers des contestations à base des corporations politiques islamistes - Exemple. Budumaland	
	-Risques d'interconnexion entre foyers terroristes du Sahel et du lac Tchad avec les revendications identitaires (Peuls, Mbororo)	Adaptation de la gouvernance nationale à celle locale reflétant les aspirations des populations à la base

Risques sécuritaires

Les risques sécuritaires correspondent aux actions et opérations de violence perpétrées contre les populations et des cibles civiles et militaires. Elles soulèvent la question de la pérennité de la violence instrumentale dans un environnement socio-économique de crise dont

les intrants pourraient se constituer autour de l'identité, l'accès aux ressources, le contrôle du pouvoir traditionnel. En tant que principal acteur des systèmes des conflits et de la violence en Afrique³⁴, les Etats autour du lac Tchad doivent se renouveler, à la fois dans la compréhension des enjeux sécuritaires et dans l'offre des réponses dont le défi majeur est de les corrélés aux avatars des menaces.

Tableau 3 : Echelle des risques sécuritaires, incidences opératoires et défis pour les Etats du Bassin du Lac Tchad

Nature du risque	Incidences opératoires	Défis
Persistance des actes de terrorisme	Zone JAS : attaques organisées, incursions sporadiques, attentats suicide	L'élaboration des cadres intégrés de contre-terrorisme,
	-Multiplication des attaques sur les cibles civiles : personnes tuées, jeunes filles enlevées, afflux des réfugiés et déplacés, abandon des terroirs, arrêt des activités de production, enrôlement forcé, razzias de bétail	Perceptions différentes des enjeux stratégiques par les Etats Développement durable, Participation démocratique des populations (décentralisation, fédéralisme...)
	Zone ISWA : Attaques organisées sur les cibles militaires, accroissement des enlèvements des personnalités, collaboration croissante des populations	
Redéploiement des filières du crime organisé	Migration des groupes issus de Boko Haram vers des organisations criminelles (augmentation des razzias dans les villages, coupeurs de route, kidnapping, vol de bétail)	Concilier l'action de prévention et de lutte contre le crime organisé avec les impératifs de développement

34 B. Gebrewold, 2009, *Anatomy of violence : understanding the Systems of Conflict and Violence in Africa*, Ashgate Publishing Limited, England

Fragilité des consensus et regain des conflits intercommunautaires	Instrumentalisation de Boko Haram par les communautés et résurgence des conflits passés (Monts Mandara, Lac Tchad)	Intégration des questions environnementales au centre des politiques publiques de développement
	Retour des réfugiés, déplacés et retournés, recrudescence des tensions entre communautés et personnes déplacées sur le contrôle des ressources (terres, pâturages, habitat, champs, zones de pêche...)	Financement ordinaire et alternatif des crises humanitaires, mise en place des mécanismes d'alerte précoce des conflits, de la radicalisation et de l'extrémisme violent
	Faibles perspectives de réhabilitation et réintégration des ex-associés de Boko Haram	Définition et identification des profils des ex-associés de Boko Haram (victimes, otages, ex-combattants, rendus, repentis, ex-associés ?)

Conclusion

A l'entame de cette analyse, on s'est interrogé sur les évolutions récentes qui mettent à mal l'intégrité idéologique et matérielle de la menace que représente Boko Haram pour le Bassin du Lac Tchad. Il apparaît qu'à la lumière des faits et des reconfigurations spatiales et sociétales induites par la crise, la menace Boko Haram telle qu'appréhendée jusqu'à présent doit être repensée. Au-delà des factions dites "majeures" que sont la tendance Shekau (JAS) et la faction Al Barnaoui (ISWA), d'autres entités non moins mineures sont à prendre en compte dans la définition de la menace. Il s'agit des groupes plus ou moins autonomes qui produisent l'insécurité et les ex-combattants dont le traitement approximatif constitue un prolongement de Boko Haram au sein des communautés d'accueil. Les bandes armées et les ex-combattants sont porteurs d'un potentiel de nuisance identique à celui des deux principales composantes rivales de Boko Haram.

Le processus de renouvellement des crises sécuritaires que connaît le Bassin du Lac Tchad annonce un basculement stratégique de cette partie de l'Afrique, de plus en plus enserrée entre le Sahel instable, le golfe de Guinée perturbé, rajoutant un plus à l'arc islamiste. Il est à redouter que la tendance actuelle à l'atomisation de Boko Haram se poursuive. Elle va progressivement s'inscrire dans une dynamique de dissémination suivant plusieurs trajectoires : migration vers le crime organisé avec la persistance des phénomènes des coupeurs de route, kidnapping, criminalité urbaine, revendications ethno-fascistes. Ce qui implique de repenser aussi les dispositifs de détection et de répression de façon à les readaptés à la flexibilité des menaces propres au Bassin du Lac Tchad, devenus innombrables, rustiques et multiformes. Pour le faire, il est impératif de comprendre les visages actuels et sous-jacents de la menace Boko Haram.

Bibliographie

Abbah T. & Idris H., 2014, “What Boko Haram fighters told me about sect “, Sunday Trust, 4 May, <http://dailytrust.com.ng>, interview with Governor Kashim shettima of Borno State, page consultée en ligne le 30 septembre 2018

Alamedji Abba Issa, “Programme National de prise en Charge de la reddition des éléments de Boko Haram au Niger”, communication à l’Atelier Consultatif sur la révision et la validation de la procédure standard d’Opération et de la Force Multinationale Mixte relatif à la Gestion des personnes associées à Boko Haram, Ndjamena, 26-28 mars 2019

Banque Mondiale, “Briser les obstacles au commerce agricole régional”, Rapport, août 2018

Caillet, R., cité par l’AFP, in Léon Baron, “Le groupe Etat islamique reprend-il le pouvoir sur Boko Haram ?”, in <https://information.tv5monde.com/afrique>, page consultée le 03 avril 2019

Cohen, C., “Boko Haram, une impossible sociologie politique ?”, in *Afrique Contemporaine*, 2015/3, n°255, p.87

De Montclos, M-A. P., 2012, “Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ?”, in *Questions de Recherche*, N°40, Juin 2012

Gebrewold, B., 2009, *Anatomy of violence : understanding the Systems of Conflict and Violence in Africa*, Ashgate Publishing Limited, England

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/29/boko-haram-est-un-attrape-tout-de-violence_4911151_3212.html, page consultée le 3 avril 2019

<https://www.nouvelobs.com/monde/20160907.AFP6962/nigeria-combats-entre-factions-rivales-de-boko-haram.html>, page consultée le 13 février 2019

Kadiatou Sakha, “Boko Haram : entre recul territorial et influence régionale”, <http://www.open-diplomacy.eu>, 13 janvier 2018

Kodi Mahamat, “De la radicalisation au désengagement : une étape dans le désenchantement de Boko Haram au Tchad”, communication présentée à l’atelier Régional sur la Gestion des personnes désengagés de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad”, Maroua, février 2018

Koungou, L., 2016, *Boko Haram : Parti pour durer*, Paris, L’Harmattan, p. 24

Kwaja, C., “Les moteurs pernecieux du conflit ethnico-religieux au Nigeria”, in *Bulletin de la Sécurité Africaine*, n°14/juillet 2011

Le Point, “Boko Haram : la guerre des chefs fait rage”, *Le Point Afrique*, novembre 2016

Mahmood, O. et Ndubuisi, C. Ani, “Factional Dynamics within Boko Haram”, *ISS Reseach Report*, July 2018

Mahmood, O., 2018, “Despite its divisions, Boko Haram is not weaker”, ISS, Addis Abeba

Mbarkoutou Mahamat et Bana Barka, 2018, “Understanding Boko Haram Reintegration in Cameroun”, Rapport d’étude PAIC/USAID, octobre 2018

Mbarkoutou Mahamat, “Insécurité, appropriation locale de la terreur et problématique de la reconstruction postBoko Haram à l’Extrême-Nord du Cameroun et dans le lac Tchad”, Communication à *Regional Conference on Peace Building and reconstruction in the Chad Basin*, 26-28 septembre 2016, Yola, Nigeria

Mustapha A.R. & Bunza, M., 2017, “Contemporary Islamic sects & groups in northern Nigeria”, in Mustapha, A.R., *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 54-97

Mustapha, A. R., 2017, “Understanding Boko Haram”, in A.R. Mustapha, *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 147-198

Oumar Hama Saley, “Niger : des ex-membres de Boko Haram se sont évadés du camp de repentis de Goudoumaria”, *Sahélien.Com*, 25 novembre 2018

Pham, J.P., “Boko Haram : la menace évoluée”, in *Bulletin de la Sécurité Africaine*, N°20 avril 2012

Rapport d’étude “Les ex-otages de Mozogo”, février 2016, CERPSI, Université de Maroua

Renseignor, N°1051 du 11 novembre 2018

Richard Dawkins, 1978, *Le gène égoïste*, Paris, Armand Colin

Salatou, A., “Comités de vigilance et après ?”, *le jour*, n° 2092, 30 décembre 2015 ; Douwouré Ousmane, “Kolofata : le président du comité de vigilance jeté en prison”, *L’Œil du Sahel*, n°869, 22 décembre 2016 ;

Seignobos, C., “Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ?”, *Afrique contemporaine*, vol. 255, no. 3, 2015, pp. 93-120 ; “Boko Haram : c’est l’expression d’un communautarisme”, interview, *Jeune Afrique*, 4 août 2016

Trotignon, Y., “Al Quaid et le jihad aujourd’hui”, in *Lettre du Retrex-Recherche*, n°7, 4 décembre 2013

VAO Afrique, “Boko Haram : la faction Barnaoui étend discrètement son emprise sur les rives du lac Tchad”, 30 mars 2017

Yan St-Pierre, cité par L’Express, 30 mars 2017, [En ligne], https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/boko-haram-la-faction-barnaoui-etend-discretement-son-emprise_1894105.html

Contre-discours et pratiques langagières de résilience chez les jeunes face à Boko Haram à l'Extrême-nord Cameroun

Amina GORON
 Université de Maroua
 aminagoron@gmail.com

Résumé

L'objectif de cette étude est de contribuer à la démystification, à la déconstruction voire, à la discréditation des messages et par-delà de l'idéologie propagandiste ayant plombés l'intelligence des jeunes pendant près d'une décennie de guerre à L'Extrême-Nord Cameroun. Il s'agit précisément d'interroger non seulement le potentiel heuristique du contre-discours quand à capacité d'appréhender et de résoudre les confrontations idéologiques post-guerre (conflits, controverses, ruptures et convergences), mais aussi et surtout de mettre en exergue, à partir d'un corpus, les différentes stratégies utilisées par les jeunes résilients pour réfuter les assertions, démontrer les propos mensongers, illustrer les fausses promesses afin d'objectiver les faits. Dans le même ordre d'idées, cette recherche-action se propose de stimuler l'esprit critique des cibles afin qu'ils réagissent positivement, de l'idéogénèse au discours, en jaugeant les arguments et contre-arguments en présence. Cette étude apparaît comme capitale dans la mesure où les populations victimes de guerre, particulièrement celles de l'Extrême –Nord, du Nord et Sud-ouest Camerounais en particulier les jeunes, ont besoin d'une rhétorique convaincante pour sortir définitivement de ce tourbillon et renouer avec la vie d'antan. Dans le même sillage, elle prépare psychologiquement la population-cible à

sortir des aléas de la guerre et leur ouvre la voie aux discours alternatifs prônant des valeurs telles que le vivre-ensemble, le respect de la diversité linguistique et culturelle, etc.

Mots clés : contre-discours, déconstruction, jeunes, après-guerre, Boko Haram

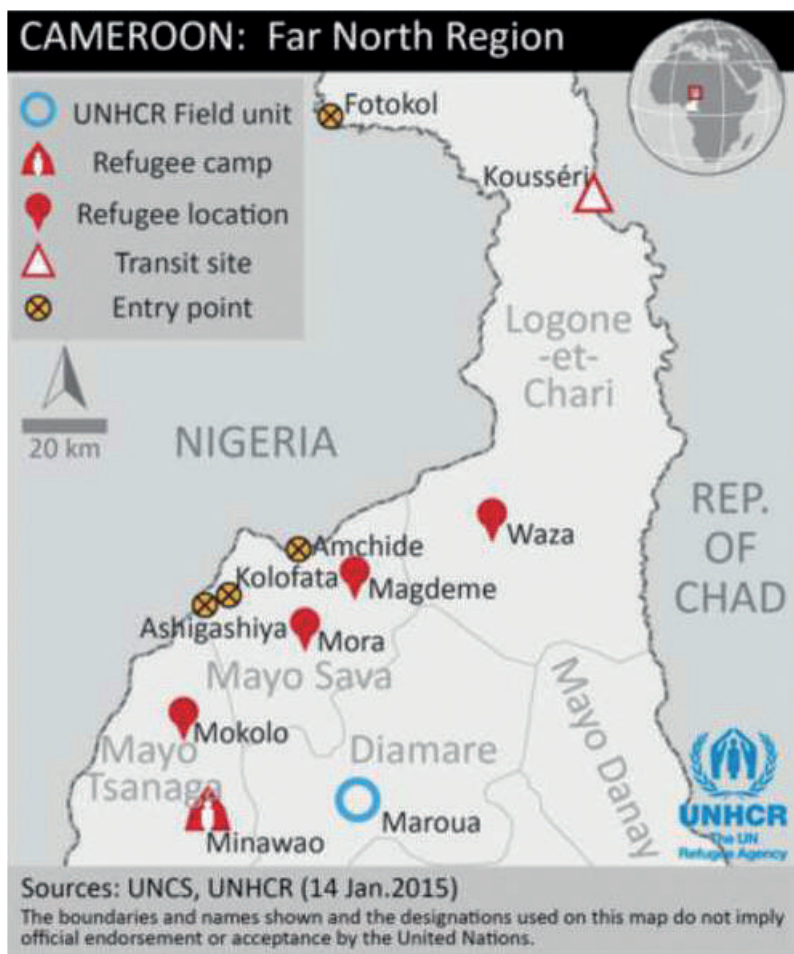
Introduction

La montée de l'extrémisme violent dans le Bassin du Lac Tchad en général et au Cameroun en particulier a amené à réfléchir sur les stratégies de riposte pour contrer ce phénomène. Au cœur de ces stratégies figure le contre-discours prononcé dans des espaces publics de sensibilisation contre l'idéologie politico-religieuse des extrémistes. Le contre discours dans ce travail est envisagé comme une invite à l'acceptation de l'autre et à l'intégration. Ainsi, le rapport paradigmatique ou encore l' "intimité conflictuelle" (Terdinam 1985) qui lie discours et contre-discours sera perçu d'un angle discursif et communicationnel. Il s'agira, dans cette recherche, de s'interroger tant sur le type d'axiologie auquel répond le contre-discours de résilience que sur les stratégies de déconstruction des stéréotypes déployées dans ce processus. Un accent sera mis sur la dénonciation de l'idéologie djihadiste et surtout l'effet de cette démarche sur les populations cibles.

Contexte d'étude

Cette étude advient dans un contexte de reconstruction, dans une période où l'ultime volonté du gouvernement camerounais ainsi que ses populations est de recoller les morceaux après la guerre contre Boko Haram. Le contre discours est perçu comme la réponse point par point à un discours ici représenté comme la propagande djihadiste. Le discours lui-même perçu comme le "toute énonciation supposant un locuteur et un auditeur, et chez le premier l'intention d'influencer l'autre en quelque manière" (Benveniste 1974 : 241-2). C'est également ce par quoi et pour quoi les acteurs sociaux luttent

(Foucault, 1971). Dans ce cadre, penser la possibilité du contre-discours de réorientation idéologique et groupal dans un espace public considéré comme “lieu d’exercice de la parole publique, comme lieu de production et de circulation sociale du sens et comme lieu de débats relatifs à la mise en discours du social “ (Auboussier 2015) revêt un intérêt primordial vu la clarté des objectifs y assignés. Il s’agira de réagir face à l’exposition des jeunes aux djihadistes de Boko Haram, de déconstruire le sentiment d’impuissance face à ce fléau dans un champ de la communication qui est quasiment le leur afin de les empêcher de propager peur et désolation dans une région déjà meurtrie par la pauvreté, mais surtout en réfutant et en réorientant les informations préconçues insufflées par ces derniers. Pour y parvenir, une compréhension du milieu d’étude est nécessaire.



Méthodologie

Méthode de collecte de données

La méthode de collecte de données a consisté à l'observation participante, à l'enregistrement et subsidiairement à l'interview sur un échantillonnage de 25 jeunes engagés dans le discours de la résilience dans les villes de Mokolo, Mogodé-Koza, Mora et Kousseri entre octobre et décembre 2018. Ces jeunes travaillent pour la plupart pour des ONG qui combattent l'extrémisme violent sur le terrain à travers des campagnes de sensibilisation. D'autres sont de jeunes religieux (musulmans et chrétiens) désireux de ramener la paix à travers les mosquées et églises. Cette collecte a tenu compte de la stratégie de communication ABCDEF-E (Audience, Behaviour, Content, Delivery, Engagement, Follow-up/Evaluation). Toutefois, seule la partie évaluation a fait l'objet d'une étude partielle, car elle demande du temps pour mesurer l'impact du changement comportemental du contre-discours sur l'audience.

C-D	Villes	Audience	Comportement	Contenu	Canal	Engagement	Suivi-Evaluation	
4	Mokolo	100	Receptif	IRTV; Presse	PV, FTF, PT, R	Slogans, sagesses populaires	SMS,telep hone,	Watsap,
6	Mogodé -Koza	64	Receptif	IRTV; Presse	MA, PV, PT, R	Slogans, sagesses populaires	SMS, telephone	Watsap,
5	Mora	156	Receptif	IRTV; Presse	PV, MA, FTF, PT, R	Slogans, sagesses populaires	SMS, telephone	Watsap,
6	Kousseri	70	Receptif	IRTV; Presse	PV, MA, FTF, PT, R	Slogans, sagesses populaires	SMS,telep hone	Watsap,

PV : Projection vidéo

PT : Pièce théâtrale

FTF : Face to face

R : Récit

IRTV : Information radio

1.2. Méthode d'analyse

Dans notre quête de déconstruction de l'idéologie djihadiste, nous nous sommes servis d'un cadre épistémologique qui consiste à intégrer l'argumentation dans l'analyse du discours. En effet, Amossy (2000 : 29) définit l'argumentation comme un ensemble de

moyens verbaux qu'une instance de locution met en œuvre pour agir sur ses allocutaires en tentant de les faire adhérer à une thèse, de modifier ou de renforcer les représentations et les opinions qu'elle leur prête, ou simplement de susciter leur réflexion sur un problème donné.

S'agissant de cette étude, il est question de "modifier les représentations et opinions" que leur a prêté Boko Haram, et de les ramener au bon sens en s'appuyant sur un contre-discours de quinze minutes produit par un jeune résilient membre du comité de vigilance de Mogodé-koza qui dénonce, en tant que témoin des atrocités de Boko Haram, les dérives des extrémistes dans le cadre d'une campagne de sensibilisation d'une ONG. Compte tenu de la rareté des discours djihadistes, ce dernier utilise des messages d'Abubakar Shekau en ligne. Il s'agit alors de faire ressortir les faiblesses de son argumentaire religieux tout en ressortant les pratiques langagières de résilience face à l'idéologie djihadiste.

Dénonciation de l'idéologie djihadiste

Bartlett (2015 : 4) considère que "l'utilisation des contre-discours est une réaction participative et couramment employée contre l'extrémisme violent et le contenu haineux. (...)". Il est perçu comme argumentation au contenu positif, une réaction à un discours de haine ou de radicalisation d'un groupe mettant au jour leurs impostures, leurs propos mensongers et en leur opposant des arguments idéologiques ou théologiques. Dans ce sens, le rapport entre le discours et le contre discours est basé sur l'argumentation pour montrer le bien-fondé de son point de vue ou pour réfuter le point de vue de son adversaire.

Ainsi, notre corpus présente une dénonciation structurée dans une réfutation de l'idéologie de l'adversaire représenté par les djihadistes

en général et Abubakar Shekau en particulier. Elle consiste tout d'abord à présenter la rhétorique de ce dernier en soulignant les éléments qu'il met exergue, ainsi que les dynamiques internes et externes qui les sous-tendent : "Celui-là qui dénie un pouvoir légitime en proférant des injures et des menaces de mort", "Celui-là qui nargue l'appartenance ethnique des autres et qui foule au pied la religion des autres", "Celui-là qui remet en cause la démocratie, l'école occidentale avec lequel il utilise le nom de Dieu", "Celui-là qui estime que les autres sont en retard par rapport à notre temps". Cette étape est considérée comme la phase d'identification des failles de l'adversaire, y compris les mécanismes susceptibles d'enclencher de telles attitudes et comportements est suivie de la tentative réussie de l'orateur à dévaloriser, à décrédibiliser afin de stopper ces idées reçues, de favoriser une reconstruction, une prise de conscience et donc une nouvelle orientation. Dans cette perspective, le locuteur s'attache, d'entrée de jeu, à élucider sans ménagement les traits caractéristiques de cette idéologie et espère ainsi attirer l'attention de l'auditoire dans un espace public considéré " comme lieu d'exercice de la parole publique, comme lieu de production et de circulation sociale du sens et comme lieu de débats relatifs à la mise en discours du social " (Delforce, 2010 : 58-59). Il ne manque pas d'ailleurs de poser des questions rhétoriques à la foule dans l'ultime but de susciter un réveil de conscience. "Pensez-vous qu'il ait la solution de tous les problèmes du monde ?", "Pensez-vous qu'il puisse asseoir son pouvoir si ce n'est par la terreur et la désolation ?", "Pensez-vous que Dieu soit fou en créant toute une diversité de peuples, de langues et d'ethnies ?". C'est d'ailleurs ce réveil de conscience qui enclenche le processus de déconstruction par la remise en cause des idées reçues ayant trait à la haine d'autrui et de toutes les atrocités y afférentes. Et comme les maillons d'une même chaîne, il prend le soin, par la suite, d'éclairer la lanterne de l'auditoire sur les procédés peu orthodoxes de la secte terroriste par le rappel ô combien important de la religion qui n'est qu'amour et paix comme le souligne ce passage : "De la même manière que nous aimons Dieu, aimons notre prochain" ; "De la même manière que nous respectons les autres, nous respectons également les codes sociaux comme la démocratie. Ce qui tranche nettement avec la perception de Shekau. D'ailleurs, l'orateur souligne l'incohérence de Shekau qui affirme que les autres sont "en retard"

alors que ses pratiques prouvent l'inverse. C'est d'ailleurs pourquoi il les situe plutôt dans le contexte de la barbarie des siècles passés. L'orateur passe à l'étape supérieure en atteignant la sensibilité de son auditoire par son témoignage à la fois dramatique et révoltant. Pour cela, il passe au crible les atrocités encore vivantes dans sa mémoire en tant que volontaire au sein du comité de vigilance de son village : "Moi j'ai vu les corps jonchés sur le sol après les explosions" ; "Moi qui ai vu des corps de paisibles citoyens calcinés et méconnaissables" ; "Moi qui ai vu des familles entières décimées ou kidnappées par ces gens sans foi ni loi" ; " J'ai même vu des frères mutilés et égorgés par ces gens-là". C'est justement le bouillonnement de cette révolte qui constitue une étape capitale sinon la plus importante de ce processus de prise de conscience. C'est certainement cela qui amorcera l'inversion la donne, ce que nous appelons réorientation. Par ce procédé, il interpelle les autres membres de la communauté à ne pas se laisser faire, à ne pas céder à la psychose, mais bien plus à réagir, car, ne disposant pas d'un arsenal approprié pour combattre un ennemi armé à la pointe de la technologie, il ne dispose surtout que de son courage et de sa volonté pour stopper l'ennemi envahisseur. Il veut par-là faire comprendre à son auditoire qu'il est l'incarnation, la preuve vivante de la lutte anti djihadiste ; bref il est un modèle à suivre. C'est pourquoi il lance un vibrant appel à la foule, qui l'écoute avec attention et dans un calme absolu, de réagir pour sortir de cette torpeur. Il finit par admettre des manquements à l'actuelle société, manquements qu'on retrouve partout, sachant que la perfection n'existe pas, manquements qui peuvent être solutionnés autrement que par le recours à la violence meurtrière et la psychose. Mais avant de clore ses propos par une proposition fédératrice qui permet la " dilution " de la conflictualité (Auboussier, 2011), le retour à la vie paisible par la quête d'un gain noble, il ne manque pas de tancer le leader de la nébuleuse en posant la question de savoir pourquoi ce dernier ne prêche-t-il pas par le bel exemple en allant se faire exploser lui-même et entrer ainsi au paradis le premier.

Stratégies d'argumentation du contre-discours

Dans ce contre-discours de quinze minutes dont l'extrait fait l'objet de cette étude, l'allocutaire utilise une kyrielle d'expressions et un

style particulier dans l'optique d'avoir un succès considérable sur l'auditoire. D'entrée de jeu, il dévoile l'idéologie du monde imaginé et fantasmé prônée par Shekau. Dans les quatre phrases liminaires de cette recherche-action, le leader de l'idéologie djihadiste que notre orateur désigne par "celui-là", est indexé par les entorses aux règles éthiques et esthétiques de la société modernes actuelle. La sélection lexicale qui s'y rapporte en est révélatrice : "injures" "menace", "mort". Les verbes "dénier", "narguer", "fouler" "remettre en cause" traduisent la gêne et le malaise qui caractérisent cette prise de parole qui se veut aux antipodes du discours djihadiste. Dans ce processus de démystification, il met l'accent sur les manquements des affirmations de Shekau, qui sont d'ailleurs très manifestes, car le pouvoir de " Dieu, par Dieu et pour Dieu", c'est-à-dire, le contraire de la démocratie, est-il un mythe ou une représentation de son esprit qui l'entraîne à avoir une vision erronée du monde ? L'orateur, pour marquer sa distance avec cette idée va puiser ses arguments dans le concret en faisant allusion à l'histoire des batailles anciennes et des empires afin d'établir la comparaison avec la société actuelle qui a certes, elle aussi ses tares, mais qui ne justifient aucunement les agissements de la secte terroriste.

L'orateur ne se limite pas au simple rejet de l'idéologie, il procède par un repli tactique qui consiste à faire une introspection, un retour dans sa mémoire qui a conservé toutes les atrocités de la guerre. Les lexies y afférentes sont très significatives : "corps", "jonchés" sur le "sol", "explosions", "calcinés" "méconnaissables", "décimées", "kidnappées", "mutilés", "égorgés".

Il ressort de ses gongs avec une détermination à affronter l'adversaire, car il a désormais un leitmotiv, une raison suffisante pour affronter le mal, pour se défendre contre cet ennemi impitoyable capable de s'en prendre aux plus vulnérables.

Mais au final, ce n'est point une arme physique qu'il pointe à l'adversaire, c'est une arme virtuelle composée de mots, c'est un discours de prise de conscience comme pour traduire son affranchissement.

Impact du contre discours

Tout acte de communication a une visée particulière et de ce fait, laisse des marques sur son passage. Il s'agit d'étudier dans cette section ce que Kerbrat-Orecchioni (2002 :28) appelle " l'ensemble des phénomènes observables qui se met en branle, lors d'un acte communicationnel particulier". Dans le cadre de ce contre-discours, nous nous sommes attelés à étudier les marques visant à déconstruire la psychose face à une attaque personnelle comme c'est le cas dans ce corpus sans faire abstraction des marques énonciatives déployées par notre orateur pour démystifier l'obligation du djihad et la mise en garde adressée à l'ensemble de la communauté internationale.

4.1. De la subjectivité langagière dans la déconstruction de la menace personnelle et globalisée

Dans ce passage, le locuteur déploie devant un auditoire une rhétorique contre-discursive visant à démystifier la menace personnelle que Boko Haram en la personne d'Abubakar Shekau adresse au sultan Sanusi de Kano. Ainsi, du point de vue énonciatif, le locuteur dans les huit phrases liminaires de son discours tend à s'effacer de son discours. Plutôt, il s'en prend directement aux propos de Shekau par rapport à ses menaces et son idéologie outrancière. Sa présence ne sera perceptible qu'à la treizième phrase. Il intervient tout d'abord à travers le pronom personnel de la première personne du pluriel "nous" qui se retrouve dans le texte à travers neuf (09) occurrences lorsqu'il se propose de marquer sa solidarité avec auditoire dans cette épreuve qui oppose à Boko Haram à la société moderne : "afin de **nous** imposer leur vision du monde par les armes ?" "de le terre **nous** venons" "De la même manière que **nous** aimons Dieu" ; "De la même manière que **nous** respectons les autres", Il emploie également le pronom pour faire allusion aux partisans de Boko Haram. Ce pronom est utilisé pour marquer la distance entre les partisans de Boko Haram et son auditoire tout en attirant l'attention de ce dernier sur la haine et la violence des premiers : "Et vivre dans une société démocratique ne veut pas dire qu'**on** aime pas Dieu" ; "Lorsqu'**on** compare son nom aux tirs de d'un fusil de guerre" ; "Lorsqu'**on** menace de mort un dignitaire religieux, un président et qu'**on** traite de menteur les autres, je crois qu'**on** doit pouvoir se demander également qui **on** est". Le pronom personnel

“moi” participe également de cet appareillage avec cinq (05) occurrences son implication personnelle dans cette activité qui lui tient à cœur : “La preuve est que **moi** je suis musulman” ; “Voilà pour **moi**, ceux qui sont en retard” ; “**Moi** j’ai vu les corps jonchés sur le sol après les explosions”,

Le locuteur n’hésite pas de se diluer de nouveau dans la masse sociétale par la seule occurrence de l’adjectif possessif “notre” dans le passage suivant : “**Notre** siècle n’est plus celui des empires et des batailles barbares”. À mi-parcours de son allocution, il déploie le pronom personnel de la subjectivité “je” dans douze (12) occurrences.

Neuf (09) occurrences du pronom personnel “je” ont été recensées : “Moi j’ai vu les corps jonchés sur le sol après les explosions” ; “**J**’ai même vu des frères mutilés et égorgés par ces gens-là” ; “**Je** vous jure que devant de telles atrocités, moi **je** ne suis pas resté indifférent”. L’orateur à travers l’emploi abondant de ce pronom présente la situation qu’il a subie et attire l’attention de son auditoire sur l’extrémisme violent de Boko Haram. Sa présence explicite dans ce discours témoigne de la volonté de l’orateur à prendre en charge son discours, il assume ses propos. Il se montre déterminé à réfuter publiquement l’idéologie obscurantiste de Boko Haram.

La présence de l’allocutaire est également perceptible dans ce contre discours à travers le pronom personnel “vous” qui apparaît cinq (05) fois dans le texte : “Pensez-**vous** qu’il ait la solution de tous les problèmes du monde ?”; “Pensez-**vous** qu’il puisse asseoir son pouvoir si ce n’est par la terreur et la désolation ?” ; “Pensez-**vous** que Dieu soit fou en créant toute une diversité de peuples, de langues et d’ethnies ?”. Par ce pronom, le locuteur interpelle l’allocutaire qui n’est autre que la foule qui l’écoute avec attention que ce soit à travers les questions rhétoriques ou par l’utilisation de l’impératif.

4.2. L’ “éthos”

L’ethos est un mot grec qui signifie le caractère, l’état d’âme, la disposition psychique. Amossy (1999) définit ce terme dans son sens classique comme l’image de soi que le locuteur construit dans son discours pour exercer une influence sur son allocutaire à partir d’un certain nombre de traits. Selon Maingueuneau, “la preuve par éthos

consiste à faire bonne impression, par la façon dont on construit son discours, à donner une image de soi capable de convaincre l'auditoire en gagnant sa confiance". Et de ce fait l'orateur doit construire une bonne image de soi pour persuader son interlocuteur. La notion de l'éthos inclut non seulement le comportement verbal mais aussi le physique de l'orateur. Pour convaincre son auditoire, l'orateur projette dans son discours sa crédibilité. Ainsi donc, dès l'entame de son discours, il réfute les idées de son adversaire en montrant à son auditoire qu'il tient ses propos d'une société bien structurée et reconnue par tous. Ceci est d'autant plus important qu'il recourt à l'intertextualité en montrant le mal fondé des pratiques djihadistes et ce, en s'inspirant du contre-pied du verset coranique qui dit que "de Dieu nous venons et à Dieu nous retournerons". Il plonge également dans sa mémoire pour faire montre de son expérience personnelle dans le comité de vigilance de son village qu'il partage avec son auditoire à travers ces pas de discours : "**Moi** j'ai vu les corps jonchés sur le sol après les explosions" ; "**Moi** qui ai vu des corps de paisibles citoyens calcinés et méconnaissables" ; "**Moi** qui ai vu des familles entières décimées ou kidnappées par ces gens sans foi ni loi" ; "**J'**ai même vu des frères mutilés et égorgés par ces gens-là". Il n'hésite pas de brandir la fibre de la vulnérabilité de la femme et de la jeune fille en soulignant ce propos : "**N'**en parlons plus pour nos femmes et filles violées et violentées par ces gens-là". Pour marquer davantage sa crédibilité, il affiche son engagement à la cause en jurant solennellement "**Je** vous jure que devant de telles atrocités, moi je ne suis pas resté indifférent et c'est ce qui justifie ma présence devant vous et mon engagement pour le comité de vigilance de Mogodé". Pour marquer son attachement indéfectible vis-à-vis de sa communauté pour qui il est prêt à donner sa vie, il affirme ceci : "**Je** réagis exactement comme le sultan de Kano qui est attaqué dans ce discours" ; "**Je** réagis exactement comme tout bon père de famille qui veut protéger les siens".

C'est à travers ces éléments que l'orateur cherche à gagner la confiance de son auditoire en montrant qu'il a la maîtrise de la question du fonctionnement des sociétés modernes contemporaines distinctes de celle recherchée par les djihadistes. Par la même occasion il montre sa crédibilité par son engagement dans cette lutte.

4.3. Le “Pathos”

L’un des objectifs de la prise de parole en public est de persuader l’auditoire. Le pathos est l’une des techniques d’argumentation destinées à produire la persuasion cela en émouvant les récepteurs. L’argumentation par le pathos fait appel aux sentiments et aux désirs de l’auditoire. Dans son ouvrage sur l’argumentation dans le discours, Ruth AMOSSY (1999 :246) estime que :

Le terme ‘pathè’ au pluriel désigne ainsi les émotions qu’un orateur “ a intérêt à connaître pour agir efficacement sur les esprits “ et qui sont “ la colère et le calme, l’amitié et la haine, la crainte et la confiance, la honte et l’impudence, l’obligeance, la pitié et l’indignation, l’envie, l’émulation et le mépris.

À travers cette citation, nous pouvons dire que le pathos est l’ensemble des émotions de colère, de calme, d’amitié, de haine, de pitié qu’évoque l’orateur pour influencer l’auditoire et le faire voir, penser et pousser à agir. Il est l’effet émotionnel produit par l’orateur sur l’auditoire. Dans notre corpus, l’orateur use de plusieurs procédés pour toucher le sentiment de son auditoire. Ainsi, nous avons l’emploi des figures de style d’amplification, de la ponctuation expressive, des registres de langues qui permettent à l’orateur d’agir sur le sentiment de l’obligeance de son auditoire à réfuter les idées extrémistes de Boko Haram.

4.3. 1. Les figures de style

Ainsi, on dénombre les figures de style telles que

- la gradation qui ont pour effet l’insistance et la mise en évidence d’une idée par la succession des termes d’intensité croissant et la répétition des mêmes structures de phrase. C’est le cas de “**Celui-là qui** denie un pouvoir légitime en proférant des injures et des menaces de mort,

Celui-là qui nargue l’appartenance ethnique des autres et qui foule au pied la religion des autres,

Celui-là qui remet en cause la démocratie, l'école occidentale avec lequel il utilise le nom de Dieu

Celui-là qui estime que les autres sont en retard par rapport à notre temps “

Il en est de même avec l'illustration suivante :

“**Moi** j'ai vu les corps jonchés sur le sol après les explosions,

Moi qui ai vu des corps de paisibles citoyens calcinés et méconnaissables,

Moi qui ai vu des familles entières décimées ou kidnappées par ces gens sans foi ni loi”.

- La comparaison fait également partie de cet arsenal de persuasion à travers cette illustration : “Dieu est **amour** et non pas **haine**”, le locuteur cherche à établir un contraste entre le Dieu amour qu'il connaît et la caricature qu'en font les djihadistes.

- La question rhétorique et qui consiste à interroger l'auditoire sur une question dont il connaît la réponse la ponctuation expressive. Elles sont illustrées par :

“Et **d'où vient-il que** des gens venus de nulle part se lèvent un beau matin en déformant les versets d'une religion de paix afin de nous imposer leur vision du monde par les armes ?”

“**Pensez-vous qu'**il ait la solution de tous les problèmes du monde ?

Pensez-vous qu'il puisse asseoir son pouvoir si ce n'est par la terreur et la désolation ?”

“**Pensez-vous que** Dieu soit fou en créant toute une diversité de peuples, de langues et d'ethnies ?”

- La personnification qui consiste à rendre vivante une idée ou une chose. Elle apparaît dans le texte à travers l'expression “asseoir son pouvoir”, car il s'agit de donner vie à une abstraction : le “pouvoir” qui peut désormais “s'asseoir” ce qui donne une rythmique particulière et de manière suivie d'où l'allitération.

4.3.2. Le registre de langue

Le langage est souvent fonction de son auditoire et de la situation de communication. Ainsi, pour s'adapter à son auditoire, il mêle trois niveaux de langue dans son discours.

Le registre familier

Il est très peu utilisé par l'orateur et se résume non pas sur des phrases entières, mais par quelques mots et expressions. C'est ce qui ressort des propos suivants : **“Moi j'ai** vu les corps jonchés sur le sol après les explosions”,

“Moi qui ai vu des corps de paisibles citoyens calcinés et méconnaissables,

“Moi qui ai vu des familles entières décimées ou kidnappées par ces gens sans foi ni loi”.

“J'ai même vu des frères mutilés et égorgés par ces gens-là “. À travers ce registre, l'orateur veut rendre son discours plus expressif et intéressé. Les termes “moi je”, ainsi que les expressions comme “ces gens-là”

Le registre courant

Il est le niveau moyen de la langue. C'est le langage employé dans la vie courante comme son nom l'indique. Il est illustré par le pan de discours suivant :

“Je crois aussi qu'on doit se demander pourquoi on n'envoie que les enfants des autres se faire exploser et non soi-même, car si on veut le “paradis” dans l'anarchie, on doit pouvoir y aller en premier pour montrer ce bel exemple”.

Le registre soutenu

Le registre soutenu se fait aussi ressentir dans le discours de l'orateur à travers l'usage d'un vocabulaire riche, des tournures des phrases complexes et des figures de style. En ce qui concerne le vocabulaire, nous retrouvons dans son discours l'emploi des mots tels que : “atrocités” ; “anarchie”, “ethnies”, “empires”, “terreur”, “nobles”, “cohabitation”, “violentes”.

Les tournures des phrases complexes comme : “En plus, dites-moi, n’avons-nous pas raison de réagir face à de tels comportements surtout lors que nous ne sommes pas d’accord ?

“Et celui qui juge l’Arabie saoudite de ne pas pratiquer l’islam comme il se doit, s’est –il jugé lui-même pour prétendre aller en terre sainte ? **Je** ne sais pas s’il aura le courage de le faire vu toutes les atrocités commises.”. À travers l’usage de ces différents registres de langue, l’orateur veut à travers son discours toucher toutes les composantes de son auditoire.

4.3.3. La focalisation

L’orateur adopte deux types de focalisation dans ce discours. Au début de son intervention, il adopte une focalisation externe. Dans les huit premières phrases, il n’intervient dans son discours. Il présente juste les faits en décrivant les faiblesses de la rhétorique djihadiste. Il ne présente que les aspects extérieurs, les faits, les actions et les événements. Il ne présente que les commentaires sur les personnages, les faits dont il parle : “Celui-là qui dénie”, “Celui-là qui nargue”, “Pensez-**vous** qu’il ait la solution”, “Pensez-**vous** qu’il puisse asseoir son pouvoir”,

À partir de la huitième phrase, il adopte un point de vue interne. À ce niveau, l’orateur s’implique dans son discours. Sa présence est remarquable à travers l’emploi de la première personne du pluriel : “afin de **nous** imposer leur vision du monde par les armes ?”, puis au fur et à mesure que sa contre-rhétorique s’intensifie, soit il se désolidarise des djihadistes en employant le “on”, soit le “je” qui apparaît dans de nombreuses occurrences. Il en est de même pour l’adjectif possessif “notre” et le pronom “moi”.

À travers le déploiement de ces deux types de focalisation, l’orateur, par l’usage de la focalisation externe, veut donner à son discours un caractère objectif pour gagner la confiance de son auditoire. En présentant les faits d’une manière objective et en faisant allusion aux dérives de la secte djihadiste, il fait bonne figure. Avec la focalisation interne, il s’implique dans son discours pour stimuler l’émotion de son auditoire et attirer son attention sur la déviance outrancière de Shekau et son groupe.

Les éléments de l'argumentation du contre-discours de résilience

Lorsqu'on argumente, on vise certes à justifier un point de vue. Mais cette visée justificative s'accompagne d'une visée de positionnement du contre-discours par rapport à un discours préalablement prononcé. Les réponses au discours de haine peuvent donc avoir des visées argumentatives différentes : réagir au discours de haine par des contre-arguments afin de persuader et modifier le point de vue de son adversaire. Ces arguments se déploient dans les différentes phrases qui disposent chacune une structuration bien définie.

5.1. La structure de la phrase

Dans sa contre-rhétorique, le locuteur s'exprime en utilisant des phrases complexes à valeur explicative. Il s'agit pour la plupart des relatives et des complétives.

- Les relatives

On constate que l'orateur emploie massivement les propositions subordonnées relatives. Ces dernières font partie des phrases complexes et leur emploi apporte une précision par rapport à l'idée développée dans la proposition principale et sont d'une importance capitale pour ce contre-discours, car, dans l'exercice de démythification de l'idéologie djihadiste, on procède par l'explication des faits et ce processus complexifie la phrase. Notre corpus, présente plusieurs relatives : "Je réagis exactement comme le sultan de kano qui est attaqué dans ce discours", "Je réagis exactement comme tout bon père de famille qui veut protéger les siens". Ces propositions relatives sont les expansions du nom. Elles jouent dans ce discours le rôle de l'adjectif qualificatif. Mieux encore, elles qualifient les actes de partisans de Boko Haram et apportent la précision par rapport à leur comportement au quotidien.

- Les complétives

Elles sont l'équivalent d'un nom ou groupe nominal. Les subordonnées complétives dans ce discours jouent le rôle de complément ; elles complètent le sens de la proposition principale en apportant plus de précision. L'orateur de ce discours fait usage des complétives dans son

discours pour montrer la gravité des pratiques de violence et les dérives de cette secte. Elles figurent en bon nombre dans notre corpus: “ et vivre dans une société démocratique ne veut pas dire qu’on aime pas Dieu”, “Je vous jure que devant de telles atrocités”, “je crois qu’on doit pouvoir se demander également qui on est”.

Toutefois, on y trouve également l’emphase, la topicalisation, le clivage et la négation.

L’emphase

Le procédé d’insistance est aussi représenté dans ce discours à travers la topicalisation et le clivage.

- La topicalisation est l’accession d’une entité au statut de topique, c’est-à-dire d’explication de par son statut organisationnel. Elle apparaît dans ce corpus à travers les phrases suivantes :

“Moi j’ai vu les corps jonchés sur le sol après les explosions”, “Moi qui ai vu des corps de paisibles citoyens calcinés et méconnaissables”, “Moi qui ai vu des familles entières décimées ou kidnappées par ces gens sans foi ni loi”. Il s’agit non seulement d’étayer les arguments antidjihadistes de l’orateur, mais aussi et surtout d’apporter des éléments explicatifs nouveaux qui éclairent la lanterne de ceux qui était sous le joug de Boko Haram.

Le clivage

Il consiste à focaliser un constituant non seulement en le détachant en fin de phrase, mais en l’encadrant par un présentatif. Il est perceptible dans le corpus à travers le présentatif “voilà” : “**Voilà** pour moi, ceux **qui** sont en retard”.

Le clivage apparait également sous forme d’interrogation dans les propos de l’orateur : “**est-ce** pour autant dire que notre mission c’est de faire du mal aux autres ?”

La négation

Elle est utilisée pour réfuter les dérives de la doctrine djihadiste et en même temps pour donner de la force à ses propos. C’est ainsi que pour authentifier son argument, convoque ce qui est écrit dans le Coran.

Ces négations s'illustrent dans les phrases telles que : “notre siècle n'est **plus** celui des empires et des batailles barbares” ; “il n'est **pas** non plus celui des conquêtes barbares au nom de Dieu”.

5.2. Les champs lexicaux

Trois principaux champs lexicaux structurent ce texte et se complètent : Il s'agit des champs lexicaux de la démystification, du rejet de la violence et celui du pardon.

Tandis que le champ lexical de la de la démystification est constitué des verbes tels que : “dénier”, “narguer”, “estimer que”, “penser que” pour semer le doute dans les idées que les djihadistes ont inculquées aux populations,

Le champ lexical du rejet de la violence s'illustre par des mots et expressions comme “imposer”, “différence”, “batailles” “corps” “explosions”, “haine”, “violence”, “paisibles” “citoyens”, “calcinés” et “méconnaissable” “décimées”, “kidnappées” “gens sans foi ni loi”, “frères”, “mutilés”, “égorgés”, “violées”, “violentées”, “atrocités”, “indifférent”. Nous remarquons à travers ces champs lexicaux que le mal a traumatisé l'orateur et il est animé par le désir de changer les choses.

Enfin, le champ lexical du pardon est matérialisé dans ce texte par des mots comme “vivre”, “ensemble”, “valeur”, “bonne conduite”, “respect”, “paix”, “cohabitation” “républiques”, “modèles”, “manquements”, “solution”, “recours”, “revenir”, “vie paisible” “voies” et “moyens” “nobles” “gagner son pain” et d' “aller de l'avant”.

5.3. Les temps verbaux

Dans ce discours, deux temps verbaux sont majoritairement représentés : le présent de l'indicatif qui domine le texte avec 66 occurrences. C'est par excellence les temps du discours ; il actualise les faits en insistant sur l'urgence à agir, sur l'urgence à prendre conscience et se reprendre en main, dès l'instant où le discours est prononcé. Néanmoins, quelques temps du passé parsèment le discours, c'est le cas du passé composé qui exprime les faits précis et terminé

dans le passé. Il joue un rôle très important dans ce corpus, car il fait une introspection des faits et plonge les auditeurs dans la mémoire de l'orateur qui les fait partager son expérience, son témoignage des atrocités de Boko Haram : "Moi j'**ai vu** les corps jonchés sur le sol après les explosions" Il apparaît dans six (06) occurrences. Le futur simple ou encore temps des faits à venir apparaît avec 02 occurrences : "Je ne sais pas s'il **aura** le courage de le faire vu toutes les atrocités", l'impératif qui apparaît seulement dans une occurrence (01) exprime le conseil de l'orateur à son auditoire. C'est d'ailleurs un conseil de conciliation et de pardon qui arrive juste à la fin de ce discours pour empêcher les vellétés de rancœurs pouvant germer dans le cœur des uns et des autres et qui peut permettre d'aller de l'avant : "**Sachez** que même dans les républiques les plus modèles, il y a des manquements qui peuvent trouver une solution ailleurs que le recours à la haine et la violence". Enfin le subjonctif avec trois (03) occurrences exprime dans notre cas, des faits incertains : "Pensez-vous qu'il puisse asseoir son pouvoir si ce n'est par la terreur et la désolation ?". Dans cette illustration par exemple, il est incertain que Shekau puisse asseoir son pouvoir sans terreur ni désolation.

Conclusion

Le contre-discours de réorientation idéologique qui a fait l'objet de cette étude est une méthode de lutte très avantageuse pour combattre l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme, car il est plus rapide, flexible, responsif et capable de combattre le discours djihadiste partout. Dans le cadre de cette recherche-action, il a largement contribué au début de la déconstruction du discours djihadistes dans la mémoire de nos enquêtés en réinstaurant peu à peu la confiance en soi et ceci grâce à la méthode "face to face" qui a largement contribué à éclairer la lanterne de ceux qui étaient dubitatifs, car ils avaient l'occasion de poser toutes questions. Cependant, cette recherche-action doit être complétée par des actions ponctuelles telles que des projets de réinsertion des jeunes dans la vie active. Il est important de rappeler que dans cette région, la pauvreté est la principale cause d'enrôlement des jeunes séduits par la perspective d'un salaire au-delà de leur espérance que leur offre Boko Haram. Les rapports au dogmatisme religieux sont très présents et traduisent l'ascendance de la religion sur l'être. Il y a donc nécessité de dénoncer non pas seulement les leaders religieux extrémistes, mais aussi et surtout la circulation des messages vidéo et audio propagandistes afin d'attaquer la radicalisation à la racine. Ce qui permettra, de ramener une bonne partie, sinon la majorité de ces populations plongées depuis une décennie dans l'obscurantisme, à certaines valeurs cardinales mondialement reconnues à savoir, le respect de l'autre dans sa différence, le respect des institutions et le vivre-ensemble.

Références bibliographiques

AMOSSY, R., (2010). *L'argumentation dans le discours*, Paris, Colin.

AUBOUSSIER, J., (2015). *Discours et contre-discours dans l'espace public*, Paris, Presse Universitaire de Franche-Comté.

BARTLETT, J., (2015). "Le contre-discours, un examen du contenu contestant l'extrémisme en ligne"

MAINGUENEAU, D., *L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours*, Version raccourcie et légèrement modifiée de "Problèmes d'ethos", Pratiques n° 113-114, juin

RICOEUR, P. (1984). "L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social", in *Les cahiers du christianisme social*, n° 2, p. 53-64

DELFORCE, B. (2010). "Discursivité sociale/discours sociaux : penser les enjeux sociaux de l'information", in DELFORCE B. (et al.), *Figures sociales des discours. Le "discours social" en perspectives*, Lille, Ed. du Conseil Scientifique de l'Université Charles-de-Gaulle, p. 23-42.

FOUCAULT, M. (1971). *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.

HUGUEUX, V. (2014). "ABOUBAKAR SHEKAOU, le gourou fou de Boko-Haaram" 14 mai 2014

KERBRAT-ORECCHIONI C. (2002). *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, Paris, Armand Colin.

Vulnérabilités et Identités: Endosémie d'une Culture de survivance au Lac Tchad

Koultchoumi Babette, PhD
Anthropologue
Université de Maroua

Résumé:

Le Lac Tchad se trouve à l'interface de la fragilité et de la vulnérabilité. En dehors de sa fragilité liée aux impacts du changement climatique, reconnu comme un "multiplicateur de menaces" qui converge et interagit avec d'autres chocs et pressions environnementaux, économiques, sociaux et politiques, sa vulnérabilité s'apprécie par le contexte global d'instabilité, les exactions des milices et de Boko Haram dans les villages du pourtour et des îles du lac et de conflits alimentés par les gouvernements et les institutions sociales qui peinent à assurer la sécurité et un développement équitable. Dans le même temps, les conflits et la fragilité contribuent souvent à la dégradation de l'environnement et sapent la capacité d'adaptation au changement climatique, créant ainsi un cercle vicieux de vulnérabilité et de fragilité croissante. Ce tableau dressé, est caractéristique du Lac Tchad et apparaît comme sa marque identitaire depuis plusieurs décennies. Le présent papier envisage de faire l'endosémie des vulnérabilités inhérentes au Lac Tchad de par l'intelligence des logiques et pratiques culturelles des riverains liées à ces vulnérabilités. Au premier temps, il s'agira de faire un panorama des vulnérabilités et fragilités du Lac Tchad; au second temps dresser la perception individuelle et collective de la vulnérabilité dans un

environnement caractérisé par des vulnérabilités incrustées dans l'imagerie collective et au troisième niveau analyser les différentes identités qui émergent sur fond d'assimilation culturelle des vulnérabilités devenues arme stratégique de survie des riverains du Lac Tchad.

Mots clés : *Vulnérabilité, endosémie, changement climatique, identité, Lac Tchad.*

Introduction :

En général, deux débats contradictoires cohabitent autour de l'avenir du lac au regard de la vitesse supersonique du rétrécissement de ses eaux. Déjà, dans un passé très ancien, les explorateurs tels que Commandant Lenfant, Monteil, Nachtigal, en se fondant sur l'évolution du lac dans le temps, avaient prédit la disparition du lac Tchad (Saibou, 2001). Aujourd'hui encore la conclusion de la NASA (2001) l'atteste, pensant que le rétrécissement du lac entre la fin des années 1960 et la période actuelle annonce sa disparition. C'est cette posture alimentée par la peur de voir disparaître le lac Tchad qui a motivé le projet plus ou moins réaliste des transferts d'eau d'Oubangui vers le lac. Certains scientifiques nuancent leurs positions et jugent que le futur du lac dépendrait étroitement de l'évolution de la pluviométrie sur le bassin du Chari-Logone et de ses eaux souterraines (Lemoalle, et als., 2011). Cette position est d'avantage renforcée par *l'Atlas du Lac Tchad* paru en juin 2015, sous la direction de Gérard MAGRIN, Jacques LEMOALLE et Roland POURTIER.

En effet, en dehors de l'Atlas du Lac Tchad, la recherche dans la zone du lac Tchad relève principalement des travaux effectués par des géographes (Levêque, 1983 ; Kolawole, 1988 ; Clanet, 2000 ; Magrin, 2007, Ndadoum, 2012), des historiens (Lefèvre, 1957 ; Saibou, 2001 ; 2002 ; 2006; 2012), des hydrologues (Lemoalle et al., 2011 ; Chouret et al., 1974), des climatologues (Trémolières, 2010), qui se sont en général penchés sur les questions de disponibilité, de diminution et des conflits d'accès aux ressources dans le lac Tchad ; peuplement et dynamiques agraires ; les variations pluviométriques et systèmes

agaires (agriculture irriguées, de décrues et pluvial) ; les questions liées à la sécheresse et à la baisse du niveau de l'eau du lac ; croissance démographique et disponibilité des ressources ; la notion de changement et de variabilité climatique; les questions de sécurité et variables environnementales; la corrélation entre les variations climatiques, les conflits et l'accès aux ressources naturelles du lac (poisson, terre, pâturage et eau); conflits et sécurité transfrontalières.

Aujourd'hui, la conjonction d'un conflit armé et d'une crise écologique ont amplifié la curiosité scientifique sur le Lac Tchad. Le réchauffement climatique et Boko Haram menaceraient les équilibres régionaux. Ces scientifiques¹ montrent que le lac Tchad, au-delà de son apparente exceptionnalité, est en fait emblématique des enjeux du développement durable en Afrique. Ceux-ci impliquent d'inventer des voies innovantes pour concilier viabilité de ressources naturelles fragiles et de plus en plus incertaines, croissance démographique, intégration politique et impératif de développement. Ces résultats présentent ainsi le profil de la fragilité et de la vulnérabilité du Lac Tchad quelle que soit l'échelle temporelle considérée.

Le présent papier envisage de faire une analyse endosémique des vulnérabilités inhérentes au lac Tchad, plus précisément dans la cuvette sud, à partir d'une intelligence des logiques et pratiques culturelles des riverains, liées à ces vulnérabilités. De la perspective du dedans, il s'agit de montrer que la notion de vulnérabilité dans le lac Tchad doit être corrélée à celle de l'identité afin de définir les niveaux d'articulations possibles entre les perceptions que les riverains se font de leurs identités et les opportunités que celles-ci offrent à différents itinéraires d'accumulation. Dès lors, ressources et identités sont le socle qui définissent le seuil d'accès aux opportunités, donc d'échapper à la vulnérabilité. L'étude a pour ancrage les localités insulaires de Kofia dans la commune de Blangoua, de Darack dans la commune de Darack au Cameroun et des localités riveraines de Guitté et Mitériné dans l'arrondissement de Mani, province du Hadjer Lamis au Tchad. Il est admis que la variabilité du lac Tchad est atemporelle

1 Bertrand LEMARTINEL, « Atlas du lac Tchad, sous la direction de Gérard MAGRIN, Jacques LEMOALLE et Roland POURTIER, 2015 », *Physio-Géo* [En ligne], Volume 9 | 2015, mis en ligne le 25 octobre 2015, consulté le 11 Février 2019. URL : <http://journals.openedition.org/physio-geo/4633>

et a toujours entraîné des changements complets de paysage. Et par conséquent, des adaptations de populations riveraines sont caractérisées par les mobilités et la pluriactivité. Cependant, une ethno-analyse des adaptations riveraines fait encore défauts. Il s'agira de déconstruire, partant des perceptions des populations du lac, la polarisation des réponses riveraines autour du binôme mobilité-pluriactivité. Au premier temps, il s'agira de faire un panorama des vulnérabilités et fragilités du Lac Tchad; au second temps dresser la perception individuelle et collective de la vulnérabilité dans un environnement caractérisé par des vulnérabilités incrustées dans l'imagerie collective et dans un troisième temps, analyser les différentes identités qui émergent sur fond d'assimilation culturelle des vulnérabilités devenues arme stratégique de survie des riverains du Lac Tchad masqués par le binôme mobilité-pluriactivité dans un contexte de crise humanitaire jamais enregistrée dans la région.

Panorama des vulnérabilités et des fragilités du Lac Tchad

Il s'agit de s'interroger sur les vulnérabilités qui caractérisent le Lac Tchad et comprendre comment les populations vivent et perçoivent ces vulnérabilités. En effet, les vulnérabilités inhérentes au lac Tchad sont des formes d'identités adaptatives des riverains dans cet écosystème hyper changeant. Cette partie permet aussi de dresser la manifestation de ces vulnérabilités.

A quoi renvoie la vulnérabilité au lac Tchad ?

La notion de vulnérabilité renvoie à la finitude et à la fragilité de l'existence humaine. Les personnes vulnérables sont menacées dans leur autonomie, leur dignité ou leur intégrité, physique ou psychique liées à leur âge, sexe origine, classe sociale... Dans ce cas, la vulnérabilité est multifacette: économique, politique, culturelle, mentale, sociale, environnementale, sécuritaire, et existentielle. Les vulnérabilités au lac Tchad sont d'ordre individuel (Femme, Homme, Enfants, retournés Réfugiés, IDPs) ; collectif (ethnique, communautaire, linguistique religieuse), historique (Empire du Kanem-Borno, Sokoto, No man's land, Razzia, routes caravanières) ;

socioéconomique (l'amenuisement des ressources halieutiques, la compétition foncière, santé, éducation formelle et informelle) ; politique et géostratégiques (intérêts contrastés des quatre pays riverains au lendemain des indépendances); lacustre/écosystémique (malédiction des ressources, contrebande, mobilité transfrontalière).

La vulnérabilité au lac est en définitive l'idée de la perception individuelle et collective des différentes menaces écologiques, climatiques, politiques, économiques et sociales et culturelles ; de la perte d'autonomie alimentée par la croissance démographique, l'amenuisement et la compétition autour des ressources, la sanctuarisation du lac par les criminels et autres groupes armés ; la perte de la dignité humaine ou de l'intégrité physique ou psychique liés à leur âge, à leur sexe, leurs origines et classe sociales, etc.

Dans ce texte, trouver un sens du dedans de la vulnérabilité à la lumière de son appropriation au quotidien par les riverains est indéniable pour saisir leurs logiques et choix existentiels. Et tout ceci ne peut se comprendre qu'à partir de ce par quoi se définissent ou s'identifient les riverains. Ce qui nous pousse à considérer la notion d'identité comme le miroir reflétant l'assimilation culturelle de la notion de vulnérabilité présentée plus haut et devenue l'arme stratégique de survie des riverains.

Les identités se saisissent par la façon de changer qui n'appartient qu'à nous (dialogique et dynamique). L'identité est collective et individuelle mais ne peut plus se résumer à l'existence des peuples et des individus uniquement. Elle est multidimensionnelle et associe des composantes héritées et choisies. Ce qui induit la cohabitation chez l'individu de l'identité objective et subjective à qui nous n'attribuons pas tous la même valeur. L'identité objective est nationale, linguistique, ethnique, religieuse, sociale, sexuelle, professionnelle. L'identité subjective chez l'individu se définit en référence à son identité qui lui paraît le plus important et le plus décisif dans un contexte et est inséparable de ce qui importe le plus à ses yeux. Ce qui implique le tri et la manipulation. En d'autres termes, les identités individuelles ou collectives au lac sont le reflet de l'assimilation et de la perception des vulnérabilités.

Comment se présentent les vulnérabilités inhérentes au lac Tchad ?

Le lac Tchad se caractérise de manière essentielle par les fortes variations de sa superficie, quelle que soit l'échelle de temps considérée. Sa superficie totale en eau douce a diminué de 95% au cours des cinquante dernières années (CBLT 2011). Le lac actuel est un "petit Tchad", stable, c'est-à-dire malgré ses oscillations annuelles et interannuelles naturelles. En effet, depuis près de quatre décennies, une baisse générale des précipitations, la dégradation de la couverture végétale et des sécheresses persistantes, ont changé les conditions environnementales et la vie des populations riveraines du Lac Tchad. L'analyse diagnostique transfrontalière du Bassin du Lac Tchad préparé au profit du programme CBLT-FEM relatif à l'inversion de la tendance à la dégradation des ressources en terre et en eau réalisé par Hassan Haruna et Martin Bloxom révèle que : l'assèchement du lac Tchad, l'avancée du désert ainsi que le déclin de l'agriculture, des industries animales et des pêches constituent une menace au bien-être social et économique de plus de 22 millions de personnes riveraines du Bassin du Lac Tchad (CBLT, 2008).

En outre, ce climat de plus en plus changeant exacerbe les problèmes auxquels est confrontée la population essentiellement rurale autour du lac Tchad, dont la plupart dépendent de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage du bétail. Ce profil climat-fragilité résume les principaux défis auxquels la région du lac Tchad est confrontée en raison de l'interaction entre le changement climatique et la fragilité² que le concept vulnérabilité exprimerait mieux. L'état actuel du lac, n'empêche et ne décourage pas cependant d'importantes populations transnationalisées à converger vers ses bords et ses îles. Cet attrait qu'exerce le lac sur les populations entraîne une pression sur ses ressources avec en clé des variations d'usage de l'environnement et une récurrence des conflits et des crises.

La région du Bassin du Lac Tchad connaît actuellement l'une des plus graves crises humanitaires au monde. Plus de 10 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire immédiate et 3,7 millions devraient

² Nagarajan Chitra et Als ; 2018, Climate-Fragility Profile : Lake Chad Basin. Berlin, ADELPHI.

faire face à une grave insécurité alimentaire dans le Nord-Est du Nigéria avec ses tentacules au Lac Tchad au cours de la prochaine période de soudure³ ; ce qui renforce la compétition sur les ressources qui s'amenuisent davantage. La crise a été déclenchée par des violences liées à des groupes armés ou terroristes tels que "Boko Haram".

Il est un paradoxe observé au lac cette décennie. Depuis le début des exactions de la secte Boko Haram à nos jours, de nombreuses populations des pays riverains ont trouvé refuges au lac. Les enfants et les femmes sont de loin les plus nombreux malgré la sanctuarisation de cet espace par la tendance Al Barnaoui de Boko Haram qui règne en maître sous le regard "complice" des forces de sécurité et de défense des Etats riverains. Cette cohabitation d'un type nouveau entre le bourreau et la victime crée de nouvelles alliances sur fond de reconfigurations communautaires avec l'exclusion comme mode de fonctionnement. On assiste ainsi à une diversité et une diversification des rapports sociaux et environnementaux sous le moule des vulnérabilités s'exprimant par la recrudescence des conflits et de la violence sous-jacentes à l'insécurité au lac Tchad, lesquels vont au-delà de la violence actuelle et sont enracinés dans le contexte historique de la région. La vulnérabilité, dans ce cas n'est plus qu'écologique, mais surtout sociale et psychologique avec pour soubassement la réactivation de l'instinct de survie des riverains prêts à faire toutes sortes de compromis pour accéder aux ressources.

L'instinct de survie comme vision-image individuelle et collective de la vulnérabilité

Selon l'Anthropologie écologique, les rapports de l'homme à la nature sont liés aux structures et logiques sociales identifiées dans un espace-temps culture (Descola, 2008 ; Chavallon, 2009). Selon ces auteurs, la nature et la culture sont un tout indissociable à la fois interne et externe à l'individu. Les riverains, de par leurs pratiques culturelles orientées vers le lac l'ont très vite compris. Ces pratiques prennent corps par le déploiement des luttes pour et autour des ressources du

³ Rapport de REACH, 2017, « Evaluation multisectorielle dans la région du Lac Tchad », TCHAD, USAID.

lac et la diversification des rapports individuels et communautaires qui se placent toujours à l'interface de l'environnement et de la société qui se lisent au niveau des reconversions professionnelles et les mobilités identitaires.

Les reconversions professionnelles sont des espaces où peuvent se lire la perception et la gestion des vulnérabilités inhérentes au lac Tchad. Il s'agira ici, de montrer comment la notion de vulnérabilité est à la fois interne et externe aux riverains et se nourrit du contexte environnemental et socioculturel qui caractérise l'écosystème et qui a évolué selon la tripartite Espace-Riverains-Temps. Le concept de vision-image renvoie pertinemment à cette cohabitation mentale et physique de la projection idéale de la vie au lac (vision) et la perception, la représentation (image) de la concrétisation de cette vie au lac par les pratiques quotidiennes et des choix de vie des riverains.

Les reconversions professionnelles, une résilience ethnico-identitaire ancrée sur les couloirs ethnico-religieux.

Le quotidien lance chaque jour des défis aux riverains. L'observation des trajectoires des reconversions professionnelles favorise la saisie des ruptures et des continuités des choix spatio-temporels des acteurs mis en branle par les variabilités climatiques, l'amenuisement des richesses, l'insécurité et l'hétérogénéité des intérêts impulsés par des compétitions pour le contrôle des ressources. Ils permettent aussi de saisir le sens individuel et communautaire des activités, le sens des identités et de l'ethnie orientant ces reconversions professionnelles comme des construits sociaux multidimensionnels, manipulables et en perpétuelles changement selon les lieux où elles sont mobilisées. L'on a remarqué des trajectoires individuelles et des trajectoires communautaires.

Les trajectoires individuelles à forte dose ethnique

Les changements climatiques et le boom démographique affectent majoritairement les jeunes. Nous avons par exemple recensés au hasard près d'un stade de football de Kofia, localité insulaire de la commune de Blagoua au Cameroun, 54 jeunes âgés de 18 à 40 ans.

Ces jeunes sont vendeurs d'eau, vendeurs de médicaments, vendeurs de beignets, vendeurs de viande grillées, bouchers, réparateurs de hors-bords, couturiers, vendeurs de filets, menuisier, restaurateurs, marabout, cultivateurs, boutiquier, détenteurs de call-box, mareyeur et mercier.

Planche : Des jeunes dans leurs nouvelles activités au lac



La pertinence de cette longue liste des métiers réside au niveau du fait qu'ils s'éloignent de plus en plus de la pêche jadis considérée comme la principale activité sur l'île de Kofia.

Cet échantillon, qui n'est cependant pas représentatif de la population totale de l'île, reste du moins un indice de répartition des choix des activités opérées par les jeunes de l'île. Il révèle l'absence, la présence

et la domination de certains groupes ethniques dans la pratique de ces activités. On observe par exemple l'absence des Djoukoun pourtant très nombreux à Kofia. Cette absence indique trois faits : soit les Djoukoun sont restés des pêcheurs et ne voient aucun intérêt à changer d'activités ; soit qu'ils sont peu sociables et préfèrent rester en communauté ou sont-ils victimes d'exclusion sociale par les autres communautés et donc mal intégrés. L'autre absence est celle de la communauté malienne dont l'effectif est supérieur à la communauté sénégalaise. L'absence de ce groupe peut s'expliquer par la force du hasard, ou par le fait qu'elle soit peut-être encore fortement impliquée dans le secteur de la pêche. La thèse de l'exclusion n'est cependant pas à négliger. Autre élément flagrant dans cet échantillon est la forte implication des Kanembou dans presque toutes les activités. Il saute à l'œil nu qu'ils jouent un rôle économique important sur l'île. Dans ce rôle, cette communauté serait secondée par les Haoussa. Nous reviendrons sur la trajectoire professionnelle des Kanembou qui est loin d'être une entreprise individuelle mais plutôt un projet communautaire. Il est aussi important de souligner que cet échantillon fera l'objet d'analyse aussi bien au niveau individuel qu'au niveau communautaire.

Il est clair que les trajectoires d'activités sont nourries par des appartenances ethniques très précises. C'est-à-dire que les choix opérés par les jeunes obéissent à un canevas ethnique, donc identitaire qui révèlent non seulement de la nature des relations sociales à Blangoua, à Guitté, à Darack et Kinasserom mais aussi de la structuration des rapports entre les ethnies et les nationalités dans un contexte de course aux ressources pour une mobilité sociale, peu certaine, pour d'aucun ; et pour un maintien des acquis pour d'autres, comme le présente spécifiquement la figure suivante.

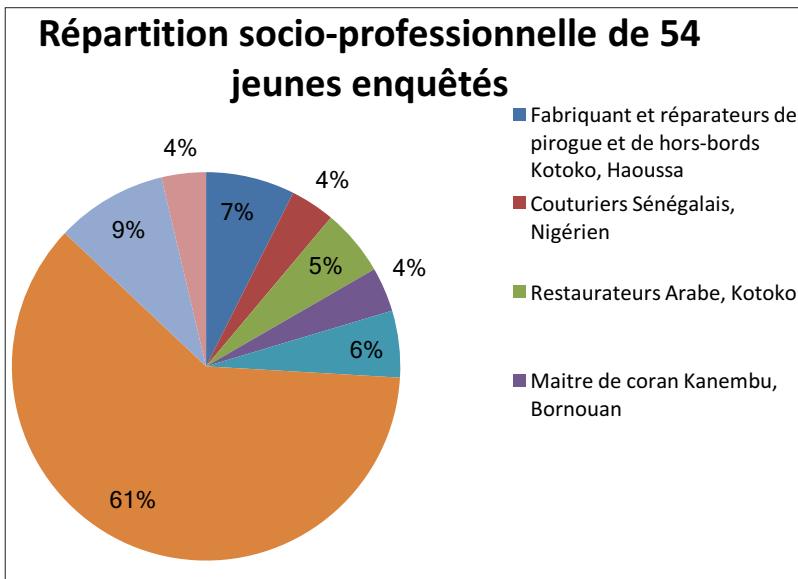


Figure : répartition socioprofessionnelle et ethnique des 54 jeunes interrogés à Kofia

Ces activités révèlent une sorte de division ethnique et identitaire qui constituerait la plus grande marge de manœuvre qu'ont les jeunes. Sinon comment comprendre que le sénégalais, après avoir pratiqué la pêche sur trois générations, choisissent la couture alors qu'au lac ses ascendants (grand-père et père) étaient des pêcheurs? Comment comprendre que les maitres coraniques et autres leaders religieux soient Bornouan ou Kanembou ? En fait, l'assèchement du lac des années 1970 a fait découvrir aux riverains immigrés l'opportunité économique qu'offrent les îles exondées devenues poissonneuses. Pour cela, tout le monde devient pêcheur. Mais ces choix professionnels seront vite remplacés, des décennies plus tard, par les anciennes identités professionnelles.

Mais les variabilités climatiques offriront la chance aux autres communautés de se construire une gloire. C'est le cas des Kanembou, des Arabes Shoa et des Haoussa au détriment des Bornouan, des Buduma⁴ et des Kotoko. En effet, c'est l'identité ethnique de chacun et de chaque communauté qui inspire et (re)définit les choix

⁴ La nomenclature des ethnies au Cameroun n'indique pas la présence des Buduma. Pour la simple raison que les Buduma du Cameroun se sont dilués dans les groupes Arabes Shoas et se considèrent Arabes Shoas. A Darack, ils se sont assimilés aux Haoussa pour pouvoir accéder aux ressources et s'intégrer dans le cercle du pouvoir.

professionnels des individus avec en clé la primauté sur le contrôle des ressources comme marque de pouvoir et d'hierarchisation sociale.

Le parcours socioprofessionnel des Kanembous est atypique. Ils ont un itinéraire d'abord diversifié, articulé sur une kyrielle d'activités de toutes sortes pour déboucher sur une convergence d'activités dominantes portées vers le commerce et subsidiairement sur les affaires religieuses. Les arbres de Kofia prêtent leur ombrage toutes les matinées et les après-midi aux jeunes garçons et filles épris des leçons coraniques. Leur maître (Marabout), le regard toujours fuyant et l'air sérieux est facilement perceptible de par sa position assise en face des enfants, son pantalon qui s'achève entre son genoux et sa cheville, sa longue barbe qui prête souvent à des clichés de fanatiques et d'extrémistes. En dehors des Kanembou et des Haoussa qui sont de loin les plus nombreux, d'autres groupes ethniques se prêtent aussi à ce rituel quotidien. La particularité des Kanembou, est qu'ils viennent pour la plupart du Tchad voisin envoyés par leurs parents ou partis de leur propre initiative. Les soirs, après la prière de dix-huit heures, ces enfants vont de maisons en maisons recueillir de quoi manger en comptant sur la miséricorde des familles pour leur repas du soir. Aux heures de pause, ces enfants vagabondent sur la place du marché qui, à l'âge adulte, sera leur point de chute. Mais entre l'école coranique, la mendicité et les grands espaces marchands, ces enfants passent à la case d'initiation aidés et soutenus par d'autres Kanembou propriétaires des grands commerces sur les îles du lac.

Les vendeurs d'eau sont les plus nombreux du groupe des jeunes interrogés et tous sont des Kanembou. En fait, tous les acteurs impliqués dans le commerce des eaux du lac sont des Kanembou et ce n'est pas un fait du hasard. Ils viennent aux très jeunes (5 à 14 ans) pour étudier le coran auprès des maîtres des écoles coraniques. Ces derniers intègrent alors le rang des enfants *Talibés* avec tout ce qui va avec : mendicité, maltraitance, vol et délinquance. Une fois passée l'enfance et l'âge de la puberté, ces enfants commencent des métiers les plus anodins qui leur permettent de survivre : dockers et convoyeurs de pirogues, nettoyeurs de poisson, apprentis-pêcheurs, plongeurs dans les restaurants, etc. Après avoir réuni suffisamment d'argent, ils s'achètent un porte-tout et douze bidons d'une capacité de vingt litres chacun pour le transport et la distribution des eaux du

lac dans les ménages, les restaurants et autres services. En fait, l'eau du lac est très prisée pour sa saveur et sert de boisson quotidienne⁵.

Un porte-tout prend en général douze (12) bidons de vingt (20) litres. Trois (03) bidons valent 20 Naira⁶. La valeur d'un voyage équivaut donc à 80 Naira. Le vendeur d'eau écoule en moyenne 15 porte-tout d'eau par jour. Ce qui équivaut à 80 Nairas fois 15 tours, ce qui donne 1200 Nairas en moyenne comme recette journalière pour le vendeur d'eau. Mille deux-cents (1200) Nairas est l'équivalent de quatre mille (4000) francs CFA. Ce qui porte la recette à cent vingt mille (120 000) francs CFA par mois. Cette recette apparemment stable est relativement supérieure aux revenus mensuels de certains petits et moyens pêcheurs. Beaucoup de riverains se résignent cependant à le faire parce que jugée indigne et rude. Les vendeurs d'eau reversent une bonne partie de leur recette mensuelle aux aînés Kanembou. Ces derniers vont les aider à monter leur propre commerce au bout de cinq à huit ans. Généralement, ils leur fournissent de l'argent et des idées le moment opportun. Mais avant, les vendeurs d'eau vont progressivement abandonner cette activité au profit des plus jeunes pour des activités moins contraignantes et plus "dignes" (la restauration, la vente des beignets...) dans l'espoir de se confirmer "grand commerçant" aux abords et dans le lac ou au Tchad voisin. En définitive, tous les grands commerçants Kanembou, sont des anciens Talibés, qui s'investissent aujourd'hui dans la vente de matériels de pêche et emploient de nombreux pêcheurs victimes de l'amenuisement des ressources halieutiques. Subsidiairement, à Darack ce sont les Haoussa qui détiennent l'économie et à Guitté les Arabe Shoas, Haoussa et Zagawa. Le déficit halieutique apparait donc comme une opportunité de mobilité sociale pour les commerçants Kanembou,

5 De nombreux forages ont été creusés au lac afin d'éviter la consommation de ses eaux facteur de nombreuses maladies hydriques. Cependant, les habitudes ont la peau dure. Les populations ont abandonné ces forages dont l'origine et la qualité des eaux sont remises en question. Les riverains continuent de boire les eaux du lac qu'ils connaissent depuis des années pour le grand bonheur des vendeurs d'eau. Cette attitude expliquerait-elle la récurrence des épidémies de choléra au lac et le taux élevé des maladies hydriques et des vers intestinaux? Une chose est certaine, il est impératif qu'une solution durable alliant la perception de l'eau du lac et l'approvisionnement du lac en eau potable soit envisagée.

6 Les équivalences entre les monnaies CFA au Cameroun et Naira du Nigeria varient dans le temps. Pendant la période d'enquête en 2017, 1000 FCFA valaient 540 Nairas.

Haoussa et Arabes Shoas. Ces communautés, ont pu tirer leur épingle du jeu et diversement selon les contextes. Elles deviennent par ce moyen très redoutées et puissantes au lac, aux côtés des Nigériens Djoukoun.

Opportunisation du déficit halieutique par les jeunes pour rester dans la course à la compétition pour les ressources

Le secteur de la pêche a connu des innovations sous l’emprise d’une jeunesse dynamique et opportuniste, de la forte croissance démographique et de l’opportunité économique propulsée par la forte demande des grandes métropoles tchadiennes et camerounaises. La fermeture des frontières nigérianes a en effet favorisé l’émergence de nouveaux acteurs jeunes dans la chaîne de production halieutique.

La chaîne de production halieutique se compose de deux grandes catégories: les pêcheurs et les travailleurs. Ces derniers sont constitués de plusieurs acteurs impliqués à des niveaux différents : il s’agit des collecteurs, des transformateurs, des mareyeurs, des dockers, des commerçants, des démarcheurs et des transporteurs avec de moins en moins de “pêcheurs libres”⁷. De nombreux jeunes pêcheurs sont sous contrat. C’est-à-dire qui travaillent pour les Kanembou et les Haoussa moyennant des matériels de pêche ou de l’argent.

Les commerçants sont par exemple liés aux pêcheurs par des liens de dépendance réciproques: ils fournissent le matériel à crédit aux pêcheurs et dépendent en retour de ceux-ci pour leur approvisionnement. Dans certains cas, des fumeurs de poisson achètent des alevins⁸ qu’ils donnent aux pêcheurs qui leur livrent gratuitement du poisson pendant quelques jours ou semaines en fonction du nombre de bidons d’alevins vendus. Ces fumeurs disent que cela leur revient moins cher. Des fumeurs qui ne peuvent pas se permettre d’acheter et

7 Les « pêcheurs libres » sont en fait des pêcheurs qui travaillent pour eux-mêmes.

8 Les alevins sont très prisés pour appâter les gros poissons du lac. Maga et Pouss sont les principales villes qui fournissent ces alevins comme appâts. Ce business dangereux pour les plaines du Logone et le Lac doit faire l’objet d’une interdiction formelle. C’est suicidaire et à la limite de l’extrémisme violent au regard des changements climatiques et de la fragilité du lac Tchad et des zones humides que constituent les Yaérés.

de stocker des alevins pour reconstituer leur fonds de commerce, achètent directement et au quotidien auprès des pêcheurs. Les plus grands fumeurs de poisson au lac sont pour la plupart des Haoussa, des Kanuri, des Maliens et des Djoukoun. Les grossistes (intermédiaires locaux installés au Nigeria) sont généralement de grands commerçants Haoussa, Kanouri, Kanembou installés à Maiduguri et qui ont de grands magasins de stockage de poissons qu'ils livrent à leur tour aux autres commerçants grossistes ou détaillants.

A côté des grossistes, il y a des transporteurs locaux propriétaires de hors-bords qui vivent du transport des marchandises et des hommes dans le lac et particulièrement en partance pour le Nigeria. Les restrictions liées à la crise Boko Haram dans l'Etat du Borno ont conduit désormais à la limitation des déplacements et de certaines transactions économiques.

Les pêcheurs qui ne travaillent pas sous-contrat se reconvertisent en vendeurs d'alevins, ce qui les permet de rester dans le circuit de la pêche. Les Haoussa et en majorité les Mousgoum et les Massa se sont lancés dans le commerce des alevins capturés dans les Yaérés. Cela fait quinze (15) ans pratiquement que Bello Mahamat originaire de Maga a abandonné la pêche pour l'agriculture et dix (10) ans qu'il pratique la vente des alevins comme principal source de revenus. Ces alevins (le *petrocéphalus* et le *Clarias*) sont vendus à raison de 15 000 F CFA (contre 10 000 francs CFA au prix d'achat) par bidon de 40 litres aux pêcheurs des eaux profondes du lac qui utilisent la palangre appâtée de *petrocephalus* bébé et aussi des filets maillants spécifiques dits "filet à capitaine". En effet, Bello Mahamat⁹ trafique les alevins en provenance de Pouss et de Maga. Il a affirmé que ce commerce très fructueux lui garantissait la culture du haricot sur un champ d'un hectare et demi. Le trafic, très risqué, et pour la survie des alevins, se pratique dans la nuit à bord des 404 Peugeot qui prennent 30 à 35 bidons par chargement. Elle s'intensifie entre janvier et mars.

En effet, les poissons quittent annuellement le lac pour se reproduire dans le Chari, le Logone, l'El Beid et les Yaérés. Ce sont ces alevins

⁹ Entretien réalisé à Darack le lundi 25 mars 2014 avec Bello Mahamat, 38 ans mari de deux femmes, père de 15 enfants et ancien pêcheur.

et d'autres adultes qui reviennent peupler le lac. Or, l'exploitation abusive des alevins de Pouss et de Maga entraîne l'extermination lente des poissons du lac et perturbe par conséquent tout l'écosystème. Ces jeunes et anciens pêcheurs (vendeurs, acheteurs et revendeurs) impliqués dans le trafic des alevins sont conscients des risques écologiques et des conséquences sur la vulnérabilité et la fragilité du lac Tchad liées en bonne partie à la fragilité du Logone et du Chari. Mais ils disent n'avoir pas de choix pour survivre et intégrer la chaîne complexe des prédateurs du lac Tchad. Le prélèvement et la compétition au tour des ressources sont les maîtres mots. En effet, c'est cette catégorie de pêcheurs et plus particulièrement les Blaburdu (démarcheurs et revendeurs des poissons frais au lac) et autres exploitants des ressources du lac qui collaborent directement avec les Boko Haram dans leurs contrôles des ressources.

Mobilités spatiale et ethnico-linguistique comme arme stratégique de survie des riverains au Lac Tchad

L'exondation du lac Tchad libère des espaces qui sont très vite envahis par des populations d'horizons divers. La mobilité consiste à se déplacer d'un espace à un autre à la recherche des ressources disponibles. La pluriactivité est fonction de la tri-exploitation du lac orientée vers la pêche, l'agriculture et l'élevage selon les saisons. L'amenuisement des ressources halieutiques crée une forte compétition entre les riverains nationaux et internationaux. Conséquences, la superposition de plusieurs droits et règles sur les mêmes espaces et ressources sont définis et renforcée par l'exclusion et la marginalisation des groupes et communautés, par une multiplication des conflictualités, un communautarisme est exacerbé et fondé sur l'antériorité à l'espace, un repli identitaire observé où les différences sociologiques sont récupérées et instrumentalisées pour définir ces droits et acquis.

Résultats, la mobilité n'est pas que spatiale. Elle est aussi ethnique, linguistique et nationale. Zambi, un de nos informateurs est à la fois un Peuhl, un Haoussa et un Malien. Il est né vers 1968. Son itinéraire de vie et ses choix recueillis pendant notre entretien révèlent un

personnage qui maîtrise son environnement changeant et qui fait tout pour tirer son épingle du jeu. A la question de savoir comment Zambi envisage sa vie au lac ? Il répondit : *Bone tampata, bana hairu tampata. Min ndon djodi dow tamunde.* Traduction : le malheur et le bonheur s'alternent mutuellement dans la vie, c'est l'espoir qui fait toute la différence et qui fait vivre. Il continua en ces termes :

Je suis de Sokoto. Mon père est Peulh et ma mère Haoussa. Mais moi je me sens plus Haoussa depuis les vingt-cinq ans que j'ai passés au lac. J'ai cinq enfants. Ma première femme était Haoussa. J'ai épousé une seconde femme Haoussa aussi il y a cinq ans et elle m'a donné deux enfants. Mon séjour au lac, me pousse toujours à envisager la vie en termes de patience face à l'incertitude et à l'insécurité croissante. Dans l'agriculture j'associe la culture du haricot et des patates ensuite le fumage de poisson comme activités pour compenser le manque à gagner de la pêche dont la pratique devient de plus en plus difficile et compétitive. Le trafic du poisson fumé est devenu incertain ces cinq dernières années. Les maliens et les Djoukoun restent cependant les maîtres du jeu. C'est pour cette raison que je me suis associé aux maliens, mes frères du quartier, avec qui nous travaillons et prions ensemble. Cependant, c'est moi le chef d'entreprise (rire). Pour nous, la vraie souffrance c'est lorsque nous ne pouvons plus vendre ce que nous produisons.

A la question de savoir pourquoi il a choisi de vivre avec la communauté malienne au lieu de rejoindre les Haoussa qui sont les plus nombreux il répondit :

Je vis avec la communauté malienne depuis que je suis arrivé à Kinesserom. C'est auprès d'eux que j'ai appris à pêcher à la nasse et à l'épervier. Les exactions des techniciens des eaux et forêts tchadiens qui imposent le permis de pêche et les taxes sur la circulation des produits halieutiques nous ont poussés à abandonner la pêche pour le mareyage et le fumage de poisson. Aujourd'hui nous avons "une entreprise commune" de fumage de poisson où nous employons d'autres anciens pêcheurs appartenant en majorité au groupe Haoussa du Nigéria. La culture du haricot et des patates est une initiative personnelle que ma relation avec un ami Arabe Shoas m'a permis d'obtenir pour gonfler mon fonds de commerce halieutique. Il est aussi important de préciser que c'est le même ami Arabe Shoas qui m'a donné l'espace sur lequel j'ai monté mon "entreprise" de fumage de poisson.

En effet, la tournure qu'a prise la guerre contre Boko Haram et les exactions de ces derniers au lac Tchad, la langue Haoussa a presque perdu de son "importance" lorsqu'elle se déploie dans d'autres sphères ethnico-linguistiques. Outil de communication incontournable (tintée

de fierté et de chauvinisme pour les usagers) et moyen d'intégration, la langue Haoussa a servi à asseoir et à maintenir des réseaux d'échanges en vue de faciliter l'accès et la commercialisation des anciennes et nouvelles ressources du lac. A ce jour, le Haoussa demeure l'ossature linguistique des affaires au lac.

Cependant, l'appartenance à ce groupe ethnique et aux groupes linguistiques voisins (les Kanuri et les Buduma) et l'usage de la langue elle-même connaissent un étiquetage stigmatisant lié à l'identité du foyer des Boko Haram qui n'ont pas de visage jusqu'ici. Des nouveaux mécanismes linguistiques sont utiles pour les riverains afin de contourner les réseaux d'échanges ouverts sur Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno au Nigeria. On observe une capitalisation de la langue Arabe Shoas qui donne une ouverture au marché de Ndjamena au Tchad. D'où l'envolée de nouveaux intermédiaires (détenteurs à la fois de la carte nationale tchadienne et de la maîtrise de la langue) dont parle Zambi dans l'entretien présenté plus haut.

Que signifie donc être Haoussa aujourd'hui pour Zambi? Une chose est certaine, avec la double nationalité que lui octroient les cartes d'identités nationales camerounaises et nigérianes, sa religion musulmane, ses appartenances ethnico-linguistiques (Fulbé, Haoussa et dans une moindre mesure Bozo et Arabe Shoas par filiation) sont des éléments d'un répertoire culturel qu'il n'hésite pas à convoquer pour donner sens à sa vie à Kinasserom et exploiter les ressources.

Conclusion :

Les identités émergentes sur fond d'assimilation culturelle des vulnérabilités est caractéristiques des modes de survivances au lac Tchad. Les pratiques environnementales liées à la pêche constituent le lieu essentiel qui nous a permis d'observer une relation pertinente entre perceptions, ressources et identités. Les reconversions professionnelles naissent d'un réel besoin de s'adapter à la compétition autour des ressources, mais aussi et surtout des bribes de reconstruction identitaires nées de la cohabitation et de l'envie de se démarquer socialement, économiquement, politiquement et spirituellement. Ce qui amplifie et entretient les tensions et les conflits. Il est indéniable que les riverains manipulent leur ethnie, leur nationalité et leur appartenance linguistique et religieuse pour créer de nouvelles catégories et par conséquent de nouvelles richesses. En effet, l'endosémie des survivances au lac Tchad consiste à scruter l'émergence des identités socioéconomiques opportunistes qui crée des nouvelles catégories et rangs sociaux. Au-delà des luttes pour les ressources, il faut y voir des représentations qui sont attachées à ses ressources et qui poussent les riverains à agir comme tel. De nouvelles clauses et normes émergent et chaque individu les convoque selon ses représentations sociales. La superposition des "droits" et leur applicabilité sur les mêmes ressources (terre, pâturage, poisson et eau) engendre des tensions et des luttes ouvertes dans la mesure où, les riverains (constitués en individu, en groupe et en communauté) ont chacun leur sens de la notion de vulnérabilité qu'ils intègrent par la conscience du caractère péremptoire et volatile des droits et de la valeur de l'espace et des ressources au lac Tchad.

Références bibliographique

- Afsar, Haleh OG Mynard, Mary, 2000**, “Gender and ethnicity at the millennium: from margin to center”, *Ethnic and Racial Studies*. 23:805-819
- Pouyaud B., Colombani J., 1989**, “Les variations extrêmes au lac Tchad : l’assèchement est-il possible ?” In: *Annales de Géographie*, T. 98, n°545. pp. 1-23.
- Barth, Fredrik, 1981**, *Process and Form in Social Life. Selected Essays of Fredrik Barth*. London: Routledge & Kegan Paul
- Bouchardeau A. and Lefèvre, R., 1957**, *Monographie du lac Tchad*, T. 1, Paris, ORSTOM.
- Carmouze, J P., Durand J. C. and Levèque, C., 1983**, *Lake Chad: ecology and productivity of a shallow tropical ecosystem*, Yaoundé, IRD, microfilm 16 177.
- Chouret A. et al, 1974**, “Les effets de la sécheresse actuelle en Afrique sur le niveau du lac Tchad”, *Cahiers ORSTOM*, Série Hydrologie, vol. XI, n°1.
- Clément D.P. et Kolyang D.T., 2008**, *Culture et identité au Nord Cameroun*, L’Harmattan, Paris, 264p
- Géraud Magrin, 2007**, ENQUETE. “Symbole du réchauffement climatique, la baisse spectaculaire des eaux du Lac Tchad est en réalité naturelle. Retour sur un mythe de la lutte écologique, érigé pour le meilleur... ou pour le pire ?”
- Gunther Schlee, 2002**, *Imagined differences: Hatred and the construction of identity*, Lit Verlag Germany, 280p
- Issa, Saibou, 2006**, “La prise d’otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier”, *Polis/R.C.S. P/C.P. S. R* Numéros 1-2
- Kess Schilder, 1994**, *Quest for self-esteem : state, islam and Mundang ethnicity in Northern Cameroun*, *African Studies Centre*, Leiden, 298p
- Kolawole, A., 1988**, “Cultivation of the floor of lake Chad: a response to environmental hazard in Eastern Borno, Nigeria”, *The Geographical Journal*, vol. 154, part 2.
- Lombard, J., 1999**, *Introduction à l’Ethnologie*, Paris, Armand Colin
- Magrin G. 1996** : “Crise climatique et mutation de l’agriculture. L’émergence d’un grenier céréalier entre Tchad et Chari”, *Annales de géographie* n°592 : 620-644.
- Magrin G., 2008** (à paraître). “De longs fleuves tranquilles ? Les mutations des plaines refuges du bassin tchadien”, Raison J.P. (dir.), *Des fleuves entre conflits et compromis. Essais d’hydropolitique africaine*, Paris, Belin.
- Quinn, C and Quinn, F, 2003**. *Pride, Faith, and Fear. Islam in Sub-Saharan Africa*. Oxford University Press.
- Riesman, Paul, 1981**. *Freedom in Fulani Social Life. An Introspective Ethnography*. Chicago and London: University of Chicago Press.

Saibou Issa (2002): “Access to Lake Chad and Cameroon – Nigeria Border Conflict : a Historical Perspective” in *Conflict and Co-operation Related to International Water Resources :Historical Perspectives*, International Hydrological Programme, IHP-VI, Technical Documents in Hydrology, N° 62, UNESCO, Paris, 2002, pp. 67-74.

Saïbou Issa, 2001, “Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du Lac Tchad. Dimension historique (XVIè-XXè siècle)”, Ph. D. Dissertation, University of Yaoundé I, 381p

Schultz, Emely, 1984. From Pagan to Pullu, Ethnic Identity Change in Northern Cameroon.*Africa.* 54,1:46-54.

Trémolières M., 2010, “Sécurité et Variables environnementales : Débat et analyse des liens au sahel : CSAO 2010. Rapport du projet financé par Foreign and Commonwealth office.

Criminalité transfrontalière, terrorisme djihadiste et trafics dans le Bassin du Lac Tchad : phénoménologie des menaces et esquisse de solutions

Pr Mvomo Ela Wullson

Directeur Centre de Recherche et de Documentation - EIFORCES

Introduction

Depuis plusieurs décennies, le lac Tchad et son bassin conventionnel font face à de menaces sécuritaires multiformes. Les facteurs de vulnérabilité de cet écosystème lacustre, lesquels avaient justifié la création en 1964 de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), semblent débordés par d'autres facteurs de risque. Les menaces sécuritaires les plus dominants se rapportent à la criminalité transfrontalière, les trafics de toutes sortes et le terrorisme djihadiste. L'imbrication de plusieurs menaces sécuritaires sur cet espace suggère que plusieurs modalités structurelles concourent à la manifestation de la violence illicite, en même temps qu'il est important d'en cerner la phénoménologie des menaces. Entre la fragilité de l'écosystème du lac Tchad, la pesanteur d'une histoire séculaire de guerres conquérantes et un contexte actuel de rentabilisation du désordre, le lac Tchad s'offre comme un laboratoire d'analyse des dynamiques avortées dont les trajectoires d'actions se résument à la manipulation des ressources naturelles, identitaires et symboliques. Le crime organisé transfrontalier, les trafics et la montée du terrorisme djihadiste sont des phénomènes qui structurent les stratégies d'affirmation

identitaire, de promotion socio-économique et de production du désordre, d'où l'impératif d'en comprendre les itinéraires et d'en explorer les axes de solutions.

La présente communication se veut une introspection dans le champ devenu concurrentiel de la production de la violence dans le Bassin du Lac Tchad. Elle analyse le terreau structurel qui alimente les itinéraires des menaces, saisit la phénoménologie des menaces dont les plus connues sont la criminalité transfrontalière, les trafics et la montée du terrorisme djihadiste. En saisissant chaque menace sécuritaire comme un phénomène, l'étude s'intéresse à la zone abritant le lit principal du lac Tchad avec un ancrage sur les extensions territoriales et dynamiques exogènes qui assurent le prolongement des conflictualités produites dans la partie lacustre. En même temps, il s'agit de saisir les lignes de convergence qui font du lac Tchad un landerneau oublié du corridor mondial du crime, du désordre et de la violence. Les données utilisées dans cette modeste contribution sont issues de la documentation spécialisée et de nombreuses enquêtes de terrain sur différents foyers d'insécurité du lac Tchad.

Hypothèques environnementale et déterminant historique dans le cycle vulnérabilité/violence dans le Bassin du Lac Tchad

L'analyse des formes de prédation et d'accumulation illicites dans le lac Tchad s'inscrit dans une perspective du temps long. Celle-ci tisse la toile de fond d'un entrepreneuriat de contraintes, structuré autour d'une hypothèque structurelle qu'est la fragilité de l'écologie du lac Tchad et une longue tradition séculaire de conquête et de prédation violentes, legs encore influent d'un passé traumatisant.

L'hypothèque naturelle renvoie aux crises écologiques successives dont on sait qu'elles sont caractérisées par les incertitudes liées aux fluctuations du niveau des eaux du lac Tchad, lesquelles impactent, depuis plusieurs décennies, la vie des communautés. Ces crises sur la nature connaissent des séquences historiques dramatiques, accoucheuses des dynamiques de mobilité et de compétition

particulièrement crisogènes. On pourrait élargir le spectre d'analyse du lien entre environnement et violence à l'ensemble des pays du bassin conventionnel du lac Tchad, tant certains pays, à l'instar de la Centrafrique représente un modèle de préemption et de prédation des ressources par des acteurs locaux et extérieurs¹. En focalisant sur le lac Tchad, l'analyse se donne une perspective plus rigoureuse de comprendre, sur un espace donné, la mécanique de délitement du contexte sécuritaire par le souci des communautés à user de la violence pour contrôler les ressources.

Depuis plusieurs décennies, la baisse générale des précipitations, la dégradation de la couverture végétale et des sécheresses persistantes, ont changé les conditions environnementales et la vie des populations riveraines du Lac Tchad². Si la décrue du lac est observée depuis 1965, elle connaît une évolution tragique avec la sècheresse survenue entre 1972 et 1974 dont les effets ont durablement impacté les équilibres sociodémographiques et le rapport des populations aux terroirs et ressources. En isolant la cuvette nord que ni les faibles précipitations ni le débit irrégulier de la Kamadougou-Yobé n'ont alimenté en eux qui ont favorisé la constitution d'un vaste domaine de marécages dans la cuvette sud³, cette crise écologique a donné lieu à un exode massif des populations vers les zones plus inondées. En vagues successives et au mépris du principe de nationalité, nigériens et nigériens des localités de Kindjéria, Baga Kiskra, Malamfatori s'installent sur les abords sud du lac, zones riveraines du Cameroun et du Tchad. C'est dans ce sillage que s'inscrit l'occupation de l'île de Darak par les nigériens.

En conséquence, les crises qui se succèdent dans le lac Tchad accroissent la vulnérabilité des populations. Entre migrations, reconversions socioprofessionnelles et recours aux modes illicites d'accumulation, les populations du lac Tchad se réinventent une vie

1 E. Chauvin, B. Lallau et G. Magrin, « Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes », in *Les Cahiers d'outre-Mer*, n°272, octobre-décembre 2015, pp. 463-608

2 Voir à ce sujet Saïbou Issa, 2000, *Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du lac Tchad : Dimension historique (XVIe-XXe siècle)*, Thèse de Doctorat/Ph.D. en Histoire, Université de Yaoundé I

3 A. Chouret, J. Lemoalle, 1974, *Evolution hydrologique du lac Tchad durant la sécheresse 1972-74*, Ndjamena, ORSTOM

résiliente. A la suite de la sécheresse des années 1972-1974, on observe de nouvelles dynamiques d'occupation des espaces exondés par des entrepreneurs agricoles et pastoraux aux abords sud du lac, notamment dans les régions du Hadjar Lamis, du Lac et du Kanem au Tchad ainsi que dans les zones et localités lacustres et semi-lacustres du département du Logone et Chari au Cameroun. La pêche, principale activité de production des populations, connaît une redistribution territoriale qui se renouvelle en fonction des fluctuations du niveau des eaux. Dès lors, la pression exercée sur les ressources insuffisamment disponibles, résulte de la combinaison de différents itinéraires de production des individus et des communautés. De plus en plus confinées, exclues et dépourvues, les populations et communautés convoquent des ressources identitaires pour affirmer leur existence. Les ressources identitaires comme la nationalité (Cameroun, Nigeria, Niger, Tchad), l'ethnie (Buduma, Haoussa, Kanembou, Arabe Choa, Peul, Kotoko, Massa), les identités corporatistes (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs...) sont instrumentalisées. Par des modes violents, les relations entre individus et entre les communautés se déterminent par les opportunités qu'elles offrent. Entre dépendance aux aléas écologiques et recours à la prédation violente, la vie des populations du lac Tchad s'inscrit, de façon globale, dans un cycle de vulnérabilité qui ouvre, entre autres, à deux voies d'échappement : le conflit comme mode d'accès et de contrôle des ressources ; l'entrepreneuriat du désordre comme stratégie alternative de promotion et d'accumulation.

Schématiquement, les vulnérabilités observées depuis les années 1960 dont les principaux traits se rapportent à la faible pluviométrie, à l'insuffisance de la productivité agropastorale, au renouvellement des stratégies de régulation et à la réappropriation des espaces de production ont inéluctablement reconfiguré les profils démographiques, influencé les mobilités socio-économiques, renforcé l'itinérance entrepreneuriale et produit une dynamique de peuplement/dépeuplement des îles et localités riveraines, en particulier celles des abords sud du lac. Dès lors, saturation, pression et compétition d'accès et de contrôle des ressources apparaissent comme de nouveaux modes de régulations sociales avec en prime, l'apparition nouvelles zones de vulnérabilités et de richesse. La compétition âpre

que se livrent les populations et communautés débouchent sur des conflits liés aux ressources sur fond d'instrumentalisation des appartenances identitaires. On comprend ainsi qu'en fin de cycle, la production, l'entretien et la rentabilisation du désordre s'imposent comme des formes opérantes d'affirmation et de valorisation identitaire, d'accumulation et de promotion individuelle ou de reconversion socioprofessionnelle.

Ce tableau représentatif des figures dynamiques de vulnérabilités dans lesquelles vivent les populations du lac Tchad est indicatif des processus de formation d'un terreau crisogène. Il montre l'évolution non rigide, plus ou moins structurée, des étapes qui enferment les riverains du lac dans un cycle de crises et d'opportunités. Depuis la sécheresse de 1972 et face à l'absence des Etats providentiels, la rudesse et les incertitudes de l'environnement semblent avoir convaincu les populations que la communauté, le village ou l'identité sont les premiers sites de refuge. Cette idée communautariste a favorisé une préemption dont la forme la plus connue est l'usage de la violence.

Les différents façonnements à l'œuvre dans le lac Tchad, sur les plans écologique et humain, lui confèrent une nouvelle vocation de plus en plus stratégique, à l'échelle de son bassin conventionnel. Si les équilibres et dynamiques internes sont concentriques, à mesure que les ressources se concentrent en des points spécifiques, le lac Tchad, perçu dans sa globalité, connaît une ouverture vers le monde. Sa position géographique médiane et son nouvel environnement en font une zone tampon, un trait d'union entre le Maghreb et le Golfe du Bénin ; le Soudan occidental et le Soudan nilotique ; un carrefour comme point de convergence et d'expansion de peuples, de cultures et de produits issus de divers horizons ; un foyer d'expériences diverses⁴. Ce double facteur d'exposition et de vulnérabilité constituent une opportunité pour différents entrepreneurs politiques, idéologiques et criminels. Les crises sécuritaires doivent donc être comprises dans une approche holistique, dans tout le bassin tchadien.

Le second facteur structurant est historique, reflétant l'intérêt des

4 Maïkorema Zakari, « la question sécuritaire dans le bassin tchadien : une approche historique », communication au *Séminaire sur la programmation des problématiques sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad*, Maroua, 14-15 septembre 2018

grandes entités politiques à contrôler cet espace par l'entremise de l'islam et du commerce. Le Bassin du Lac Tchad n'est pas essentiellement une réalité géographique contemporaine, elle est aussi une entité géopolitique ancienne. Situé au croisement des routes de la vallée du Niger, des régions forestières du sud, de la vallée du Nil et de la méditerranée, il fut un grand carrefour des civilisations au sud du Sahara. Les principaux royaumes du Soudan Central en avaient fait un espace privilégié de conquête, un sanctuaire-refuge ou une barrière de protection. Bien avant le VIII^{ème} siècle, le royaume Zaghawa y régna, puis succéda le royaume de Kanem entre les VIII^e et XIV^e siècles. Les royaumes de Kanem, du Bornu, du Baguirmi et de Sokoto ont successivement exercé leur autorité sur le lac. Par l'usage des razzias des hommes et des biens, le lac et ses territoires environnants ont constitué une zone d'opportunité économique et un espace de conquête militaire et politique. Le Sultan Idris Aloma de l'empire du Bornou livre plusieurs conquêtes militaires à partir de 1571 afin de s'assurer les terres fertiles et les ressources disponibles dans le lac et les contrées voisines⁵. L'enjeu était de continuer à mener le commerce des esclaves, l'accès aux mines de sel et de natron ainsi que la rentabilité du contrôle des routes de commerce par le lac Tchad.

Les éléments constitutifs de l'histoire hégémonique du Bornou semblent se reproduire, près de trois siècles plus tard, dans le cadre de l'émergence du Califat de Sokoto. Une fois de plus, sous l'étendard de Usman Dan Fodio, la conquête du *fombina* (actuel Nord-Cameroun) s'étend aussi aux abords du lac Tchad⁶ qu'on sait riches en ressources naturelles et esclaves. Ces ambitions d'annexion du lac Tchad par les royaumes du Soudan Central visaient à compenser les déficits en ressources financières et alimentaires constatés suite aux mauvaises récoltes et fréquentes épizooties. Violentes et répétitives, les stratégies de conquête et de prédation opérées ont façonné les héritages précoloniaux, inscrivant les dynamiques sociodémographiques de cet espace semi-lacustres dans des séquences d'instabilité. Guerres dynastiques, rezzous, conquêtes militaires et conflits communautaires divers ont provoqué de multiples mouvements des populations entre le XIV^e et le XIX^e siècles. Cet

5 Y. Urvoy, 1949, *Histoire de l'empire du Bornou*, Paris, Larose

6 M.Z. Njeuma, 2012, *Fulani hegemony in Yola (old Adamawa) 1809-1902*, London, African Books Collective

enclin à la compétition a laissé prospérer une longue tradition de banditisme et de razzias. La razzia constituait ainsi une forme d'économie parallèle et quasi légale tant que l'auteur ne la menait pas contre un membre de sa communauté⁷. Malgré l'abondance des eaux et des ressources et une période coloniale d'abord violente avec la défaite de Rabah en 1900, puis calme avec la "paix coloniale", le Bassin du Lac Tchad reste un creuset de l'entrepreneuriat criminel que les Etats naissants ne parviennent pas à contrer depuis des décennies.

C'est dire que l'hypothèque écologique et les déterminants sociohistoriques qui s'imbriquent sont constitutifs de la profondeur des éléments temps et espace dans la compréhension des modalités stratégiques du Bassin du Lac Tchad. Les traumatismes successifs semblent avoir déterminé des pratiques de compétitions violentes et de replis identitaires. Le Bassin du Lac Tchad apparaît à cet égard comme une matrice de production du désordre où conflits, rebellions diverses, irrédentisme et extrémisme y ont trouvé un terrain favorable.

Criminalité transfrontalière, trafics et terrorisme djihadiste

Le Bassin du Lac Tchad doit sa réputation d'espace de désordres à la jonction de deux facteurs : un contexte sous-régional d'instabilité politico-militaire et des logiques endogènes de compétition. Trois grandes formes d'activités illicites caractérisent le crime organisé transfrontalier dans le Bassin du Lac Tchad.

Le phénomène des coupeurs de route

Le banditisme militaire transfrontalier renvoie à la dissémination des groupes armés particulièrement rustiques qui écument les principaux axes routiers. Ils tendent des embuscades sur des routes et spolient les passagers avec un usage immodéré de la violence. Cette pratique criminelle n'est pas nouvelle dans l'ordre des méthodes de prédation dans le Bassin du Lac Tchad. Elle est ancienne, avec des ressorts

⁷ C. Musila, 2012, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du Lac Tchad », Note de l'IFRI

historiques structurant certains usages d'accumulation⁸. En reconnaissant qu'on ne peut dater avec exactitude l'apparition du banditisme rural dans les steppes et les savanes du bassin tchadien, Saibou Issa montre que, sous les oripeaux d'une pratique perçue comme une tradition culturelle aux yeux des explorateurs européens au XVIII^{ème} siècle, l'attaque par embuscade sur les routes connaît une évolution qui s'accélère dans le sillage des conflits armés que le Tchad et la Centrafrique ont connus⁹. La guerre du Tchad entre 1979 et 1982 connaît des séquences de résolution qui échouent, laissant libre cours à la circulation des armes. L'on croyait que la forte répression des criminels, transfuges de l'époque de l'indépendance au Nord-Cameroun, avait définitivement établi une ère de sécurité. Que non, dès la fin des années 80, des bandes armées transmigrent entre le Cameroun, le Tchad et le Nigeria. Jusqu'à l'aube des années 2000, le phénomène de coupeurs de route affecte l'ensemble de la partie septentrionale du Cameroun, y compris les zones transfrontalières du Nigeria et du Tchad. Les axes Kousseri-Maroua, Ngaoundéré-Garoua-Maroua ou ceux plus commerciaux du Mayo-Louti, du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Danay ainsi que du Diamaré sont assiégés par des cohortes d'assaillants armés.

Lorsque la Centrafrique entre dans un cycle interminable de rebellions armées, l'activité criminelle des coupeurs de route trouve un espace nouveau dont l'annexion crée un vaste territoire criminel à l'échelle du Bassin du Lac Tchad. Dès lors, la région administrative de l'Est du Cameroun intègre le système du crime organisé qui opère une mutation importante vers le kidnapping au lendemain du renversement du régime de Patassé en 2003.

Entre l'instabilité politico-militaire du Tchad et les rebellions régulières en Centrafrique, l'art de couper la route apparaît comme un phénomène à la mode de par ses enjeux et sa complexité. D'abord, l'activité s'épanouit sur un socle de fragilité institutionnelle où les militaires et mercenaires tchadiens et centrafricains, impliqués au gré des contextes et au mieux de leurs intérêts dans différents conflits

8 Saibou Issa, 2010, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le Bassin du Lac Tchad*, Paris, Karthala

9 Saibou Issa, « L'embuscade sur les routes des abords sud du lac Tchad », in *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004

internes des deux pays, se livrent à l'économie criminelle. Ensuite, l'activité implique des déficits fonctionnels qu'on observe au niveau de la gouvernance, du rôle protecteur des frontières, d'une citoyenneté d'opportunité. Les assaillants qui coupent les routes exploitent les apories des systèmes de régulation politiques et socioéconomiques, non sans tirer profit des reconfigurations géopolitiques qui accueillent désormais les filières internationales du crime organisé dans le Bassin du Lac Tchad.

Si le phénomène est animé par des acteurs militaires, paramilitaires et mercenaires, il est désormais une nouvelle mouvance d'acteurs issus des communautés victimes. Les éleveurs et paysans peuls nomades Mbororo ont migré de victimes à bourreaux. Même s'ils demeurent victimes des coupeurs de route, plusieurs éleveurs et paysans organisent des razzias transfrontalières entre le Cameroun le Tchad et la RCA pour reconstituer leur cheptel voler. Ce nouveau type de coupeurs de route dont les effets des activités sont endogènes connaît une grande ampleur à la frontière entre le Cameroun et la RCA, avec une forte influence dans la région de l'Adamaoua au Cameroun.

Trafics et contrebande

L'exposition stratégique du Bassin du Lac Tchad aux grandes routes de la criminalité internationale semble l'avoir prédisposé à un rôle plus stratégique dans le développement des activités criminelles. Les trafics qu'on peut considérer comme la circulation illicite des marchandises, ont connu une floraison inquiétante, y compris dans le lac Tchad. Avant l'avènement de Boko Haram, les voies traditionnelles de trafics s'organisent autour des axes Kousseri-Amchidé-Banki ; Gambaru-Fotokol-Kousseri-Ndjamena entre le Nigeria, le Cameroun et le Tchad. Les produits trafiqués sont le carburant en citernes, bidons et fûts, les pièces des voitures et motocyclettes, les médicaments. Il est important de relever que le lac Tchad apparaît de plus en plus comme un foyer croissant de trafics de toutes sortes. De nouvelles routes des trafics ont vu le jour, notamment qui connectent les localités de Gambaru au Nigeria à celles de Blagoua, Darak et Kofia au Cameroun et Kinasserom, Guité, Mitériné et Bol dans les régions administratives du Hadjar Lamis et du Lac. Les nouveaux objets de trafics au niveau interne sont les documents d'identité, le bétail, le sucre.

Du fait de sa position à l'intersection du Sahel, du Magreb et de l'Afrique occidentale, le lac Tchad s'est progressivement connecté aux trafics plus lucratifs des voitures de luxe qui alimentent les filières nigérianes dans lesquels les villes de Maiduguri, Yola, Kaduna, Abuja, Ndjamena, Garoua, Maroua, Bangui et Moundou sont impliquées. Ce maillage de plusieurs villes du bassin tchadien traduit un effort d'interconnexion entre les filiales du crime organisé agissant du Golfe de Guinée au Sahel. Le tramadol est aussi l'un des produits prisés du trafic qui s'opère dans le lac Tchad. En provenance du Nigeria où il est fabriqué ou conditionné, le tramadol est distribué dans tous les pays du Bassin du Lac Tchad. Il transite vers le lac pour, non seulement alimenter les populations locales, mais aussi fournir les marchés du Sahel. Si la localité frontalière de Fotokol est réputée comme point de passage à raison de nombreuses saisies de cargaisons de tramadol¹⁰, d'autres sont spécialisés dans le transit et la distribution. Les localités lacustres ou riveraines de Baga au Nigeria, Blangoua, Darak au Cameroun, Baga-Sola, Guité et Kinasserom au Tchad ou Bosso au Niger constituent des points clés de distribution de ce stupéfiant.

La contrebande apparait comme un phénomène plus complexe. On distingue deux sortes de contrebande dans le bassin tchadien. La contrebande de survie, pratiquée à une échelle faible et localisée, en particulier sur les zones frontalières. Elle charrie un ensemble des praticiens des frontières dont les principaux sont les transporteurs et passeurs par voitures, motos, ânes ou à pieds, négociateurs, relais, convoyeurs, agents de change manuels, informateurs, magasiniers, intermédiaires divers. La galaxie de la contrebande aux frontières est particulièrement composée des jeunes sur les principales places de Amchidé, Kerawa, Bardanke, Fotokol, Tourou, Blangoua, Darak, Kofia, Touboro, Mbaimboum, Garoua-boulai au Cameroun, Gamabaru, Banki, Kerawa Nigeria, Baga au Nigeria, Baga solla, Guité, Kinasserom, Mitériné, Bol au Tchad. Les services étatiques, notamment la douane, se gardent bien d'être très regardants sur toutes les marchandises qui traversent la frontière au risque d'être débordés et violentés par les jeunes.

Dans la contrebande entre le Nigeria et le Tchad via le Cameroun, le

¹⁰ Plusieurs saisies de tramadol y ont été effectuées. Ce sont 15 tonnes en octobre 2017, 26 tonnes en mai 2018 (L'œil du Sahel, octobre 2017 et mai 2018)

principal pôle d'entrée est Mahada, localité située en face de Blangoua. La principale ressource trafiquée est le sucre, dont des milliers de sacs pénètrent par Mahada, mais aussi par d'autres localités situées sur le bord du fleuve, en particulier Nibeck, Douguia, Zafaya, Ambédane et même Mani via les localités relais au Cameroun (marché de Mada, Douguia, Kobro, Goulfey-Gana, Hiléré, Sérégabou). Ces postes fixes sont complétés par un maillage des routes et de pistes empruntées par les contrebandiers pour traverser les frontières. La pratique de la contrebande combine un usage des pratiques séculaires d'itinérance et de mobilité économiques chères aux Kanuri et Haoussa depuis le XV^{ème}, et aussi, une nécessité de survie face à la précarité et la vulnérabilité. Considérée au départ comme une alternative circonstancielle au chômage, la contrebande est devenue un métier dans toutes les zones frontalières du bassin tchadien.

Aussi localisée qu'elle donne à voir, les espaces transfrontaliers de contrebande localisée restent des maillons d'une contrebande plus vaste, à l'échelle du sahel africain. La contrebande internationale se pratique par des professionnels du crime organisé. Elle emprunte aussi les routes historiques caravanières d'échanges entre l'Afrique noire et le monde arabe. Ces itinéraires de traite étaient utilisés par les commerçants arabes dans leur commerce avec les royaumes du Soudan Central, dont-on sait que le lac Tchad y jouait un rôle stratégique. Les crises sécuritaires de Lybie, du Nord Mali, du Niger ainsi que l'insurrection Boko Haram au nord-est du Nigeria ont aidé à refaçonner cet espace devenu criminel. Héritant de ces voies de circulation, la contrebande internationale utilise le lac Tchad pour mailler son réseau de distribution entre les pays côtiers (Nigeria, Cameroun, Benin, Ghana, Lybie) vers les pays de l'intérieur (Tchad, Niger, Mali, Burkina-Faso, Soudan). Parce que les réseaux locaux transfrontaliers servent aussi la cause des réseaux internationaux, plusieurs axes et postes de relais de contrebande sont identifiés :

L'axe Maiduguri-Gambaru (Nigeria)-Fotoko-Mada/Blangoua (Cameroun)-Mahada-Dandi, Karal, Tourba, en direction du nord notamment à Faya-Fada-Mao-Moussoro via une base logistique à Massakory et les nombreuses voies de circulation transitant par le lac Tchad et alimentant les réseaux criminels tentaculaires en direction de la Centrafrique, du Nord-Cameroun, du Nigeria, du Niger, du Soudan

jusqu'au Bénin, constituent un des foyers prospère du crime organisé en Afrique. Cette contrebande de grande envergure est particulièrement flexible parce qu'elle est au centre des dispositifs de trafics des produits tels les cigarettes, les voitures de luxe, les médicaments, les pièces détachées, les drogues, les armes légères, les produits cosmétiques.

Djihadisme terroriste et bandes armées transfrontalières

Comme nous l'indiquions dans les pages précédentes, le Bassin du Lac Tchad a vu émerger de nombreuses entités politiques qui, au rythme des intérêts politiques et économiques, avaient chacune fait du lac un espace stratégique. Historiquement, la structuration politique et socioéconomique du Bilad al Sudan (pays des noirs) est influencée par le commerce et l'islam à partir des Xe-XIe siècles¹¹. Les relations entre le Soudan central et le monde arabe sont multiséculaires et durablement influencées par l'islam et le commerce¹².

L'islam avait joué un rôle déterminant dans la construction d'une conscience d'appartenance et d'allégeance, en même temps qu'il a facilité la conquête et la soumission des peuples. Si les royaumes du Baguirmi et du Kanem s'étaient prioritairement livrés aux razzias esclavagistes, celui du Borno y a ajouté une teinte d'islamisation qui, au fil des siècles, s'est révélée comme un réceptacle des courants idéologiques disparates. C'est sous Idriss Aloma que le Borno a fait du facteur islamique, un élément de ralliement et de puissance à partir du XVI^{ème} siècle. Plus tard, l'appel au djihad lancé par Ousman dan Fodio, relayé par Modibbo Adama dans les savanes du *fombina*, se solde par la constitution d'une vaste entité politique. Au cœur d'un territoire reconfiguré, se trouve le lac Tchad dont l'attrait des ressources disponibles positionne l'islam comme mode de régulation. Tous ces Etats précoloniaux ont gardé un ancrage territorial au lac.

11 Michel Brett, "Islam and trade in the Bilad al Sudan, tenth-eleventh century A.D.", *Journal of African History*, 24, 1983, pp.431-440

12 C. Arditi, 1993, « Commerce, Islam et Etat au Tchad (1900-1990) », in E. Grégoire et P. Labazée (dir.), *Grands Commerçants d'Afrique de l'Ouest*, Paris, Orstom-Karthala, pp.175-220.

Avec sa capitale Koûka, sur la rive ouest du lac Tchad, l'empire du Bornou va se positionner comme un carrefour de diffusion de l'islam. Au XVII^{ème} siècle, le Ouadaï s'impose aux côtés du Baguirmi comme des places fortes de diffusion de l'islam que la colonisation européenne va ménager sous la coupe de l'islam noir. C'est véritablement avec la révolution lancée 1804 par Ousman Dan Fodio que les abords du lac Tchad vont connaître la première expérience du Djihad¹³. Révoltés contre les agissements des chefs Haoussas qu'ils jugent contraires à l'islam, les peuls et d'autres Haoussas adhèrent à l'appel au Djihad. Successivement, le Califat de Sokoto se constitue, entre autres, sur les abords du lac Tchad.

Dès lors, succédant aux royaumes défaits du sudan Central, les puissances coloniales tentent de saisir l'islam au travers des rapports de force opportunistes qui, au fil des décennies, vont laisser couvrir un islam contestataire de l'ordre soufi qu'elles vont préférer. Ces territoires historiques autour du lac Tchad vont conserver, au-delà des indépendances, leur potentiel de diffusion de l'islam et surtout une tendance au réformisme. Des pays du pourtour du lac Tchad, l'idée du djihad prospère sous des modèles renouvelés. Comme le souligne Lovejoy, les manifestations contemporaines du *djihad*, sous les formes de *Boko Haram*, de *al-Shabab*, de l'État islamique au Moyen-Orient ou de la guerre menée par *al-Qaïda* et ses alliés, relèvent d'un modèle historique et politique dont on peut identifier les formes depuis la fin du xvii^e siècle dans la vallée du fleuve Sénégal¹⁴.

C'est dire que le Bassin du Lac Tchad a toujours constitué un creuset d'expression des dissidences islamiques, notamment avec les courants contestataires de l'ordre traditionnel soufi, observés dès les années 1970 au sud du Sahara qui trouvent un écho particulier au Nigeria et au lac Tchad. Plusieurs mouvements islamistes dissidents nés au

13 Dans la tradition musulmane, il y a au moins deux versions du djihad, soit le petit djihad et le grand djihad. Le petit djihad concerne la guerre sainte, alors que le grand djihad touche au combat sur soi-même pour se rapprocher de la pureté divine. Ce second djihad, en fait, renvoie au combat intérieur qui, dans la vision du Prophète, a plus de valeur et serait plus difficile à réaliser. Il vise le dépassement de soi, la maîtrise de ses propres passions. Voir à ce sujet, D. Jeffrey et als, 2016, *Jeunes et djihadisme. Les conversions interdites*, Laval, PUL

14 P.E. Lovejoy, « Les empires djihadistes de l'ouest africain aux XVIII^e-XIX^e siècles », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 128, 2015, pp. 87-103

Nigeria ont généralement influencé la vie socioreligieuse du bassin tchadien, en particulier dans le lac. Plusieurs mouvements salafistes et anti sufi vont se propager au nord-est du Nigeria, au Tchad, au Nord-Cameroun et au Niger, à l'instar de *Jama'atu Izalatil Bid'a wa Iqamat al Sunna (Izala)* et *Ahl al-sunna wa 'l-jama'a*. Bien que marginaux, les sectes qui ont durablement influencé les pensées religieuses des communautés riveraines du lac Tchad sont les mouvements Maitatsine, Mahdiya ou plus récemment *Jama'atu Ahlul Sunna li Da'awati wal Jihad* ou Boko Haram¹⁵. Des groupes et sectes se revendiquant de la mouvance *Izala* à la secte Boko Haram, l'atomisation des obédiences islamiques a fait le lit d'une interprétation toujours plus rigoriste, puriste et réformiste de l'islam. On observe aussi des frictions émergentes entre tradition des Goni (soufisme et mémorisation du Coran) et nouveaux oulémas (réformistes) qui reproduisent les frictions en cours au Nigeria et dans d'autres régions du Bassin du Lac Tchad.

Dès lors, tirant profit des contextes particulièrement déficitaires en termes d'encadrement des Etats, de la récurrence des crises écologiques, de la compétition devenue âpre autour des ressources, les populations adoptent une double démarche. D'abord, elles subissent l'instrumentalisation des gourous divers dont les discours permettent d'assurer une résilience identitaire et matérielle. En même temps, ces populations instrumentalisent toutes initiatives discursives, en particulier de nature religieuse dont l'impact sur les populations renouvelle le potentiel des populations à exister. Les discours et les pratiques religieuses réformistes apparaissent comme des ressources qui assurent le ralliement du plus grand nombre des populations à une cause souvent exclusive.

Dans différentes localités du Bassin du Lac Tchad, les indices sont nombreux qui traduisent une multiplication des pensées dissidentes islamistes. Les itinéraires socioculturels des différents acteurs religieux s'émancipent sur un terreau façonné par l'existence d'une aire identitaire transfrontalière au sein de laquelle ethnies, langues, échanges matrimoniaux, mobilités intellectuelles, circulation des idées

15 A.R. Mustapha & M. Bunza, 2017, « Contemporary Islamic sects & groups in northern Nigeria », in A.R. Mustapha, *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 54-97

et solidarités quotidiennes sont des sédiments d'une identité géoculturelle rentabilisable selon les circonstances¹⁶. Ainsi, les mosquées de la mouvance *Izala* par exemple ont fleuri dans le lac Tchad, promues par des commerçants Haoussa et constituent le siège d'une diffusion des discours satiriques.

Dans ce nouveau contexte complexe où les enjeux se mêlent aux intérêts divergents de différentes communautés, le djihad autour du lac Tchad prend un nouveau sens, non plus comme un effort de conversion des infidèles à l'islam, mais plutôt comme un exutoire d'affirmation, de conservation et d'exclusion. En scandant toutes sortes de discours violents et équivoques, en produisant la violence pour s'aménager les voies les plus rentables d'accumulation, les adeptes du djihad qui se recrutent massivement dans les communautés courroucées par plusieurs décennies de spoliation, trouvent en le djihad une source de libération. Telle une "théologie de la libération", des catégories ethno-professionnelles trouvent en l'islam les ressources cognitives nécessaires pour s'adjuger l'accès et le contrôle des ressources. Bergers transhumants mal payés participent aux razzias du bétail appelées "contribution au jihad", qui alimentent les marchés. Pêcheurs itinérants endettés basculent dans les rangs des djihadites, saisissant ainsi l'opportunité de reprendre possession de "leur lac". Courtiers du commerce deviennent des émirs locaux à la solde de toute idéologie libératrice. On n'est pas surpris de constater que des mosquées à vocation fondamentaliste, notamment de la mouvance *izala* inondent les îles et, évoluant de façon excentrique, se déploient dans d'autres localités riveraines du lac et des pays voisins. Celles-ci profitent de la précarité ambiante pour diffuser et entretenir un discours réformiste que *Madrasas* (d'inclination wahhabite) et écoles coraniques (d'obéissance tidjane) prolongent sur le plan éducatif. Dans ce sillage, les *Goni* (doctes ayant mémorisé le Coran) sont désormais perçus comme des véhicules silencieux de la doctrine extrémiste des groupes sectaires tels Boko Haram, appelant à une refondation de la gouvernance globale de la société pour la conformer aux

16 Saibou Issa, « Transfrontalité et diffusion du discours de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad : itinéraires socioéconomiques et socioculturels », communication à la rencontre de partage d'expériences en matière de dé-radicalisation, de lutte contre l'extrémisme violent et de lutte anti-terroriste, 3 & 4 avril 2017, Nouakchott, Mauritanie

commandements divins¹⁷.

Boko Haram a ainsi inauguré un djihad singulier dans le Bassin du Lac Tchad. Son discours a tiré profit d'une configuration socioéconomique et socioculturelle transfrontalière perméable à la circulation des idées et des influences pour diffuser un discours réformiste que chaque catégorie d'adhérents a reçu et instrumentalisé à sa façon. Ainsi, de plusieurs centaines d'attaques, incursions et attentats sur différentes lignes de front dans les quatre Etats riverains du lac Tchad, les adeptes de Boko Haram imputent leur implication au nom du djihad. Sept des dix auteurs des attentats de Ndjamena revendiquent cette appartenance aux classes délaissées du lac.

Dans tout le Bassin du Lac Tchad, des faits de violence sont enregistrés qui suggèrent une appropriation de la religion à des fins politiques, économiques ou identitaires. Au Tchad, l'islam fondamentaliste fait partie des modes d'expression fanatiques. L'exemple le plus significatif est l'action macabre d'un gourou suicidaire qui voulut propager la guerre sainte jusqu'au Danemark en juin 2008. Âgé de 28 ans, cheikh Ahmet Ismael Bichara est natif de Sarh et originaire du Guéra au Centre du Tchad. Il initie une manifestation islamiste violente au cours de laquelle sept cents fidèles s'engagent à brûler les cases et les églises dans la localité de Kouno, à trois cents kilomètres de N'Djamena. Les islamistes brûlent 158 cases, 4 églises, le local de la gendarmerie et le centre de santé 44. À l'aide de flèches empoisonnées, les adeptes de cette secte font face aux forces de l'ordre. L'action répressive de l'armée tchadienne fit 72 morts dont la plupart parmi ses adeptes¹⁸.

Au Nigeria, plusieurs insurrections islamistes ont irradié la vie religieuse du pays avec des effets importants sur les pays du bassin tchadien. A la différence du Tchad, elles sont tributaires de la vie politique interne qui tente de l'instrumentaliser. Avant l'insurrection Boko Haram dont les modes violents d'actions ont franchi les frontières du Nigeria, d'autres soulèvements similaires, localisés, sont

17 Saibou Issa, 2017

18 Rfi, « Tchad : Carnage à Kouno », publié le 3 juillet 2008. Lire aussi, Mbarkoutou Mahamat, 2016, « Le contrôle de l'islam et la prévention contre l'extrémisme violent au Cameroun et au Tchad », in Saibou Issa (dir), *Les musulmans, l'école et l'Etat dans le Bassin du lac Tchad*, pp. 223-246

relevés à l'intérieur du Nigeria. Ce type de djihad collectif, plus spontanés et portés par des gourous charismatiques, constitue une des formes majeures du radicalisme islamiste dans le Bassin du Lac Tchad. Sous fond de contrôle du leadership religieux islamique du Nigeria, personnalités, mouvements, sectes et ordres divers sont en compétition depuis l'indépendance du pays. En 1980, la rivalité franchit un pas décisif avec l'insurrection du mouvement *Maitatsine*. Du 18 au 29 décembre 1980, les partisans du mouvement affrontent, les armes à la main, les forces armées nigérianes. Pour la seule ville de Kano, ces soulèvements se sont soldés par la mort de 4 177 civils et plus de 900 partisans de *Maitatsine* ont été arrêtés. Muhammadu Marwa, leader du mouvement est tué dans les affrontements¹⁹.

Dans la lignée de la tradition dissidente islamiste, Boko Haram reste une organisation singulière dans l'espace du bassin tchadien. Apparu dans les années 2000 dans le Nord-Est du Nigeria, le groupe *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad* ("Les disciples du Prophète pour la propagation de l'islam et de la guerre sainte") critique un système politique corrompu qui ne reposerait pas pleinement sur la *sharia*. A partir de 2009, le groupe bascule dans le terrorisme-djihadisme et lance des actions violentes dans tout le Nord-Est du Nigeria, débordant sur tous les pays voisins. L'insurrection menée par Boko Haram et la contre-offensive des armées nationales ont fait 20 000 morts, 2,6 millions de réfugiés et déplacés ainsi que 14 millions de personnes affectées dans le Nord-Est du Nigeria et les pays voisins autour du lac Tchad. Le mouvement se propage grâce aux conquêtes qu'il assimile au djihad. La déclinaison de l'idéologie encore embryonnaire de Boko Haram se représente dans la notion de 'combattant de la foi'. En s'appropriant "le travail de Dieu", Boko Haram s'inscrit dans la lignée des Califats qui ont, à coup de guerres djihadistes, fait triompher l'islam ou réparer des injustices. Par l'application de la *sharia* comme antidote contre la corruption et le djihad comme méthode légitime d'action, Boko Haram définit un système politico-idéologique dans lequel l'usage de la violence et de la terreur est expiatoire des tares et injustices sociales. Si l'idéologie Boko Haram se fonde sur un ensemble d'emprunts de diverses pensées islamistes et une

19 Ouba Abdoul-Bâgui, 2016, « Les Oulémas et l'instrumentalisation politique de l'islam au Nord Nigeria », in Saïbou Issa (dir), *Les musulmans, l'école et l'Etat dans le Bassin du Lac Tchad*, pp. 201-222

interprétation rigoriste et polémique du salafisme wahhabite, elle repose aussi, depuis sa transformation en mouvement violent, sur deux idées majeures : la mort et la vengeance²⁰. Comme le djihadisme comporte une vocation de réincarnation, le djihad s'exprime en des formes variées : attaques, incursions, terreur sur les populations civiles jugées mécréantes, attentats suicides, enlèvements, engins explosifs improvisés. Dans l'ensemble des pays riverains du lac Tchad, les actes de terreur de Boko Haram se sont multipliés, faisant de cette secte, une organisation particulièrement meurtrière.

Selon Kalidou Sidibé, «il existe une alliance objective entre les réseaux criminels et les groupes terroristes alimentés par leurs intérêts convergents»²¹. Désormais, crime organisé, rebellions et terrorisme qui partagent les mêmes profits ont besoin d'instabilité sur le plan sécuritaire pour évoluer et maintenir leur présence dans les zones de crises. Les prises d'otages permettent de financer les groupes terroristes alors que les trafics d'armes alimentent les stratégies la terreur des groupes criminels et terroristes. On estime que 80 000 kalachnikov circulent dans le Sahel. Elles proviennent de plusieurs sources d'approvisionnement comme la région du Mano Rivers, le Tchad, le Darfour, le Soudan et surtout du démantèlement des arsenaux de la Lybie de Kadhafi. Les routes du trafic des armes alimentent à la fois les groupes criminels et terroristes d'AQMI, de MUJAO et du MNLA du Sahel avec une connexion avec les communautés du lac Tchad et la crise centrafricaine²². La prolifération des armes légères et de petit calibre constitue un facteur aggravant du vol de bétail et des conflits agropastoraux, en particulier dans le bassin exondé du lac Tchad. Concernant le vol de bétail, selon l'association des éleveurs nigériens appelée *Miyetti Allah*, 322 bergers ont été tués et plus de 60 000 bœufs ont été volés en 2013 au Nord et dans les zones frontalières du Nigeria²³. Au Nord-Cameroun, selon les services des impôts, le vol

20 A. R. Mustapha, 2017, « Understanding *Boko Haram* », in A.R. Mustapha, *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 147-198

21 K. Sidibé, 2012, *Security management in Northern Mali : criminal network and conflict resolution mechanism*, Brighton, IDS

22 S. Bamaba Gaye, 2017, *Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au sahel*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité

23 N. D. Daniibo, « Exploring Traditionnel Mechanisms for Combatting cattle Rustling in the Lake chad Basin », communication à la conférence régionale sur le vol

récurrent de bétail a occasionné une perte de 13 millions d'euros au cours de deux opérations majeures en 2016.

Boko Haram se livre aussi à cette collaboration avec des groupes criminels pour contrôler les routes des trafics du Bassin du Lac Tchad avec l'appui des communautés. Depuis son allégeance à l'Etat Islamique en 2015, Boko Haram s'assure de garder le contrôle des itinéraires de trafic de l'héroïne qui vient d'Asie et des armes venant de Lybie. Pour se faire, Boko Haram, en particulier la tendance Al Banaoui, mise sur la collaboration des populations. Les armes et matériels utilisés par Boko Haram sont acquis auprès des trafiquants qui évoluent dans le Bassin du Lac Tchad. Sur les eaux du lac Tchad, les embarcadères de Guitté, Mitériné et l'île de Kinasserom sont perçus comme étant des points de trafics d'armes et de produits divers destinés principalement à Boko Haram. Des trafiquants d'armes et des commerçants locaux liés à Boko Haram ont été interpellés. En 2015, des armes de guerre destinées à Boko Haram ont été saisies sur des trafiquants entre Zafaya et Kobro sur la rive camerounaise du fleuve Chari.

Une perspective intégrée des solutions

Compte tenu de la complexité des phénomènes d'insécurité observés dans le Bassin du Lac Tchad, laquelle tient à la systémie des déterminants de la criminalité transfrontalière, des trafics et de l'extrémisme violent, les réponses aux crises sécuritaires dans cette zone de l'Afrique doivent converger dans un cadre intégré. Les actions cloisonnées dans chaque Etat s'avèrent inopérantes. Il est évident que l'appartenance des Etats du Bassin du Lac Tchad à deux organisations sous régionales n'a pas favorisé l'élaboration plus rationnelle des réponses sécuritaires arrimées aux mécanismes d'intégration économique ou politique. La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), créé en 1964 pour garantir la prospérité des populations par une gestion plus équitable des ressources, n'a guère pu définir un cadre d'action sécuritaire concertée. Les tentatives de constitution des brigades mixtes entre le Nigeria et le Tchad, entre le Niger et le Nigeria ou des patrouilles mixtes entre le Tchad et le Cameroun ont manqué

de bétail dans le bassin du lac Tchad, Yola, septembre 2017

d'ambitions sous régionales pour se réduire à quelques activités de police sur les îles du lac. Même les nombreuses initiatives de la CEEAC semblent éclatées entre une ambition sous régionale maximale et des impératifs d'actions localisées au pourtour du lac Tchad.

L'irruption Boko Haram dans l'espace stratégique du bassin tchadien a obligé les Etats membres à dépasser les horizons nationaux pour construire une véritable action sous régionale. Malgré ses nombreux succès qui forcent l'optimisme et un mandat limité à des opérations militaires strictement encadrées contre les foyers de Boko Haram, la Force Multinationale Mixte (FMM) semble aussi rester fidèle au principe d'ancrage national. Passées les actions militaires, la FMM apparaît impuissante devant le développement du terrorisme vers des formes inédites, la montée d'une radicalisation sociale, la recrudescence de la transmigration des bandes armées avec son corolaire des coupeurs de route, de vol de bétail et des trafics divers.

L'approche intégrée doit cependant être combinée à des initiatives nationales ou locales. Découlant des stratégies régionales et de la phénoménologie des menaces sécuritaires dont les traits sont spécifiques à chaque espace et contexte, des mesures plus localisées sont nécessaires. L'importance des actions localisées est moins dans leur opérationnalité que dans leur articulation aux dispositifs régionaux pour composer une réponse plus complète. Le continuum réponse locale et réponse sous régionale doit être optimiser pour rester dans les différents points d'ancrage de la menace que sont les espaces local, national et sous régional. Il serait justifié que le mandat de la FMM soit élargi à d'autres menaces sécuritaires, en même temps que des dispositifs nationaux et locaux assurent la continuité des réponses sous régionales dans une quête permanente de cohérence. Cela permettrait de limiter que chaque Etat constitue un refuge pour des groupes criminels et terroristes d'autant plus que le dispositif dans le pays refuge n'est pas toujours préparé à adresser la menace qui vient d'un pays voisin.

Dans l'ensemble, plusieurs axes doivent être privilégiés pour esquisser la réponse à la criminalité transfrontalière, les trafics et le djihadisme terroriste.

1 - Définir une stratégie commune et harmonisée à l'échelle du

bassin du lac par la convergence des dispositifs et stratégies de la CEEAC et de la CBLT afin de réduire les effets contre-productifs de l'étirement entre deux entités distinctes

- 2 - Elargir le mandat de la FMM afin de lui permettre d'adresser un éventail plus large des menaces sécuritaires.
- 3 - Articuler la réponse de la FMM à des dispositifs nationaux et locaux conçus pour éviter l'instrumentalisation des frontières par des groupes criminels.
- 4 - Agir sur les ressorts de la radicalisation sociopolitique et la prévention de l'extrémisme violent.
- 5 - Engager des investissements stratégiques dans les zones riveraines du lac Tchad afin de décongestionner les zones lacustres dont les rapports de force sont générateurs des crises sécuritaires.

Conclusion

Le Bassin du Lac Tchad doit sa réputation de carrefour du crime organisé international et de sanctuaire du djihadisme islamiste à sa double nature géographique et de causalité historique que la présente contribution a tenté d'analyser. Enfermé sur ses contradictions internes que les communautés sont obligées d'instrumentaliser et ouvert sur les redoutables routes de la criminalité internationale, le lac Tchad constitue l'épicentre des risques sécuritaires que connaît le bassin tchadien. Outre la transmigration des bandes armées favorisées par l'instabilité que certains Etats de la sous-région ont connue, le bassin tchadien reste aussi le siège d'un djihad terroriste nouveau, incarné par le visage violent de Boko Haram. Entre les deux menaces que les Etats ne parviennent pas encore à juguler, des groupes criminels s'émancipent sur les espaces de cet eldorado lointain. En même temps, de nouveaux groupes adoptent une intelligence criminelle qui combine djihadisme, criminalité et trafics de toutes sortes. Il demeure cependant un risque que cette combinatoire d'approches criminelles donne lieu à des connexions territoriales entre les foyers criminels du sahel, du lac Tchad et du golfe de guinée ou une tendance croissante à l'islam radical dans le Bassin du Lac Tchad.

Bibliographie

Arditi, C., 1993, “ Commerce, Islam et Etat au Tchad (1900-1990) “, in Grégoire E. et Labazée P. (dir.), *Grands Commerçants d’Afrique de l’Ouest*, Paris, Orstom-Karthala, pp.175-220.

Bamaba Gaye, S., 2017, *Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au sahel*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité

Brett, M., “ Islam and trade in the Bilad al Sudan, tenth-eleventh century A.D. “, *Journal of African History*, 24, 1983, pp.431-440

Chouret, A., Lemoalle, J., 1974, “Evolution hydrologique du lac Tchad durant la sécheresse 1972-74”, Ndjamena, ORSTOM

Daniibo, N. D., “Exploring Traditionnel Mechanisms for Combatting cattle Rustling in the Lake chad Basin”, communication à la conférence régionale sur le vol de bétail dans le Bassin du Lac Tchad, Yola, septembre 2017

E. Chauvin, B. Lallau et G. Magrin, “Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes”, in *Les Cahiers d’outre-Mer*, n°272, octobre-décembre 2015, pp. 463-608

Jeffrey D. et als, 2016, *Jeunes et djihadisme. Les conversions interdites*, Laval, PUL

L’œil du Sahel, octobre 2017 et mai 2018

Lovejoy, P.E., “Les empires djihadistes de l’ouest africain aux XVIIIe-XIXe siècles”, *Cahiers d’histoire. Revue d’histoire critique*, 128, 2015, pp. 87-103

Magrin, 2009, *Des fleuves entre conflits et compromis : essais d’hydropolitique africaine*, Paris, Karthala

Maikorema Zakari, “La question sécuritaire dans le bassin tchadien : une approche historique”, communication au séminaire sur la programmation des problématiques sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad, Maroua, 14-15 septembre 2018

Mbarkoutou Mahamat, 2016, “Le contrôle de l’islam et la prévention contre l’extrémisme violent au Cameroun et au Tchad”, in Saibou Issa (dir), *Les musulmans, l’école et l’Etat dans le Bassin du Lac Tchad*, pp. 223-246

Musila, C., 2012, “L’insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du Lac Tchad”, Note de l’IFRI

Mustapha A.R. & Bunza, M., 2017, “Contemporary Islamic sects & groups in northern Nigeria”, in Mustapha, A.R., *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 54-97

Mustapha, A. R., 2017, “Understanding Boko Haram”, in Mustapha, A.R., *Sects & Social Disorder : Muslim Identities & conflict in Northern Nigeria*, Abuja, Premium Times Books, pp. 147-198

Ndadoum N., 2012, *Les conflits sociaux aux rivages du lac Tchad dus à la régression du niveau des eaux*, Paris, L'Harmattan

Njeuma, M.Z., 2012, *Fulani hegemony in Yola (old Adamawa) 1809-1902*, London, African Books Collective

Ouba Abdoul-Bâgui, 2016, "Les Oulémas et l'instrumentalisation politique de l'islam au Nord Nigeria", in Saibou Issa (dir), *Les musulmans, l'école et l'Etat dans le Bassin du Lac Tchad*, pp. 201-222

Rfi, " Tchad : Carnage à Kouno ", publié le 3 juillet 2008.

Saibou Issa, "L'embuscade sur les routes des abords sud du lac Tchad", in *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004

Saibou Issa, "Transfrontalité et diffusion du discours de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad : itinéraires socioéconomiques et socioculturels", communication à la rencontre de partage d'expériences en matière de dé-radicalisation, de lutte contre l'extrémisme violent et de lutte anti-terroriste, 3 & 4 avril 2017, Nouakchott, Mauritanie

Saibou Issa, 2000, *Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du lac Tchad : Dimension historique (XVIe-XXe siècle)*, Thèse de Doctorat/Ph.D. en Histoire, Université de Yaoundé I

Saibou Issa, 2012, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le Bassin du Lac Tchad*, Paris, Karthala

Sidibé, K., 2012, *Security management in Northern Mali : criminal network and conflict resolution mechanism*, Brighton, IDS

Urvoy, Y., 1949, *Histoire de l'empire du Bornu*, Paris, Larose

AXE 2 : Le continuum humanitaire- sécurité-développement dans le Bassin du Lac Tchad: relever les défis de la soutenabilité, de la sécurité et du développement

Humanitarisme, réfugiés, récits de personnes déplacées : étude comparative du Cameroun, du Tchad et du Nigeria

Ousmanou Adama, PhD
Université de Maroua

Résumé

Catastrophe humanitaire considérée comme l'une des crises les plus négligées au monde, la situation des réfugiés et des personnes déplacées dans le Bassin du Lac Tchad a été oubliée de manière flagrante, alors qu'elle porte atteinte à l'intégrité sécuritaire, économique, environnementale et institutionnelle du Cameroun, du Tchad et du Nigeria. Les objectifs militaires et politiques dans la lutte contre Boko Haram ont supplanté les préoccupations humanitaires dans la région. Les formes des interventions humanitaires, les impasses permanentes auxquelles elles font face et les échecs systématiques qu'elles essuient appellent de toute urgence à des réformes concernant les constructions et les utilisations sociales de la catégorie des réfugiés dans les domaines institutionnels. Les crises de déplacement massif dans le bassin du Tchad - un laboratoire presque humanitaire - ont tragiquement suivi l'approche politisée universelle habituelle. Sans être altruiste, l'intervention humanitaire semble ne pas avoir réussie à s'attaquer aux causes profondes du conflit qui a poussé les gens à quitter leur foyer, en dépit des ressources financières importantes qui ont été déployées. Le nombre de morts, les besoins psychologiques, la peur persistante, l'incertitude du lendemain,

auxquels s'ajoutent le taux de malnutrition aiguë au Nigeria, l'insécurité alimentaire au Cameroun et au Tchad demeurent une lutte existentielle dans les camps transfrontaliers. Le but de cette étude est d'examiner comment les conceptualisations de la catégorie de réfugiés dans la région par les organisations internationales cadrent avec l'élaboration et la définition d'attentes normatives à l'ombre du droit national et international, tout en conditionnant des solutions à long terme. La présente recherche fait valoir que pour briser le cercle de l'assistance, la catégorie de réfugiés en tant qu'objet de préoccupation et de connaissances pour la communauté internationale doit faire l'objet de changements pour un plus grand humanisme. Dans une approche comparative, la présente étude examine l'intervention humanitaire, la construction sociale de la catégorie de réfugiés comme des personnes dépendant en permanence de l'assistance internationale. Ainsi, elle prend en considération les alternatives humanitaires à la logique non démocratique et mercenaire et de meilleures façons de conceptualiser, de concevoir et de remettre en cause les notions et pratiques essentielles relatives aux interventions internationales pour la résolution du conflit insurrectionnel et une paix durable dans la région.

Mots-clés : humanitarisme, catégorie de réfugiés, traitement des causes profondes, alternatives, bassin du Tchad

Introduction

Les interventions humanitaires, la réhabilitation et la restauration de la paix dues à une catastrophe naturelle ou à un conflit violent qui ont arraché des populations de leur foyer et de leurs pays constituent l'expérience quotidienne du bassin du Tchad. Fondamentalement, la présente étude insiste sur le fait que l'action humanitaire ne doit pas être effectuée de manière isolée, mais doit aider à préparer une catégorie de réfugiés touchée par l'insurrection de Boko Haram et la terreur qui les a plongés dans une situation d'urgence complexe, à se reconstruire et à retrouver leur foyer dans l'intérêt du développement. La crise de Boko Haram est perçue comme une rupture de la trajectoire normale dans laquelle l'humanitarisme comble le vide et restaure le

vecteur - dans ce cas, les États touchés tels que le Cameroun, le Tchad et le Nigeria auraient pu reprendre le chemin de l'autopropulsion. La paix est la norme. Le conflit de Boko Haram et les bouleversements y relatifs sont des variables intermédiaires perturbatrices. L'humanitarisme, qu'il s'agisse d'une aide ou d'une assistance, constitue une intervention d'urgence, comme un point de ravitaillement ou un centre d'urgence dans un grand hôpital accueillant des victimes d'accidents. L'objectif est de permettre aux patients de recouvrer la santé afin que la société se remette en selle et retrouve son modèle de développement. Le Cameroun, le Tchad et le Nigeria ont des plans humanitaires pluriannuels qui favorisent une plus grande cohésion avec les cadres de développement.

Le fait est que les déplacements, par exemple, comme beaucoup des problèmes auxquels nous sommes confrontés, sont un problème à long terme. En moyenne, les personnes sont déplacées de leurs foyers depuis 10 à 20 ans. Dans ces situations, les organisations humanitaires tentent de fournir une assistance et une protection vitales, telles que de la nourriture, de l'eau et des secours médicaux d'urgence. Cette aide est vitale, mais ne suffit pas pour relever les défis à long terme. Dans de telles situations, les gens nous répètent sans cesse qu'ils ne veulent pas devenir dépendants de l'aide.

C'est là que les acteurs du développement interviennent également pour aider les personnes déplacées à trouver un emploi, à veiller à ce que les enfants aient l'accès à l'école, à la terre et au logement, et à aider les autorités locales à fournir aux communautés d'accueil et aux personnes déplacées des services de base tels que l'eau, l'électricité et la santé. Les acteurs du développement aident également à renforcer la résilience des communautés hôtes et déplacées afin qu'elles puissent mieux faire face aux chocs futurs, notamment en réduisant la pauvreté et, chaque fois que possible, en renforçant l'état de droit, la sécurité et la consolidation de la paix.

Outre le style militaire des missions - officiers et opérations sur le terrain - le langage humanitaire a commencé à ajouter des substances commerciales et corporatistes, telles que les "bénéficiaires", les "clients", les "responsabilités" et les "marques". L'adoption croissante des termes commerciaux va de pair avec le fait que les organisations

humanitaires adoptent un large éventail de pratiques similaires à celles des entreprises.¹

Les crises contemporaines de Boko Haram provoquent un déplacement massif, en particulier dans le bassin du Tchad, tout en offrant une clarté tragique et presque semblable à un laboratoire sur la question plus vaste de l'intervention humanitaire. Notre argument découle des recherches menées sur le terrain avec des réfugiés de Minawawo, Bongor et Kuje, vivant respectivement au Cameroun, au Tchad et au Nigeria. L'essai procède à une comparaison de la construction sociale et des utilisations de la catégorie des réfugiés dans différents domaines sociaux et institutionnels. Ce document vise à contribuer aux débats en cours sur les implications de la marchandisation de l'action humanitaire en explorant d'une part les interférences théoriques et pratiques dans ce domaine sensible. D'autre part, il tente d'apporter une contribution aux critiques sur l'évolution de l'action humanitaire en explorant dans quelle mesure, pourquoi l'action humanitaire à but non lucratif bascule vers l'affairisme, tout en proposant des voies de sortie.

1. Approches théoriques et conceptuelles

L'humanitaire est un nom abstrait qui s'est largement répandu à l'ère du néolibéralisme. Il fait référence à la philanthropie et à la bienveillance, un élan de charité envers les malheureux de la part de personnes capables de réduire la pauvreté et d'empêcher les catastrophes ou les guerres. Cela suggère une doctrine bénigne, voire une profession de foi. L'écho des demandes d'aide humanitaire est toujours plus fort à la suite d'un acte d'inhumanité aussi spectaculaire que l'enjeu : la situation des réfugiés et des personnes déplacées du bassin du Tchad. La fin de la Seconde Guerre mondiale en fournit un exemple particulièrement convaincant. Après que l'Europe eut été dévastée par l'idéologie du nazisme, un credo né de ce qui s'était promu pendant des siècles comme "le berceau de la civilisation", une action rédemptrice était vitale. Non seulement l'économie -le secteur

¹ Mac Ginty R. & Peterson J.H., *The Routledge Companion to Humanitarian Action*, Routledge, 2015 ; même question posée par Weiss T.G dans *Humanitarian Business*, 2013

le plus touché - fit l'objet d'une réhabilitation rapide, mais une "aide au développement" aux anciens territoires impériaux fut lancée ; la plupart d'entre eux étaient passés au "socialisme" et l'Occident offrait le "développement" comme alternative. À l'ère de la mondialisation, le développement a été remplacé par un successeur approprié : l'intervention humanitaire.²

D'origine théologique, le terme humanitaire désignait toute personne qui affirmait l'humanité du Christ tout en niant son existence divine. Le sens du terme a évolué par la suite pour renvoyer à l'application d'une action purement humaine - sans sanction religieuse - à la résolution de problèmes sociaux. Dans ce sens, il est utilisé pour la première fois au début du XIXe siècle ; à cette époque, il avait une connotation ironique suggérant un excès de zèle ou de sentimentalité chez ceux qui voudraient changer le monde.

L'engagement international en faveur de l'action humanitaire est né de l'activité missionnaire et caritative impériale. L'abolition de l'esclavage a donné une impulsion à un mouvement que l'on ne pouvait pas encore qualifier d'humanitaire. Même si le principe a existé, sous une forme ou une autre, dans toutes les sociétés humaines, il est par exemple, selon les textes coraniques et prophétiques, un élément essentiel et obligatoire de la pratique religieuse musulmane.³

Pour les missionnaires chrétiens, les progrès de la médecine au XIXe siècle ont fait de la guérison matérielle un élément important du travail spirituel des évangélistes. Il ne fait aucun doute que des améliorations tangibles de la condition matérielle de la population ont également contribué à la "guérison" spirituelle nécessaire à la conversion des païens ; et l'importance de l'humain prenait souvent le pas sur une "mission" religieuse théorique.

Un moment important de cette laïcisation de l'action humanitaire survint à la suite de la bataille de Solferino en 1859, lorsque l'homme d'affaires suisse Henry Dunant, de passage à Castiglione, fut consterné par le fait que des soldats des deux camps se trouvaient encore sur le champ de bataille sans que personne leur prête assistance. Sa

2 Bennett M., *Empire of Humanity: A History of Humanitarianism*, 2011, p10

3 Annexe 2 : Système humanitaire ; ALNAP, *The State of the Humanitarian System (SOHS)*, 2015, p20

proposition de déployer du personnel de santé qualifié sur ses lieux de souffrance conduisit à la création du Comité international de la Croix-Rouge en 1863.

En dépit du détachement de l'humanitarisme par rapport à la religion, l'idée conserve encore quelque chose de ses racines d'un autre monde, puisqu'elle est considérée comme une œuvre de sauvetage, voire de salut, et produit un sentiment de piété révérencielle. L'aide "humanitaire" est censée transcender toutes les idéologies, cultures et croyances. C'est l'essence du sentiment d'humanité, de ne pas être contesté ou mis en doute. En d'autres termes, c'est un véhicule idéal pour le monopole de la compassion souvent impliqué par ses promoteurs occidentaux.

Dès qu'une croyance ou une doctrine prend le suffixe "-isme", nous devons être sur nos gardes, car c'est le signe qu'elle est en train de se durcir pour devenir une idéologie. L'humanitarisme est ce que l'Occident pratique de manière unique, apportant sa gentillesse et sa bonne volonté dans les recoins les plus sombres du monde, où la sauvagerie et la barbarie règnent encore (ou ont réapparu) au cœur des cultures "primitives" ou régressives. Il est révélateur que nous entendions beaucoup parler de "nos valeurs" en matière d'aide humanitaire dans les régions ravagées par la guerre, en particulier lorsque l'Occident a joué un rôle déterminant ou s'est montré indifférent dans la naissance de conflits, auxquels nous devons apporter la capacité urgente pour soulager une "communauté internationale" préoccupée.

De cette manière, même notre "humanitarisme" est une histoire ancienne, mais avec une inflexion contemporaine. Cela implique que l'amour de l'humanité et la compassion sont défailants dans des endroits qui demandent "notre" intercession. Non seulement est-il au cœur de "l'interventionnisme libéral", qui renverse les dictateurs et démantèle les dictatures, mais il est également appelé à soutenir des campagnes de violence comme un moindre mal, notamment dans les entités arbitrairement établies de l'ancien Empire ottoman, créées à la fin de la Première Guerre mondiale par des puissances qui n'avaient pas encore découvert leur potentiel humanitaire.

L'humanitarisme justifie donc encore une fois ce que "nous" "leur

donnons”.⁴ Son appel suprême réside dans le fait qu’il prime sur tous les autres systèmes et religions, dans la mesure où il apporte une aide à ceux qui sont persécutés au nom de toutes les idéologies, religieuses et laïques. Il est élevé par rapport à toutes les autres formes de dons. La dissidence se tait devant une telle magnanimité et nous déposons nos pièces dans la grande boîte à conscience, conscients d’avoir rempli notre devoir. Dans un tel contexte, cela ne devrait pas nous étonner que l’assistance humanitaire soit parfois invoquée même sous la forme de bombes larguées pour prévenir de plus grands torts - pour protéger des civils innocents ou pour enrayer le “cancer” de l’extrémisme.

Peut-être que l’exemple le plus extraordinaire d’acte humanitaire peut être vu dans le récent appel à aider les personnes affligées, mutilées et endeuillées du fait de la crise de Boko Haram dans le bassin du Tchad. Lorsque les kamikazes, hommes et femmes, se font exploser au milieu de la foule, occasionnant des pertes en vies humaines et des dégâts matériels, les populations affligées sont invitées à porter assistance à ceux dont la vie a été ruinée ou abrégée ; mais personne - y compris ceux qui étaient en mesure de le faire - n’a invoqué l’humanitarisme pour empêcher que le carnage ne se produise. Après l’événement, l’humanitarisme dégage autant d’hypocrisie que de philanthropie. Cela donne à penser que l’humanitarisme de notre ère - Cameroun, Tchad et Nigeria - trouve son expression la plus complète lorsque le décor est funeste : villes détruites, personnes tuées par milliers, conflits et effusions de sang. Devrions-nous être surpris si les impérialistes de la compassion contribuent eux-mêmes parfois à créer des scènes de misère, lesquelles suscitent alors leurs démonstrations d’altruisme devant un monde stupéfait ? Nous nous demandons si l’humanitarisme est humain. Pourquoi le pouvoir politique et économique qui sous-tend l’humanitarisme ne s’attaque-t-il pas encore aux causes profondes de la violence qui a poussé des personnes hors de leurs foyers et pays, les rendant vulnérables et indéfiniment dépendantes de l’aide ?

Par personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays (PDIP), on entend les personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou obligés de fuir ou de quitter leur domicile ou leur lieu de résidence

4 Slim H., *Marketing Humanitarian Space: Argument and Method in Humanitarian Persuasion*, 2003, p12

habituelle, en particulier pour éviter un conflit armé, des violences généralisées, des violations des droits de l'homme ou des catastrophes naturelles ou d'origine humaine, et qui n'ont pas franchi une frontière d'État internationalement reconnue.⁵

Outre la définition du réfugié dans la Convention de 1951 sur les réfugiés, l'art. 1 (2), la Convention de 1969 sur l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) définit un réfugié comme toute personne obligée de quitter son pays "du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité". De même, la Déclaration de Carthage de 1984 indique que les réfugiés incluent également les personnes qui fuient leur pays "parce que leur vie, leur sécurité ou leur liberté ont été menacées par la violence généralisée, l'agression étrangère, des conflits internes, des violations massives des droits de l'homme ou d'autres circonstances qui ont gravement perturbé l'ordre public".

Les personnes déplacées sont en effet des réfugiés dans leurs propres pays. Ils constituent la majorité invisible des personnes déplacées. Ces hommes, femmes et enfants font partie des personnes les plus vulnérables du monde. Le terme réfugié signifie officiellement quelqu'un qui a été forcé de fuir son pays. Mais, tout comme les réfugiés internationaux, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP) ont tout perdu à cause de conflits ou de catastrophes - leurs maisons, leurs communautés, leurs biens et leurs moyens de subsistance. Contrairement aux réfugiés, parce qu'ils n'ont pas franchi de frontière internationale, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ne bénéficient pas d'une protection internationale spéciale.

5 (Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, document de l'ONU, document E/CN.4/1998/53/Add.2.). Voir aussi les réfugiés de facto, les personnes déplacées, les personnes déplacées à l'extérieur, les personnes déracinées. Réfugié : Une personne qui, « craignant avec raison, d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social et de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. (Art. 1 (A) (2), Convention relative au statut des réfugiés, art. 1A (2), 1951 tel que modifié par le Protocole de 1967).

2. Représentation des réfugiés

Les PDIP et la catégorie de réfugiés du bassin du Tchad facilitent notre effort d'identification de certains éléments clés de la constitution du réfugié archétypal au niveau plus général du discours sur la politique humanitaire. Nous partons du postulat qu'après la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements nationaux, les organismes de secours et d'aide aux réfugiés et d'autres organisations non gouvernementales ont exposé de manière substantielle et normalisée les problèmes des réfugiés et les solutions qui peuvent y être apportées.⁶ Les formes discursives et de représentation standardisées ont fait leur chemin dans le journalisme et dans tous les médias qui traitent des réfugiés. En conséquence, il est possible de discerner des points communs transnationaux dans la représentation textuelle et visuelle des réfugiés. De telles représentations mobiles transnationales sont souvent très facilement traduites et partagées à travers les frontières des États-nations. Et comme elles sont partagées par les institutions qui localisent, financent et administrent les projets de réfugiés, ces représentations auront vraisemblablement des conséquences importantes. L'une des conséquences les plus importantes et les plus profondes de ces pratiques de représentation bien établies est le silence systématique, même involontaire, des personnes se trouvant dans l'espace classificatoire de "réfugié". En d'autres termes, les réfugiés souffrent d'un type particulier de mutisme face aux organisations nationales et internationales qui ont la responsabilité d'en assurer la prise en charge et la surveillance. Leurs récits sont disqualifiés presque a priori, tandis que les discours d'aide aux réfugiés, de science politique, et de "développement" réclament la production de récits faisant autorité sur les "réfugiés".⁷ Dans ce qui suit, je tente d'examiner de plus près les fondements systémiques de cette forme de silence et de mutisme. J'aborde ce phénomène sous plusieurs

6 <http://www.un.org/en/sections/issues-depth/refugees/index.html>

7 D'après mon expérience, dans les camps rwandais, par exemple, la façon dont les communautés d'aide ont sélectionné des textes qui correspondent à leur image était étonnante ; n'ayant aucun accès à d'autres formes plus variées de discours, et dépendant souvent de leurs propres interprètes pour faire part de leurs opinions, ils finissent simplement par exacerber les contradictions auxquelles ils prétendent s'opposer, processus qui équivaut à un excellent exemple de création d'altérité.

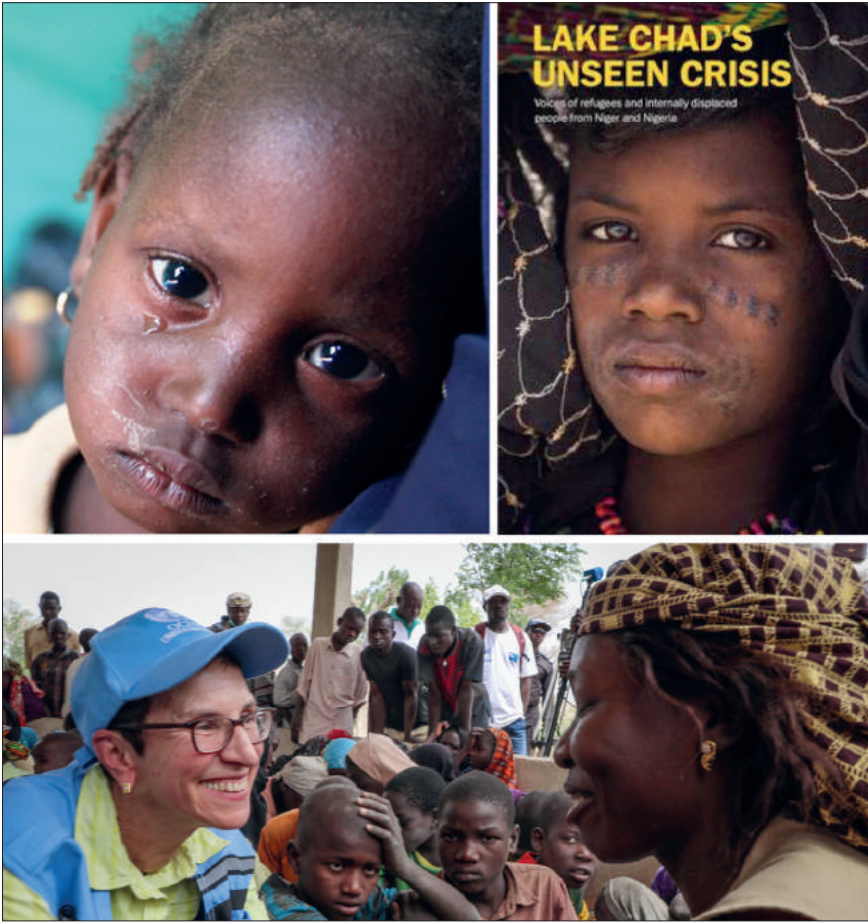
angles, en commençant par un bref aperçu des effets complexes de la représentation visuelle des réfugiés, en particulier dans les médias de la photographie et du film documentaire.

La représentation visuelle des réfugiés semble être devenue un mode de connaissance singulièrement transférable et mobile à leur sujet. En effet, il n'est pas exagéré de dire qu'un trafic intense, transnational et en grande partie philanthropique d'images et de représentations visuelles de la condition des réfugiés a progressivement émergé des cendres du conflit de Boko Haram dans la région. Les images de réfugiés sont désormais un vecteur essentiel dans l'élaboration d'un imaginaire social transnational de la condition des réfugiés. La représentation visuelle des déplacements se produit dans de nombreux domaines : parmi les administrateurs de réfugiés (comme nous l'avons vu), dans les études appliquées et universitaires (Forbes Martin 1992), parmi les journalistes (Drakulic 1993 ; Kismaric 1989), dans les publications d'organisations humanitaires et internationales (Magazine du HCR sur les réfugiés), dans le cadre de campagnes de collecte de fonds télévisées et même dans la publicité de la mode, les hebdomadaires pour femmes et femmes sur la catégorie de réfugiés du bassin du lac Chad's unseen crisis⁸.

Ce champ visuel global de pratiques de représentation souvent assez standardisées a des effets étonnamment importants, car il est lié à de nombreux points à l'incapacité de fait de certains réfugiés de se représenter eux-mêmes avec autorité dans les domaines institutionnels internationaux et transnationaux où circulent fonds et ressources.

La première chose à noter concernant la relation mutuelle entre image et récit, spectacle et représentation de soi, est que les photographies et autres représentations visuelles des réfugiés sont beaucoup plus courantes que la reproduction imprimée du récit de certains réfugiés. Il existe davantage de contextes institutionnels, d'usages et de conventions établis pour les images de réfugiés que pour les récits de l'exil des personnes déplacées.

8 <https://www.rescue.org/resource/lake-chads-unseen-crisis-voices-refugees-and-internally-displaced-people-niger-and-nigeria>



Pris dans la tourmente sécuritaire, économique et politique, les réfugiés de la crise de Boko Haram dans le Nord du Cameroun, du Tchad et du Nigeria ont accéléré le mouvement du phénomène des “migrations forcées” qui les a conduits dans des camps. Une nouvelle catégorie est apparue dans la législation de ces pays : les réfugiés, qui ont un statut différent de celui des exilés. Le sort réservé aujourd’hui à de nombreux réfugiés et les représentations données tant dans les médias que dans certains discours politiques semblent les exclure d’une humanité commune. Nous pouvons nous demander si, en déshumanisant ceux qui demandent l’asile, nous ne nous détruisons pas nous-mêmes.

Tous les réfugiés sont des migrants, mais tous les migrants ne sont pas des réfugiés. Loin d’être synonymes, ces termes souvent utilisés

désignent indifféremment des statuts juridiques distincts. Le migrant effectue un déplacement volontaire pour des raisons économiques, politiques ou culturelles et est soumis au droit national. Les réfugiés, en revanche, relèvent du droit international, leur migration étant considérée comme limitée par la situation de leur pays d'origine (extrémisme violent, par exemple). Une personne à qui l'asile a été accordé par un autre État est un réfugié, conformément à la Convention de Genève signée en 1951 et ratifiée par 145 États membres des Nations Unies. Si la demande d'asile est normalement individuelle et doit être étayée par des preuves qui la justifient, l'ONU reconnaît alors des groupes de migrants comme des réfugiés à première vue, sans qu'aucune preuve ne soit attendue au-delà de leur personne physique.

“Au Tchad, plus de 2 800 personnes sont placées dans les familles d'accueil de quatre localités de la région : Guelendeng, Moulkou, Bongor et Pont Karol. De nationalité camerounaise et nigériane, les habitants ont fui les exactions de Boko Haram en 2015. Après cette opération biométrique, les réfugiés doivent être regroupés sur une zone déjà délimitée par les autorités locales situées à environ 20 km, à l'entrée Nord de Bongor”.⁹

Ces hommes sur le terrain ne sont ni moins que des “corps sans qualité” (Bertho, 2009), trop encombrants pour les autres hommes qui les maltraitent, sous l'œil complaisant du reste de la société. Ces “exclus des exclus” ne sont que la résultante d'un système néolibéral dans lequel nous sommes tous pris en otages et qui nous affecte plus ou moins de notre vivant (Tonda, 2005 et 2014; Breda et al., 2012).

Ces hommes sur le terrain, des boucs émissaires parfaits de dirigeants ayant besoin de légitimité et, surtout, à la recherche de réponses à cette “rupture sociale” à laquelle ils participent largement (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2013, Pignarre et Stengers, 2007).

Les corps noirs également, intrinsèquement porteurs d'une altérité visible et radicalisée. Le corps, “transfiguré par la migration”, est une frontière, “le lieu de matérialisation de la relation d'altérité”, affirme Schmoll (2011: 121). Des corps sans qualité, mais aussi en relation

9 - Aide alimentaire des organisations gouvernementales et la perpétuation de la vulnérabilité des populations bénéficiaire, Borgeard, P.89, 2017.

avec leur lieu d'origine, leur couleur de peau et leur vulnérabilité, des corps portant la marque d'une frontière infranchissable, car étant partie intégrante d'eux-mêmes.

Bien entendu, cette corporalité anonyme n'est pas nécessairement une caractéristique des scènes de masse ; elle est également visible dans une autre image conventionnelle des réfugiés : les femmes et les enfants. Cette figure composite et sentimentale - à la fois féminine et maternelle, enfantine et innocente - est une image que nous utilisons pour réduire les différences culturelles et politiques lorsque notre objectif est de toucher le cœur de notre humanité. Ailleurs, j'ai également suggéré que la prédominance visuelle des femmes et des enfants en tant qu'incarnations du statut de réfugié ne tient pas seulement au fait que la plupart des réfugiés sont des femmes et des enfants, mais également aux attentes institutionnelles et internationales d'un certain type d'impuissance en tant que caractéristique des réfugiés (Malkki 1995a:11).

De telles représentations de la catégorie de réfugiés contredisent le sens humanitaire évoquant la manière dont les organismes humanitaires se définissent à travers "l'objectif central" de leur action, qui "sauve des vies et allège les souffrances de la population par une action guidée par les principes humanitaires d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance."¹⁰ Il est grand temps d'opérer des changements, alors que les difficultés s'accumulent à chaque étape de la gestion de la catégorie des réfugiés au Cameroun, au Tchad et au Nigeria. Alors que l'universalisme philanthropique écrasant persiste à reléguer ou second plan ou à méconnaître les détails d'histoires spécifiques et de contextes culturels ou politiques spécifiques, de telles formes de représentation nient les particularités mêmes qui distinguent les êtres humains des corps anonymes.

10 Sommet mondial sur l'action humanitaire, Thème 1 : Efficacité humanitaire, document d'orientation initial, p3

3. S'attaquer aux causes locales de la situation des PDIP et de la catégorie des réfugiés

“Les organisations humanitaires parlent de “bénéficiaires”, ont des bureaux qui fidélisent des “clients” et utilisent leur “marque”, aspirent à accroître leur “efficacité” et adoptent une méthode de “responsabilisation moderne”. L’importation de termes d’autres domaines n’est pas nouvelle pour les organismes humanitaires. De “mission” à “officiers sur le terrain” et “opérations”, le style militaire du langage humanitaire a commencé à intégrer des substances commerciales et corporatistes. L’émergence des termes commerciaux dans le vocabulaire humanitaire intervient à un moment de transformation pour le domaine humanitaire. Comme le précise Barnett, cette transformation a commencé dans les années 80 au milieu de l’ampleur, de la portée et de l’importance croissantes de l’action humanitaire. Une deuxième étape a suivi dans les années 90, lorsque le domaine est devenu plus professionnalisé et rationalisé.¹¹ Pourtant, sommes-nous parvenus à une troisième étape ? Au cours des dernières années, des voix comme Hopgoods nous ont parlé de la marchandisation et de la commercialisation croissantes de la pratique humanitaire.¹² De nos jours, les organismes humanitaires sollicitent l’expertise des annonceurs, des agences de communication et des relations publiques sous contrat, et embauchent des consultants en marketing pour promouvoir les produits dérivés ou défendre leurs intérêts. Comme l’affirme Vestergaard, “alors que les pratiques des organisations commerciales sont de plus en plus éthiques, les pratiques des organisations à but non lucratif sont de plus en plus commercialisées”.¹³

L’esprit d’autocritique et d’auto-flagellation est un élément fondateur de la culture humanitaire. La nécessité de préserver le mythe fondateur de l’humanisme n’est plus suffisante pour maintenir une institution qui se tourne vers le monde des affaires : celle d’une suprématie

11 Barnett M., *Humanitarianism Transformed*, décembre 2005, Vol. 3, No. 4, p723

12 Chouliaraki L., *The Ironic Spectator: Solidarity in the Age of Post-Humanitarianism*, Cambridge, UK, Polity Press, 2013

13 Vestergaard A., *Humanitarian Branding & the Media: The Case of Amnesty International*, *Journal of Language and Politics*, 2008, Vol. 7, Iss.3, pp471–493

morale de l'Occident colonisateur par l'expression d'une fraternité universelle avec une fondation judéo-chrétienne qui rejoint l'engagement de la solidarité universaliste héritée de l'idéal communiste déchu.

Ce mythe est non seulement maintenu auprès du grand public demandant un supplément d'âme dans une société dominée par des valeurs matérialistes, mais il est réalisé par les États et les autorités supranationales, puis par le monde des affaires, à la recherche de masques désintéressés pour leurs entreprises économiques, politiques ou militaires.

Plusieurs acteurs qui apportent un soutien financier à l'action humanitaire dans le bassin du Tchad peuvent être considérés à la fois comme un agent stabilisateur pour des situations critiques, mais également comme un rideau de fumée pour des intérêts plus prosaïques. En ce sens, l'essentiel pour ces donateurs n'est pas toujours l'efficacité de l'aide ou de l'assistance visant à atténuer les souffrances ou à répondre aux besoins des bénéficiaires, mais bien à en donner une image positive. L'intervention externe qui sous-tend leur intervention ne s'attaque pas aux causes profondes qui ont amené ces personnes hors de leur pays d'origine en résolvant la crise terroriste, alors qu'ils utilisent leur pression politique, leur puissance financière et leurs renseignements militaires. C'est un cercle vicieux. Cela laisse croire que la perpétuité de l'insécurité perpétue les sources d'emploi et les opportunités humanitaires à l'étranger.

En ce sens, l'action humanitaire présente un visage lisse et sans ambiguïté, afin de ne pas être contestée par les médias ou les donateurs. Ils choisissent de fonder leur action sur un financement institutionnel, c'est-à-dire sur des considérations ne reflétant pas nécessairement les besoins des bénéficiaires. Ils recherchent diverses formes de retour en échange de leur financement, parmi lesquels l'image primordiale de l'altruisme.

La banalisation du statut des associations humanitaires devenues "comme les autres" entreprises soucieuses de maximiser leurs revenus en réduisant leurs coûts : le recrutement avec des contrats "volontaires" pour des tâches trop exigeantes en termes de compétences est notoirement difficile à satisfaire avec des niveaux de

rémunération inadéquats. La concurrence dans ce domaine est rude avec les institutions internationales, à la fois des agences des Nations Unies et du secteur privé, pour attirer des travailleurs possédant les compétences requises. Ainsi, au sein des ONG et vis-à-vis de l'extérieur, il existe une montée de l'autocensure et une culture de groupe fermée aux vues extérieures, qui ont tendance à croître avec le rejet des pensées alternatives ou critiques. La conséquence est soit une réticence à intervenir dans les situations les plus difficiles ou les plus risquées, soit au contraire un aveuglement face aux conditions réelles d'une intervention efficace et réussie. Il en résulte un écart grandissant entre la réalité de l'opération et la contribution des ONG et leur perception auprès du public. Les donateurs institutionnels qui utilisent des ONG humanitaires ne sont pas dupes de cet écart qui affaiblit les destinataires de leurs budgets tout en les obligeant à accepter des missions éloignées de leur vocation et qui ne servent parfois que les meilleurs intérêts des prestataires.

4. Défis et réformes

Dans le scénario actuel, les organisations humanitaires constituent le meilleur moyen de mobiliser un soutien mondial dans les zones délaissées et les communautés vulnérables confrontées à des situations de crise chroniques et durables, comme dans le bassin du Tchad. Bien que ces organisations tirent parti de leurs connaissances sur le terrain et de leur expérience des interventions dans ces domaines, elles manquent d'efficacité pour réduire les vulnérabilités structurelles, imposer des solutions stratégiques et mettre en œuvre des mesures préventives pour limiter l'escalade de ces crises. Dans les régions considérées, la concurrence croissante que les organisations humanitaires affrontent avec les réseaux d'acteurs non traditionnels qui répondent de manière nouvelle aux besoins humanitaires tels que les ONG confessionnelles doit être appréciée. Cette concurrence met au défi la gestion et les processus des organisations humanitaires. Elles ont donc pour objectif de s'adapter pour s'intégrer à ces nouvelles structures ou d'être rejetées. À mesure que le financement de l'action humanitaire devient plus fragmenté, la concurrence augmente considérablement. Les donateurs non traditionnels affectent régulièrement des fonds à des problèmes et à des domaines d'intérêt

ciblés, ce qui explique également la réduction des fonds destinés aux catégories de réfugiés dans les régions du bassin du Tchad. La réduction quotidienne des produits de base dans les camps de Minawao et de Jere est passée de 3 à 2 ou 1 repas par jour.¹⁴

Le Cameroun, le Tchad et le Nigeria ont des plans humanitaires pluriannuels qui favorisent une plus grande cohésion avec les cadres de développement. Le fait est que les déplacements, par exemple, comme beaucoup des problèmes auxquels nous sommes confrontés, sont un problème à long terme. En moyenne, les personnes sont déplacées de leurs foyers depuis 10 à 20 ans. Dans ces situations, les organisations humanitaires tentent de fournir une assistance et une protection vitales, telles que de la nourriture, de l'eau et des secours médicaux d'urgence. Cette aide est vitale, mais ne suffit pas pour relever les défis à long terme. Dans de telles situations, les gens nous répètent sans cesse qu'ils ne veulent pas devenir dépendants de l'aide.

C'est là que les acteurs du développement interviennent également pour aider les personnes déplacées à trouver un emploi, à veiller à ce que les enfants aient l'accès à l'école, à la terre et au logement, et à aider les autorités locales à fournir aux communautés d'accueil et aux personnes déplacées des services de base tels que l'eau, l'électricité et la santé. Les acteurs du développement aident également à renforcer la résilience des communautés hôtes et déplacées afin qu'elles puissent mieux faire face aux chocs futurs, notamment en réduisant la pauvreté et, chaque fois que possible, en renforçant l'état de droit, la sécurité et la consolidation de la paix.

En matière de détournement de l'aide et de l'assistance humanitaires, les gouvernements ne sont pas les seuls impliqués. Il est arrivé parfois, dans les différents camps, que les victimes du conflit revendent des dons qui ne répondaient pas à leurs besoins sur les marchés noirs. Il arrive aussi souvent que les insurgés attaquent et pillent les camps de personnes déplacées juste après les distributions de vivres. Un rapport

14 Œil du Sahel

Pour plus de détails sur cette question, consultez également : Drogin, Bob, 1994, "Refugees Get Steady Diet of Propaganda". *Los Angeles Times*, numéro du 27 juillet : A3

fait état de trois attaques sur des convois de nourriture au Nigeria.¹⁵ Dans les quatre pays riverains du lac, ce sont principalement les autorités gouvernementales qui sont accusées de détourner l'aide internationale. Au Cameroun, les soupçons ont notamment pesé sur le plan d'urgence annoncé en mars 2015 pour la construction d'écoles et d'hôpitaux dans le Grand Nord. Les témoignages recueillis sur place indiquent des projets jamais réalisés en matière de construction d'écoles et d'infrastructures destinées à accueillir des personnes déplacées, qui sont restées dans des abris précaires.¹⁶ Au Tchad, plus de 157 millions de dollars sont nécessaires pour les réfugiés de la crise de Boko Haram. Mais un réfugié qui exige l'anonymat a déclaré qu'aucun réfugié n'a reçu un sou des fonds collectés.¹⁷

15 BBC [19 juin 2017], « “Half” Nigeria Food Aid for Boko Haram Victims not Delivered ». <http://www.bbc.com/news/world-africa-40325043>

16 Entretien de Charline Rangé avec un responsable sécurité d'une organisation internationale, Maroua, mai 2017.

17 Pour plus de détails, consultez : Géraud Magrin Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Sous la direction de), 2018, *Crise et développement La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*

Conclusion

Les déplacements massifs des populations dus à la violence extrémiste dans le bassin du Tchad, présentées à la télévision et dans les journaux comme une “marée humaine” misérable, sont devenus de plus en plus courants. Si ces déplacements et les représentations des médias paraissent familiers, il en va de même pour la gamme des interventions humanitaires régulièrement déclenchées par de tels mouvements de personnes. Nous explorons les formes généralement prises par les interventions humanitaires qui se concentrent sur les réfugiés en tant qu’objet de connaissances, d’assistance et de gestion, et en retraçons les effets à différents niveaux.

Du point de vue théorique, nous examinons comment les réfugiés deviennent un objet de connaissance et de gestion, et suggérons que le déplacement des réfugiés soit constitué différemment des autres types de déterritorialisation par les États, les organisations qui s’occupent des réfugiés. Cette démarche vise à contribuer aux débats en cours sur les implications de la marchandisation de l’action humanitaire en explorant d’une part les interférences théoriques et pratiques des défis et des réformes dans ce domaine sensible. D’autre part, elle tente d’apporter une contribution aux critiques sur l’évolution de l’action humanitaire en explorant dans quelle mesure, pourquoi l’action humanitaire à but non lucratif bascule vers l’affairesisme. Les réformes humanitaires doivent aller au-delà de la perpétuation du service quotidien et de l’assistance fournie à une marée humaine qui mérite de ne pas être garée dans une zone délimitée en attendant en silence que les prestataires décident de ce qu’ils vont manger ou de ce qu’il faut faire. Pour mettre fin à l’assistance, il faut aborder les raisons qui ont poussé la catégorie des réfugiés déracinés à quitter leur foyer et leurs pays. Qu’il s’agisse de solutions de résolution militaires, politiques ou diplomatiques, toute considération à long terme de la situation durable temporaire offre des opportunités moins altruistes et philanthropiques.

Bibliographie sélective

Alain BERTHO, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard, 2009.

Joseph TONDA, *Éblouissements. Métaphores de l'impérialisme postcolonial*, Paris, La Découverte, 2014

Aminata TRAORE, *L'Afrique humiliée*, Paris, Fayard, 2008.

Patrick F. WOODTLI, "Entre ordre et chaos. Le corps biométrique, lieu du politique", *Altérités*, vol. 5, n° 1, 2008, pp. 14-37.

Patrick CHAMOISEAU, *Le déshumain grandiose*, Paris, Gallimard, 2010.

Michel PINÇON, Monique PINÇON-CHARLOT, *La violence des riches. Chronique d'une immense casse sociale*, Paris, La Découverte, 2013.

Géraud Magrin Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Sous la direction de), 2018, Crise et développement La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram

Debord, Guy, 1983, *Society of the Spectacle*. Detroit: Black and Red

Ferguson, James, 1994, *The Anti-politics Machine: "Development," Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

De la résolution de la crise humanitaire à la fin des cycles de réfugiés, de déplacés et de déclassés : Cas des crises humanitaires au Darfour (Ouest du Soudan), au Nord RCA et au Sud-Est du Niger

Ing. Boukari Bintoum BIRI KASSOUM

Enseignant technologique à l' Université de Diffa
Responsable de la Cellule Paix et Développement

Résumé

Les crises humanitaires deviennent de plus en plus récurrentes dans le monde et particulièrement dans le Bassin du Lac Tchad touchant gravement les pays riverains (Tchad, Niger, Nigeria, Cameroun et RCA).

L'année 2015 aura marqué une gradation supplémentaire dans la multiplication des crises graves (épidémie du virus Ebola en Afrique, situation en Syrie, en RDC, en RCA, etc.), amenant les budgets de l'aide humanitaire international à des niveaux inégalés jusqu' alors, pour atteindre les 25 milliards de dollars américains (environ 14 425 000 000 000 de FCFA) ; (François Audet, 2014 dans comprendre les organisations humanitaires).

Dès la survenue d'une crise humanitaire (naturelle ou provoquée) les organisations humanitaires s'y déploient pour "venir" en aide aux sinistrés en mettant en place une bureaucratie très lourde à démanteler en peu de temps tout en créant des administrations parallèles et des besoins "sans fin". Ceci fait perdurer "l'assistance" qui devient un "business" entre organisations humanitaires et les donateurs des moyens d'assistance.

La violation du principe de neutralité par certaines organisations humanitaires exacerbe les conflits nationaux voire sous régionaux.

“La guerre civile et l’aide humanitaire s’alimentent mutuellement “ et que “ les conflits africains sont une source de profits pour les fabricants d’armes, les prestataires d’aides et les combattants eux-mêmes “ (Vesely, 1998).

La violence étant la manifestation des griefs, il n’y a pas de réponses durables mais un engagement durable pour minimiser ces griefs en évitant de prendre des mauvaises décisions. A cet effet, les autorités politiques doivent penser de manière critique.

Mots clés : Griefs, conflits, Crises humanitaires, Organisations humanitaires, donateurs, Autorités Politiques

Introduction

Dans le cadre de cette contribution, nous allons présenter le cas de trois crises humanitaires impliquant des acteurs aussi divers que variés dans des contextes différents. Il s’agit des crises humanitaires :

Au Darfour (à l’Ouest du Soudan) avec son flux de réfugiés à l’Est du Tchad,

Au Nord de la République centrafricaine avec son de réfugiés au Sud du Tchad

Au Nord-Est du Nigeria avec son flux de réfugiés au Sud-Est du Niger.

Le choix de ces 3 trois cas procède d’une expérience personnelle :

De 2008 à 2009 j’étais chargé de projets de sécurité alimentaire et assurant l’intérim du chef de base pour l’ONG Internationale française ACTED sur la base de Bahai au profit des réfugiés soudanais du camp d’Ouré Cassoni ;

De 2010 à 2011 j’étais chargé de projets de sécurité alimentaire et assurant l’intérim du chef de base pour l’ONG Internationale française ACTED sur la base de Goré au profit des réfugiés centrafricain des trois camps au sud du Tchad ;

De 2015 à ce jour Enseignant à l’Université de Diffa, Responsable de la Cellule Paix et Développement, partenaire de l’UNHCR dans le camp de Sayam accueillant des réfugiés nigériens.

Le point commun à toutes ces crises, c’est leur **prise en charge et**

leur gestion par la communauté internationale sous la bannière des **Nations-Unies** à travers ses agences spécialisées (UNHCR, UNWFP ou PAM, UNOCHA, UNICEF, etc.) et des **ONG de “Solidarité Internationale”** avec l’accord des **Pays d’Accueil**.

La comparaison s’arrête là à priori mais, dans les faits, beaucoup de mécanismes quasi identiques sont déployés pour faire perdurer la gestion des réfugiés et les autres victimes collatérales (déplacés internes, retournés, apatrides, etc.).

A travers la présentation des trois (3) cas de crises susmentionnées, nous ferons leur analyse, présenterons leur prise en charge et leur gestion avant d’abonder sur les mécanismes envisageables de réductions de la durée des interventions humanitaires et écourter la transition vers le développement.

Les origines d’un concept

Il semble difficile de définir aujourd’hui un événement précis qui puisse déterminer de manière consensuelle le début de l’histoire de l’humanitaire sous sa forme actuelle. Mais, de façon relativement générale, c’est à Henri DUNANT que l’on attribue la paternité de l’idée de la pratique des activités sociales. Issu d’une famille très pieuse et pratiquant la charité, ce suisse genevois, partit solliciter l’appui de Napoléon III pour acquérir les documents nécessaires à ses activités commerciales en Algérie, assiste à la bataille de Solferino (24 Juin 1859). DUNANT est scandalisé par le fait que les blessés français et autrichiens sont abandonnés par leurs propres armées.

De retour à Genève, il écrit “Un souvenir de Solferino”, acte fondateur de la Croix Rouge en 1863 pour venir en aide aux victimes de la guerre dans le strict respect des principes de neutralité, d’universalité et de bénévolat. Dans sa lancée, DUNANT alerte l’opinion publique internationale et assure le succès de la Conférence de Genève en 1863. Il s’en est suivi en 1864 la rédaction de la première convention de Genève dont le but est de rendre meilleur le sort des blessés en se basant effectivement sur le fait qu’un soldat blessé est neutre et par conséquent peut et doit être soigné.

Ainsi, cette convention recommande à tous les Etats en général, de montrer leur attention et leur diligence en acceptant qu'un combattant blessé devienne un être humain. De ce fait, il ne peut appartenir à aucune des différentes parties belligérantes ou parties prenantes au conflit, mais restitué à l'Humanité. Au total, la distinction entre combattant et non combattant est l'essence même de l'action humanitaire.

Evolution du concept de l'action humanitaire

Trois (3) temps forts ont marqué l'évolution de ce que l'on pourrait appeler l'action humanitaire.

1- De la création de la Croix Rouge jusqu'à l'éclatement de la guerre du BIAFRA

La création de la Croix-Rouge en 1863 est l'acte fondateur de "l'humanitaire moderne". Inspirée de la volonté de Henry DUNAND d'aider les soldats, de la bataille de Solferino, blessés et délaissés par leurs propres troupes, l'humanitaire va donner naissance à de nombreuses conventions diplomatiques internationales, notamment la Convention de Genève de 1864. Ce texte enjoint à tous les Etats de démontrer leur sollicitude et leur humanité en considérant un combattant blessé lors d'un conflit comme un être humain n'appartenant à aucune partie prenante au conflit. De ce fait, il doit être versé à l'humanité.

La distinction entre combattant et non combattant est la racine même de l'action humanitaire. L'humanitaire qui voit le jour sur les champs de bataille avec pour mission initiale de soigner les blessés de guerre, prend forme en Europe et pour les européens.

Cependant, à l'occasion des deux (02) guerres mondiales et des crises socio-économiques, des associations humanitaires d'inspiration généralement religieuse et essentiellement dans le monde anglo-saxon, voient le jour pour venir en aide aux victimes européennes et américaines. Il s'agit entre autres de Save The Children, International Rescue Committee (IRC), Catholic Relief Service (CRS), Cooperative for American Remittancies Everywhere (CARE), et Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM).

A la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) est créée en 1945 pour maintenir la paix dans le monde et de faire respecter le droit international humanitaire (conventions de Genève). En 1951, l'ONU met en place le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés, première véritable institution internationale humanitaire (HCR).

Toutes ces organisations fonctionnent selon les principes originels de l'action humanitaire défendus par la Croix-Rouge notamment la neutralité, l'universalité et le bénévolat.

2- Le conflit du Biafra ou la fin du silence et de la neutralité

Le conflit du Biafra à la fin des années 1960 marque un tournant décisif de l'action humanitaire. Mais, pour mieux comprendre l'impact du conflit sur l'humanitaire, il convient de situer le contexte dans lequel les acteurs ont évolué à cette époque.

Il faut tout d'abord signaler que les conflits les plus importants qui ont marqué la seconde moitié du XXème siècle sont des conflits internes. Mettant aux prises des acteurs non-étatiques, ces affrontements vont affecter pour certains des pays limitrophes et voisins.

Par ailleurs, en 1948 le CICR propose une actualisation des conventions de Genève dans le sens de l'amélioration du sort des blessés de guerre et des malades. Ainsi, le prisonnier de guerre devient le combattant qui a été capturé et pas seulement ceux relevant de forces étatiques. Il faut toutefois qu'il fasse partie d'une force armée organisée avec hiérarchie, signe distinctif. Enfin, un autre texte implique la protection des civils en temps de guerre, texte qui en 1977 sera étendue à tous les conflits internes.

Au regard de ces bouleversements, les médecins français ou French doctors intervenant dans le conflit biafrais, pour la Croix Rouge où les organisations internationales décident de rompre la tradition de la neutralité et du silence. Ils dénoncent par voie de médias publics ce qu'ils croient être un génocide dans la province du Biafra. En mettant l'individu "victimisé" au centre du débat, l'humanitaire s'éloigne progressivement du militantisme politique.

Bilan des manifestations des crises humanitaires passées

Une crise humanitaire est une situation dans laquelle des personnes subissent une détresse mettant leur vie en danger et à laquelle ni l'Etat ni la société ne remédient ou ne peuvent remédier. (Reymond Philippe, Margot Jonas, Margot Antoine, 2006).

Analyse de la Crise humanitaire du Darfour (Ouest du Soudan) et à l'Est du Tchad

Depuis 2003, le Darfour est en effet le théâtre d'une crise humanitaire qui affecte plus de 4,7 millions de personnes, parmi lesquelles approximativement 2,7 millions de déplacés internes¹. La situation politique et militaire à l'origine de la crise du Darfour ne s'était pas améliorée en 2009 et les effets du conflit, de mouvements de population et de l'insécurité secouaient toujours le Soudan. Dans cette région de l'ouest du Soudan, les combats n'avaient pas cessé entre les factions armées d'opposition, les Forces Armées Soudanaises (SAF), les milices et les différents groupes ethniques. D'après la coopération américaine, confirmée par les Nations Unies, ces affrontements ont entraîné le déplacement de plus de 137 000 nouvelles personnes à l'intérieur du Darfour et vers l'Est du Tchad entre janvier 2009 et mi-mai 2009.²

Ainsi, l'insécurité au Darfour était toujours à l'origine de mouvements de population créant de nouveaux besoins humanitaires.

Par ailleurs, la crise s'inscrit également dans un cadre international. Le 4 mars 2009, la Cour Pénale Internationale (CPI) avait émis un mandat d'arrêt contre le président soudanais Omar el-Béahir. Ce dernier était accusé de crime de guerre et crime contre l'humanité dans le cadre de la guerre civile au Darfour. Le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, accusait l'appareil d'Etat soudanais d'être directement responsable de la mort d'au moins 35 000 personnes tuées dans la région soudanaise du Darfour et de la mort d'au moins 100 000 autres qui ont succombé à la faim et aux maladies. Or, le président

¹ USAID, BUREAU FOR DEMOCRACY, CONFLICT, AND HUMANITARIAN ASSISTANCE (DCHA) (30 septembre 2009) *East and Central Africa Region Situation Report #2, Fiscal Year (FY) 2009*

² USAID, BUREAU FOR DEMOCRACY, CONFLICT, AND HUMANITARIAN ASSISTANCE (DCHA) (4 septembre 2009) *Sudan – Complex Emergency Situation Report #12, Fiscal Year (FY) 2009*

soudanais avait fait part à maintes reprises du refus “clair et catégorique” de son pays de traiter avec la CPI, avançant que le Soudan n’a pas signé la Charte de Rome sur l’établissement de cette institution, et n’entre donc pas dans sa juridiction.

L’Union Africaine, la Ligue Arabe et d’autres organisations régionales et internationales ont également exprimé leur soutien à la position soudanaise.

Cette situation n’était pas sans risque d’un point de vue humanitaire et sécuritaire, notamment au Darfour. En effet, le Soudan avait averti qu’il “pourrait” demander le départ de l’UNAMID (force des Nations-Unies) en cours de déploiement au Darfour, si le président soudanais Omar al Bachir était visé par un mandat d’arrêt de la CPI pour génocide au Darfour. Le départ de cette force risquerait de provoquer une recrudescence des violences à l’ouest du Soudan et donc des mouvements de population, et par la même, déstabiliserait la sous-région.

En mars 2009, les agences humanitaires avaient connu un accès réduit aux populations affectées notamment au Darfour à la suite de l’expulsion de 13 organisations non gouvernementales internationales et la fermeture de trois ONG nationales. Les organisations humanitaires toujours présentes, en coordination avec le gouvernement soudanais, ont initié de nombreuses mesures à court terme et élargi leurs programmes existants et leurs zones d’opération pour éviter une détérioration des conditions humanitaires dans cette zone.

Les différents mouvements de forces d’opposition armées soudanais étaient de plus en plus politisés mais aussi de plus en plus fragmentés, avec des revendications différentes, ce qui constituait également un obstacle à la réussite des négociations avec le pouvoir de Khartoum.

Ces mouvements d’opposition armés soudanais avaient pour la plupart établi une base arrière au Tchad, avec probablement l’accord tacite du gouvernement tchadien, qui accusait de son côté Khartoum de soutenir les forces d’opposition armées tchadiennes. Cette situation constituait une source de tensions permanentes entre les deux États et avait provoqué, en mai 2008, la rupture des relations diplomatiques entre les deux États.

En mai 2009, quarante-huit heures seulement après la signature d'un accord de réconciliation entre les deux pays à Doha, quatre colonnes de centaines d'éléments tchadiens d'opposition armés avaient franchi la frontière en provenance du Soudan – avant d'être stoppées par les troupes tchadiennes.

L'accord de Doha de mai 2009 n'était en fait que le énième d'une longue série. Les accords de Dakar – en mars 2008, à l'occasion du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) –, ceux de Riyad, le 3 mai 2007, de Cannes, le 15 février 2007, ou de Tripoli, le 8 février 2006.

Une conférence internationale sur le Darfour a été organisée les 6 et 7 octobre 2009 par Moscou qui entretient des bonnes relations avec le Soudan et qui s'inquiète de la détérioration de la situation au Darfour, en vue de trouver les conditions du retour de la paix dans cette région. Des délégués de l'ONU, de l'Union africaine, de la Ligue arabe ainsi que des médiateurs internationaux et des représentants du gouvernement de Khartoum avaient pris part à la réunion.

Pour autant, la normalisation de leurs relations, même si elle se prolonge, n'a pas suffi, à elle seule, de régler les conflits internes que ce soit au Soudan ou au Tchad.

Prise en charge de la Crise humanitaire du Darfour (Soudan) et à l'Est du Tchad sur le territoire tchadien

D'après les estimations et décomptes effectués en février 2009 par l'UNHCR, depuis le début de la crise en 2003, l'Est du Tchad avait accueilli 265 132 réfugiés soudanais ajoutant à la précarité d'une région dépourvue en ressources.

Le nombre de réfugiés soudanais correspond à un accroissement d'environ 50 pour cent de la population résidant dans la région.

A la fin de l'année 2005, les combats entre l'Armée Nationale du Tchad (ANT) et les mouvements de forces d'opposition armées, les conflits interethniques et les incursions transfrontalières des milices soudanaises basées dans le Darfour voisin se sont intensifiés, causant le déplacement de plus de 180 000 Tchadiens et amplifiant encore les

besoins humanitaires dans la zone frontalière.

Outre les déplacés internes et les réfugiés, le conflit n'est pas sans affecter les communautés hôtes, celui-ci ayant un impact sur l'agriculture, l'élevage et autres moyens de subsistance. Par ailleurs, les populations de l'Est du Tchad ont certes un modèle de vie socio-économique assez semblable à celui des ethnies agricultrices ou nomades du Soudan et ont fait un bon accueil aux réfugiés ; mais cet afflux de population a engendré une pression sur les ressources naturelles disponibles (bois, environnement), et a donc alimenté les tensions entre réfugiés et populations hôtes. Ces dernières constatent, en effet, que les conditions de vie des premiers, pris en charge par la Communauté internationale, sont meilleures que les leurs.

Aussi au même titre que les autochtones, les réfugiés sont-ils les principales victimes de l'insécurité dans la région. Les sujets de préoccupation touchant les réfugiés sont principalement : le recrutement de réfugiés par les forces d'opposition armées, l'usage des camps comme bases arrières et zones de repos des forces d'opposition armées, la circulation des armes, les mines, l'augmentation du banditisme à l'intérieur des camps visant aussi les travailleurs humanitaires, l'impunité des auteurs de ces attaques et le caractère précaire des camps de réfugiés qui sont tous situés près de la frontière soudanaise.

Dans le cas d'Ouré Cassoni et afin de juguler ces problèmes, il avait été décidé par le Gouvernement du Tchad de relocaliser les réfugiés vers l'intérieur du territoire. Le site de relocalisation est toujours à l'étude.

Par ailleurs, les préoccupations sécuritaires ne sont plus liées aux attaques des forces d'opposition armées tchadiennes ou des Janjawid (milices arabes pro gouvernement du Soudan dans le Darfour). En effet, profitant des troubles sécuritaires, des individus armés procèdent à un rythme de plus en plus effréné à des braquages de logements et de voitures d'organisations non gouvernementales et d'agences du système des Nations Unies. Ces exactions, de plus en plus violentes et entraînant parfois la mort de travailleurs humanitaires, n'étaient que très rarement punies. Les bandits, dont l'identité demeuraient inconnue, attaquaient le bétail, volaient des véhicules, pillaient les

convois humanitaires et exécutaient les civils et les travailleurs humanitaires. Certaines organisations humanitaires avaient été obligées de suspendre leurs activités. Entre 90 000 et 100 000 bénéficiaires des opérations d'assistance humanitaires avaient été affectés à chaque suspension des activités.³ Dans ce contexte, force est de constater un rétrécissement de l'espace humanitaire.

Face à cette situation, la résolution 1778⁴ de l'ONU avait construit une opération de maintien de la paix onusienne plutôt originale puisqu'elle mettait en œuvre deux forces d'origine et de nature différentes, ne s'appuyant sur aucun mandat réellement politique. Sur le terrain, la Mission des Nations Unies pour la République Centrafricaine et le Tchad (MINURCAT), mission de police de l'ONU, appuyée militairement par une force de l'Union européenne (EUFOR Tchad-RCA), était, selon cette résolution, "destinée à aider au retour des réfugiés et des personnes déplacées et à contribuer à la protection des populations civiles en danger, d'une part, et à promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit, d'autre part". Dans ce cadre, la MINURCAT se déployait dans les camps de réfugiés et les sites de déplacés, et assurait l'entraînement du Détachement Intégré de Sécurité (DIS, anciennement connue comme Police tchadienne pour la protection humanitaire) sous commandement tchadien. Elle contribue aussi au suivi et à la promotion des droits de l'homme et assiste le gouvernement tchadien dans le renforcement de son système judiciaire et de l'état de droit. Equipée d'un mandat sous le Chapitre VII de la Charte des Nations unies, l'EUFOR œuvrait à la protection des civils en danger, en particulier les réfugiés et les déplacés, facilitait l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire, et protégeait le personnel des Nations unies, déployé par les agences et par la MINURCAT. Son mandat d'un an a été expiré le 15 mars 2009.

Dans la résolution 1834 de septembre 2008, le Conseil de Sécurité des Nations Unies avait donc également exprimé son intention de proroger au-delà du 15 mars 2009 la présence multidimensionnelle établie au Tchad et en République centrafricaine en vue de "créer les conditions

3 USAID, BUREAU FOR DEMOCRACY, CONFLICT, AND HUMANITARIAN ASSISTANCE (DCHA) (30 septembre 2009) *East and Central Africa Region Situation Report #2, Fiscal Year (FY) 2009*

4 Conseil de sécurité des Nations unies, Résolution 1778 (2007), S/RES/1778.

propices au retour volontaire”. A cette fin, le déploiement d’une composante militaire des Nations Unies avait été autorisé. Il est par ailleurs à noter que dans le cadre du déploiement de cette force internationale, le Gouvernement tchadien s’était doté d’une institution compétente pour l’appuyer : la Commission Nationale d’Appui au Déploiement de la Force Internationale à l’Est du Tchad (CONAFIT).

Le 15 mars 2009 a vu la passation de relais entre les missions européenne (EUFOR) et onusienne (MINURCAT). Déjà présente pour soutenir le maintien de l’ordre dans les camps de réfugiés, la MINURCAT a désormais repris le mandat de l’EUFOR et doit également assurer la sécurité à l’extérieur des camps.

Compte tenu des afflux et des rythmes de transfert des réfugiés soudanais des localités frontalières vers les camps, le chiffre initial de planification de 65 000 a été porté à 110 000 au début 2004 ; à 200 000 en fin 2005, puis à 218 000 à la mi-2006, 233 700 en octobre 2007 et enfin 254 979 au 30 juin 2009, se répartissant sur 12 camps.

Tableau 1 : Répartition de la population des réfugiés soudanais par genre et par classe d’âge au 30 juin 2009⁵

Classe d’âge	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	(en %)	Nombre	(en %)	Nombre	(en %)
0-4	22 985	50,18%	22 819	49,82%	45 804	17,96%
5-17	54 110	48,65%	57 110	51,35%	111 220	43,62%
18-59	29 878	33,87%	58 333	66,13%	88 211	34,60%
> 60	3 959	40,63%	5 785	59,37%	9 744	3,82%
Total	110 932	43,51%	144 047	56,49%	254 979	100%

Gestion de la Crise humanitaire du Darfour (Ouest du Soudan) sur le territoire tchadien

Au même titre que les autochtones, les réfugiés sont les principales victimes de l’insécurité dans la région. Les sujets de préoccupation touchant les réfugiés sont principalement: le recrutement de réfugiés par les forces d’opposition armées, l’usage des camps comme bases arrières et zones de repos des forces d’opposition armées, la circulation

⁵ UNHCR Tchad, Cellule de l’Environnement, Abéché *Plan d’action environnemental 2010-2011*

des armes, les mines, l'augmentation du banditisme à l'intérieur des camps visant aussi les travailleurs humanitaires, l'impunité des auteurs de ces attaques et le caractère précaire des camps de réfugiés qui sont tous situés près de la frontière soudanaise. Dans le cas d'Ouré Cassoni et afin de juguler ces problèmes, il a été décidé par le Gouvernement du Tchad de relocaliser les réfugiés vers l'intérieur du territoire. A ce jour le camp n'est pas encore relocalisé.

Par ailleurs, les préoccupations sécuritaires ne sont plus liées aux attaques des forces d'opposition armées tchadiennes ou des Janjawid, mais portent sur l'impunité existante à l'Est du Tchad qui encourage tout un panel d'activités criminelles. En effet, le Tchad n'a connu, en 2009, "qu'une" tentative de renversement du pouvoir par les mouvements de forces d'opposition armées tchadiens en mai 2009. Contrairement aux attaques de février 2008, celles de mai 2009 ont été stoppées net dans l'Est du Tchad. Ceci est aggravé par la totale déliquescence de l'appareil judiciaire tchadien et l'incapacité du gouvernement à maintenir la loi et l'ordre. En effet, profitant des troubles sécuritaires, des individus armés procèdent à un rythme de plus en plus effréné à des braquages de logements et de voitures d'organisations non gouvernementales et d'agences du système des Nations Unies. Ces exactions, de plus en plus violentes et entraînant parfois la mort de travailleurs humanitaires, ne sont que très rarement punies. Les bandits, dont l'identité demeure inconnue, attaquent le bétail, volent des véhicules, pillent les convois humanitaires et exécutent les civils et les travailleurs humanitaires. Certaines organisations humanitaires ont été obligées de suspendre leurs activités. Entre 90 000 et 100 000 bénéficiaires des opérations d'assistance humanitaires sont affectés à chaque suspension des activités.⁶ Dans ce contexte, force est de constater un rétrécissement de l'espace humanitaire.

Face à cette situation, la résolution 1778⁷ de l'ONU a construit une opération de maintien de la paix onusienne plutôt originale puisqu'elle mettait en œuvre deux forces d'origine et de nature différentes, ne s'appuyant sur aucun mandat réellement politique. Sur le

6 USAID, BUREAU FOR DEMOCRACY, CONFLICT, AND HUMANITARIAN ASSISTANCE (DCHA) (30 septembre 2009) *East and Central Africa Region Situation Report #2, Fiscal Year (FY) 2009*

7 Conseil de sécurité des Nations unies, Résolution 1778 (2007), S/RES/1778.

terrain, la Mission des Nations Unies pour la République Centrafricaine et le Tchad (MINURCAT), mission de police de l'ONU, appuyée militairement par une force de l'Union européenne (EUFOR Tchad-RCA), est, selon cette résolution, “destinée à aider au retour des réfugiés et des personnes déplacées et à contribuer à la protection des populations civiles en danger, d'une part, et à promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit, d'autre part”. Dans ce cadre, la MINURCAT se déployait dans les camps de réfugiés et les sites de déplacés, et assurait l'entraînement du Détachement Intégré de Sécurité (DIS, anciennement connue comme Police tchadienne pour la protection humanitaire) sous commandement tchadien. Elle contribue aussi au suivi et à la promotion des droits de l'homme et assiste le gouvernement tchadien dans le renforcement de son système judiciaire et de l'état de droit. Equipée d'un mandat sous le Chapitre VII de la Charte des Nations unies, l'EUFOR œuvrait à la protection des civils en danger, en particulier les réfugiés et les déplacés, facilite l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire, et protège le personnel des Nations unies, déployé par les agences et par la MINURCAT. Son mandat d'un an expira le 15 mars 2009.

Dans la résolution 1834 de septembre 2008, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a donc également exprimé son intention de proroger au-delà du 15 mars 2009 la présence multidimensionnelle établie au Tchad et en République centrafricaine en vue de “créer les conditions propices au retour volontaire”. A cette fin, le déploiement d'une composante militaire des Nations Unies a été autorisé. Il est par ailleurs à noter que dans le cadre du déploiement de cette force internationale, le Gouvernement tchadien s'est doté d'une institution compétente pour l'appuyer : la Commission Nationale d'Appui au Déploiement de la Force Internationale à l'est du Tchad (CONAFIT).

Le 15 mars 2009 a vu la passation de relais entre les missions européenne (EUFOR) et onusienne (MINURCAT). Déjà présente pour soutenir le maintien de l'ordre dans les camps de réfugiés, la MINURCAT a désormais repris le mandat de l'EUFOR et doit également assurer la sécurité à l'extérieur des camps.

Analyse des Crises humanitaires du Nord RCA

A partir de 2003, plus de 55 000 réfugiés centrafricains ont fui la violence et l'insécurité qui règnent au nord de la RCA pour trouver refuge au sud du Tchad, dans les départements de la Grande Sido et de la Nya Pendé, auxquels s'ajoutent entre 6 000 et 10 000 réfugiés centrafricains dans le Salamat à Daha (Sud est du Tchad) qui ont fui la RCA depuis février 2009.

L'afflux des réfugiés centrafricains au Tchad avait débuté en octobre 2002 lorsque les rebelles du Général François Bozizé avaient occupé le Nord de la République Centrafricaine (RCA) et avait continué jusqu'au moment où le Gouvernement de l'ancien Président Ange Félix Patassé avait été renversé par le Général Bozizé le 15 mars 2003.

En juin 2005, les élections présidentielles, la victoire de Bozizé et de nouvelles représailles avaient déclenché un nouvel afflux d'environ 15 000 réfugiés. En février 2006, la reprise des violences dans la région de Pawa a engendré un troisième afflux de réfugiés centrafricains.

Malgré les espoirs suscités par le renversement du Président Ange Félix Patassé, avec l'aide des certaines forces armées tchadiennes dites "les libérateurs", la situation en RCA, notamment dans les régions au Nord du pays, demeure toujours très précaire tant sur le plan sécuritaire que socio-économique.

La République Centrafricaine tente aujourd'hui de mener à son terme un processus de paix après avoir été confrontée pendant des années à des rébellions, coups d'Etat et exactions attribuées tant aux forces gouvernementales, aux rebelles qu'aux "coupeurs de routes". Des groupes rebelles sont toujours actifs, faisant fuir systématiquement les populations vers le Sud du Tchad. Ainsi en juin 2009, les éléments de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) ont attaqué la ville de Birao à deux reprises faisant plus de 3 000 victimes (réfugiées -notamment à Daha-, personnes déplacées et autres sinistrées) et plusieurs maisons brûlées. Avec une telle instabilité politique et sécuritaire, le retour des réfugiés centrafricains ne peut être envisagé en 2010.

Majoritairement d'ethnies Kaba, Ronga, Peuhl et Arabes, les réfugiés

ont été accueillis au Sud du Tchad notamment dans la sous-préfecture de Goré (plus de 30 000 réfugiés dans trois camps gérés par l'UNHCR - auxquels s'ajoutent environ 500 réfugiés en dehors des camps- et 45 855 autochtones), chef lieu du Département de la Nya Pendé dans la région du Logone Oriental à une quarantaine de km de la frontière avec la RCA.

A leur arrivée, le gouvernement tchadien et les populations locales ont mis à leur disposition des terres. Avec 800 à 1 000 mm de précipitations en moyenne par an, la zone est propice à l'agriculture, tant céréalière que maraîchère, et offre de multiples opportunités d'autosuffisance alimentaire aux réfugiés centrafricains. Néanmoins, la présence des réfugiés a entraîné une exploitation abusive des ressources naturelles (cueillette, chasse, pêche, etc.) et en particulier ligneuses.

Prise en charge de la Crise humanitaire du Nord RCA sur le territoire tchadien

Les réfugiés centrafricains ont été répartis dans 3 camps, Amboko, Gondjé et Dosseye :

- Situé à 7 km de Goré, le camp d'Amboko, ouvert le 11 Juin 2003, avait accueilli 11 808 réfugiés centrafricains (UNHCR, juillet 2009) et couvre une superficie de 174 hectares. Dans ce camp, les Kabas sont le groupe ethnique majoritaire (51%), composés majoritairement d'agriculteurs. Viennent ensuite les Arabes (32%), les Fulbés (8%) et les Salamat (4%). 46% des ménages du camp sont des ménages agricoles (source : UNHCR). La superficie disponible et non exploitée dans cette zone est très réduite.
- Ouvert en décembre 2005, le camp de Gondjé, situé à 12 km de Goré, couvre une superficie de 620 hectares et abrite 11 479 réfugiés centrafricains (UNHCR, Juillet 2009). Comme à Amboko, les Kabas sont majoritaires (90%). La majorité de la population du camp exerce une activité agricole.
- Le camp de Dosseye, situé à une trentaine de kilomètres de Goré, abrite une population de 9 352 réfugiés (UNHCR, juillet 2009). Dans ce site, les Fulbés et les Peuls qui sont tous éleveurs, constituent les groupes majoritaires (66%). Viennent ensuite les Kabas (23%), et les

Arabes (10%).

Dans le camp de Dosseye, on estime à 15 000 le nombre de bovins. Dans cette zone, la terre agricole est encore relativement disponible, même si en certains endroits, les terres exploitées par les réfugiés bordent celles des populations hôtes.

Par ailleurs, il est à noter que les femmes étaient majoritaires parmi les réfugiés des trois camps (54,17%) et que la population des camps est particulièrement jeune (les moins de 18 ans représentent plus de 60% de la population des trois camps).

Force est de constater une homogénéité des populations réfugiées et autochtones dans la zone de Goré. En effet, ces deux communautés appartiennent aux mêmes ethnies (Mbaï, Kaba, Peul, Arabes, etc.) partageant des caractéristiques socio-économiques similaires et ont parfois des liens familiaux transfrontaliers. Il s'agit dans les deux cas majoritairement de populations rurales qui pratiquent l'agriculture et l'élevage et ont des modes de vie semblables.

Néanmoins, les tensions augmentent car les impacts négatifs de la présence des réfugiés sont de plus en plus visibles : accroissement de la pression sur les ressources ligneuses, défrichage, perte de parcelles cultivables au profit des réfugiés, baisse de la productivité des exploitations, augmentation des prix, etc.

Il s'avérait donc nécessaire de prendre en compte les besoins de la population autochtone ayant accueilli les réfugiés.

Tableau 2 : Réfugiés centrafricains dans le département de la Nya Pendé

Camp	Groupe d'âge	Hommes		Femmes		Total	Par Age
		Effectif	Part de la tranche d'âge	Effectif	Part de la tranche d'âge	Effectif	Part de l'effectif total
Amboko	0-4	700	47,49%	774	52,51%	1 474	12,48%
	5-17	3 079	49,95%	3 085	50,05%	6 164	52,20%
	18-59	1 586	40,26%	2 353	59,74%	3 939	33,36%
	60 et +	126	54,55%	105	45,45%	231	1,96%
	Sous - total	5 491	46,50%	6 317	53,50%	11 808	100%
Gondjé	0-4	818	50,00%	818	50,00%	1 636	14,25%
	5-17	2 811	50,48%	2 757	49,52%	5 568	48,51%
	18-59	1 671	40,49%	2 456	59,51%	4 127	35,95%
	60 et +	63	42,57%	85	57,43%	148	1,29%
	Sous - total	5 363	46,72%	6 116	53,28%	11 479	100%
Dosseye	0-4	883	98,55%	896	50,37%	1 779	19,02%
	5-17	2 052	88,37%	2 322	53,09%	4 374	46,77%
	18-59	1 059	54,76%	1 934	64,62%	2 993	32,00%
	60 et +	110	114,58%	96	46,60%	206	2,20%
	Sous - total	4 104	43,88%	5 248	56,12%	9 352	100%
	Total	14 958	45,83%	17 681	54,17%	32 639	100%

Source : Base de données ProGrès, UNHCR, Juillet 2009

Gestion de la Crise humanitaire du Nord RCA

En 2010, le contexte d'intervention dans les camps des réfugiés centrafricain était un contexte de post-urgence, les interventions étaient conçues selon une approche de moyen/long terme afin de constituer une base pour de futurs projets de développement socio-économique. L'impact à moyen et long terme des activités mises en œuvre avait ainsi

été intégré dans la conception des interventions humanitaires.

Les activités proposées devaient permettre de faciliter l'accès à l'autosuffisance des réfugiés, leur autonomisation et leur intégration progressive par la prise en compte des besoins des réfugiés comme des populations locales.

Les interventions humanitaires entendaient ainsi donner aux deux communautés les moyens de subvenir à une partie de leurs besoins alimentaires et non alimentaires. L'acquisition par les bénéficiaires des techniques de maraîchage, d'agriculture et d'agro-écologie leur permettrait de consolider leurs savoir-faire.

Afin de garantir la durabilité des interventions, attachaient une importance particulière au transfert de connaissances et de compétences au profit des bénéficiaires et à l'appropriation des activités. Les connaissances acquises permettraient ainsi aux bénéficiaires de les reproduire de façon autonome.

La promotion de l'approche participative dans la mise en œuvre des actions permettrait l'appropriation par les bénéficiaires des activités et des méthodologies.

Mais depuis 2013 encore, la Centrafrique est embourbée dans un conflit meurtrier. L'Etat ne contrôle qu'une portion du territoire national. Les groupes armés s'affrontent dans les provinces pour le contrôle du diamant, de l'or et du bétail dans ce pays, l'un des plus miséreux au monde.

Lors d'une conférence de presse à Bangui en février 2018, la secrétaire générale adjointe aux secours d'urgence de l'ONU, **Ursula Mueller** disait qu'il faudrait *“agir maintenant pour éviter une nouvelle détérioration”* de la situation humanitaire en Centrafrique.

“La RCA fait face à une crise humanitaire à grande échelle. Nous devons agir maintenant pour éviter une nouvelle détérioration qui nécessiterait une réponse beaucoup plus importante”, a déclaré Mme **Mueller** à l'issue d'une visite de quatre jours dans le pays toujours en février 2018.

Elle s'est notamment rendue à Paoua, dans le Nord de la Centrafrique, où des combats ont obligé plus de 65.000 personnes à fuir leur domicile.

“La violence se propage rapidement à travers le pays alors que les besoins critiques et urgents augmentent et devraient être couverts”, a indiqué la responsable onusienne.

“Cette situation inquiétante survient à un moment où le financement de la réponse humanitaire en RCA a diminué au cours des trois dernières années”, a relevé Mme Mueller.

Les financements obtenus dans le cadre des plans annuels de réponse humanitaire ont fortement chuté, passant de 325,6 millions de dollars en 2015 à 192,6 millions de dollars en 2017.

En 2017, un regain de violence a entraîné une forte hausse du nombre de déplacés, qui a presque doublé en un an, atteignant 694.000 personnes, selon l’ONU.

“Les organisations humanitaires, aux prises avec un manque de ressources, peinent à répondre aux nouveaux besoins”, avait indiqué le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l’ONU (Ocha) en Centrafrique, dans un communiqué.

Le plan de réponse humanitaire 2017 n’a été financé qu’à hauteur de 192,6 millions de dollars, selon la même source, sur les 497,3 millions de dollars de besoins estimés par l’ONU.

Les besoins pour le plan de réponse humanitaire de 2018 sont estimés à 515,6 millions de dollars, selon l’Ocha.

Bilan des manifestations des crises humanitaires en cours

Analyse de la Crise humanitaire liée à Boko Haram touchant le Sud-Est du Niger

Né en 2002 d’une logique sectaire, d’une volonté de rupture radicale avec un monde perçu comme injuste et voué au mal, Boko Haram a suscité de vraies fidélités, l’engagement fervent de nombreux membres. Au-delà, en offrant la perspective d’une revanche face à des

Etats distants, peu présents et parfois brutaux et prédateurs, Boko Haram a attiré la sympathie d'un nombre non négligeable de citoyens. Mais beaucoup de ceux qui collaborent aujourd'hui, d'une façon ou d'une autre, avec Boko Haram le font surtout par peur ou nécessité. A mesure que le conflit est devenu plus violent, collaborer avec les forces de sécurité ou les groupes radicaux, au gré de qui contrôlait la zone, est devenu une question de survie, un moyen de se protéger dans une situation de grande incertitude, (International Crisis Group, 2017).

Mais à partir de 2009 avec la mort du premier leader Mohamed Yusuf les leaders de Boko Haram passent à des actions violentes, avec la prise d'armes suite à l'altercation qu'ils eurent avec les forces nigérianes qui avait fait un bilan de 800 morts.

La radicalisation du groupe s'accélère en prenant une dimension conflictuelle, s'attaquant aux structures gouvernementales, aux musulmans modérés, aux chrétiens et bien d'autres. Les exactions perpétrées par ce groupe, mal réprimées par le Gouvernement ne font qu'attiser la situation.

A partir de 2011, le mouvement islamiste devient incontrôlable et incontrôlé et est marqué par des assassinats de leaders politiques et religieux chrétiens et musulmans. Les victimes civiles ont également été plus nombreuses. Sont d'abord visés les Etats de Borno, Yobe, Adamaoua, Kaduna, Kano puis les pays limitrophes du Nigeria (Niger, Cameroun, Tchad). Aboubakar Shekau qui sévissait à Maiduguri avec les adeptes plus que jamais déterminés va être appuyé par l'arrivée des cadres de Boko Haram ayant fui au Niger et au Tchad appuyés de leurs factions (Dr Kodi Mahamat, 2015, citant De Montclos, 2012 : 4).

Les actions de Boko Haram s'étendent ainsi hors de son territoire natal devenant une menace internationale. Depuis la prise de commandement par Abubakar Shekau, le mouvement s'est allié à d'autres organisations terroristes internationales. Bien plus, les différents mouvements terroristes qui sévissent dans le Sahel travaillent en synergie afin de défendre leur objectif commun. La situation sécuritaire dans le Sahel après la chute de Kadhafi a servi à alimenter en hommes et en armes les partisans de Boko Haram dont certains hommes profitant de l'occupation du Mali ont été entraînés sur le terrain de ce vaste pays.

L'insurrection de Boko Haram et ses effets dans les pays voisins que sont le Cameroun, le Niger et le Tchad a causé le déplacement de plus de 2,7 millions de personnes dans la région parmi lesquels 2,1 millions sont des personnes déplacées internes au Nigéria alors que quelques 155 000 réfugiés Nigériens ont demandé et obtenu l'asile au Cameroun, au Niger et au Tchad. Les pays d'accueil des réfugiés ont également une population considérable de personnes déplacées internes (Cameroun : 200 000 ; Niger : 127 208 et Tchad : 110 000). (Déclaration d'Abuja 2016).

Tableau 3 : Population déplacées du fait de Boko Haram pour et dans la Région de Diffa au Niger

Réfugiés nigériens dans la région de Diffa	Déplacés internes dans la région de Diffa	Ressortissants nigériens retournés du Nigéria	Demandeurs d'asile
118 868	104 288	25 731	1 705

Source : UNHCR, Gouvernement du Niger, 30 Juin 2018

Un peu moins d'un quart (1/4) de million de personnes sont déplacées et accueillies dans la région de Diffa au Sud-Est du Niger.

Les populations se sentent prises entre le marteau et l'enclume, entre la présence menaçante de Boko Haram et une contre-insurrection que les forces armées des pays du Bassin du Lac Tchad, entre manque de moyens et faible contrôle des territoires, mènent de manière trop souvent indiscriminée.

Il y a pourtant un urgent besoin de distinguer le noyau des insurgés de la masse des civils qui se trouve entraînée dans un conflit qui la dépasse et sans laquelle une victoire durable est impossible.

L'insécurité qui résulte des attaques de Boko Haram et de la contre-insurrection, les déplacements massifs de population, les interdictions prononcées par les Etats de la région à l'encontre de différents secteurs économiques à partir desquels les insurgés de Boko Haram se financent et s'approvisionnent, tout cela a suscité une crise humanitaire d'ampleur (International Crisis Group, 2017).

Dans le Sud-Est nigérien, les activités agricoles et halieutiques,

particulièrement profitables dans le Bassin du Lac Tchad et le long de la rivière Komadougou, connaissent un arrêt presque complet.

Prise en charge de la Crise humanitaire liée à Boko Haram touchant le Sud-Est du Niger

A partir de 2013, les premiers réfugiés venus du Nigeria sont accueillis dans la région de Diffa. Rapidement la communauté internationale s'est mobilisée à travers le système des Nations-Unies et les ONGI, pour apporter l'aide humanitaire aux réfugiés.

Pour anéantir l'insurrection de Boko Haram afin d'atténuer la crise humanitaire, la Force multinationale mixte (FMM) fondée le 21 mars 1994 pour lutter contre la criminalité et le grand banditisme dans la région sous l'égide de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)⁸ a été réactivée en 2012 et son mandat élargi à la lutte contre Boko Haram. Le siège de cette force était alors installé à Baga au Nigeria.

En janvier 2015, la base de Baga est détruite par une attaque de Boko Haram ; le Tchad et le Niger se retirent de la FMM en raison de la difficulté du Nigeria à faire face aux groupes armés sur son sol. Le Tchad redéploie ses troupes sur deux fronts : aux frontières camerounaise et nigérienne.

Après plusieurs vagues d'attentats, de victoires et de défenses, cinq pays (Cameroun, Tchad, Niger, Nigeria et Benin) se mettent d'accord pour "construire une alliance régionale forte pour affronter Boko Haram".

La mise en place de FMM sous sa forme actuelle pour lutter contre Boko Haram est décidée lors du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernements des pays membres de la CBLT et du Bénin

⁸ La **Commission du bassin du lac Tchad** (CBLT) est une structure permanente de concertation mise en place en Afrique afin de coordonner les actions de différents États pouvant affecter les eaux du bassin du Tchad et régler pacifiquement les problèmes et différents affectant cette zone.

La CBLT a vu le jour le 22 mai 1964, lorsque les chefs d'État des pays riverains du lac, à savoir Le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroundécidèrent par la Convention de Fort-Lamy (aujourd'hui N'Djamena), de mettre en place une structure permanente de concertation appelée « Commission du bassin du lac Tchad ». En 1999, un cinquième membre se joignit à la Commission, la République centrafricaine.

qui s'est tenu à Niamey (Niger) le 7 octobre 2014. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a officiellement approuvé son établissement le 25 novembre 2014.

Bien que la FMM soit une initiative de la CBLT, seuls quatre des cinq⁹ pays membres de plein droit, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, en sont parties prenantes auxquels s'est adjoint un pays non membre, le Bénin.

De ce fait, la FMM est en fait surtout une coalition d'États ad hoc. La menace commune étant concentrée aux abords du lac Tchad, la CBLT a été choisie comme cadre institutionnel, mais il s'agit plutôt d'un choix par défaut. Ainsi, si la CBLT est sensée en assurer le pilotage politique, elle ne joue dans les faits aucun rôle au profit de l'UA qui assure le pilotage stratégique de la FMM. C'est notamment par le canal de l'UA que doivent transiter les contributions financières apportées à la FMM.

Le déploiement de la FMM doit compter 8 700 militaires, policiers et civils, avec un siège militaire à N'Djaména. En janvier 2016, le commandement de la FMM a passé au major-général nigérian Lamidi Adeosun. Chaque contingent qui la constitue est déployé sur son territoire national et opère en priorité sur ce dernier. Quatre secteurs ont été définis, correspondant à chacun des pays riverains du lac Tchad :

le secteur n° 1, dont le commandement est dans la ville camerounaise de Mora (Cameroun)

le secteur n° 2, dont le commandement est dans la ville de Baga-Sola (Tchad)

le secteur n° 3, dont le commandement est dans la ville de Baga (Nigeria)

le secteur n° 4, dont le commandement est dans la ville de Diffa (Niger).

⁹ Sans la République Centrafricaine membre de la CBLT depuis 1999.

Gestion de la Crise humanitaire liée à Boko Haram touchant le Sud-Est du Niger

Depuis la première vague d'attaques par Boko Haram en 2015, la région de Diffa, dans le Sud-Est du pays, est en proie à une situation de crise sécuritaire, et à une urgence humanitaire. Malgré une réduction relative récente du nombre d'incidents de sécurité, le mois de janvier 2018 a vu une recrudescence d'attaques de Boko Haram dans la région de Diffa. Si les réfugiés sont sous le mandat de l'UNHCR (dans le camp de Sayam). Cette menace sécuritaire permanente risque de maintenir quelques 130,000 Personnes déplacées internes (PDI) dans une situation de déplacement prolongé. Le déplacement interne a eu pour conséquence la perte des réseaux de protection sociale, l'exposition à des abus, ainsi qu'à d'autres risques de protection tel le mariage précoce, la violence basée sur le genre, les tensions intercommunautaires, ainsi que des disputes liées à la terre et à la propriété.

Les populations affectées, ainsi que les communautés, luttent pour parvenir à satisfaire leurs besoins essentiels, comme la santé et l'éducation. Par ailleurs, l'effet combiné de conditions de vies rudimentaires, liées à la situation d'urgence, et de températures avoisinant les 45 degrés, ont causé des incendies sur les sites de déplacement, ce qui constitue un risque de protection additionnel.

Préoccupations spécifiques humanitaires, et relatives aux droits de l'homme des PDI à Diffa

J'ai été troublée d'apprendre des PDI eux-mêmes, leurs besoins criants en matière de sécurité alimentaire dans les camps de déplacés de Diffa. Certaines des personnes déplacées que j'ai rencontrées m'ont dit avoir faim en raison de limitations de distributions alimentaires, et de nombreux parmi eux devaient partager leur repas, et dépendre de la solidarité communautaire. L'effet prolongé du conflit actuel, combine aux effets de plusieurs années d'état d'urgence dans la région, a privé les PDI de leurs moyens traditionnels de subsistance, y compris la pêche, l'agriculture, l'élevage, et le commerce.

De plus, l'accès aux soins médicaux est sévèrement limité, et les infrastructures médicales se doivent d'être immédiatement améliorées.

Les cliniques mobiles ne peuvent fonctionner la nuit, en raison du couvre-feu. Ceci a un effet délétère sur les plus vulnérables, y compris les femmes enceintes. De nombreux PDI, particulièrement les femmes et les enfants, ont besoin de soins médicaux urgents, et certains sont gravement traumatisés par la violence qui les a poussés à fuir, ou par les violations dont ils ont été victimes depuis. Cette population a besoin d'un suivi psychosocial urgent, qui est largement absent. Par ailleurs, la promiscuité, et le manque d'hygiène dans les sites, surtout dans les zones urbaines, pourraient contribuer à l'émergence d'épidémie. (Communiqué de fin de mission de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées internes dans leur propre pays, Cecilia Jimenez-Damary, à l'issue de sa mission officielle au Niger, 19-24 mars 2018)

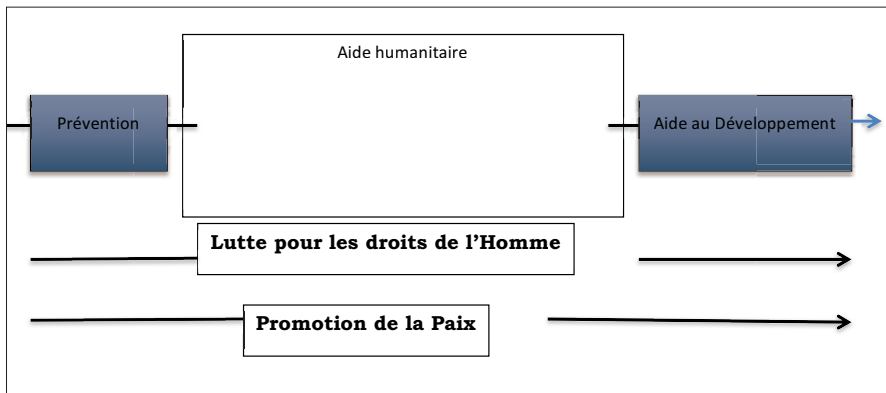
Par ailleurs, s'il faut porter l'attention vers le Sud de Bosso, en territoire nigérian, où Boko Haram a son bastion, il importe de regarder aussi plus au nord, sur l'ensemble des îles du lac Tchad et son pourtour. Là, les tensions entre communautés, qui préexistaient à l'insurrection, sont aggravées par les déplacements de population suscités par le conflit et se greffent dangereusement au phénomène Boko Haram. Le Bassin du Lac Tchad est un espace riche, que se disputent différents groupes d'intérêt ou communautés : les Peuls, les Kanuri, les Boudouma, les Arabes Mohamid, les Haoussa, mais aussi des migrants venus de toute l'Afrique de l'Ouest.

Approches et pratiques relevant de l'humanitaire qui soit susceptible de contribuer à mettre fin aux facteurs et cycles de migrations

Dans toutes les situations de crise humanitaire, c'est d'abord la famille, le voisin, la communauté locale ou nationale qui interviennent en premier. Les limites financières, techniques, politiques de ces premiers "humanitaires" entraînent l'appel à des renforts extérieurs.

Ces renforts extérieurs sont d'autant plus importants que les "catastrophes" sont surmédiatisées.

Schéma 1 : Aide humanitaire et Aide au développement



Source : Reymond Philippe, Margot Jonas, Margot Antoine, *les limites de l'aide humanitaire*, 2006

L'analyse des différentes crises fait ressortir un point commun notamment celui relatif à la gestion politique des affaires de l'Etat.

Comme l'a souligné un policier rencontré à Las Vegas (USA) en juillet 2018, *La violence est la manifestation des griefs*. A la lumière du Schéma 1 ci-dessus, il vaudrait anticiper sur la violence en écoutant les griefs et trouver des solutions. Ce qui n'est malheureusement pas le point fort des dirigeants des pays en conflits.

D'après ce schéma, l'aide d'urgence et l'aide à la reconstruction constituent l'aide humanitaire. De ce fait, il faudrait que pour chacun de type d'aide, il y ait un délai de passage à l'étape suivante et une période de fin de l'aide humanitaire, si non, l'apport massif de ressources alimentaires ou financières peut prolonger la durée des conflits et en augmenter la violence. Les groupes belligérants peu scrupuleux n'hésitent pas d'utiliser la population pour s'approprier des secours par le harcèlement, la prise d'otages, le pillage des camps et des entrepôts ou l'attaque des convois (Perrin, 1998) comme c'est le cas au Sud-Est du Niger avec Boko Haram. Dans bien des cas, cela se traduit par une meilleure santé des troupes et un apport important de ressources permettant de se battre plus longtemps.

Le plus tôt que l'aide au développement prend le pas sur l'aide à la reconstruction, le plus tôt les populations concernées par les actions humanitaires sortiront de cette situation d'assistés réclamée par la grande majorité.

Pistes de réflexion pour la résorption des pratiques politiques et diplomatiques liées au maintien des besoins humanitaires

*L'année 2015 aura marqué une gradation supplémentaire dans la multiplication des crises graves (épidémie du virus Ebola en Afrique, situation en Syrie, en RDC, en RCA, etc.), amenant les budgets de l'aide humanitaire international à des niveaux inégalés jusqu' alors, pour atteindre les 25 milliards de dollars américains (environ 14 425 000 000 000 de FCFA); (François Audet, 2014 dans *comprendre les organisations humanitaires*).*

Les gouvernements des pays donateurs ont leur propre agenda politique concernant le choix des régions, catastrophes ou conflits où ils souhaitent agir. (Reymond Philippe, Margot Jonas, Margot Antoine, 2006).

Dans le cas du Darfour, l'immixtion de la Cour Pénal Internationale (CPI) pendant que la crise est à son paroxysme, ne permettait pas de construire une solution ou un engagement des autorités soudanaises pour ramener la Paix et songer au développement de la région. En outre, la prise de position de l'UA, de la Ligue Arabe, etc. pourrait avoir renforcé le pouvoir de Khartoum pour en finir avec l'insurrection dans cette région.

Aussi, les cycles de conflits et de réconciliations entre les autorités tchadiennes et soudanaises accentuent-ils ou émoussent-ils les velléités des groupes armés des deux côtés de la frontière entre le Tchad et le Soudan ce qui maintient les réfugiés et les déplacés internes dans un engrenage sans fin.

En RCA, la convoitise sur les ressources naturelles (or, diamant, etc.) semble entretenir une situation chronique d'instabilité et donc des besoins permanents en assistance humanitaire aux populations victimes / bourreaux.

Dans les deux cas cités ci-dessus, les camps des réfugiés installés depuis 2003 continuent toujours d'accueillir des nouveaux réfugiés et des retournés ; les populations sujettes à l'insécurité sont toujours en déplacement forcé dans leur propre pays.

Le déploiement de Boko Haram au Nigéria aurait bénéficié du soutien de “mains invisibles” aussi bien internes qu'étrangères et de la bénédiction de la classe politique nigériane, du Nord comme du Sud, qui n'aurait jamais hésité à se servir de la secte et de ses éléments armés à des desseins électoralistes soit pour éliminer des opposants ou perturber le déroulement des opérations électorales dans les zones qui leur sont défavorables.

Les candidats en lice pour des élections locales se mettent à financer des jeunes désœuvrés de la rue pour l'élimination physique de leurs rivaux politiques. (International Crisis Group, 2017).

La violence étant la manifestation des griefs, il n y a pas de réponses durables mais un engagement durable pour minimiser ces griefs en évitant de prendre des mauvaises décisions. A cet effet, les autorités politiques doivent penser de manière critique.

Dès la survenue d'une crise humanitaire très médiatisée, les systèmes des Nations-Unies et les ONGI, mettent en place une bureaucratie très lourde à démanteler en peu de temps.

Au fil du temps, une symbiose s'établit entre les chargés de projets des organisations et les bailleurs de fonds. Les organisations peinent à distinguer leur propre mission et culture organisationnelle des politiques publiques des agences de financement étatiques. Cette relation trop étroite avec les bailleurs de fonds a généré une logique bureaucratique peu propice aux rapprochements avec les partenaires locaux. Cela est renforcé par le fait que les employés sont valorisés par la recherche de financement. En effet, les organisations admettent qu'elles encouragent et valorisent davantage le développement des affaires que le renforcement des partenaires. Etant en situation de compétition pour les ressources, les organisations encouragent leurs employés à développer des relations privilégiées avec les bailleurs de fonds. Cette situation amène même les organisations à recruter des professionnels qui auront des aptitudes en matière de développement

des affaires. Ce comportement basé sur une relation étroite avec les institutions de financement est ancré dans les habitudes de travail et est devenu routinier.

Au Sud-Est du Niger, malgré les opérations de déguerpissement menées pour éloigner les civils des insurgés, les premiers n'ont souvent d'autre choix que de continuer à fréquenter les zones tenues par Boko Haram pour essayer d'accéder à leurs terres ou à leur bétail, attiré en fin de saison sèche par le lit du lac Tchad et les berges de la rivière Komadougou. Les offensives en cours ne prennent pas en compte ces facteurs et peinent à limiter au maximum les pertes civiles.

Cette fragilisation des économies a affaibli sans doute le financement et l'approvisionnement de Boko Haram, mais elle a rendu aussi les populations très vulnérables. Les offensives aggravent la désorganisation des filières économiques et suscitent de nouveaux déplacements des population.

Dans leur lutte contre Boko Haram, les Etats doivent anticiper et gérer les conséquences humanitaires de leurs actions, faute de quoi, au sein de la population désespérée, la colère pourrait monter contre ceux-là même qui prétendent la protéger.

La lutte pour les droits de l'homme et la promotion de la Paix doivent être le leitmotiv des gouvernants pour prévenir la survenue des conflits générateurs des crises humanitaires.

Milan Vesely n'hésite pas à publier dans l'African Business que “ la guerre civile et l'aide humanitaire s'alimentent mutuellement “ et que “ les conflits africains sont une source de profits pour les fabricants d'armes, les prestataires d'aides et les combattants eux-mêmes “ (Vesely, 1998).

CONCLUSION

L'on connaît le début d'une crise humanitaire mais jamais sa durée puis sa fin. Les questions utopiques que devraient se poser les humanitaires sont (Mattei, 2005) :

Comment intervenir pour ne plus devoir intervenir ?

Comment faire en sorte que les acteurs locaux puissent s'en sortir seuls, ou en tous cas, sans grosses interventions humanitaires ?

Au vu des analyses des crises humanitaires mettant en exergue des implications politiques et l'affairisme des "organisations humanitaires", ces questions trouveront rarement des réponses appropriées.

La prévention est certes moins spectaculaire que les interventions d'urgence, mais elle s'avère nettement plus efficace lorsqu'il s'agit de sauver des vies.

Dans les trois cas exposées (Darfour, Nord RCA et Boko Haram), les autorités politiques doivent penser de manière critique afin de minimiser les griefs des populations les ayant conduites à la violence et aux crises humanitaires aiguës "sans fin".

A l'Est et au Sud du Tchad les camps des réfugiés ont été dressés depuis 2003 et continuent d'accueillir de nouveaux réfugiés. Au Sud-Est du Niger la crise humanitaire semble emboîter le pas aux deux autres crises évoquées.

L'aide humanitaire seule ne permettra jamais de résoudre toutes les situations de crise. Elle agit plus sur les symptômes que sur les causes. Dès lors, les grandes puissances aidant, avec plus d'éthique dans les relations internationales, avec une meilleure compréhension des peuples et de leur culture, on peut se mettre à rêver d'un monde meilleur ; un monde où les crises pourraient être résolues, un monde où beaucoup de crises n'existeraient tout simplement pas...

Références bibliographiques

ONG ACTED, (2009), *Programme d'appui à l'amélioration des conditions de vie et au renforcement des capacités des réfugiés dans le contexte environnemental du camp d'Ouré Cassoni*, projet soumis à l'UNHCR.

François Audet, (2016), *Comprendre les organisations humanitaires, développer les capacités ou faire survivre les organisations ?* Presses de l'Université du Québec, nouvelle édition.

Reymond Philippe, Margot Jonas, Margot Antoine, (2006), *les limites de l'aide humanitaire*, International Crisis Group, (2017), *Le Niger face à Boko Haram :au-delà de la contre-insurrection*, Rapport Afrique N°245 | 27 février 2017

Bakary Sambe, (2015), *Boko Haram : du mouvement de contestation à la menace sur le Bassin du Lac Tchad*, acte de colloque.

Dialogue Régional sur la Protection dans le Bassin du Lac Tchad (2016) ; Déclaration d'Action d'Abujadu 6 au 8 juin 2016

Awat HISSEINE MAHAMAT, 2015, *Quelles alternatives pour le développement des communautés rurales du Bassin du Lac Tchad*, acte de colloque.



Source : RITIMO, 2006

Perspective pour la résilience des populations victimes de l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad

**Ali MAHAMANE¹, Boukari Bintoumi BIRI KASSOUM¹,
Moustapha GREMA¹, Youssoufa ISSIAKA¹ &
Maikoréma Zakari²**

¹ Université de Diffa, BP 78 Diffa, Niger
Email : univ.diffa@gmail.com / rectorat@univ-diffa.ne
Tél : +22796967724

² IRSH, Université Abdou Moumouni de Niamey

Résumé

Le Bassin du Lac Tchad, le Sahel et le Sahara sont confrontés depuis quelques années à une insécurité imposée par plusieurs groupes djihadistes qui écument cette vaste région. Les insurrections menées par ces groupes terroristes ont fortement perturbé la vie socioéconomique avec d'importants déplacements de populations. La population de la Région de Diffa qui s'élevait à 591 788 habitants avant la crise sécuritaire s'est accrue et atteint aujourd'hui plus de 896 040 habitants. En effet, les exactions ont provoqué le déplacement de 118 868 réfugiés nigériens dans la région de Diffa, 104288 déplacés internes dans la région de Diffa, 25731 ressortissants nigériens retournés du Nigéria, 1705 demandeurs d'asile. Cette situation d'insécurité a amené les pays de la bande sahélienne (le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad) à créer le G5 Sahel pour unir leurs efforts dans la lutte contre l'extrémisme violent. Quant aux quatre pays du Bassin du Lac Tchad, Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad et le Bénin, ils ont conjugué leurs efforts pour mettre en place la Force Mixte Multinationale (FMM). Le relais est assuré au niveau national par des structures compétentes pour apaiser, résoudre les

conflits entre communautés et éradiquer les visées d'infiltration des groupes extrémistes. C'est le cas, entre autres, (1) de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) qui a pour mission de promouvoir la culture de la paix et de dialogue permanent entre les différentes communautés du pays, et l'entretien de la confiance mutuelle, la tolérance et le respect dans une volonté de vivre ensemble ; (2) du Centre Nationale d'Etudes Stratégiques et Sécurité (SCNESS) qui a pour mission des analyses prospectives pour répondre aux préoccupations des populations à la base.

Actuellement les efforts militaires déployés à travers les différentes forces ont permis d'affaiblir la secte Boko Haram. Les Autorités invitent leurs partenaires à mener des actions de relèvement à travers l'amélioration de la résilience des populations, la promotion d'activités génératrices de revenus, l'agriculture familiale, l'embouche, le développement de groupements féminins. C'est dans cette dynamique de relèvement que l'Université de Diffa a développé un incubateur dont elle fait la promotion auprès des partenaires qui accompagnent les populations victimes de la persécution. En effet, pour l'Université de Diffa les actions d'urgence doivent être complétées par des activités d'autonomisation des populations, d'où l'idée de développer un incubateur qui comporte 7 composantes : (i) une ferme apicole, (ii) une ferme agropastorale, (iii) une ferme avicole, (iv) une ferme agricole, (v) une ferme conservatoire de faune sauvage, (vi) une ferme piscicole et (vii) une ferme d'ingénierie écologique. Cet incubateur connaît un début d'application par l'UNHCR au bénéfice de 12 000 réfugiés nigériens du Camp de Sayam Forage à travers une ferme piscicole et une ferme agropastorale.

Le projet va consister à étendre les activités de productions agricoles à d'autres camps et villages de la Région de Diffa.

Mots clés : Amélioration de la résilience des populations

I. Analyse de la situation sécuritaire

1. Au niveau régional

Le Bassin du Lac Tchad, le Sahel et le Sahara sont confrontés depuis quelques années à une série de problèmes sécuritaires. Plusieurs groupes djihadistes écument cette vaste région et le Niger se trouve entouré par 3 zones d'insécurité chronique :

- la zone frontalière avec la Libye et l'Algérie au Nord où se posent des problèmes de migration et où opèrent des trafiquants,
- la zone frontalière avec le Mali, le Burkina Faso et le sud ouest algérien où sévissent plusieurs groupes islamistes (Karembé, 2017):

Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). C'est un groupe de djihadistes d'origine algérienne, présent depuis 2003 dans le Nord du Mali et à l'est de la Mauritanie. Il aurait des liens avec le mouvement islamiste nigérian Boko Haram. AQMI a bénéficié du flux d'armes suite à la crise Libyenne de 2011.

Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). C'est un groupe djihadiste islamiste armé issu d'une scission d'AQMI en 2011 et son fondateur est d'origine mauritanienne. Il souhaite instaurer la charia en Afrique de l'Ouest (enrôlement des jeunes d'Afrique noire dans la dynamique du Jihad).

Ansar Eddine: groupe djihadiste fondé par l'ex-séparatiste, rebelle, ou leader du MLNA, Iyad Ag Ghaly. Ce groupe, outre la zone sahélo-saharienne, a une branche dans le Delta intérieur du Niger dénommée "**Katiba de Macina**" dirigée par un ancien prêcheur peulh Hamadoun Koufa. Il y a aussi, le groupe de Ibrahim Salam Dicko qui sème la terreur au nord du Burkina Faso vers la frontière malienne et le groupe d'**Al-Mourabitoune** de Abou Hassan Al Ansari, etc.

- la zone frontalière avec le Nigéria où la secte Boko Haram sème la terreur.

2. Au niveau de la Région de Diffa et du Bassin du Lac Tchad

Les insurrections menées par les groupes terroristes ont fortement perturbé la vie socioéconomique des populations des pays du sahel et du Bassin du Lac Tchad. Cette situation d'insécurité a amené le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad à créer le G5 Sahel pour unir leurs efforts dans la lutte contre l'extrémisme violent. Quant aux quatre pays du Bassin du Lac Tchad, Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad et le Bénin, ils ont conjugué leurs efforts pour mettre en place la Force Multinationale Mixte (FMM).

La Région de Diffa est l'une des huit (8) Régions du Niger. Elle est caractérisée par une diversité de paysages comprenant des cuvettes, des dunes vives comme le désert du Tal, des steppes arbustives à arborées et des vallées à hautes potentialités agricoles et piscicoles. L'agriculture, l'élevage et la pêche constituent les principales activités d'une population fière et paisible. Cette Région fait partie du Bassin du Lac Tchad qui connaît un assèchement depuis les sécheresses successives des années 1970 et 1980, la pression démographique et le réchauffement climatique.

L'ensemble des problèmes écologiques ont pour conséquence une vulnérabilité récurrente des populations par rapport à la sécurité alimentaire, la santé et l'accès à l'éducation et la dégradation des écosystèmes. La situation serait identique dans les autres compartiments du Bassin du Lac Tchad. En effet, la paupérisation aggravée de certaines franges de la population, la marginalisation poussée de jeunes désœuvrés dans les pays concernés sont parmi les facteurs explicatifs de la radicalisation. C'est dans ce contexte que la secte Boko Haram a trouvé un tissu social vulnérable et donc favorable à l'expansion de son idéologie. En effet, depuis 6 ans, la nébuleuse secte Boko Haram opère violemment dans le Bassin du Lac Tchad. Les actes de meurtre, d'enlèvement, de viol, de sévices de toutes sortes à l'endroit des populations innocentes dont les femmes et les enfants sont le quotidien du groupe terroriste.

Les pratiques de la Secte au Niger ont malheureusement entraîné l'enrôlement de plusieurs jeunes de la Région (Sadou, 2015). Le Niger a été l'objet d'attaques dans les villes de Bosso, de Diffa et de

Karamga et plusieurs autres villages de la région qui ont été le théâtre de violences inouïes, de meurtres, de viol de femmes, d'enlèvement d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges (Saïbou, 2015 ; Souley, 2015). La population de la Région de Diffa qui s'élevait à 591 788 habitants avant la crise sécuritaire s'est accrue et atteint aujourd'hui plus de 896 040 habitants d'après les statistiques de la Direction Régionale de l'Etat Civil. En effet, les exactions ont provoqué le déplacement de 118 868 réfugiés nigériens dans la région de Diffa, 104 288 déplacés internes dans la région de Diffa, 25 731 ressortissants nigériens retournés du Nigéria, 1 705 demandeurs d'asile (MISPD/ACR, 2017).

II. Organisation de la riposte

1. Mécanismes mis en place par l'Etat du Niger

Dans le cadre de la résolution des conflits, l'Etat du Niger a mis en place des structures compétentes pour apaiser, résoudre les conflits entre communautés et éradiquer les visées d'infiltration des groupes extrémistes violents. C'est dans ce cadre que la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) a été créée pour promouvoir la culture de l'esprit de paix et de dialogue permanent entre les différentes communautés du pays, et l'entretien de la confiance mutuelle, la tolérance et le respect dans une volonté de vivre ensemble (Boukary, 2015). Dans une logique complémentaire, la Commission Nationale de Contrôle et de Récupération d'Armes Illicites (CNCCAI) est mise en place pour identifier, concevoir et mettre en œuvre des stratégies de lutte contre la prolifération des armes légères, ce qui permet d'atténuer les risques sécuritaires et appuyer des actions de relèvement social et économique (Mai Moctar, 2010 ; Hamit A. et Mohamed M. A., 2013). Dans ce même contexte, la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) est mise en place (Hamidou T. M., 2015). Elle a pour mission d'effectuer des études et des recherches sur les droits humains, de donner des avis et recommandations aux pouvoirs publics sur des questions touchant les droits humains et assurer la tenue des séminaires et ateliers de formation relativement aux droits de l'homme, à la paix,

la tolérance, etc.

Depuis le déclenchement de la guerre imposée par la secte Boko Haram, l'Etat du Niger a déployé des moyens substantiels pour faire face à cette agression sans précédent. Selon Maikoréma (2018) au moins 10% du PIB sont affectés aux dépenses de défense et de sécurité.

Les réponses de l'Etat du Niger

Après les attaques des villes de Bosso et Diffa les 5 et 6 février 2015, des mesures fermes ont été prises (Maikorema, 2017) :

- le déploiement des FDS dans la région de Diffa ;
- la prise de mesures d'accompagnement (état d'urgence dans la région de Diffa, constitution de comités de vigilance pour prévenir les attaques-surprises);
- l'activation de la FMM (Niger, Tchad, Cameroun, Nigeria et le Bénin);
- *Boko Haram* affaiblie, mais toujours présente, Aussi, le Niger a mis l'accent sur la prévention du radicalisme par :
- la promotion du dialogue intra et interreligieux,
- le développement de l'éducation et de l'enseignement islamiques ;
- La "dé-radicalisation" par la réconciliation et l'intégration des "repentis". Le but est d'œuvrer à la promotion d'une société d'amour, de justice, de paix en combattant l'obscurantisme et les préjugés source d'intolérance génératrice de violences, d'instabilité et de conflits.

2. Engagement de l'Université de Diffa auprès des populations et des Forces de Défense et de Sécurité dans la lutte contre l'extrémisme violent

Suite aux attaques des villes de Bosso et Diffa, plusieurs défis s'opposaient à l'Université de Diffa :

Faire face à la psychose créée par la secte Boko Haram à travers les attentats, les actes de meurtres, d'enlèvement, etc.

Faut-il délocaliser l'Université vers les Régions sécurisées dès lors que la secte considère l'Ecole Occidentale comme un sacrilège,

L'Université a préféré ne pas céder et surtout ne pas rester passive.

C'est dans ce contexte que les Autorités Régionales ont posé la question : **Quelle pourrait être la contribution de l'Université de Diffa dans l'accompagnement des populations en détresse et le soutien aux succès militaires sur le terrain ?**

Du coup, l'Agenda de l'Université, qui était l'analyse des problèmes écologiques et environnementaux, a évolué pour prendre en charge les problèmes sociétaux.

Pour organiser la contribution de l'Université, des animations scientifiques ont été menées pour renforcer les capacités de tous les acteurs qui accompagnent les populations.

Notons qu'au fur et à mesure que la situation sécuritaire évolue, l'Université de Diffa a adapté sa stratégie pour apporter une contribution pertinente et efficace dans la gestion du conflit par l'Etat du Niger.

Stratégie développée par l'Université de Diffa dans le cadre de la riposte

L'Université de Diffa a compris très tôt que les problèmes de la Région de Diffa et du Bassin du Lac Tchad en général nécessitent la mobilisation de toutes les couches socioprofessionnelles et culturelles. C'est pourquoi tous les acteurs de la vie socioéconomique du bassin étaient impliqués dans les différentes réflexions qui devaient susciter une solidarité nationale et internationale envers les populations de la Région de Diffa et de tout le Bassin du Lac Tchad.

Ces réflexions devaient permettre d'une part de consolider les capacités intrinsèques des leaders d'opinion dans la construction et la consolidation de la paix et d'autre part générer des idées qui devaient alimenter l'élaboration d'un plan de développement local.

2.1. L'analyse du contexte sécuritaire pour dégager des recommandations à mettre en œuvre

L'Université a organisé un 1^{er} Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad. L'objectif du colloque était d'analyser le problème de l'insécurité dans la zone afin de formuler des recommandations pour une sortie de crise. Il a réuni plus de 100 participants relevant de 19 Universités, 14 Institutions nationales et internationales et 7 ONG et Associations nationales et internationales en provenance de 11 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Espagne, Etats Unis d'Amérique, France, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Tchad).

Les analyses ont montré que la secte Boko Haram a trouvé un terreau favorable à l'endoctrinement : les jeunes en chômage, l'analphabétisme, le manque d'emplois rémunérateurs, l'insuffisance des services sociaux de base (écoles, hôpitaux ou centres de santé etc.).

Des suggestions ont été formulées :

- 1 Maintenir la pression militaire et tendre la main pour le retour des repentis,
- 2 Renforcer le dispositif de sécurité à l'intérieur des pays et au niveau transfrontalier et impliquer les populations dans la gestion de la crise,
- 3 Renforcer les capacités et moyens des forces de défense et de sécurité pour mieux assurer leur mission avec une coordination sous-régionale efficace,
- 4 Renforcer les activités civiles et militaires de sensibilisation des communautés sur les indices de reconnaissance des suspects de la secte Boko-Haram et les consignes de sécurité,
- 5 Renforcer le contrôle de la circulation des stupéfiants et l'éducation des jeunes contre ces fléaux,
- 6 Développer des stratégies pour identifier les auteurs potentiels de ce mouvement et instaurer un dialogue avec ces acteurs,
- 7 Mettre en place des programmes de développement intégré des zones frontalières
- 8 Instaurer un dispositif de sécurité durable aux frontières.

Au plan social et économique :

- 1 Accompagner les victimes à retrouver une vie normale à travers la proposition des activités génératrices de revenus,
- 2 Déradicaliser les extrémistes Boko Haram,
- 3 Renforcer la collaboration entre les autorités judiciaires, militaires et les populations,
- 4 Intégrer des ex combattants de Boko Haram dans le tissu socio-économique,
- 5 Renforcer les aides d'urgences sur les camps de déplacés, de réfugiés et les populations dont les activités sont compromises (alimentation, santé, éducation),
- 6 Créer de l'emploi pour les jeunes qu'il faut nécessairement insérer pour éviter les influences négatives,
- 7 Développer des projets de développement et entreprises à même de prendre en charge les jeunes,
- 8 Doter les écoles de formation existantes d'équipements nouveaux, de formateurs qualifiés et en nombre suffisant, de programmes de formation adaptés aux besoins contemporains et à venir du monde du travail,
- 9 Créer davantage des centres sous régionaux de formation aux métiers de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat sous l'égide de la CBLT,
- 10 Multiplier les centres d'alphabétisation fonctionnelle au profit notamment des femmes illettrées et des centres sociaux pour les adultes précoces (filles-mères, veuves précoces, jeunes répudiées)
- 11 Formaliser les écoles coraniques et encadrer l'enseignement religieux,
- 12 Organiser des sessions de formation des imams et réglementer l'exercice de ce métier,
- 13 Adopter un programme d'enseignement religieux à l'usage des écoles coraniques formalisées.

2.2. Renforcement des capacités des acteurs

Le symposium international sur la sécurité dans le Bassin du Lac Tchad organisé les 14 et 15 mai 2016 à Diffa, a réuni plus de 100 participants dont les chefs traditionnels, les élus locaux et les Commandements des détachements militaires des 4 pays du Bassin du Lac Tchad. L'objectif du symposium est le renforcement de capacités aux acteurs directement impliqués dans la gestion du conflit : chefferie, Préfets, FDS. Formation de réseaux pour la gestion de l'information.

A l'issue des travaux, des recommandations sont formulées :

Pour favoriser la déradicalisation, le retour des repentis et leur réintégration, les participants ont recommandé de :

Prendre des mesures adéquates pour protéger les acteurs sociaux engagés au côté de l'Etat pour la lutte contre l'extrémisme (informateurs, leaders engagés, forces d'autodéfense, etc.), de renforcer la bonne gouvernance et la justice sociale ;

Créer un cadre d'accueil des repentis dans les quatre pays du bassin.

Développer, avec l'appui des leaders religieux, les prêches et les enseignements en faveur de la culture de la paix afin de prévenir les mauvaises interprétations de l'islam.

Pour créer les conditions de relance du dialogue social nécessaire à l'éradication de la violence :

Rendre opérationnels, sous l'égide des autorités, les cadres de concertation et de dialogue avec les acteurs sociaux (leaders traditionnels, populations, organisations de la société civile, élus locaux) afin que les décisions publiques soient mises en œuvre avec la confiance et l'adhésion des populations.

Renforcer davantage le rôle des leaders communautaires, au-delà d'un rôle de simples informateurs, en faisant d'eux des porte-voix de leurs communautés.

Pour une sortie rapide de la crise et un retour progressif vers une situation normale :

En attendant la mise en place des conditions de retour des populations

déplacées dans leurs terroirs d'origine, créer des activités génératrices de revenus à haute intensité de main d'œuvre.

Faciliter le retour progressif des populations déplacées en portant une attention particulière à un plan de mise en œuvre de la campagne agricole et au ramadan.

Créer les conditions de retour durable des populations déplacées dans leurs terroirs d'origine, notamment : en sécurisant davantage, par le positionnement d'unités militaires, les positions reprises de l'influence des terroristes ; en s'enrichissant des expériences de différents pays en situation de post conflits pour créer de l'emploi et restaurer les activités socioéconomiques de base (agriculture, pêche, élevage, commerce) et étudier les options de réintégration géographique des repentis et des démobilisés pour gérer les clivages sociaux engendrés par l'insécurité liée à Boko Haram.

Pour un retour et une consolidation des services publics de base :

Renforcer les capacités des entités territoriales décentralisées dans la maîtrise d'ouvrage de mise en œuvre des activités socio-économiques.

Prendre en compte l'effet des aléas sur la production agricole antérieurement à l'avènement de Boko Haram dans les programmes de développement agricole nécessaires à la réinstallation durable des populations.

Développer et vulgariser les études scientifiques sur le phénomène de radicalisation idéologique et encadrer les activités religieuses.

Renforcer l'accès et la qualité de l'éducation publique, du primaire au supérieur.

Renforcer l'encadrement par l'Etat et la société de l'éducation coranique, conformément aux recommandations N°15 du Colloque International sur la Culture de la paix et le développement dans le Bassin du Lac Tchad tenu à Diffa en novembre 2015).

Mettre les mères au centre du dispositif d'éducation à la base des enfants afin de mieux prévenir les risques de radicalisation.

Les partenaires techniques et financiers devraient dégager les moyens nécessaires pour la sécurisation des populations et de leur bien dans tous les quatre pays (Nigeria, Niger, Cameroun, Tchad).

La mise en place d'ateliers de formation professionnelle et de pépinières de microprojets pour favoriser l'intégration professionnelle des jeunes.

Pour la prévention des risques de reproduction, dans le futur, de mouvements et idéologies violentes par les jeunes :

Développer le tissu associatif dans la sous-région afin de permettre à la jeunesse d'avoir accès à l'information, à la connaissance, au débat, à l'échange.

Encourager l'engagement de la jeunesse dans les partis politiques, les associations civiques, laïques et religieuses, les clubs, la fréquentation des maisons de la culture et des loisirs, des bibliothèques, des médias, *etc.*

Eviter que les mesures restrictives et les abus dans leur application ne créent des frustrations et des désobéissances civiles chez les populations concernées.

La situation a évolué en 2016, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur a officiellement lancé le programme cadre de prise en charge de la reddition des éléments de Boko Haram le 27 décembre 2016 à Diffa.

L'autorité administrative a accueilli 55 repentis dans un camp basé à Diffa. Avec l'augmentation du nombre de repentis, l'Etat a aménagé un camp à Goudoumaria à 200 km à l'Ouest de la ville de Diffa.

Aujourd'hui le centre de réédition de Goudoumaria comporte 222 repentis.

Pour l'Université de Diffa, il fallait soutenir cette nouvelle orientation donnée par l'Etat du Niger dans la gestion de la crise.

2.3. Déradicalisation des jeunes et réinsertion des repentis de Boko Haram

L'idée d'organiser un symposium sur la déradicalisation des jeunes et la réinsertion des repentis de Boko Haram a été soutenue par l'Autorité politique, ce qui a permis au Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation de faire une communication sur ledit symposium au cours du **Conseil des Ministres du 23 mars 2017**.

Un atelier préparatoire des communautés locales a été organisé pour permettre aux populations de maîtriser les nouveaux concepts de la justice transitionnelle et exprimer leurs attentes du symposium. C'est ainsi que 5 modules ont été donnés sur : les vraies valeurs de l'Islam, le rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix au Niger, la déradicalisation, le pardon et la réinsertion.

A ce colloque, nous avons donné un contenu afin que l'ensemble des participants aient une bonne compréhension de la nécessité du retour de la paix. C'est ainsi que nous avons retenu l'exemple des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC), celui des Talibans en Afghanistan, des Shebab en Somalie et les exemples de la Sierra Léone et du Libéria,

Le symposium, organisé du 15 au 17 mai 2017 à Diffa, a réuni plus de 350 participants venus de par le monde (photo 5). Plus de 50 conférences animées par d'éminents chercheurs venus d'**Afrique** (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Somalie, Tchad), d'**Europe** (Belgique, France, Grande Bretagne, Russie, Suisse, Ukraine), d'**Amérique** (Colombie, USA) et d'**Asie** (Afghanistan) ont été données.

A l'issue des travaux, plusieurs recommandations ont été formulées par les participants :

Pour créer les meilleures conditions de pardon et de réconciliation pour un retour définitif de la paix dans la région :

Créer toutes les conditions pour un retour effectif des déplacés dans leur terroir d'origine ;

Renforcer les capacités des chefs traditionnels dont le rôle dans la gestion, la prévention des conflits et la réinsertion socioprofessionnelle

des repentis est combien important ;

Favoriser la création et la formation des comités de vigilance dans chaque village et les appuyer en moyens adéquats pour empêcher le processus d'enrôlement des jeunes dans les mouvements de Boko Haram ;

Renforcer la coopération et la collaboration des chefs traditionnels et leurs populations avec les F.D.S. (Forces de Défense et de Sécurité) stationnées ou de passage dans leur zone ;

Renforcer les activités civilo-militaires de sensibilisation des communautés sur les consignes de sécurité ;

Identifier les victimes directes et indirectes pour leur dédommagement et accélérer le processus de réhabilitation et réinsertion ;

Faciliter le processus de réinsertion socio-économique des repentis de Boko Haram ;

Prendre en compte les besoins des populations vulnérables ;

Organiser des séances publiques de pardon et de réconciliation couronnées par le serment coranique en ménageant un espace public où les victimes peuvent s'exprimer, extérioriser leur colère devant les repentis, les autorités, les communautés (audience foraine) ;

Faire respecter les procédures judiciaires locales (procès-verbal, documentation, possibilité d'écoute des témoins) ;

Traiter avec diligence le cas des présumés prisonniers de la guerre liée aux attaques de la secte Boko Haram.

Décentraliser les procédures pénales au niveau Régional (affectation d'un juge compétent pour juger les cas de terrorisme au niveau des juridictions locales).

Améliorer l'accès aux services sociaux de base aux communautés ;

Elaborer et mettre en œuvre des micro-projets structurants au profit des communautés du Bassin du Lac Tchad pour une réinsertion efficace et la restauration d'une paix durable ;

Faire un plaidoyer auprès des Partenaires Techniques et Financiers

pour lutter contre le désœuvrement et le chômage des jeunes et des femmes à travers des activités génératrices de revenus facilitant leur réinsertion dans le tissu socioéconomique ;

Mettre en place un programme efficace de lutte contre la pauvreté, favorisant l'égalité des chances entre les citoyens.

Pour une cohabitation pacifique dans un contexte de diversité et d'interprétation religieuse :

Réformer le système éducatif pour tenir compte du contexte socio-économique et empêcher la radicalisation des jeunes en formalisant toutes les écoles coraniques et en réglementant les contenus pédagogiques des formations ;

Réglementer les prêches et les sermons de vendredi et des Aïds ;

Développer l'instruction civique et morale dans les écoles et centres de formation.

Pour créer les conditions d'une implication effective de toutes les couches socioprofessionnelles dans le processus de déradicalisation et de réinsertion des jeunes des repentis :

Accélérer le processus de déradicalisation et de réinsertion des jeunes repentis en impliquant toutes les couches socioprofessionnelles ;

Amorcer le processus de développement durable de la région ;

Développer des programmes intenses de sensibilisation, d'information et de partage d'expériences réussies de déradicalisation en langues nationales dans les médias nationaux et internationaux

Développer des actions visant à appuyer les victimes particulièrement les femmes, les enfants et les vieillards ;

Lutter contre le désœuvrement et le chômage des jeunes qui n'ont pas rejoint le mouvement de la secte Boko Haram en développant des activités génératrices de revenus en leur faveur ;

Suivre et évaluer les actions entreprises de déradicalisation, de réinsertion des repentis et d'accompagnement de la population cible pour veiller à leur meilleure mise en œuvre effective ;

Sensibiliser et renforcer les capacités des communautés locales à accepter et à réintégrer les repentis.

Renforcer les capacités des acteurs au niveau Régional :

A ce titre, il est nécessaire de :

- Veiller à l'implication des victimes directes et indirectes dans le processus de réconciliation ;
- Renforcer les leaderships des ONG dans la mise en œuvre des activités d'accompagnement des populations ;
- Renforcer la culture du pardon et la tolérance à l'échelle intra et intercommunautaires d'une part et entre gouvernants et gouvernés d'autre part ;
- Faire appel à des spécialistes des sciences sociales dans la conception et la mise en œuvre des programmes de déradicalisation ;
- Impliquer les repentis dans le programme de sensibilisation pour dissuader les potentiels cas d'adhésion à la secte Boko Haram (contre radicalisation);
- Travailler sur l'acceptation du retour des repentis dans leurs communautés;
- Créer des centres de rééducation et de déradicalisation ;
- Redynamiser des filières porteuses (poivrons, poissons, gomme arabique, agrumes) ;
- Augmenter des investissements pour l'aménagement des polders;
- Développer des infrastructures touristiques et de promotion de l'artisanat;
- Réhabiliter et renforcer le réseau de radios communautaires ;
- Intensifier les prêches et le contre-discours de radicalisation ;
- Organiser des prières collectives pour une paix définitive.

Renforcer les capacités des acteurs aux niveaux départemental, communal et communautaire

A ce titre, il est nécessaire de :

- Renforcer la responsabilité des parents dans l'éducation et le contrôle des enfants ;
- Séparer dans les centres de détention les détenus d'actes terroristes des prisonniers des droits communs ;
- Utiliser les comités de gestion des repentis mis en place dans chaque département de la région pour accompagner le processus ;
- Focaliser les prêches sur les versets coraniques bien sélectionnés sur le djihad en direction des jeunes musulmans et non musulmans ;
- Construire des structures sanitaires, sportives et culturelles ;
- Regrouper régulièrement les jeunes et les femmes pour des séances de sensibilisation sur la vigilance permanente qu'ils doivent observer pour assurer leur sécurité et celle de leurs biens.
- Renforcer et promouvoir le dialogue intra et intercommunautaire dans le processus de règlement de conflit d'une manière générale et dans le processus de la réinsertion des repentis de Boko Haram en particulier.
- Utiliser les médias, notamment les radios communautaires pour sensibiliser les populations en vue d'un changement de mentalité, de comportement, et adopter un esprit de tolérance et de pardon au regard des repentis de Boko Haram.

Renforcer les capacités des chefs traditionnels, des leaders religieux et de la population

La gestion des conflits couvre plusieurs facettes. La chefferie traditionnelle étant en contact permanent avec les populations, joue un rôle très important dans la pacification et la recherche de la quiétude sociale. A cet effet, il est recommandé de :

- L'impliquer activement dans tout le processus de réconciliation ;
- Accepter les excuses publiques des repentis ;
- Accompanyer l'Etat dans ses efforts pour un retour de la paix et de la sécurité ;
- Accepter la diversité d'opinions et la diversité religieuse ;

Veiller au respect d'autrui et à l'adoption d'un comportement pacifique et tolérant :

- Rappeler fréquemment que l'islam est une religion de paix et de tolérance ;
- Développer un contre-discours vis-à-vis des jeunes repentis,
- Participer activement dans toutes les actions de déradicalisation et de la réinsertion des jeunes repentis initiées par l'Etat et ses Partenaires ;
- Sensibiliser les jeunes pour ne pas rejoindre le mouvement.

III. Amélioration de la résilience des populations victimes de l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad.

Pour soutenir le programme cadre de reddition défini par le Gouvernement nigérien, l'Université de Diffa a formulé un document de projet d'incubateur Agroécologique et de Promotion de la Paix qui est complémentaire aux activités de formation professionnelle proposées dans le cadre de la reddition des éléments de Boko Haram. En effet, pour l'Université de Diffa les actions d'urgence doivent être complétées par des activités d'autonomisation des populations, d'où l'idée de développer un incubateur qui comporte 7 composantes : (i) une ferme apicole, (ii) une ferme agropastorale, (iii) une ferme avicole, (iv) une ferme agricole, (v) une ferme conservatoire de faune sauvage, (vi) une ferme piscicole et (vii) une ferme d'ingénierie écologique.

Pour l'Université de Diffa, les éléments de Boko Haram sont des anciens élèves, agriculteurs, pêcheurs, etc. et qu'il serait vraisemblablement plus facile de les lancer sur ces activités.

L'Université a largement fait la promotion de cette ferme auprès des partenaires qui assistent les populations victimes de la persécution.

L'incubateur a pour objectif de favoriser la création d'entreprises et la maturation de projets de recherche développement. Plus spécifiquement, elle permet de :

- offrir des terrains d'expérimentation aux apprenants,
- améliorer le savoir et le savoir-faire des apprenants,
- constituer une plate-forme pour l'intégration sociale des jeunes au service de la société,
- contribuer à la promotion de l'entrepreneuriat agricole,
- disséminer les bonnes pratiques,
- donner des opportunités d'emploi aux jeunes désœuvrés, non scolarisés et déscolarisés, et mêmes les repentis de Boko Haram,
- améliorer les revenus des populations locales victimes de l'extrémisme violent.
- former les jeunes agriculteurs aux techniques de production agricoles, d'élevage, etc.
- accueillir des cohortes de 20 jeunes de tous les secteurs du développement rural pour un renforcement de capacité.

Cette ferme connaît un début d'application par l'UNHCR au bénéfice des réfugiés nigériens du Camp de Sayam Forage à travers :

(1) une ferme piscicole (2) et une ferme agropastorale.

(1) une ferme piscicole

Pour la ferme piscicole, 50 étangs sont aménagés pour l'élevage de 2 espèces de poisson : *Oreochromis niloticus* et *Clarias gariepinus*.



(a)



(b)

Photo 1 a et b : (a) étang et (b) remise des chèvres aux réfugiés

2) une ferme agropastorale.

Pour la ferme agropastorale, 60 chèvres et 4 boucs sont distribués à 2 groupements.

L'UNHCR a pris l'engagement d'accroître le nombre de réfugiés bénéficiaires.



Photo 2 : remise des chèvres aux réfugiés

Conclusion

L'Université de Diffa a modulé sa contribution dans la gestion de la crise liée à la secte Boko Haram en fonction des orientations données par l'Etat du Niger. C'est ainsi qu'elle a mobilisé les populations locales et la société civile aux niveaux national et international pour soutenir les efforts des Forces de Défense et de Sécurité engagées sur le front. Elle a assuré un renforcement des capacités aux acteurs clés impliqués dans résolution du conflit (l'Autorité coutumière et les Forces de Défense et de Sécurité). Pour l'Université de Diffa les actions d'urgence doivent être complétées par des activités d'autonomisation des populations, d'où l'idée de l'incubateur Agroécologique et de Promotion de la Paix à travers ses 7 composantes. Enfin, la menace islamiste Boko Haram ne peut être combattue que par une réponse globale comprenant un volet militaire, une dimension politique, économique, culturelle, sociale et environnementale.

Bibliographie

Adamou R., 2015. Le contexte politique régional de l'insécurité. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Boukary I. A., 2015. Contribution de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix au colloque international de la culture de la paix dans la Région de Diffa : Réflexions d'un praticien suivies des propositions. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Ada L., Abou et Tarka M., 2016. Réponses du Niger face aux enjeux et défis de paix, sécurité et développement dans les zones Sahélo-sahariennes. SDS SAHEL-NIGER, HACP ; Colloque Inaugural du CNESS, Niamey.

DSD-Sahel Niger, 2012. Stratégie de Développement et de Sécurité dans les zones Sahélo-Sahariennes du Niger, 70 p.

Hamidou T. M., 2015. Moussa Rôle des jeunes : Citoyenneté en milieu scolaire, étudiantin et administratif. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Hamit A. et Mohamed Moctar A., 2013. Mise en œuvre du programme prioritaire de renforcement des capacités pour la prévention et la gestion des crises : étude des cas de N'Guigmi et de N'Gourti dans la région de Diffa. HAC P - P NUD : 35 p.

Hisseine Mahamats A., 2015. Quelles alternatives pour le développement des communautés rurales du Bassin du Lac Tchad. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Kiari Fougou H. & Lemoalle J., 2015. Le commerce de poisson dans la partie nigérienne du lac Tchad : analyse de l'évolution des circuits. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Kyari M., 2015. BIRTH AND EVOLUTION OF Boko Haram. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Mahaman M. I., 2015. La culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad : parenté à plaisanterie et renforcement de l'unité entre les communautés. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Mai Moctar K., 2010. Rapport national sur l'application du programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et sur l'application de l'instrument international visant à permettre aux états de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre. Commission Nationale pour la Collecte et le Contrôle

des et le Contrôle des Armes Illicites : 30 p.

MISPD/ACR, 2017. Projet de Recensement Administratif de développement à vocation humanitaire de la population de la Région de Diffa (RAD/H). 79 p.

Moussa Tchangari A.T., 2015. Impact du conflit sur les populations locales dans la région de Diffa. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Sadou B., 2015. Rôle du cadre de commandement dans le cadre de la gestion de la crise liée à Boko Haram. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Saïbou I., 2015. Recommandations pour une sécurisation durable des populations du Bassin du Lac Tchad. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Sambe B., 2015. Boko Haram : Du mouvement de contestation à la menace sur le Bassin du Lac Tchad. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad à l'Université de Diffa, Niger*. Diffa, du 2 au 4 Novembre 2015.

Souley A., 2017. Projet millénariste et rationalité islamiste : quelques pistes de réflexion sur l'expansion de Boko Haram au sein de la jeunesse. *Actes du Colloque international sur la culture de la paix dans le Bassin du Lac Tchad – Université de Diffa*.

Adapter les cadres de sécurité collective de l'Afrique aux menaces prévisibles du Bassin du Lac Tchad : un cas pour une stratégie prospective

BIEM Jean Eudes

Chercheur - EIFORCES

Atténuer, éliminer ou réduire considérablement les menaces à la paix et à la sécurité qui pèsent actuellement sur le Bassin du Lac Tchad (BLT) exige une réflexion et une action stratégiques adéquates sur au moins trois plans clés. L'une concerne la problématique de la force utile dans les conflits et les guerres contemporains au sein de la population (Gray et Sloan, 1993 ; 2005; 2005 ; 2013 ; Smith, 2005, Desportes, 2009), où l'emploi de la force est indispensable mais où la force seule, ou certains usages plus ou moins classiques de la force massive arsenalisée n'ont absolument aucune chance de gagner le jour présent. Cet impératif est illustré par l'échec temporaire de l'éradication de Boko Haram : par le Nigeria dans son hésitation constante entre la force et le dialogue, sans décision définitive d'utiliser les deux au besoin, et par le Cameroun, qui a dépensé un milliard d'euros en 2014 seulement en armes lourdes (Rogez, 2015), pour obtenir une victoire qui a mis fin à la capacité des groupes terroristes à mener la guerre en première ligne, mais pas la guerre elle-même, alors que les armes lourdes sont devenues largement non pertinentes pour la phase suivante, vraiment asymétrique et encore actuelle, de la guerre (Biem, 2014).

Un autre plan clé est l'intelligence stratégique pour l'application topique de la force et du pouvoir, fort et faible (Nye, 2011), dans une approche qui vise non seulement à résoudre les conflits, mais aussi à prévenir et à prévenir l'émergence ou la résurgence de menaces à l'avenir. En ce sens, les menaces prévisibles désignent les menaces à la sécurité et les conflits réels, ainsi que les armes que leurs systèmes considèrent comme des menaces en soi, qui

semblent les plus susceptibles de se produire ou de persister dans un avenir prévisible en raison des interactions entre les risques, les vulnérabilités et les facteurs d'instabilité, mais qui produisent ou aggravent également ces interactions et leurs incidences sur l'environnement sécuritaire. L'intelligence stratégique consiste donc à faire une lecture de l'environnement et, à appliquer la pensée et l'action en général, mais aussi de manière différenciée, selon les besoins dans l'espace-temps et les communautés, avec les acteurs concernés, d'une manière coordonnée et cohérente, et avec une conscience aiguë et une activation habile des points d'impact structurellement transformateurs (Biem 2017) dans une zone d'incertitude et d'étrangeté, des nœuds contradictoires d'offre et de demande pour le rôle d'État et les services publics ainsi que des identités qui en relèvent.

Une telle perspective transformatrice implique à son tour une action, dont le BLT a le plus besoin, sur le plan le plus durable : des facteurs d'instabilité et de déstabilisation de moyenne et longue durée, à la fois humains et naturels. Parmi ces derniers, les facteurs climatiques et environnementaux sont primordiaux, malgré les incertitudes de la littérature sur les tendances du changement climatique, les profils de fragilité climatique et les relations causales entre le changement climatique et les conflits (Gleditsch, 1998 ; Hauge et Ellingsen, 1998 ; Homer-Dixon, 1999 ; de Soysa, 2002 ; Hendrix et Glaser, 2007 ; Roehriget et coll, 2013; Magrinet. al. 2015 ; Nagarajan et al. 2018 ;), en particulier au Sahel au centre duquel se trouve le BLT.

Comment la politique et la stratégie de sécurité panafricaines abordent-elles alors les menaces qui pèsent sur ces plans et, plus important encore, comment les cadres de politique de sécurité collective sont-ils et peuvent-ils le mieux être adaptés pour accroître l'efficacité et la stabilité à long terme dans le Bassin du Lac Tchad est au cœur de la réflexion entreprise ici. Telle est l'interrogation pour l'exploration programmatique suggérée ici. Elle est fondée sur l'idée que, en général et dans le cas de la construction panafricaine de la Défense et de la Sécurité en particulier, le renforcement des capacités semble susceptible d'être le mieux réalisé et maximisé en travaillant avec les cadres existants.

Il s'agit donc de promouvoir, de soutenir, d'améliorer les politiques déjà adoptées et leur mise en œuvre. Cela est plus utile que de céder à la générosité fautive et souvent mal informée de prescrire encore et encore ce que l'Afrique et l'Union africaine (UA) devraient faire, et donc de dupliquer inutilement les efforts en cours ou terminés, y compris ceux dirigés par les éléments de planification (PLANELMS) à la Commission de l'UA et les communautés économiques régionales/mécanismes régionaux (CRE/MR)

qui favorisent l'application des politiques et initiatives¹.

Compte tenu de la portée transnationale et de la grandissante portée transrégionale des menaces à la sécurité et des facteurs d'instabilité en Afrique, il est crucial de s'appuyer sur ce qui existe et ce qui est en cours pour résoudre les problèmes de coordination et renforcer l'action collective au sein de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) et avec les partenaires et autres acteurs. Dans cette logique et conformément au projet éditorial qui l'a invité, le présent article explore à la fois certaines perspectives clés d'analyse politique et esquisse un programme de recherche sur la stratégie d'une sécurité durable.

Il emprunte en priorité ses outils d'analyse à l'approche stratégique prospective (Poirier, 1983) qui réduit l'incertitude et projette les fins, les voies et les moyens dans un ensemble cohérent articulé en trois étapes :

- 1) l'analyse morphologique pour étudier les avènements possibles et déterminer ce que l'entité à protéger et à défendre pourrait le plus probablement être pour ou contre ;
- 2) la détermination des possibilités d'action compte tenu des formes les plus probables de l'avenir et des capacités disponibles, en tenant compte des objectifs stratégiques précis par rapport aux capacités, et
- 3) la décision sur la ligne de conduite à suivre, parmi les possibilités étudiées en (2), pour atteindre des objectifs stratégiques précis.

Dans cette logique et sans aucune prétention à la modélisation, le document propose d'envisager une stratégie de sécurité prospective pour le BLT en définissant et en se concentrant sur certaines des menaces les plus prévisibles. L'accent est donc d'abord mis sur cette question de la prévisibilité et de ses déterminants qui forment un archipel d'invariants qui resteront encore en jeu pendant les prochaines décennies. Cette orientation, implicitement et explicitement suggérée, vise à réduire ou à résoudre le paradoxe constant de prévisibilité et de surprise stratégique qui s'est manifesté de manière omniprésente dans la déstabilisation du Sahel et du Sahara au cours des deux dernières décennies, en particulier après l'intervention de l'OTAN en Libye, qui a libéré les forces du Djihad et du

¹ L'UA et ses partenaires pourraient certainement renforcer leurs mécanismes pour mettre fin aux efforts visant à réduire ces doubles emplois, tout en encourageant des initiatives véritablement originales susceptibles de contribuer à combler le déficit de compétences dans le contexte des stocks relativement faibles de capital humain de l'Afrique et des capacités d'innovation latentes corrélées, ainsi que du " déficit d'ingéniosité " qui en découle, par rapport aux sociétés plus technologiquement innovantes (Homer-Dixon 2000).

crime organisé transnational comme il fallait s’y attendre mais pas assez.

Ainsi, la première section qui suit l’introduction analyse la dynamique de la prévisibilité, y compris ce que j’ai appelé un archipel d’invariants, qui fonctionnent comme des facteurs causant ou déterminant certaines menaces comme étant plus probables. La seconde va plus loin en définissant et en illustrant la notion de menaces prévisibles en Afrique et en particulier le contexte du BLT pour les années et les décennies à venir. Enfin, en suggérant une confrontation systématique de ceux-ci avec les cadres de sécurité collective existants adoptés et mis en œuvre par l’UA, les CER/MR et d’autres entités d’action collective africaines concernées, et en s’appuyant sur leur pertinence relative et leurs insuffisances. La troisième partie présente quelques recommandations pour une adaptation ultérieure. Etant entendu que les cadres doivent conserver et même renforcer leur pertinence pour toutes les sous-régions, les considérations, il convient de le noter, sont finalement calibrées sur une réflexion et une action davantage axées sur les leçons apprises et à tirer du BLT que sur ses avantages exclusifs.

1. Les menaces et leur prévisibilité dans le Bassin du Lac Tchad

“Si les tendances actuelles se poursuivent sans effort significatif pour les atténuer, le changement climatique et ses effets augmenteront les conflits et les guerres civiles en Afrique de 34% d’ici 2030, en particulier dans la région du Sahel” (Shevel, 2015). Cette déclaration est représentative du scénario apocalyptique construit par la perspective déterministe de la prévision stratégique qui a dominé pendant un certain temps les médias et les images populaires de l’avenir de l’Afrique, notamment en ce qui concerne la relation entre sécurité et environnement. Cette perspective déterministe, enracinée dans l’analyse néomalthusienne, a été largement critiquée dans la littérature, comme mentionné dans l’introduction, pour avoir surestimé le rôle central de la dégradation de l’environnement dans les conflits.

De plus, même en supposant que ses mécanismes de causalité conventionnels et souvent trop larges sont valides, le modèle n’est pas très efficace pour identifier les causes à court terme qui déclenchent immédiatement l’éclosion d’un conflit. Pour que les différentes prédictions de conflits sur l’accès aux ressources tiennent la route, la complexité des mécanismes causaux tend à être souvent sous-estimée, alors qu’il est extrêmement difficile de déterminer les seuils théoriques et empiriques qui déclenchent la violence une fois franchis, vu la nature très progressive des changements environnementaux (Hendrix et Glaser, 2007).

Néanmoins, en dépit de ces incertitudes sur les causes environnementales des conflits, l'analyse structurelle conduit à une relation dans laquelle les conflits dans le BLT en particulier sont entretenus par les facteurs les plus durables d'instabilité et d'insécurité. Ces facteurs sont en effet liés aux défis environnementaux, y compris les changements climatiques, et aux défis politiques, qui contribuent tous deux à la configuration la plus importante de la fragilité, l'effondrement de l'État, dont ils résultent également, dans un cercle vicieux.

En tant que multiplicateur de menaces qui multiplie les risques et les pressions existants, les changements climatiques convergent et interagissent avec d'autres chocs et pressions environnementaux, économiques, sociaux et politiques, et peuvent augmenter la probabilité d'instabilité ou de conflit, en particulier dans des situations fragiles et conflictuelles comme celle du BLT, où les gouvernements et les institutions sociales sont aux prises avec la sécurité et le développement équitable. Simultanément, les conflits et la fragilité y contribuent à la dégradation de l'environnement et compromettent la capacité d'adaptation au changement climatique, créant ainsi un cercle vicieux de vulnérabilité et de fragilité croissantes.

Entre autres, le récent rapport sur le *profil climat-fragilité : Le Bassin du Lac Tchad* (Nagarajan et al., 2018) utilise le terme *risques de fragilité climatique* pour désigner les risques complexes et systémiques découlant de l'interaction entre le changement climatique et les pressions politiques sociales économiques et environnementales. Le rapport présente un intérêt particulier, non seulement parce qu'il rend très bien compte de la situation actuelle en matière de risques et de conflits, mais aussi parce qu'il contribue de manière significative à la compréhension du lien entre le climat et la sécurité. J'y fais également référence parce que, en tant que première composante d'un processus d'évaluation des risques liés à la fragilité climatique, pour les acteurs travaillant dans des contextes affectés par les risques climatiques et de fragilité, afin de comprendre la nature liée de ces risques et de planifier, concevoir, mettre en œuvre et évaluer des programmes pour répondre positivement à ces risques, elle est très pertinente en termes d'analyse de prévisibilité et d'orientation pour les recherches futures.

Les auteurs soutiennent que, contrairement à l'opinion largement répandue qui découle d'une mauvaise interprétation des images satellitaires, les vulnérabilités climatiques cruciales ne découlent pas tant de la diminution de la superficie du lac Tchad que des incertitudes quant à la variabilité et, par conséquent, la disponibilité future de l'eau à l'usine de traitement des eaux à des échelles de temps saisonnières, interannuelles et multi-

décennales, et de ce fait, soulignent la nécessité d’approfondir la recherche pour comprendre la variabilité du lac Tchad et l’interaction entre les différents mécanismes de forçage.

Pour comprendre le changement climatique comme une variable qui affecte l’économie préexistante, les pressions environnementales, politiques et sociales, le profil identifie trois éléments clés de risques de la fragilité climatique.

Le premier est la façon dont le conflit et la fragilité accroissent la vulnérabilité, car le conflit en cours avec Boko Haram a considérablement miné la résilience de la communauté, y compris la capacité de la population à s’adapter au changement climatique, un développement qui empêchera toute intervention et tout effort futurs pour faire face au conflit et aux risques climatiques.

Le second c’est que le changement climatique exacerbe les conflits pour l’accès aux ressources naturelles, en particulier pour la terre et l’eau, de manière plus visible entre pasteurs et agriculteurs.

Le troisième c’est que la vulnérabilité des moyens d’existence a facilité le recrutement dans les groupes armés qui offrent depuis longtemps des incitations financières à ceux qui les rejoignent, bien que la manière dont la variabilité climatique et le changement climatique influenceront sur cette dynamique ne soit pas claire et mérite d’être mieux comprise.

Pris ensemble, ces risques de fragilité climatique créent une boucle de rétroaction qui s’impose d’elle-même entre l’insécurité croissante des moyens d’existence, la vulnérabilité au changement climatique, les conflits et la fragilité. Les conflits et la fragilité diminuent progressivement la résilience des communautés, les rendant plus vulnérables aux changements climatiques qui, dans le même temps, sapent davantage les moyens de subsistance et exacerbent la concurrence autour de ressources naturelles plus rares. Si ce cercle vicieux n’est pas brisé à temps, non seulement la crise actuelle perdurera, mais, plus important encore, elle conduira la région sur la voie du conflit et de la fragilité.

Partant de là, le rapport met en évidence un certain nombre de tendances qui sont essentielles pour les trajectoires futures des conflits, confirmant plusieurs études antérieures (Ministère de la Défense, 2012; Biem, 2014, 2017, 2018 ; National Intelligence Council, 2017 ; Magrin et Pérouse de Montclos, 2018, etc.).

Premièrement, la résilience des groupes armés : ils se sont avérés capables de changer et d’adapter leur identité, leurs stratégies, leurs tactiques et leurs

structures organisationnelles.

Deuxièmement, l'avenir des groupes d'autodéfense et autres milices d'autodéfense qui ont émergé en réaction aux groupes armés : leur rôle dans la stabilisation ou les conflits futurs et leur dynamique de fragilité dans un contexte de grande incertitude, notamment en ce qui concerne leur volonté de démobiliser et de désarmer lorsque la menace qui a entraîné leur formation est réduite à des proportions plus raisonnables.

Une troisième tendance consiste à accroître les problèmes d'urbanisation et de réinstallation, le principal défi étant d'assurer des moyens de subsistance durables dans les zones urbaines et semi-urbaines et de faciliter le retour et la réinstallation, étant donné que les mouvements de population provoqués par le conflit et la crise climatique ont surtout eu lieu des zones rurales vers les villes.

Une quatrième tendance est liée au rôle de l'aide humanitaire et de la coopération au développement.

La prévisibilité et la transparence de l'aide, ainsi que l'établissement de liens plus étroits avec la coopération au développement à long terme, pour s'attaquer aux causes profondes de la crise seront essentiels, car les conflits peuvent être réglés par la médiation, notamment en réduisant la dépendance des agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance vis-à-vis des eaux de pluie ; - même si l'on ne prévoit pas une augmentation des variations avec le temps - tâche qu'un gouvernement de BLT et, plus généralement, d'Afrique sub-saharienne ne sera probablement pas en mesure de remplir dans un avenir proche, sans une coopération et une assistance accrues. Les menaces les plus probables découlent de ces tendances et des risques susmentionnés.

2. Les menaces et les conflits les plus probables

Comme mentionné dans l'introduction, les menaces prises dans leur prévisibilité comprennent les configurations, les situations, les menaces pour la sécurité et les conflits réels et leurs systèmes d'armes prévalents. Ceux-ci sont hautement susceptibles de persister ou de se produire dans un avenir prévisible en raison des interactions entre les risques, les vulnérabilités et les facteurs d'instabilité qui résultent à la fois de leur apparition et de leur réémergence. Trois menaces principales peuvent être identifiées dans le Bassin du Lac Tchad, à savoir : la défaillance des États, les conflits et

groupes armés violents, la criminalité transnationale organisée.

Fragilité des États

De toutes les menaces prévisibles à la sécurité qui compromettent la transformation positive du Bassin du Lac Tchad, la fragilité ou l'échec des États est la plus importante en termes structurels. Elle a tout le poids d'une configuration sociale au sens donné par Norbert Elias (1978) pour saisir les interdépendances qui réarrangent les ensembles dans lesquels s'intègrent les êtres et les constructions sociales, et d'un dispositif, entendu comme une certaine disposition provisoire des relations de force et de connaissance qui produit la stabilité de la labilité d'un régime à un moment donné dans le temps (Foucault, 1980 ; Agamben, 2009). La fragilité des États ne concerne pas seulement les agrégats sur lesquels l'ensemble de la politique repose pour survivre ou s'épanouir en tant que telle, mais aussi les paramètres dans lesquels elle est acceptée, reproduite, développée ou sapée, déterminant ainsi les menaces et les capacités à les affronter pour ladite entité.

Pour aller droit au but et nous en tenir à notre sujet, l'indice de fragilité des États de 2019 (Fonds pour la paix, 2019) montre que les quatre pays du BLT sont en alerte - la catégorie la plus fragile, par opposition à durable, stable et alerte - et qu'ils suivent des tendances qui s'aggravent. En termes d'indicateurs, très peu d'États sont capables de se maintenir à moyen terme, et encore moins à long terme. Si l'on considère les indicateurs de cohésion, l'appareil de sécurité dans les quatre pays, en particulier au Cameroun et au Tchad, est largement perçu comme protégeant le régime ou l'élite, plutôt que le pays. Au Cameroun, le gouvernement est constamment accusé de ne pas bien faire face à l'insurrection et, dans les quatre pays, l'armée et la police sont perçues comme ne maintenant pas le bon usage de la force. Il y a une prolifération assez élevée d'armes légères et de petit calibre, et là où la stabilisation est envisagée, il n'y a pas encore un plan de démobilisation, de désarmement et de réinsertion des ex-combattants qui fonctionne correctement.

Les élites sont généralement fragmentées et fractionnées, souvent selon des critères ethniques. Si la qualité des élections s'est améliorée, les résultats sont encore souvent contestés et les dirigeants ne sont pas toujours perçus comme représentatifs de la population et de ses intérêts. Les griefs collectifs et les discours de haine, longtemps réprimés, se multiplient au Cameroun, pays le plus stable et le plus stabilisateur de la région entre les années 1970 et 2000, avec des sentiments et des rapports de concurrence ethnique ou régionale, des griefs de groupes qui se disent opprimés ou marginalisés, ainsi que d'autres qui se mobilisent pour se faire entendre dans leur

spécificité afin de ne pas être exclus comme non pertinents, dans le dialogue ou le règlement des conflits. Les facteurs de cohésion sont par conséquent très faibles et sapés dans l'ensemble du BLT. Dans l'ensemble, la région présente des sociétés en marge, s'orientant vers moins de stabilité et plus de labilité, en particulier au Cameroun où elles étaient sans doute les moins fragiles jusqu'à récemment.

En ce qui concerne les facteurs économiques, les quatre pays du BLT affichent tous une croissance positive, tant actuelle que projetée. Cependant, les pays et leurs populations sont appelés à rester enfermés dans la dynamique du milliard inférieur (Collier, 2007), pour au moins une autre décennie ou quelques années de plus, à moins que l'orientation des voies de développement ne change radicalement de cap, notamment par l'adoption de coordonnées plus solides sur le plan endogène (Binam Bikoï et Biem, 2017). Les deux principales économies du pays (Nigeria et Cameroun) sont des pays à revenu moyen et faible, et les deux pays en retard (Tchad et Niger) sont des pays à faible revenu dans le classement 2019 de la Banque mondiale. Les économies formelles et les finances publiques des quatre pays restent extrêmement dépendantes des exportations de pétrole, d'uranium (Niger) et de quelques autres matières premières. Malgré la volonté politique et la publicité des programmes, le rythme de la diversification est très lent, même au Cameroun et au Nigeria. La croissance est extrêmement inégale et sévèrement critiquée en tant que telle, à la fois par l'opposition politique non violente et légale, les acteurs de la société civile et les groupes insurgés, y compris Boko Haram et les séparatistes violents. Tous mettent en cause la corruption, le népotisme et le copinage, ce qui a pour conséquence la légitimité des régimes et parfois des États eux-mêmes.

La fuite humaine et l'exode des cerveaux sont également importants, en particulier du Cameroun et du Nigeria vers les pays occidentaux et de plus en plus asiatiques. Les professionnels et les personnes hautement qualifiées qui constituent une part importante du capital technique et intellectuel quittent leur pays ou tentent de le faire en nombre. A l'inverse, la proportion de la classe moyenne qui commence à rentrer dans le pays est au mieux marginale, la volonté de retour étant découragée par la corruption et le népotisme, tellement la mentalité clanique tant décriée empêche de tirer profit du potentiel des ces populations.

La cooptation des élites par la distribution des largesses de l'Etat et l'émigration de nombreux jeunes instruits qui ont contribué à un certain relâchement des tensions au Cameroun par exemple (International Crisis Group, 2010) a maintenant fait machine arrière. Les doutes sur le transfert pacifique du pouvoir à l'aide de l'État sont omniprésents tant chez les

bénéficiaires que chez les opposants jurés aux largesses de l'État. Il y a beaucoup d'envois de fonds à destination des familles de parents à l'étranger. Dans l'ensemble, si les diasporas ont un impact sur l'économie de l'Etat d'origine, leur demande d'une plus grande influence sur la politique a souvent eu un impact moins positif en raison des approches et réactions contradictoires des gouvernements et des activistes de la diaspora.

En ce qui concerne les indicateurs politiques, la légitimité de l'État est très faible dans tous les domaines. La confiance des citoyens dans les institutions et les processus politiques est très faible. Les fonctions de base de l'État qui servent la population sont plus demandées que la plupart des États ne peuvent le faire. Aucun des quatre pays ne peut fournir des services essentiels, tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, Internet et la connectivité à tous ses citoyens, l'électricité. Le commandement de l'État est clairement plus développé que les capacités de protection de l'État. Le niveau et l'entretien de l'infrastructure générale s'améliorent, mais continuent d'avoir des effets négatifs sur la situation actuelle et le développement potentiel du pays.

Enfin, les indicateurs sociaux et transversaux montrent une pression démographique parmi les plus élevées du monde. Avec la taille de la population nigériane, la plus grande d'Afrique, et le taux de fécondité du Niger, le plus élevé du monde, les taux de croissance démographique dans le BLT absorbent et annulent la croissance économique, laissant une jeunesse massive dans la position ambivalente des actifs si les pays corrigent leurs tendances de développement, ou un facteur de risque de sécurité explosive si la population actuelle et la croissance économique persistent pendant les deux prochaines décennies. Déjà, chacun des quatre pays a à la fois des réfugiés dans et en provenance d'au moins un autre pays du bassin, et chacun a des personnes déplacées à l'intérieur de son propre pays, le Cameroun les ayant causées par au moins deux conflits.

Conflits violents, groupes armés et systèmes d'armes

Il s'agit là de la deuxième menace prévisible pour la sécurité dans la région. D'une manière générale, il existe trois types de groupes armés qui représentent des menaces immédiates et, dans certains cas, quotidiennes pour la sécurité de la population et de l'État : les groupes armés terroristes (GAT), les groupes armés politiques (GAP) et les groupes armés criminels (GAC). Ces groupes sont présents à des degrés divers dans les quatre pays du BLT, alors que le Cameroun et le Nigeria ont des groupes séparatistes violents qui tentent d'obtenir la sécession d'une partie du pays. Dans le cas du Cameroun en particulier, en raison de leurs méthodes, les groupes de

combattants séparatistes de l'ancien Sud-Cameroun sont à la fois GTA (Groupes terroristes armés), GPA (Groupes politiques armés) et GCA (Groupe criminels armés). De manière globale, le BLT étant situé au centre du Sahel, c'est un point de passage important pour la criminalité transnationale organisée qui sillonne les autoroutes du Sahel et du Sahara.

En raison de la fragmentation des groupes et des émulations multiples parmi les entrepreneurs de l'extrémisme violent, ces zones grises dans lesquelles les groupes armés exercent plus ou moins de contrôle sont souvent devenues plus grises après le départ de l'État qu'à son approche. Plus important encore, lorsque l'État s'en débarrasse mais n'en garde pas le contrôle, ils deviennent rapidement contrôlés par le crime organisé. De plus, la Transnationalisation est inévitable au regard des trajectoires socio-historiques des échanges transsahariens.

La menace semble inquiétante en théorie, à la lumière de certaines des grandes tendances de l'environnement sécuritaire mondial qui affectent les pays du BLT. Parmi celles qui ont le plus d'impact, on peut citer les agressions lancées simultanément au tournant du siècle contre l'État westphalien par trois insurrections mondiales : l'insurrection criminelle mondiale des exclus de la mondialisation, l'insurrection plutocratique mondiale des élites fiscales des pays riches et des élites kleptocrates des pays pauvres (Matfess et Micklaucic, 2016) comme celles du BLT et l'insurrection islamique mondiale (Kilcullen, 2008). Celles-ci menacent l'État à la fois dans l'isolement et par la porosité et la mutabilité croissantes des divers types de groupes armés, induisant les pires impacts qui prennent la forme d'une capture de l'État par les GAC, ou d'une faillite de l'État qui est souvent l'un des résultats de la victoire des GTC et GAC.

Parmi les systèmes d'armes et les tactiques, les engins explosifs improvisés (EEI) sont ceux qui sont les plus susceptibles de faciliter un tel échec de l'État et d'assurer le succès des adversaires asymétriques des États.

De plus en plus utilisée par les terroristes, les extrémistes et les réseaux criminels, elle fait l'objet d'une approche de lutte axée sur les dispositifs ; empêche les pays du BLT de l'envisager dans son vaste environnement stratégique, et ne leur donne donc aucune chance de l'interdire tant que les perspectives ne changent pas. De nombreuses caractéristiques soutiennent cette pertinence des EEI. Ils sont improvisés et peuvent donc être facilement conçus, construits et dissimulés à l'aide de matériaux facilement disponibles. Très efficace sur le plan tactique, l'EEI peut être utilisé à la fois pour des meurtres ou des assassinats ciblés et sans discrimination, tuant militaires, policiers et civils, et détruisant des infrastructures essentielles. En termes

d'impact opérationnel, l'utilisation d'engins explosifs improvisés peut entraver une force conventionnellement supérieure, détruisant le moral des troupes et de la population et empêchant la concentration des forces, l'économie des moyens et la liberté de manœuvre des forces de l'État et augmentant leur nombre de terroristes, extrémistes et criminels, comme l'ont constaté tous les pays BLT avec Boko Haram. Plus important encore, les engins explosifs improvisés se sont avérés être un système d'armes tactiques ayant une pertinence et un impact stratégiques. L'impact coûte des millions de dollars en ressources, donne un sentiment de désespoir et de peur au sein de l'appareil de défense et de sécurité et de la population. En fin de compte, ces facteurs stratégiques ont tendance à déplacer l'initiative des forces étatiques plus importantes et plus fortes vers des groupes armés plus faibles dont les succès les rendent plus motivés et patients. Contraints de réagir aux tactiques, au rythme et au terrain choisis par des adversaires asymétriques, les États se rendent rapidement compte qu'ils ont perdu et qu'ils sont en retard pour reprendre l'avantage stratégique de l'asymétrie, et qu'ils risquent de perdre s'ils ne s'adaptent pas s'ils ne pensent pas autrement (Desportes, 2009).

De telles perspectives extrêmes peuvent sembler lointaines dans le BLT. Cependant, il reste impératif et de plus en plus pressant, compte tenu de la déstabilisation du Cameroun qui a longtemps été le rempart, qu'une réponse coordonnée à ces menaces, auxquelles les États et les peuples seront confrontés dans un avenir prévisible, soit mise en place, idéalement dans la mouvance des cadres panafricains de paix et sécurité.

3. Cadres de sécurité collective : perspectives pour l'adaptation de la stratégie et des politiques

Au sein de l'architecture africaine de paix et de sécurité, le principal outil mis en place pour faire face aux conflits et - plus indirectement - aux autres menaces violentes contre la paix et la sécurité est la Force africaine d'alerte (FAA). Il s'agit essentiellement d'une force de maintien de la paix en attente. Pourtant, le maintien de la paix n'est pas adapté à la lutte contre le terrorisme, comme le confirment les conclusions des évaluations, la littérature analytique et les sources faisant autorité de la doctrine du maintien de la paix, notamment le Rapport Brahimi 2000, le Rapport Capstone 2008, le Rapport du Groupe indépendant de haut niveau 2015, ou le Rapport Cruz 2017. Face à ce défi, l'Union africaine a choisi le concept d'opérations de soutien de la paix (OSP) qui correspond à peu près à la quatrième génération

du maintien de la paix, qui comprend une forte dimension d'emploi des forces et de *consolidation de la paix* (Kenkel, 2013). Afin de répondre aux besoins du BLT dans la lutte contre le Boko Haram, l'UA a adapté ce concept et autorisé une force de combat de maintien de la paix : La Force Multinationale conjointe de Maintien de la Paix (FMM).

Cette force est un complexe stratégique-juridique inhabituel, voire singulier. Ses quatre secteurs sont essentiellement des Forces opérant sur leur propre territoire, mais avec un mandat international. Par ailleurs, son Concept d'opération (ConOps) précise que la FMM agit en coordination avec les Forces de défense et de sécurité des Etats membres de la Commission BLT et du Bénin afin d'interdire les groupes terroristes dans sa zone d'opération. Cela permet effectivement aux Forces sous juridiction et commandement nationaux de se projeter sur le territoire du pays voisin pour des opérations plus ou moins ponctuelles.

Le Cameroun applique cette disposition avec son Bataillon d'Intervention Rapide " Alpha " basé à Maroua et placé sous l'autorité directe de la Présidence de la République, et l'opération " Emergence 4 " de la Quatrième Région Militaire Interarmées qui reçoit ses ordres du Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre. Alpha et Emergence informent simplement si leur distance de pénétration reste dans la limite de 25 km. C'est lorsqu'ils ont l'intention d'aller au-delà qu'ils doivent obtenir l'autorisation de la FMM. Du point de vue de l'interopérabilité totale sur l'ensemble du théâtre, tout se passe comme si la FMM et sa zone d'opérations s'étendaient au-delà de leurs espaces et de leurs troupes, parfois englobant, parfois compris par les Forces nationales. C'est également ce que suggèrent des opérations telles que le " Final Push " du Nigéria, qui résume l'esprit de tous les secteurs, tandis que le commandement central de la Force cherche et prépare les moyens, y compris les amphibiens, pour déloger Boko Haram des îles du lac Tchad qui, avec la forêt de Sambisa, font partie de ses dernières grandes bases arrière.

Du strict point de vue du rapport actions-résultats, la FMM a réussi à appliquer avec succès les quatre D de la phase d'intervention : Deranger, dégrader, détruire, dissuader. Bien entendu, il est temps d'assurer le succès de la Gendarmerie en matière de stabilisation en trouvant un moyen de régler ce type de conflit qui incarne les conflits probables des menaces les plus prévisibles pour l'avenir du BLT.

La FMM soulève les questions les plus actuelles de la pensée stratégique en Afrique et dans le monde. En particulier, il y a celle de l'innovation sur les fondements de l'action dans les conflits les plus récurrents et les plus

probables au sein de nos sociétés et populations transnationales : les questions de doctrine, de modèles, de formes et de formats de forces, de formation, de pratique militaire, de recyclage, d'adéquation numérique et logistique, de coordination, de complémentarité, de cohérence et de cohésion dans le déploiement.

Dans la construction panafricaine de la défense et de la sécurité collectives, le plus grand défi est l'innovation dans la projection des Forces dans deux directions. La première est la direction spatio-dynamique mobilisée par la doctrine Bush-Obama, qui prescrit de réduire la primauté de la force arsenalisée et de grandes campagnes pour déployer, préventivement si nécessaire, les Forces en unités spéciales très mobiles appliquant souvent les principes de non-identification et dotées de toute la puissance de feu et du soutien logistique disponible en mobilité sur les théâtres où les adversités se préparent à libérer les menaces, afin de les neutraliser préalablement. La deuxième orientation pourrait être qualifiée de perspective-systémique, se référant à la programmation anticipative des Forces. Cela implique le relèvement des Forces ainsi que le maintien des effectifs et des équipements nécessaires aux commandements en relation stricte avec les conflits les plus probables, et tout d'abord pour les zones et les points les plus sensibles.

Afin de mettre davantage à l'œuvre les cadres panafricains pour le BLT, les mesures stratégiques et politiques suivantes pourraient être envisagées, entre autres :

1. Concevoir une stratégie panafricaine endogène pour faire face aux menaces et opportunités climatiques et environnementales au-delà du cadre de réduction-adaptation, et harmoniser sa mise en œuvre dans les CER/MR et les Etats membres de l'UA.
2. Renforcer les mécanismes de paix et de sécurité de l'UA en précisant davantage la répartition des tâches et des responsabilités entre les Etats membres, les CER/MR qui ne sont pas encore clairement définis dans le cadre de l'Acte constitutif et les documents d'orientation de l'UA. En particulier, bien que le principe de subsidiarité qui donne aux CER/MR l'initiative en matière de paix et de sécurité dans leurs régions respectives soit essentiel et ait été approuvé en novembre 2018, le principe de non-indifférence qui remplace l'ancien principe inadéquat de l'OUA de non-traitement doit être appliqué. Conformément aux pouvoirs conférés au Conseil de paix et de sécurité par l'article 7 du Protocole de 2002 relatif à la création du CPS de l'UA, de permettre à l'UA d'intervenir lorsque les CER se trouvent dans une impasse sur des crises graves sans devoir attendre d'être invitées à le faire².

2 L'article 7 du Protocole prévoit les pouvoirs clés suivants du CPS :

3. Renforcer le cadre de coordination et d'harmonisation de l'analyse entre le CPS et ses homologues régionaux, réduire la méfiance entre les CER et la CUA et promouvoir l'action collective et la prise de décision aux niveaux politique et technique si nécessaire à l'efficacité.
4. Sans renoncer au soutien international, décider de la nécessité d'adapter et de transformer le mandat et les ConOps afin de faire du MNJTF une force d'intégration avancée avec un rôle exemplaire dans l'intégration des Forces africaines dans le cadre de la FAA et des futures Forces armées fédérales africaines.
5. Établir un lien entre l'établissement des Forces à différentes échelles et la gestion des blocages structurels comme base d'une nouvelle culture stratégique. Compte tenu des enjeux axiaux tels que ceux de l'espace transsaharien, cela permettrait de répondre à la nécessité de passer du modèle d'intervention actuel à une transformation modèle. En pratique, il s'agirait d'initier ou d'accroître la présence de l'Etat avec l'installation, dans les zones à risque, d'activités productives et d'unités de recherche et développement basées sur des actifs locaux. Ces activités pourraient être gérées par les forces de sécurité et de défense et les services de renseignement (y compris les forces spéciales si nécessaire), avec un contrôle parlementaire.
6. Ajouter une composante de lutte contre la criminalité transnationale organisée (CTOC) à l'actuel MNJTF, et élaborer une stratégie africaine de CTOC, ou du moins des stratégies pilotes nationales.
7. Concevoir une stratégie panafricaine de lutte contre les engins explosifs improvisés (IED) et élaborer un programme de formation harmonisé pour la lutte contre les IED en Afrique.

-
- Anticiper et prévenir les différends et les conflits, ainsi que les politiques susceptibles de conduire à un génocide et à des crimes contre l'humanité ;
 - Entreprendre des missions de rétablissement et de consolidation de la paix et de soutien de la paix ;
 - Recommander l'intervention dans un État membre en cas de circonstances graves, à savoir les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité ;
 - Instituer des sanctions ;
- Mettre en œuvre la politique de défense commune de l'UA ;
- Veiller à la mise en œuvre des conventions et instruments clés en matière de lutte contre le terrorisme international ;
 - Promouvoir la coordination entre les mécanismes régionaux et l'UA en matière de paix, de sécurité et de stabilité en Afrique ;
 - Suivi de la promotion des pratiques démocratiques, de la bonne gouvernance, de l'état de droit, de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du respect du caractère sacré de la vie humaine et du droit international humanitaire ;
 - Promouvoir et encourager la mise en œuvre des conventions et traités sur la maîtrise des armements et le désarmement ;
 - Examiner les situations dans lesquelles l'indépendance et la souveraineté nationales d'un État Membre sont menacées par des actes d'agression, y compris par des mercenaires, et prendre des mesures à cet égard.

8. Afin de garantir une capacité permanente d'interopérabilité de toutes les Forces africaines aux niveaux national, sous-régional et continental, et quelles que soient les combinaisons, harmoniser à tous ces niveaux les bases d'action précitées : Modèles, formes et formats des forces ; entraînement, formation, recyclage ; adéquation numérique et logistique, coordination, complémentarité, cohérence et cohésion, simulations continues. Pour ce faire, transformer en une agence de l'UA, comme l'Agence du NEPAD, ou en une Organisation panafricaine internationale, l'Association africaine des formateurs pour le soutien de la paix (APSTA) et systématiser son rôle de conseiller stratégique de la Commission de l'Union africaine et des mécanismes régionaux de l'AAPS pour coordonner, harmoniser et normaliser la préparation de la FAA.
9. Conformément à la feuille de route de la FAA qui prescrit la mise en place d'un stock d'équipements et de réserves pour le déploiement rapide en quatorze jours, s'appuyer temporairement sur des solutions de "logistique des flux tendus" pour mettre en place une culture de maintien de réserves pour les capacités opérationnelles initiales en cas de déploiement (Udoaka, 2017). Sur cette base, surmonter et résoudre l'une des faiblesses majeures des Forces Africaines (logistique) en établissant la Base Logistique Continentale de Douala comme centre de référence logistique pour l'élaboration de concepts d'appui à tous les niveaux, ainsi que l'entretien des dépôts d'équipements.
10. Assurer l'harmonisation de tous les instruments panafricains de défense et de sécurité collective et rendre obligatoires les dispositions du Pacte de non-agression et de défense commune de l'Union africaine par la signature d'accords bilatéraux de défense entre chaque pays africain et chacun de ses voisins. Afin d'interdire effectivement et définitivement les actes réprouvés par ledit Pacte, œuvrer à la conclusion d'un accord global selon lequel toute attaque contre un pays africain, qu'elle provienne de l'intérieur ou de l'extérieur, constitue une attaque contre tous les pays africains.

Références

- Agamben, G. 2009. *What is an Apparatus? And Other Essays*. Stanford: Stanford University Press.
- Biem, J. E. 2014. “Evolutions of Boko Haram’s Polemological Status in the Face of the United Nations Global Strategy in Central Africa: Integrated Foresight Outline.” *Vigie, Strategic Analysis and Forecasting Bulletin* 003 & 004: 73-80.
- Biem, J. E. 2017. “Local Cultures in the Instability and Re-stabilization of the Sahel for Africa’s Emergence: the Need for Structurally Transformative Grand Strategy.” In Charles BinamBikoi and Jean EudesBiem (Eds.), *Africa’s Emergence and Industrialization: the NewDeal ofAfrican Traditions*. Yaounde: Editions du CERDOTOLA: 311-339.
- Biem, J. E. 2018. “The MNJTF and the Phasing of its StrategicCONOPS: fromthePSO/MOA ModeltoInnovation in African Force Projection?” *Vigie, Strategic Analysis and Forecasting Bulletin* 007: 41-52.
- BinamBikoi, C. and Biem, J. E. (Eds.) 2017. *Africa’s Emergence and Industrialization: the NewDeal ofAfrican Traditions*. Yaounde: Editions du CERDOTOLA.
- Collier, P. 2007. *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. London: Oxford University Press.
- De Soysa, I. 2002. “Ecoviolence: Shrinking Pie, or Honey Pot?” *Global Environmental Politics* 2(4) : 1-34.
- Desportes, V. 2009. *Tomorrow’s War: Thinking Otherwise*. Paris: Economica.
- Elias, N. 1978. *What is Sociology?* New York: Columbia University Press.
- Foucault, M. 1980. *Power/Knowledge*. London and New York: Pantheon Books.
- Fund for Peace. 2019. *State Fragility Index 2019*. Washington, DC.
- Gleditsch, N. P. 1998. “Armed Conflict and the Environment: A Critique of the Literature.” *Journal of Peace Research* 35(3): 381-400.
- Gray, C. and Sloan, G. 1993. *Weapons Don’t Make War: Policy, Strategy and Military Technology*. Lawrence: University Press of Kansas.
- Gray, C. and Sloan, G. 2005. *Another Bloody Century: Future Warfare*. London: Weidenfeld and Nicolson.
- Gray, C. and Sloan, G. 2013. *Perspectives on Strategy*, Oxford: Oxford University Press.
- Hauge, W. and Ellingsen, T. 1998. “Beyond Environmental Scarcity: Causal Pathways to Conflict.” *Journal of Peace Research* 35(3): 299-317.
- Hendrix, C. and Glaser, S. M. 2007. “Trends and Triggers: Climate, Climate Change and Civil Conflict in Sub-Saharan Africa.” *Political Geography* 26(6): 1-27.
- Homer-Dixon, T. F. 1999. *Environment, Scarcity, and Violence*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Homer-Dixon, T. F. 2000. *The Ingenuity Gap*. New York, NY: Knopf.

- International Crisis Group. 2010. *Cameroon: A Fragile State?* Dakar/Nairobi/Brussels.
- Kenkel, K. M. 2013. "Five Generations of Peace Operations: from the 'Thin Blue Line' to 'Painting a Country Blue'." *Revista Brasileira de Política Internacional*, 56 (1): 122-143.
- Kilcullen, D. 2008. "Countering Global Insurgency." In Thomas G. Mahnken and Joseph A. Maiolo (Eds), *Strategic Studies: a Reader*. New York, Routledge, 2008: 326-41.
- Magrin, G.; Lemoalle, J. and Pourtier, R. (Eds.) 2015. *Atlas du lac Tchad*. Paris: IRD Éditions/Passages.
- Magrin, G. and Pérouse de Montclos, M.-A. (Eds) 2018. *Crisis and Development: the Lake Chad Region and Boko Haram*. Paris : Agence Française de Développement.
- Matfess, H. and Micklaucic, M. (Eds.) 2016. *Beyond Convergence: World without Order*. Washington, DC: Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies, National Defense University.
- Ministère de la Défense. 2012. *Horizons stratégiques 2040*. Paris.
- Nagarajan, C.; Pohl, B.; Rüttinger, L.; Sylvestre, F.; Vivekananda, J.; Wall, M.; Wolfmaier, S. 2018. *Climate-Fragility Profile : Lake Chad Basin*, Berlin : Adelphi.
- Nye, J. 2011. *The Future of Power*. New York: Public Affairs.
- Poirier, L. 1983. *Essais de stratégie théorique*. Paris: FEDN.
- National Defence Council. 2017. *Global Trends 2035: Paradox of Progress*. Washington, DC.
- Smith, R. *The Utility of Force: The Art of War in the Modern World*. London: Penguin Books, 2005.
- Roehrig, R.; Bouniol, D.; Guichard, F.; Hourdin, F. and Redelsperger, J.-L. 2013. "The Present and Future of the West African Monsoon: A Process Oriented Assessment of CMIP Simulations along the AMMA Transect." *Journal of Climate* 26: 6471-6505.
- Rogez, O. 2015. "Sur les traces de Boko Haram : Cameroun, la terreur aux frontières." RFI Webdocumentary, March. Retrieved 21.05.2019 from <http://webdoc.rfi.fr/cameroun-boko-haram-nigeria-terreur-frontieres-jihadistes/>
- Shevel, J. 2015. "Perspectives on Development, Sustainability and Cooperation." Lecture delivered at the Galilee International Management Institute, Nahalal, Israel, 10 December.
- Udoaka, U. 2017. "The Capacity to Respond." *Africa Defense Forum*, 10: 22-27.

Leçons et perspectives pour une stabilisation durable du Bassin du Lac Tchad

Saïbou Issa
Université de Maroua

Introduction

Après cinq années (2014-2019) de déploiement pluriel de l'Etat, des partenaires internationaux, des communautés et de la société civile contre la menace différentielle qu'est Boko Haram, quelques tendances stratégiques commencent à se dessiner, tandis que les mécanismes et effets des interventions en faveur des victimes ont déjà produit des résultats et, dans certains cas, appelé à des réajustements. La présente contribution esquisse d'abord quelques-unes des leçons apprises par rapport aux dispositifs de projection des risques et de réponse rapide aux menaces. Ensuite, elle aborde la problématique de la stabilisation durable de la sous-région, en particulier celle de la partie camerounaise affectée par les conflictualités. Cette seconde partie comprend deux axes : la création de conditions idoines pour la relance économique ; la gestion des personnes associées aux groupes armés, parmi lesquelles plusieurs sont revenues des zones sous emprise de Boko Haram. Plutôt qu'un texte construit autour d'une problématique académique, ce texte se veut surtout une note synthétique d'enjeux et défis induits par la crise. Elle est basée sur une lecture personnelle de l'environnement stratégique et des risques régionaux de sécurité tels que je les observe depuis deux décennies.

De l'approche risque et de la perception de la menace

L'Etat nigérian tout comme ses voisins affectés par l'expansion de Boko Haram, ont perçu le discours et les prétentions de l'organisation de Muhammad Yusuf, sous le prisme du « déjà vu ». Les similitudes avec le mouvement Maitatsine qui a secoué les grandes villes du Nord Nigeria à la fin des années 1970¹, semblent avoir conduit à l'adoption de la même approche répressive par l'armée nigériane, à savoir la décapitation, en s'attaquant à ses chefs. Tous les Etats ont été manifestement surpris par la tournure que vont prendre les violences subséquentes et la capacité de résilience des insurgés. Ce qui appelle à quelques constats devant servir à modifier l'appréhension des menaces qui se développent dans les bassins stratégiques entourant le Cameroun.

A.1 La persistance d'une perception 'nationale' des menaces

Un indicateur de l'immaturation de la prospective stratégique dans la sous-région, malgré la récurrence des conflictualités : les risques dans le Bassin du Lac Tchad (BLT) sont cycliques, convertibles, reproductibles et transmissibles. La récurrence des crises environnementales et la régénérescence des différends en temps de compétitions et de césures politiques sous-tendent la fréquence de l'instabilité et son exportation à travers les mobilités des chercheurs d'opportunités socioéconomiques, particulièrement dans les zones frontalières où les failles de la gouvernance ont laissé éclore et prospérer des alternatives à l'Etat. Ensuite, armes, combattants, trafiquants et autres vecteurs de l'illégalité alimentent divers types de violences, indépendamment de leur fonction (criminelle, politique, confessionnelle...), essentiellement concentrés sur la rentabilisation. Facteurs et intrants permanents transforment régulièrement les conflits qui prennent la forme du moment, avec les acteurs du moment et les enjeux du moment. Parce qu'on gère plus qu'on ne règle les conflits, ceux-ci constituent des risques pendants et peuvent se muer en menaces manifestes une ou deux décennies plus tard, à condition d'être réactivés par des entrepreneurs opportunistes. Les menaces aux frontières sont systémiques ; elles sont transmissibles par

¹ Voir Guy Nicolas, « Guerre sainte à Kano », *Politique africaine*, n° 4, 1981.

la circulation des acteurs, l'imbrication des réseaux transfrontaliers et l'interaction entre les types d'insécurité qui y cohabitent. Par conséquent, la négation politique des sources locales (nationales) d'un phénomène de violence, ne doit pas occulter l'analyse de risque qui, pour être lucide, doit résulter d'un système de veille plutôt que d'une investigation a posteriori. La prospective semble avoir manqué de perspicacité face à Boko Haram.² Il n'y a pas d'indications qu'elle explore les trajectoires de mutations de cette menace qui se raccorde de plus en plus aux enjeux de sécurité au Sahel dans son ensemble.

Un indicateur de la bureaucratisation et de la contextualisation de la pensée irénologique centrée sur la paix négative (absence de conflits, diminution des agressions, état des lieux de l'existant, etc.), peu disert sur la paix positive (projection, planification, programmation, conditions favorables au maintien de la stabilité, de la cohésion sociale, de la prévention des conflits, analyse des risques), y compris dans les universités où la réflexion sur l'avenir reste superficielle. La nécessité de programmes nationaux de recherche sociale et stratégique adossés à des think tanks résolument opérationnels et motivés, est un impératif. Le Niger (création récente d'un centre national d'études stratégiques et de sécurité) et le Nigeria (existence du Nigerian Institute for Political and Strategic Studies depuis des décennies), structurent la réflexion prospective dans le sens de l'aide à la décision. Malgré l'éventail des travaux produits chaque année par les Universités et les Ecoles spécialisées camerounaises, la cohérence avec l'action de l'Etat reste à consolider en l'absence d'un mécanisme dédié de synthèse des résultats et de conception conséquente de réponses proactives. La création d'un centre de prospective au ministère en charge des relations extérieures est une avancée qui reste cependant à mettre en œuvre avec ambition. Le Tchad reste le ventre mou de cette dynamique, alors que des décennies de guerres variées et une personnalité militaire affirmée sur le continent, notamment face à la menace terroriste au Sahel, engage le pays à se doter d'un cadre d'évaluation et de projection des menaces internes, régionales, voire internationales auxquelles il est vulnérable. La régionalisation des conflits au moins à travers leurs effets et l'accumulation des risques interrégionaux invitent à compléter les dispositifs nationaux d'analyse par un cadre interétatique de pensée dont

2 Malgré l'essor de *Jamatul Ahlis Sunna Lidawati wal Jihad*, alias Boko Haram à travers les prêches de son leader Muhammad Yusuf, aucune disposition particulière n'a été prise dans l'Etat de Borno pour contrer la montée de l'extrémisme religieux. Des hommes politiques se sont, du reste, associés à l'aura de Yusuf pour des raisons électorales.

la CBLT pourrait être le réceptacle.

Un indicateur des insuffisances dans les mécanismes d'exploitation des rapports et dans la synergie entre les Etats et entre les services. Diverses études consécutives à la dissémination des armes, à la mobilité transfrontalière d'éléments affiliés à des groupes armés, aux trafics de pierres précieuses, au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à bien d'autres fléaux du corpus d'instabilité en Afrique Centrale³, ont révélé les incidences de la porosité des frontières et de la faible coopération sous-régionale en matière de sécurité sur la facilitation du crime organisé. Malgré l'existence de partenariats dans le cadre de la coopération policière, du COPAX, d'Interpol ou des commissions mixtes de sécurité réactivées dans le contexte de la recrudescence de la criminalité transfrontalière, les échanges d'information restent insuffisamment standardisés et automatisés aussi bien entre services nationaux qu'entre Etats. Quoique les Etats membres de la CBLT aient mis en place les patrouilles mixtes dès le début des années 1980, leur fonctionnement n'a pas été optimisé à cause d'un mandat limité et des difficultés opérationnelles dues notamment aux conflits frontaliers au Lac. La CBLT n'a pu se doter d'un dispositif stratégique qu'à partir de 2014 avec la mise en place de la Force Multinationale Mixte (FMM) et la mutualisation des efforts entre les quatre secteurs opérationnels de la Force. La nécessité d'une gestion de proximité des problèmes communs aux zones frontalières a conduit les pays affectés par Boko Haram à instaurer le Forum des Gouverneurs des Etats et Régions frontaliers.

A.2 Le financement endogène de la violence et la re-productibilité des criminalités

La crise actuelle confirme la capacité de résilience des groupes armés et en particulier des bandes criminelles dès lors qu'ils peuvent assurer leur autofinancement. Le crime est un mode de production durable dans un espace aussi ouvert, favorable à l'éclosion de nouvelles formes d'illégalités et à la circulation physique des fonds et des moyens de production (marchandises, bétail, poisson, etc.).

Des failles dans les mécanismes nationaux de régulation et de contrôle

³ Voir par exemple *Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine créé par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité*, octobre 2014.

des flux financiers et des modes de production économique sont fréquemment révélées par les saisies douanières, l'invention de nouvelles formes de blanchiment, la persistance des thésaurisations ex-bancaires, l'implication des réseaux terroristes dans le commerce régional... La sanctuarisation de territoires frontaliers favorise la production de denrées de survie à travers l'exploitation d'une main d'œuvre obligée, ainsi que les péages et autres dîmes. A cet égard, l'épaississement de la branche dite Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) au lac Tchad⁴ s'adosse aussi bien à la délicatesse de l'environnement lacustre qu'à la productivité économique d'un espace apte à fournir des ressources de survie aux insurgés. Ce qui n'est pas le cas de la forêt de Sambisa dépendant des approvisionnements extérieurs et dont les résidents risquent d'être affamés comme c'est d'ailleurs le cas depuis le déploiement des opérations à succès de la FMM.

Les capacités de financement endogène de la lutte armée à travers la criminalisation des circuits de mobilisation des capitaux sont désormais attestées, découlant aussi bien du faible contrôle des échanges transfrontaliers que des extorsions, prises d'otages, pillages des établissements financiers...

L'autochtonisation⁵ du terrorisme est révélée, traduisant l'existence dans le bassin tchadien et plus amplement au Sahel, de personnes et groupes associés à l'extrémisme et aux idéologies radicales. Entre la radicalisation communautaire⁶ qu'exploitent de plus en plus les luttes idéologiques au Sahel et l'arrimage des groupes armés locaux à l'extrémisme religieux, l'on observe que les risques sont de plus en plus issus du terroir. Le recrutement d'éléments nationaux, voire issus des communautés des zones d'opération des groupes extrémistes, favorise leur immersion, et dont la capacité de résilience des insurrections. Du reste, le regain d'activités terroristes dans le BLT (attaques, attentats, pose de mines), renseigne sur la probable constitution de cellules locales.

4 L'EIAO est désormais une organisation distincte de Boko Haram aussi bien dans son leadership que ses liens avec d'autres groupes extrémistes. L'on devrait par conséquent considérer que dans le BLT, opèrent deux groupes terroristes, l'un au Lac, l'autre entre Sambisa et les monts Mandara.

5 C'est l'immersion du terrorisme à travers l'implication d'acteurs locaux capables de se dissoudre dans l'environnement sociodémographique. Ce qui facilite la dissimulation, les recrutements, le financement et la commission des actes terroristes.

6 Tendence à la constitution de milices dites d'autodéfense par des communautés victimes de violences ou développant un sentiment d'exclusion. Les cas les plus illustratifs sont les milices peules et dogon au Mali.

A.3 Des Etats assiégés de l'intérieur et subissant les effluves du voisinage

L'ambivalence de la perception de l'Etat par des populations frontalières qui attendent que soient satisfaits leurs besoins en services sociaux de base, alors même qu'au quotidien, elles marquent leur attachement à davantage de marge de manœuvre dans leurs transactions transfrontalières. Espoirs centripètes et attitudes centrifuges caractérisent l'écartèlement des populations frontalières entre citoyenneté nationale et besoin d'Etat d'une part, et d'autre part entre pragmatisme régional et dépendance vis-à-vis des échanges avec les voisins).

Une excentricité centrifuge génératrice d'une régionalisation parallèle à risque pour l'intégrité des Etats : le Bassin du Lac Tchad tend à se constituer comme un 'Etat virtuel' aux confins des Etats réels.

Des besoins abyssaux dus à une accumulation durable de la demande sociale ramenant les réponses internationales au niveau basique (santé, éducation, eau, hygiène...), le développement économique plus tard. Pauvreté, sous-scolarisation, chômage, problèmes de santé, détresse environnementale... se sont construits durant de nombreuses décennies dans le BLT ; par conséquent, les actions mises en œuvre apparaissent superficielles face à l'ampleur des besoins cumulés.

La primauté de la globalité sur l'autarcie stratégique pour répondre collectivement à la régionalisation des problèmes : bien que les réponses nationales prouvent leur efficacité dans la lutte contre le terrorisme, en l'occurrence les dispositifs de prévention des incursions et des attentats, c'est vers des partenariats sous-régionaux que tendent la plupart des Etats confrontés aux nouvelles menaces qui sont par essence transnationales et aux effets multisectoriels. Cependant, se pose la question de la pérennisation de ces dispositifs dont le financement repose surtout sur les ressources d'Etats engagés sur plusieurs fronts stratégiques et socioéconomiques.

L'effet boomerang de l'agrégation et de la maturation d'une combinatoire crisogène régionale : cumul de facteurs de conflits, accumulation de catégories à risques, succession de criminalités, reproduction et émergence de foyers de tension à effluves transfrontalières, nouveaux antagonismes locaux induits par les nouvelles conflictualités...

A.4 La statistique au service de quelle(s) action(s)?

Le chiffre comme déterminant de pertinence dans la formulation des interventions dans les zones de crise ne conduit pas à une réponse proportionnelle aux indicateurs de base : le débat sur le ‘saupoudrage’ des réponses part du gap entre les effectifs des nécessiteux et le nombre de personnes cibles des projets. A cela s’ajoute le fait que la concentration sur les indicateurs quantitatifs ne permet pas de dégager les effets cognitifs de ces interventions, alors que toutes les actions doivent concourir à élever des barrières mentales contre l’extrémisme chez des personnes vulnérables.

Les indicateurs comparés de létalité de la violence d’une semaine/mois à l’autre comme état de situation du conflit, restent un outil d’évaluation, mais pas de prédiction des mutations des modalités opérationnelles des groupes armés. Les pouvoirs publics et les PTF sont surtout réactifs tandis que les criminels sont proactifs, changeant de mode opératoire en fonction de l’efficacité des mesures contre-insurrectionnelles.

Une impression de ‘surfacturation du péril jeune’ : sentiment d’inadéquation des réponses avec la nature et l’ampleur des attentes des jeunes, ces derniers criant à la stigmatisation opportuniste et à une généralisation plutôt porteuse de plus de radicalisation. Il se dégage la nécessité de valoriser les exemples de réussite pour susciter l’émulation, l’implication, la participation des groupes de jeunes.

Risque de confusion entre baisse des indicateurs humanitaires et normalisation : quelle approche post-conflit alors que le conflit est en cours ? Des milliers de déplacés internes résident encore dans des camps de fortune, notamment dans le Logone et Chari et le Mayo Sava. De milliers d’autres ont regagné leurs villages, du moins ce qu’il en reste. Cependant, malgré la tranchée qui a considérablement réduit la capacité d’incursion de Boko Haram, les villages frontaliers restent sujets à des risques d’attaques. Des attaques meurtrières comme celle de Tchakamari (sur l’axe Waza-Mora) en avril 2019 ou la pose d’engins explosifs sur des axes éloignés de la frontière entre Kolofata et Gancé, suggèrent que le conflit s’internalise davantage. Aux risques pendants liés à la présence de combattants et de zones de replis (notamment dans les monts Mandara), s’ajoute le regain d’activité de la branche repliée au lac Tchad, connue sous l’appellation d’Etat islamique en Afrique de l’Ouest (EIAO). Ce qui indique un déplacement de la zone d’intensité du terrorisme, sans que le front central (ouvert sur Sambisa et environs) et le front méridional (monts Mandara), soient effectivement éteints.

Plusieurs préoccupations concomitantes caractérisent une crise dont les défis s'interpénètrent courants : persistance des besoins humanitaires ; réinstallation des retournés et viabilisation des villages ; lutte contre les attaques et surveillance des risques d'attentats ; traitement des facteurs de conflits et de radicalisation ; mise en œuvre du DDR...

Une nécessaire consolidation des données socioéconomiques au niveau local, étatique et régional pour des synthèses sectorielles utiles. La reprise des échanges commerciaux sur quelques axes stratégiques (Amchidé, Bourha, Fotokol) sous la protection de la FMM est un indicateur de l'amorce de normalisation dans des zones frontalières dépendant fortement du commerce pour occuper les jeunes, leur procurer des revenus, réduire leur vulnérabilité à l'enrôlement, relancer les marchés. Mais quel suivi en est fait pour en évaluer au fil des jours les effets sur la stabilisation ? En même temps, comment s'opérationnalisent des initiatives similaires dans les autres espaces frontaliers affectés par la crise ? Il en est de même de l'économie pastorale fortement tributaire des mobilités du bétail à l'intérieur des pays et en transhumance transfrontalière. Entre vecteur de conflits agropastoraux, source de financement du terrorisme et facteur d'équilibre socioéconomique, le bétail est un enjeu pluriel auquel la crise due à Boko Haram a donné une tonalité sécuritaire interrégionale. Comme avec la CBLT qui a dû réajuster ses priorités pour s'ouvrir davantage aux enjeux stratégiques du bassin, c'est le lieu pour la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBEVIRHA) de s'approprier que posent les écocides, la transhumance et la transmigration des nomades, les conflits agropastoraux, le vol du bétail, les prises d'otages parmi les éleveurs, sur la sécurité locale régionale. Il suffit de noter que la résilience de l'EIAO au Lac, est en partie tributaire du contrôle des zones de pêche (accès à une source de revenus et d'alimentation, allégeance des pêcheurs). La quête des données devrait aussi concerner les conflits nouveaux générés par la crise et les inscrire dans un programme de réhabilitation pouvant parfois impliquer des actions de réconciliation intra-communautaire.

Pérenniser le dispositif de sécurisation des zones frontalières

B.1 Nécessité d'une réflexion approfondie sur le multilatéralisme stratégique

L'urgence d'une réflexion approfondie sur le multilatéralisme stratégique dans le Bassin du Lac Tchad : la mise en place de la FMM a été réactive dans le sens où c'est le contexte qui a imposé la régionalisation de la réponse. Se pose cependant la question de la pérennisation de ce dispositif et de son adaptation aux menaces militaro-criminelles dans une zone exposée au renouvellement des crises. Se pose également la question de l'inter-régionalisation, deux des pays membres, en l'occurrence le Niger et le Tchad, appartenant aussi bien à la FMM qu'à la force du G5 Sahel, sans qu'existe une passerelle opérationnelle entre les deux forces. A cela s'ajoute l'étirement de chacun de ces pays sur plusieurs bassins stratégiques – hormis le BLT - dans lesquels ses forces de défense et de sécurité sont engagés.

Une nécessaire formalisation des missions stratégiques de la CBLT : depuis 1983, année d'affrontements entre soldats nigériens et tchadiens au Lac conduisant à la démarcation des frontières et à la mise en place des patrouilles mixtes, le BLT n'a cessé de passer d'un phénomène d'insécurité à un autre. La mise en place de la FMM devrait être l'occasion d'élargir le champ de compétences de la CBLT en rendant plus visibles les missions de paix et de sécurité dans l'organigramme et le plan stratégique de l'organisme. Ce qui, du reste, est dans l'air du temps, car la plupart des organisations interafricaines ont adapté leur agenda aux défis sécuritaires qui minent la mise en œuvre de leurs projets habituels à caractère économique ou environnemental notamment.

La spécialisation des forces et le renforcement de leur capacité de déploiement face à des menaces créatives, adaptatives, migrantes et à durée déterminée. Ce qui pourrait amener à envisager des dispositifs autres que le stationnement des forces, du moins des mécanismes additionnels plus flexibles. Aux guerres de conquête territoriale ou politique, succéderont progressivement des guerres ponctuelles, à durée déterminée, portées davantage vers les fonctions économiques et identitaires de seconde génération. La guerre identitaire de seconde génération procédera de l'épaississement des groupes de pression communautaires qui, à travers les réseaux associatifs, intellectuels,

économiques et l'infiltration des segments dominants de l'Etat, seront en mesure de construire des dissidences irrédentistes, des postures d'influence au sein de l'Etat, des souverainetés partielles sur les ressources... Ces attitudes sont certes déjà observables çà et là en Afrique Centrale et Occidentale. La complexification des violences aux frontières rend désormais possible la coaction d'intérêts politiques, idéologiques, financiers et économiques locaux et parfois internationaux. Les identités se positionneront davantage par rapport à ce qu'elles peuvent offrir à des acteurs de plus en plus opportunistes.

De la coordination des services aux frontières et de la mise en place de systèmes d'alerte précoce comme mécanisme de prévision et de réponse rapide face à l'émergence de risques nouveaux. La gestion intégrée des frontières est désormais un impératif pour les services publics chargés de réguler toutes les formes de mobilités transfrontalières, ainsi que de gérer la vie quotidienne des communautés qui y résident. La capacité des groupes armés à exploiter les réseaux d'échanges légaux et de trafics, les fraternisations identitaires, intellectuelles et religieuses, ainsi que toutes autres formes de circuits de soutien aux illégalités génératrices de revenus, montre que les failles dans la coordination et la mutualisation des renseignements font le jeu des entrepreneurs criminels et des groupes politico-militaires sanctuarisant les zones frontalières. Ces failles facilitent le braconnage transfrontalier, le trafic des armes, des munitions et des pierres précieuses, les approvisionnements en nourriture, carburant et pièces détachées essentiels à la survie et aux activités des groupes armés. D'où l'intérêt, à côté de la coordination des renseignements, de dispositifs locaux d'alerte précoce pouvant assurer la veille et favoriser la réaction rapide. Si les comités de vigilance jouent ce rôle contre Boko Haram, il conviendrait que progressivement les communautés s'en approprient et le pérennisent à travers des mécanismes locaux de participation citoyenne.

B.2 Rompre avec le cycle des criminalités et des conflits

La récurrence de la violence prédatrice comme facteur d'empêchement de l'essor socioéconomique et de la mobilité individuelle : les efforts des opérateurs économiques frontaliers sont fréquemment rompus par la succession des violences qui inhibent les échanges. A cause des coupeurs de routes, des preneurs d'otages, de Boko Haram, de la crise

centrafricaine, des fermetures de frontières, etc., l'on a enregistré un nombre infini de faillites parmi les commerçants, les transporteurs, les éleveurs... L'arrêt période des échanges transfrontaliers impacte les approvisionnements des marchés, les activités détaillants et de tous les travailleurs des secteurs affectés. Aussi est-il nécessaire de sensibiliser continuellement les communautés sur l'impact des violences afin qu'elles s'impliquent davantage dans les activités de prévention. Autorités administratives et traditionnelles, et les associations affiliées aux programmes nationaux de développement local et d'encadrement citoyen devraient s'en occuper.

La victimisation du bien-être et la délocalisation des opérateurs économiques face aux extorsions, menaces, enlèvements... : le ciblage des opérateurs économiques et autres personnes relativement nanties dans les zones périphériques, ont conduit la plupart d'entre elles à changer de lieu de résidence et à délocaliser leurs avoirs. Il en est ainsi des commerçants du Mayo Sava réinstallés à Maroua ou des personnes ciblées par les preneurs d'otages dans l'Adamaoua. L'impact sur la viabilité des zones rurales est évident, avec des incidences sur la répartition spatiale du développement.

Au-delà de la lutte contre la pauvreté, quels dispositifs institutionnels d'administration spécialisée des zones frontalières? Il est manifeste que la multiplication des fragilités aux frontières appelle un dispositif de coordination administrative spécifique aussi bien en termes de profil du personnel de commandement à y déployer, qu'en ressources humaines et matérielles. Au-delà de la formation professionnelle initiale, l'aptitude à cerner les enjeux stratégiques et géopolitiques d'un voisinage instable, ainsi que la compréhension transversale des enjeux identitaires et sociopolitiques locaux, sont des prérequis à considérer ou à construire chez des administrateurs appelés à combiner tact, réactivité et prospective. Ainsi pourra-t-on aussi constituer un corps d'ânés dont l'expérience de la gestion des crises pourra aider à outiller les générations d'administrateurs entrants, appelés à servir dans des environnements de plus en plus conflictuels exigeant de discerner l'articulation d'enjeux qui peuvent parfois dépasser le seuil de leur unité de commandement. A cet égard, les Départements affectés par la crise due à Boko Haram, devraient être davantage outillés en analystes, véhicules tout-terrain, embarcations, relais communautaires, systèmes de communication, ressources documentaires d'analyses de contexte, etc. pour mieux asseoir le dispositif de coordination, voire de proactivité

de l'Etat dans des zones où la prévention devra occuper une place centrale comme stratégie de consolidation de la paix et d'anticipation sur les risques.

La nécessité de résoudre définitivement les conflits fonciers et ceux liés à l'exploitation des ressources (agropastoraux, sylvopastoraux, etc.) pour rompre le cycle des conflits et la vulnérabilité au crime : le lien entre crime et conflit est attesté, en l'occurrence lorsque l'accumulation et le renouvellement de conflits mal résolus légitiment des attitudes dissidentes dues à des sentiments de victimisation permanente. Ce sont des perceptions qui peuvent être non fondées, mais dans les zones d'interpénétration de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, la pratique de chacune de ces activités est enrobée dans une posture d'appartenance identitaire et de légitimation de droits de propriété ou d'accès confrontant coutumes, réglementation, jeux d'influence... Aux compétitions autour des espaces utiles, s'ajoute la lutte pour le foncier sociopolitique, les délimitations des chefferies traditionnelles marquées sur le sol étant constamment remises en question par des revendications de type anthropologique voulant corréluer commandement traditionnel, emprise sur le sol et appartenance ethnique. Récurrente autour du lac depuis des décennies, la problématique foncière s'étire ailleurs, notamment dans le Sud tchadien avec la conquête des espaces pâturables par les pasteurs venant de l'Est, ou dans l'Adamaoua avec le reflux des nomades mbororo chassés par les crises centrafricaines depuis le début des années 2000. L'exclusion foncière comme source de frustration et de quête d'alternatives auprès des groupes armés est considérée comme un des facteurs socioéconomiques de l'adhésion à Boko Haram par des jeunes, voire des familles qui ont cru aux opportunités d'accès à des biens et à des terres dans les zones sous emprise de l'organisation terroriste. Cette dernière, comme indiqué plus haut, utilise les ressources halieutiques et l'accès aux potentialités des abords du Lac comme un moyen de chantage et d'extorsion sur les populations riveraines.

Casser la rentabilité du crime organisé pour réduire son attractivité, le butin et sa convertibilité monétaire étant au cœur de la prolifération des bandes armées : depuis la fin des années 1980, les bandes armées criminelles se sont multipliées au point d'amener les Etats à mettre en place des unités spécialisées (GPIG et BIR au Cameroun ; Operation Flush au Nigeria ; RAID au Tchad ; OCRB en RCA...) dans une logique du tout-répressif. Les opérations ciblées de ces unités ont montré, dans chacun de ces pays, que certaines mobilités sociales spontanées se sont faites à travers le crime : trafic de véhicules volés ; embuscades ;

braquages à domicile ; razzias de bétail, etc. Diverses études et rapports ont rendu compte de cette criminalisation des modes d'accumulation aussi bien en ville que dans les zones frontalières. Le marché de la sécurité privée en a tiré grands avantages. Le banditisme s'est même militarisé à travers le professionnalisme des bandes criminelles transmigrantes et des complicités parmi quelques éléments des FDS dont la complicité a été établie. Au Cameroun, avant le GPIG et le BIR, des opérations spéciales ont été diligentées dans certaines villes et régions particulièrement affectées, en l'occurrence le Logone et Chari où le crime organisé a surpassé les impératifs de maintien de l'ordre pour prendre en charge des défis de défense nationale face à des groupes aguerris, venant des pays voisins et dotés d'armes sophistiqués. Le phénomène des coupeurs de routes a sevré les usagers de la route et les éleveurs de sommes considérables d'argent, ruinant bien des opérateurs économiques.⁷ A son tour, celui des prises d'otages a mobilisé des milliards de FCFA de rançons.⁸ A travers plusieurs mécanismes de mobilisation de fonds, Boko Haram est capable de s'autofinancer.⁹ La lutte contre le blanchiment des produits du crime et contre le financement du terrorisme doit être organisée de façon coopérative entre les Etats et entre les services, et au sein d'un organisme dédié similaire au Comité International de Coordination de la lutte contre la piraterie maritime. La faible bancarisation et la circulation physique des fonds, la non systématisation des déclarations de soupçon par les banques et autres professions assujetties, le faible contrôle des organismes à but non lucratif¹⁰, le fonctionnement informel de la plupart des opérateurs transfrontaliers, l'ampleur des flux financiers privés en direction des œuvres caritatives, la diversité de produits de contrebande et de trafics, l'infiltration de l'économie légale par des acteurs criminels pour financer les groupes armés à travers des mécanismes de noircissement d'argent constituent une liste non exhaustive de facteurs favorisant la productivité et donc la durabilité du crime. Les dispositifs nationaux (ANIF, renseignements financiers, douanes, surveillance bancaire...) ne suffisent plus pour suivre les multiples segments de la criminalité financière dans une sous-région poreuse à maints égards.

7 Voir Saïbou Issa, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme de grand chemin dans le Bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.

8 La communauté mbororo du Cameroun en a fait état lors d'une concertation des forces vives de la Région de l'Adamaoua au Cameroun en janvier 2019.

9 GABAC, *Le financement du terrorisme en Afrique Centrale*, 2016.

10 GABAC, *Vulnérabilité des organismes à but non lucratif au financement du terrorisme en Afrique Centrale*, 2015.

B.3 De l'occupation de l'espace et de la rentabilisation des potentialités locales

Une réflexion sur le (re)peuplement des zones frontalières, pour que l'habitat et les exploitations économiques supplantent les terrains de parcours et de sanctuarisation des groupes armés : depuis trois décennies, ce sont les mêmes espaces qui sont au cœur des conflits et des criminalités. La zone de Darak au Lac, poissonneuse, fertile et riche en pâturages, densément investie par des migrants ouest-africains et particulièrement nigériens, jusqu'à ce qu'à la suite de son occupation par des troupes nigériennes en 1987, le Cameroun cherche une solution au sein de la CBLT avant de porter l'affaire à la Cour Internationale de Justice. La même zone est aujourd'hui menacée par l'EIAO ; après l'attaque de Bargaram en juillet 2014 qui a coûté la vie à une dizaine de soldats camerounais, c'est à Darak qu'en juin 2019, l'armée a subi ses plus grandes pertes avec 17 soldats et 8 civils tués. Dans le Mayo Sava, l'axe Waza-Dabanga sur la Nationale n°1 menant à Kousseri a été l'épicentre des embuscades des coupeurs de route ; les risques d'attaques sont permanents entre Mora et Dabanga, malgré les patrouilles de l'Opération Alpha et de la FMM. De là la frontière nigérienne parfois très proche, les villages se sont vidés de leurs populations, l'agriculture et le commerce n'y reprennent que timidement, des centaines de personnes semblent avoir rejoint les rangs des insurgés. Ce sont également les mêmes zones de parcours des malfaiteurs (zones de Belel, Nyambaka, Ngahoui) et de conflits agropastoraux (berges du Logone) qui enregistrent les épisodes de violence. Ces zones ont en commun le sous-peuplement et l'inoccupation de vastes étendues de terres propices à la dissimulation et au retrait des assaillants après les attaques. C'est le lieu d'y créer des exploitations agricoles et pastorales publiques et privées, notamment des agropoles de maïs, de riz, de canne à sucre, d'agrumes et de bien d'autres denrées dont la productivité est avérée. C'est aussi le lieu de mieux affirmer le contrôle et l'exploitation des ressources halieutiques du Lac et de développer la pisciculture par des nationaux et d'en rentabiliser le commerce en direction du marché nigérien de demandeurs de vivres.

Distribution complémentaire des services publics le long de la frontière en synergie avec le Nigeria : à la transfrontalité des facteurs et des acteurs du crime, il faut répondre par la transfrontalité des mécanismes de prévention. De nombreuses communautés se font face de part et d'autre de la frontière, s'entremêlant dans les marchés, les lieux de culte, les cérémonies sociales. La stabilisation de zones frontalières aussi

intégrées pourrait se renforcer à travers la mutualisation des services sociaux de base : un centre de santé côté camerounais, une école côté nigérian, un centre de formation professionnelle ici, des espaces de loisirs là, etc. afin que les populations aient elles-mêmes intérêt à maintenir la quiétude dans leur aire d'interactions.

Opérationnaliser une politique de DDR sensible aux intérêts des victimes et des communautés

C.1. Poursuivre les redditions des ex-combattants et opérationnaliser le CNDDR dans l'Extrême-Nord du Cameroun

Chacun des quatre pays affectés par Boko Haram a enregistré des redditions. Le nombre varie d'un pays à l'autre, sans que cela ne soit un indicateur des effectifs d'enrôlés. Il ne semble pas y avoir des estimations sur l'ampleur des recrutements dans le BLT ; ce qui laisse intacte la perception du risque que les recrues représentent pour leurs pays d'origine. Après une période initiale marquée par la fréquence des retours, l'on note depuis le début de l'année 2018, une stagnation, voire des évasions du Quartier Général du Secteur 1 de la FMM où ils sont retenus. Diverses sources indiquent cependant qu'ils seraient nombreux à sillonner les zones frontalières, désireux de se rendre, mais attendant d'être rassurés par la gestion qui sera faite de ceux qui sont revenus. Outre ces avancées escomptées, il est probable que l'implication des communautés et particulièrement des chefs traditionnels dans les mécanismes d'incitation à la reddition pourrait aider à relancer le processus.

Créé le 30 novembre 2018, le Comité National de Désarmement, de Démobilisation et de Réintégration dispose de centres régionaux dans le Nord-Ouest (Bamenda) et le Sud-Ouest (Buea) pour les ex-combattants issus des groupes armés opérant dans ces régions, et dans l'Extrême-Nord du Cameroun (Mora) pour ceux de Boko Haram. Sept mois après, les contours de l'opération restent embryonnaires, tandis

qu'une centaine d'ex-combattants attendent depuis octobre 2017 à la base de la FMM à Mora. La définition d'un cadre légal devant régir l'éligibilité au DDR et les conditions de sa mise en œuvre, le cadre d'accueil et de réhabilitation des éligibles, le personnel et les équipements, la plateforme d'intervention des acteurs nationaux et internationaux concernés, etc. sont autant de préalables à satisfaire dans les meilleurs délais.

C.2. Préciser les logiques de gestion des autres catégories d'ex-associés à Boko Haram

Bien qu'il y ait des concertations régionales entre les acteurs institutionnels impliqués dans la gestion des personnes ayant été sous emprise de Boko Haram, ainsi que des orientations communes contenues dans la Stratégie régionale de stabilisation et de redressement économique adoptée à Abuja en 2018, il reste que pour l'instant, le DDR se fait à géométrie variable. Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad n'ont encore ni la même approche, ni le même niveau de réalisation du DDR. Les discussions et les actions restent focalisées sur les ex-combattants, tandis d'autres catégories de personnes, plus nombreuses, sont également rentrées et doivent, selon les normes onusiennes et les orientations de la Stratégie régionale, passer à travers un mécanisme de profilage permettant de distinguer ceux qui passeront par une étape de reconditionnement avant de rejoindre leurs familles et ceux qui seront directement admis à y retourner.

Il y a dans les villages des dizaines de femmes et enfants d'ex-combattants ou d'insurgés encore en activité, et des veuves revenus seuls ou avec leurs époux. Ils ont été « déchargés » par les chefs de communautés et se trouvent dans leurs familles respectives. Aucun dispositif de suivi ni de mécanisme de réinsertion ou d'évaluation des risques qu'ils représenteraient n'assure leur encadrement. D'autres personnes sont rentrées inopinément et se font discrètes dans les villages où elles sont tolérées

Les « présumés ex-otages » au nombre de 1500 environ en mai 2019 qui sont passés par un stationnement à la Commune de Mozogo, avant d'être transférés au camp de déplacés internes de Zamaï près de Mokolo. Hommes, femmes, enfants de tous âges appartenant à plusieurs familles se présentent comme des personnes enlevées dans leurs villages et soumises à des travaux forcés pour le compte de Boko Haram en territoire nigérian. Leur nombre croît de jour en jour tandis que

diminuent les ressources de la prise en charge par les organisations humanitaires. Un processus de triage déterminera-t-il ceux qui auraient effectivement été impliqués dans les opérations de Boko Haram pour laisser les victimes rentrer en communauté ? Seront-ils réinstallés ailleurs, au risque d'être ghettoïsés ? Des mécanismes de justice transitionnelle permettront-ils d'évacuer les rancœurs et de reconstituer le tissu communautaire dans les villages du Mayo Tsanaga dont la plupart viennent ?

C.3. Tenir compte des attentes des communautés dans la stratégie de réintégration

Quand viendra le moment de prendre en charge les ex-associés à travers la réinsertion, la réhabilitation ou toute autre prise en charge de leurs besoins par l'Etat et les partenaires, il serait judicieux de mener parallèlement des actions socioéconomiques en faveur des communautés qui les accueillent et qui sont impactées par la crise à laquelle certains de leurs propres ressortissants ont participé. Les attentes concernent notamment la réhabilitation ou la construction des services sociaux de base et des logements, la relance des activités champêtres sur des espaces envahis par la brousse (aménagement, extension, intrants, petits équipements, nouvelles chaînes de valeur...) et la construction de magasins de stockage, l'appui à la relance des activités génératrices de revenus (AGR), la réhabilitation des routes, l'électrification.

Définir un couloir de gestion des comités de vigilance dans les mécanismes de sécurisation permanente des communautés et de réinsertion. Ce sont plusieurs milliers de personnes qui sont associées au dispositif de prévention des attaques et attentats dans les villages du Logone et Chari, du Mayo Sava et du Mayo Tsanaga. Quelques-unes ont perdu la vie dans diverses circonstances, laissant des femmes et des enfants. Tant que la menace persiste, leur appui en renseignements et surveillance des villages est essentielle. Des réflexions sur les axes de leur réinsertion ont conduit à suggérer que certains puissent intégrer les polices municipales et que d'autres reçoivent des appuis pour renforcer les AGR qu'ils pratiquaient déjà ou pour en créer. Mais la question des polices municipales est disputée, notamment par ceux qui sont dubitatifs sur la capacité des communes à assurer les charges salariales. Toujours est-il que les communautés ne semblent pas concevoir la réintégration ultérieure d'ex-combattants et surtout des jeunes sans que la veille des comités de vigilance ne soit consolidée ou que la protection des FDS soit garantie durant plusieurs années après d'éventuels retours de cette

catégorie à risques.

Expliciter la notion de victimes : plusieurs séminaires, études et rapports ont insisté sur la nécessité de bâtir une stratégie de paix durable sur un DDR prenant en compte les droits des victimes. Mais le concept reste vague car estiment pouvoir s'y retrouver : les personnes étant subi des dommages physiques ou matériels, les communautés dont les villages ont été détruits, les déplacés internes, les femmes et les enfants embarqués dans l'aventure par les chefs de familles qui ont décidé de s'enrôler, les personnes enlevées, les suspects emprisonnés pendant plusieurs années avant qu'une décision de justice les libère, etc. La clarification et la contextualisation de la notion de victime pourraient contribuer à prévenir des contentieux avec l'Etat et au sein des communautés.

Conclusion

Ce texte a essayé de tirer quelques leçons des crises sécuritaires auxquelles le Cameroun est confronté aujourd'hui, et particulièrement la lutte contre Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Il s'agissait également d'explorer des perspectives socioéconomiques et stratégiques, l'un s'imbriquant dans l'autre compte tenu de l'influence du facteur économique dans la production et la vulnérabilité à la violence. Il ressort des développements qui précèdent que la vulnérabilité du bassin stratégique septentrional s'est construite sur la durée. La faible présence de l'Etat et les fragilités des systèmes de production traditionnels ont laissé prospérer l'informel et les réseaux et circuits d'échanges basés sur des hommes plutôt que sur les institutions et services publics. Il s'est construit une transfrontalité solidaire des régions adjacentes autour du lac Tchad. Toutes choses que les groupes armés exploitent dans un étirement régional. L'économie reste la pierre angulaire de la prévention des crises dans le Bassin du Lac Tchad. Car elle est la principale source des violences, qu'elles prennent la forme de conflits (accès aux espaces utiles notamment) ou qu'elles se déclinent en criminalité transfrontalière visant l'extorsion. La mise en commun du développement, de la défense et de la sécurité est donc essentielle à la stabilisation des zones frontalières et partant du Bassin du lac Tchad.

Note conclusive

NGOBO Annick ép TAYOU
Diplomate

Cinq principaux impératifs tendent à se dégager des grilles de lectures à la fois différentielles et complémentaires proposées au sujet des dynamiques insécuritaires à l'œuvre dans le Bassin du Lac Tchad.

Il s'agit de :

- 1) La prise en compte du caractère transfrontalier des enjeux de sécurité dans le Bassin du Lac Tchad, eu égard à la mobilité extralimnique des entrepreneurs de l'insécurité du fait de la porosité des frontières et à l'interpénétration des intérêts nationaux des Etats du ressort ;
- 2) La consolidation d'une base de réflexion commune, dans un contexte qui disqualifie de fait les postures exclusivistes et individualistes du fait même de la nature diffuse et transfrontalière des menaces ;
- 3) L'extension du champ spatial de recherche en intégrant l'Afrique de l'Ouest et de l'Est comme variables essentielles pour la saisine des enjeux sécuritaires de la région ;
- 4) L'intégration de la criminalité faunique dans le champ de recherche du fait de l'exploitation des ressources naturelles par les groupes armés qui opèrent dans le champ politico-militaire, en plus du terrorisme qui y entraîne une inflation quantitative et financière des groupes armés en posture de défiance vis-à-vis des Etats riverains;

5) L'élaboration d'un lexique en vue de la construction d'un discours commun sur les paradigmes, concepts et notions opératoires dans le domaine de la recherche sur le terrorisme et ses avatars.

Aussi, la structuration d'un important vivier d'intelligences consacré à la recherche permettant de réaliser une synergie trilogique entre les niveaux de ceux qui mènent l'action, le quotidien et l'empirique passe-t-elle par :

- La capitalisation des connaissances sur la sécurité permettant de faire le point sur le terrorisme, la radicalisation et l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne en général et dans le Bassin du Lac Tchad en particulier;
- L'archivage des contributions scientifiques sus-documentées et leur formalisation au sein d'un document traitant du *continuum Humanitaire-Sécurité-Développement dans le Bassin du Lac Tchad* et rendu disponible au public ;
- La mise en place d'un réseau spécifique pour les besoins du suivi de la recherche et surtout de l'implémentation des résolutions prises au cours des assises de Maroua.

Ce sont là, entre autres tâches, que l'EIFORCES, à travers son Centre de Recherche et de Documentation (CRD) et ses partenaires tant nationaux qu'internationaux se sont engagés à accomplir. Toute chose qui justifie, s'il en était encore le besoin, cette première parution de la Revue Africaine de Sécurité Internationale (RASI).-

Parmi les activités de recherche organisées dans le cadre du troisième programme appuagé par le Gouvernement du Japon via le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à l'Ecole Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES) portant « Soutien à l'EIFORCES pour la construction des capacités africaines d'intervention de paix et de sécurité », le séminaire de recherche organisé à Maroua les 24 et 25 août 2018 sur le thème « Les problématiques sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad » est apparu comme structurant à plusieurs titres.

D'abord s'agissait-il, dans l'environnement sécuritaire immédiat, de cartographier les espaces prioritaires sur lesquels doivent porter les études à mener à l'EIFORCES au cours des prochaines années. Ensuite, il importait de définir et de conceptualiser en vue de recherches ultérieures approfondies, les problématiques sécuritaires les plus impératives, notamment en ce qui concerne le continuum humanitaire-sécurité-développement. Enfin, il devait permettre, à partir de la sélection des propositions de contribution les plus pertinentes à cette réflexion exploratoire, d'initier la constitution d'un vivier de chercheurs hautement compétents, tant en termes de connaissance des enjeux et dynamiques de terrain que de maîtrise à la pointe des concepts, théories, approches méthodologiques et options épistémologiques les plus pertinents en vue de l'examen des phénomènes constituant les variables décisives de la sécurité et de l'insécurité, de l'instabilité actuelle et de la stabilité à construire dans cet espace provisoirement circonscrit aux pays riverains du lac Tchad.

Aussi, la structuration en cours d'un programme de recherche spécifique et la production du présent ouvrage collectif à partir des travaux dudit séminaire attestent-elles de ce que les assises de Maroua organisées par l'EIFORCES et le PNUD via le Japon ont bel et bien rempli leur mandat !



www.eiforces.com

Revue scientifique éditée par l'EIFORCES